

Société anonyme au capital de 5 019 776 380,80 euros
Siège social : 30, avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris
542 044 524 RCS Paris

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2016 ET RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Document de référence et rapport financier annuel déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 mars 2017 sous le numéro D.17-0195.
Actualisation déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 août 2017 sous le numéro D.17-0195-A01.



La présente actualisation du Document de référence 2016 a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 août 2017 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée d'une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2016

I	PRÉSENTATION DE NATIXIS	p.3
1.1	Communiqués de presse postérieurs au dépôt du document de référence	p.3
1.2	Résultats au 30 juin 2017 : communiqué de presse du 1er Août 2017	p.7
II	CHAPITRE 2 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	p.34
2.1	Gouvernance de Natixis au 31 juillet 2017	p.34
2.2	Informations complémentaires sur les mandataires sociaux	p.40
2.3	Direction et contrôle de la gouvernance d'entreprise	p.41
2.4	Politique de rémunération de Natixis	p.42
III	CHAPITRE 3 : RISQUES ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES	p.43
3.1	Introduction	p.43
3.3	Gestion du capital et adéquation des fonds propres	p.43
3.4	Risques de crédit et de contrepartie	p.48
3.6	Risques de marché	p.51
3.8	Risques de liquidité et stratégie de refinancement	p.55
3.9	Risques juridiques	p.60
3.10	Autres risques	p.63
3.11	Expositions sensibles	p.67
IV	CHAPITRE 4 : COMMENTAIRES SUR L'EXERCICE	p.69
4.1	Rapport d'activité semestriel au 30 juin 2017	p.69
V	CHAPITRE 5 : ÉLÉMENTS FINANCIERS	p.91
5.1	Éléments financiers (comptes semestriels consolidés et notes annexes) Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière consolidée résumée	p.91
5.2		p.156
VI	CHAPITRE 7 : ÉLÉMENTS JURIDIQUES	p.158
7.1	Statuts de Natixis	p.158
7.3	Répartition du capital et des droits de vote	p.158
VII	CHAPITRE 8 : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	p.160
8.1	Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence	p.160
8.2	Documents accessibles au public	p.160
8.3	Table de concordance du document de référence	p.161
8.4	Table de concordance du rapport financier semestriel Table de concordance entre les articles CRR et les tableaux du rapport	p.163
8.5	Pilier III	p.164
8.6	Index des tableaux du rapport Pilier III et du document de référence	p.167
8.7	Responsables du contrôle des comptes	p.170

I CHAPITRE 1 : PRÉSENTATION DE NATIXIS

1.1 Communiqués de presse postérieurs au dépôt du document de référence

1.1.1 Communiqué de presse du 28 mars 2017

Natixis, IBM et Trafigura lancent la toute première solution blockchain à destination du marché du pétrole brut américain

Le 28 mars 2017 - Natixis, IBM et Trafigura ont mis au point la première solution blockchain applicable aux transactions de financement du commerce de pétrole brut aux Etats-Unis. Le registre distribué s'appuyant sur la technologie open source Hyperledger Fabric de la Linux Foundation permet la numérisation des principales étapes de ce type de transaction sur la blockchain, garantissant une plus grande transparence, une meilleure sécurisation des échanges et une efficacité opérationnelle accrue.

En réunissant l'acheteur, le vendeur et leurs banques respectives sur un unique registre distribué, toutes les parties peuvent simultanément visualiser et partager les données relatives au statut de la transaction (de la confirmation et validation de la nouvelle transaction, en passant par le contrôle de la cargaison jusqu'à sa livraison finale, puis l'annulation de la lettre de crédit associée).

Cette solution permet de réduire la durée du cycle de trésorerie et les frais de gestion de la transaction. Elle offre une plus grande transparence sur les transactions réduisant de facto les risques de fraude.

Ce projet contribue à moderniser le négoce de pétrole brut, qui est aujourd'hui principalement géré via des procédés manuels et non digitalisés.

« Natixis met la blockchain au service de ses clients afin d'optimiser et de moderniser le financement du commerce de matières premières » déclare Arnaud Stevens, responsable énergie et matières premières de Natixis à New York. « Le processus actuel repose sur l'utilisation de documents papier et s'avère très chronophage avec une automatisation limitée. L'utilisation de la technologie blockchain offre une opportunité d'innovation indispensable à ce secteur. »

La nouvelle plateforme permet le partage au sein d'un seul et même registre distribué de documents commerciaux, de mises à jour des statuts d'expédition, de livraison et de paiement. Elle contribue à réduire la durée de traitement des transactions, évitant également la duplication de documents. Cette plateforme permet une sécurisation accrue des échanges grâce à un processus d'authentification de tous les partenaires commerciaux.

La solution est hébergée sur la plateforme Cloud d'IBM, Bluemix, et a été développée et déployée par IBM France.

« L'industrie du négoce d'énergie et des matières premières est prête à accueillir les avancées offertes par la technologie blockchain », selon James Wallis, Vice-Président, responsable des marchés et engagements blockchain d'IBM. « L'approche que nous adoptons, en utilisant une blockchain permissionnée reposant sur la solution Hyperledger Fabric, a le potentiel de transformer ce secteur en standardisant les transactions et en favorisant la numérisation des transactions. Le fait de créer cet écosystème pour le marché des matières premières en collaboration avec deux leaders mondiaux du domaine favorisera l'émergence d'une toute nouvelle approche à l'égard de la gestion de ce type de transaction. »

La plateforme sera bientôt ouverte à d'autres intervenants d'une même transaction leur permettant à leur tour de saisir des données dans la blockchain. Par exemple, le transporteur, l'exploitant du pipeline, l'inspecteur de l'entrepôt, pourront fournir via la blockchain des mises à jour en temps réel du statut d'une transaction, permettant ainsi de réduire le risque de fraudes. À noter que le registre distribué servant à consigner ces transactions de pétrole brut est destiné à être adopté par toute l'industrie, pour plus de transparence et d'efficacité.

« En collaboration avec Natixis et IBM, nous avons analysé les processus inhérents aux transactions sur le pétrole brut aux États-Unis, en détaillant notamment les différentes étapes d'une transaction ainsi

que nos interactions avec les établissements financiers et les documents que les différentes parties sont tenues de se remettre » explique Rodney Malcolm, Chief Financial Officer pour l'Amérique du Nord de Trafigura Trading, « l'objectif consiste à digitaliser les processus traditionnellement peu automatisés et reposant sur une grande utilisation de documents papiers. La blockchain offre davantage de transparence et un meilleur partage des données. Cette technologie permet à tous les intervenants au sein du réseau de recevoir des notifications en temps réel et des mises à jour de leur transaction sans risque de modification ni de falsification. Chaque modification ou nouvelle transaction génère immédiatement un nouvel enregistrement au sein du registre distribué. »

Frédéric Dalibard, responsable digital à la Banque de Grande Clientèle de Natixis, ajoute : « Cette collaboration avec IBM et Trafigura est un projet important pour Natixis et affirme notre souhait de concrétiser nos travaux sur la blockchain, non pas seulement dans un objectif exploratoire mais bien pour apporter des services à valeur ajoutée à nos clients. »

1.1.2 Communiqué de presse du 11 avril 2017

Natixis finalise l'acquisition de PayPlug et confirme son ambition sur le marché du e-commerce

Natixis vient de finaliser la prise de participation majoritaire de PayPlug, renforçant ainsi l'ambition de développement de la Ligne Métier Paiements en France et en Europe. Cette opération⁽¹⁾ s'accompagne d'une augmentation de capital de 7 M€ destinée à soutenir la rapide croissance de cette solution de paiement en ligne nouvelle génération.

Start-up française créée en 2012, PayPlug propose une solution de paiement en ligne permettant aux e-commerçants d'augmenter leurs ventes, mais aussi de sécuriser leurs transactions grâce à une technologie de prédiction de fraude basée sur le machine learning.

En finalisant l'acquisition de cette fintech, la Ligne Métier Paiements, regroupant au sein de Natixis toutes les activités de paiements pour le compte du Groupe BPCE (Natixis Payment Solutions, Natixis Intertitres, PayPlug, S-money et ses filiales Depopass, E-Cotiz et Le Pot Commun) renforce son offre full digital. Elle confirme également sa volonté de proposer à l'univers marchand des solutions toujours plus agiles et adaptées aux nouveaux usages. La Ligne Métier Paiements développe des services aux marchands ainsi que des solutions pour les particuliers et le prépayé. La diversification de son offre témoigne d'une approche combinant à la fois technologie, orientation commerciale et dynamique entrepreneuriale.

Pour Catherine Fournier, directrice générale de la Ligne Métier Paiements : « La croissance externe est nécessaire pour enrichir notre offre et accélérer notre développement sur ce marché en pleine transformation. PayPlug nous apporte une solution d'une grande simplicité d'usage qui a fait ses preuves auprès des petits et moyens commerçants et démontre une vraie compréhension de leurs attentes. Nous avons de beaux challenges à relever ensemble tout en respectant l'agilité qui est dans leur ADN. » Pour Camille Tyan et Antoine Grimaud, fondateurs de PayPlug qui demeurent à la tête de l'entreprise : « L'investissement de Natixis dans notre entreprise est primordial pour poursuivre notre développement en France mais aussi en Espagne et en Italie, et conquérir de nouveaux marchés européens. Il nous permettra également de développer de nouvelles fonctionnalités afin de répondre toujours mieux aux besoins des e-commerçants, notamment en améliorant leur performance de conversion et la sécurité offerte. Ce rapprochement avec Natixis, dont la mise en œuvre opérationnelle nous permet de garder notre agilité, est donc une véritable opportunité business, mais aussi humaine, car nos équipes partagent la même volonté de faire la différence dans le monde du paiement ».

(1) autorisée par l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution

1.1.3 Communiqué de presse du 19 avril 2017

Attribution gratuite d'actions au directeur général de Natixis Décision du conseil d'administration du 10 avril 2017

Après le recueil de l'avis positif du comité des rémunérations, et comme autorisé par l'assemblée générale des actionnaires de Natixis en date du 24 mai 2016 dans sa 20ème résolution, le conseil d'administration de Natixis lors de sa séance du 10 avril 2017 a procédé pour certaines catégories de collaborateurs à l'attribution gratuite d'actions. 53 841 actions ont été attribuées au directeur général de Natixis, pour lesquelles il est précisé qu'en tant que personne visée à l'article L.511-71 du Code Monétaire et Financier, l'acquisition ne sera définitive pour 17 947 titres qu'en mars 2019 et pour 35 894 titres qu'en mars 2020, et sous réserve du respect de conditions de performance portant sur le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) après rémunérations variables et après coût du risque de Natixis ainsi que du respect par Natixis de ses obligations réglementaires en termes de fonds propres, et assortie d'une période de conservation de 6 mois. En outre, 30% des actions qui seront livrées au dirigeant mandataire social à l'échéance de la période d'acquisition seront soumises à une obligation de conservation jusqu'à la cessation de son mandat social de directeur général de Natixis.

1.1.4 Communiqué de presse du 29 mai 2017

Attribution gratuite d'actions au Directeur Général de Natixis Décision du conseil d'administration du 23 mai 2017

Après recueil de l'avis positif du comité des rémunérations, et comme autorisé par l'assemblée générale des actionnaires de Natixis en date du 24 mai 2016 dans sa 19e résolution, le conseil d'administration de Natixis a procédé, lors de sa séance du 23 mai 2017, à l'attribution gratuite d'actions de performance au bénéfice des membres du comité de Direction générale de Natixis. 29 911 actions de performance sont attribuées au profit du Directeur Général de Natixis, pouvant donner lieu à une acquisition maximale de 32 902 titres en fonction de l'application de la condition de performance. Cette attribution vise à renforcer l'alignement dans le temps des intérêts des actionnaires et de ceux des dirigeants. Il est précisé que l'acquisition de ces actions ne sera définitive qu'à l'issue d'une période de quatre ans et sous réserve du respect de conditions de présence et de performance, la condition de performance ayant été définie en référence à la performance relative de l'action Natixis mesurée par le « Total Shareholder Return » par rapport à celle des autres établissements bancaires composant l'indice Euro Stoxx Banks.

En outre, 30 % des actions qui seront livrées au dirigeant mandataire social à l'échéance de la période d'acquisition seront soumises à une obligation de conservation jusqu'à la cessation de son mandat social de Directeur Général de Natixis.

1.1.5 Communiqué de presse du 26 juin 2017

Natixis et Dalenys unissent leurs forces dans le domaine des solutions de paiements à destination des marchands et du e-commerce

Natixis annonce la signature d'un accord portant sur l'acquisition de 50,04% du capital de Dalenys (représentant 58,09% de ses droits de vote) auprès de la société Saint-Georges Finance et de Jean-Baptiste Descroix-Vernier sur la base d'un prix de 9 EUR par action. La réalisation de l'opération est soumise à certaines conditions suspensives et notamment à l'obtention des autorisations réglementaires. L'activité télécom de Dalenys sera cédée préalablement à l'opération.

Conformément à la réglementation boursière belge, cette opération, une fois réalisée, sera suivie d'une offre publique d'achat sur le solde du capital de Dalenys, société cotée en bourse sur Euronext Bruxelles (EBR : NYS) et Paris (compartiment C).

L'opération sera financée sur les ressources propres de Natixis. L'impact estimé pour 100% de cette acquisition sur le ratio CET1 de Natixis à fin mars 2017 est d'environ -10pb.

Cette opération concrétise l'ambition stratégique de Natixis de devenir l'un des leaders européens des paiements en particulier dans les services aux marchands ; l'acquisition de Dalenys renforce la présence de Natixis dans les solutions de paiement à destination des e-commerçants, sur un marché en forte croissance représentant en Europe plus de 500 Md€ de chiffre d'affaires collecté.

Elle complète également le dispositif du Groupe BPCE en matière commerciale, permet de développer de nouveaux services fondés sur l'analyse des données, et d'intégrer des offres digitales et innovantes pour une clientèle de moyens et grands commerçants en Europe.

L'acquisition de Dalenys vient s'inscrire dans la constitution fin 2016 d'un métier Paiements chez Natixis autour de Natixis Payment Solutions, Natixis Intertitres et S'money, et le rachat finalisé en avril 2017 de la Fintech PayPlug, Elle élargit la base de clientèle internationale de Natixis Payment Solutions et ouvrira la voie à une expansion européenne rapide.

Gils Berrous, Membre du Comité de Direction Générale de Natixis, Responsable des Services Financiers Spécialisés, a déclaré : « Nous sommes très heureux de développer avec les équipes de Dalenys un acteur majeur du e-commerce à une échelle européenne. Nous sommes convaincus que le modèle de relation de Dalenys avec ses clients, fondé sur une excellente connaissance de leurs besoins et un modèle de distribution intégrée, permettra de renforcer la valeur pour nos clients à long terme ».

Thibaut Faurès Fustel de Coulanges, Directeur Général de Dalenys : « C'est une grande fierté pour Dalenys de rejoindre Natixis. Ce rapprochement illustre le caractère stratégique des Paiements dans la transformation digitale du Groupe BPCE et son approche vis-à-vis des entreprises technologiques et des entrepreneurs. Ensemble Natixis et Dalenys, la première Fintech française¹, se trouvent en capacité d'accompagner les grands commerçants européens (online et offline) sur leurs problématiques cross border, leurs projets de marketplace ou de gestion des ventes omnicanales sur l'ensemble de la zone SEPA ».

1) Selon Frenchweb en 2016 et 2017

1.2 Résultats au 30 juin 2017 : communiqué de presse du 1^{er} Août 2017**Résultats du 2T17 et 1S17**

PROGRESSION de 9% DES REVENUS à plus de 2,4 Md€ au 2T17
HAUSSE du RÉSULTAT NET PUBLIÉ de 28% à 487 M€ au 2T17 et de 32% à 768 M€ au 1S17

POURSUITE DE LA DYNAMIQUE COMMERCIALE DES MÉTIERS CŒURS**ÉPARGNE : DÉVELOPPEMENT SOUTENU EN ASSURANCE ET BONNE COLLECTE EN GESTION D'ACTIFS**

- **Assurances** : CA global en croissance de 81% vs. 1S16 à 6,4 Md€, hors traité de réassurance avec CNP
- **Gestion d'actifs** : **9 Md€ de collecte nette au 2T17 (14 Md€ au 1S17)** et 834 Md€ d'actifs sous gestion au 30 juin 2017

BGC : FORTE ACTIVITÉ DANS TOUS LES MÉTIERS

- **Global markets** : PNB (hors desk CVA/DVA) : +20%/2T16 incluant une **hausse du PNB de 13% pour FICT et de 33% sur Equity**
- **Global finance & Investment banking** : **PNB +16%/2T16** tiré par les performances notables de la Banque d'investissement et du M&A
- **Renforcement de la contribution des plateformes internationales** dans les revenus à 57% au 1S17

SFS : BONNE DYNAMIQUE COMMERCIALE, RENFORCEMENT DANS LES PAIEMENTS

- **Bonnes performances des Financements spécialisés (PNB +3%/2T16)**
- **Paielements** : nouvelle avancée dans le secteur des services aux marchands avec le projet d'acquisition de 50,04% du capital de Dalenys signé le 26 juin

FORTE PROGRESSION DE LA RENTABILITÉ AU 2T17 ET AU 1S17⁽¹⁾

- **Hausse de 12% au 2T17 et de 13% au 1S17 du PNB des métiers cœurs** à respectivement 2,3 Md€ et 4,5 Md€, soutenue par l'Épargne et la BGC
- **Amélioration du coût du risque des métiers cœurs** à 31pb au 2T17 et 28pb au 1S17
- **RNPG publié à 487 M€ au 2T17 (+28%/2T16) et 768 M€ au 1S17 (+32%/1S16)**
- **ROE des métiers cœurs** : **16,1% au 2T17 (+140pb/2T16) et 16% au 1S17 (+260pb/1S16)**
- **ROTE de Natixis** à **13,7% au 2T17 (+200pb/2T16) et à 13,1% au 1S17 (+270pb/1S16)** nettement supérieur à l'objectif fixé dans New Frontier

PRINCIPAUX OBJECTIFS DU PLAN STRATÉGIQUE ATTEINTS : SUCCÈS DU MODÈLE ASSET LIGHT

- Baisse de 18% des RWA de la BGC et de 6% pour Natixis depuis fin 2013
- Renforcement des franchises dans les métiers Asset Light : Gestion d'actifs, M&A et Paiements
- Hausse du poids de l'Épargne dans le capital alloué à 35% fin juin 2017 vs. 29% fin 2013
- Ratio CET1⁽²⁾ à 11,3% fin juin 2017 après prise en compte d'un taux de distribution prévisionnel minimal de 50%

(1) Hors éléments exceptionnels et hors impact IFRIC 21 pour le calcul du ROE et du ROTE (2) Sur la base des règles CRR-CRD4 publiées le 26 juin 2013, y compris compromis danois – sans mesures transitoires - sauf IDA sur pertes reportables

Le Conseil d'administration a arrêté le 1^{er} août 2017 les comptes de Natixis au titre du 2^{ème} trimestre 2017.

Pour Natixis, le 2^{ème} trimestre s'est notamment caractérisé par :

- une **hausse de 12% des revenus des métiers cœurs sur un an, à 2 298 M€ et de 9% pour Natixis à 2 410 M€.**

La croissance du pôle **Épargne** (PNB +11% sur un an à 920 M€) s'appuie sur la diversité de la gamme produits et l'adaptation de l'offre aussi bien au niveau de la Gestion d'actifs que de l'Assurance dont les revenus progressent de respectivement 12% et 13% sur un an à 696 M€ et 177 M€.

La **Gestion d'actifs** enregistre sur le trimestre une collecte nette de 9 Md€ dont 8 Md€ sur des produits long terme et une baisse de 3 Md€ des encours gérés vs. fin mars 2017 à 834 Md€ du fait d'un effet change négatif.

Dans l'**Assurance**, la dynamique est restée soutenue sur tous les segments et le chiffre d'affaires global (hors traité de réassurance avec la CNP) progresse de 78% vs. 2T16 à 3 Md€.

La **Banque de Grande Clientèle** enregistre une forte dynamique dans l'ensemble de ses métiers et continue de renforcer ses franchises à l'international, notamment en Asie, ce qui se traduit par une progression de 16% de ses revenus par rapport au 2T16 à plus de 1 Md€. Le trimestre est notamment marqué par la poursuite du fort développement de la Banque d'investissement et pour les Marchés de capitaux par une croissance significative sur un an des revenus de Taux et des Dérivés solutions.

Les **Services Financiers Spécialisés** affichent une hausse de 2% de leur PNB à 347 M€, intégrant de solides performances pour les activités Cautions et garanties (PNB +7%) et Crédit-Bail (PNB +3%).

- une **très bonne maîtrise des charges d'exploitation** en hausse limitée de 5% sur un an à 1 594M€,
- une baisse significative du **coefficient d'exploitation, hors IFRIC21⁽¹⁾**, de 280pb vs. 2T16 à 66,5%,
- une **contraction du coût du risque des métiers cœurs à 63 M€ vs. 71 M€ au 2T16** qui avait été marqué par la fin de l'effort de provisionnement sur le secteur Pétrole et Gaz,
- une **progression de 28% du résultat net pdg publié à 487 M€**,
- un **ROE des métiers cœurs⁽¹⁾ à 16,1% hors impact IFRIC 21**,
- un **ratio CET1⁽²⁾ de 11,3%** au 30 juin 2017,
- un **ratio de levier⁽¹⁾ de 4,3%** à fin juin 2017.

Laurent Mignon, Directeur général de Natixis, a déclaré : «Après la bonne performance du premier trimestre 2017, Natixis réalise un très bon deuxième trimestre, avec des performances notables des métiers cœurs dont les revenus et la rentabilité ont fortement augmenté. Ces résultats illustrent la réussite de notre stratégie *asset light* déclinée sur tous nos métiers, avec le développement résolu que nous menons dans la Gestion d'actifs, l'Assurance, le M&A et les Paiements mais aussi dans nos activités de financements où le modèle Originate to Distribute fonctionne de manière efficace. Pour gagner en agilité, en efficacité et continuer de nous développer en nous appuyant sur nos talents, nous avons engagé ce trimestre une transformation profonde de nos organisations, de nos process, de nos façons de travailler en saisissant toutes les opportunités offertes par l'innovation ; nous serons ainsi bien préparés pour démarrer notre prochain plan stratégique en 2018».

(1) Voir note méthodologique

(2) Sur la base des règles CRR-CRD4 publiées le 26 juin 2013, y compris compromis danois – sans mesures transitoires- sauf IDA sur pertes reportables

1 - RÉSULTATS NATIXIS DU 2T17 ET 1S17

en M€	2T17 publié	2T17 vs. 2T16	dont récurrent	dont exceptionnels	1S17 publié	1S17 vs. 1S16	dont récurrent	dont exceptionnels
Produit net bancaire	2 410	9%	2 458	-49	4 756	11%	4 816	-60
<i>dont métiers cœurs</i>	2 298	12%	2 298	-	4 518	13%	4 518	-
Charges	-1 594	5%	-1 584	-11	-3 365	8%	-3 327	-38
Résultat brut d'exploitation	815	18%	875	-60	1 391	21%	1 490	-98
Coût du risque	-67	-23%	-67	-	-138	-22%	-138	-
Résultat avant impôt	772	37%	831	-60	1 294	33%	1 392	-98
Impôt	-255	21%	-274	19	-469	23%	-501	32
Intérêts minoritaires	-29	ns	-29	-	-57	ns	-57	-
Résultat net – pdg	487	28%	528	-40	768	32%	834	-66

1.1 ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS

en M€		2T17	2T16	1S17	1S16
Variation de change des TSS en devises (PNB)	<i>Hors pôle</i>	-49	8	-60	-7
Coûts d'investissement TEO (Charges)	<i>Métiers & Hors pôle</i>	-11 ⁽¹⁾		-20 ⁽¹⁾	
Complément non récurrent de C3S ⁽²⁾ lié à l'accord avec CNP (Charges)	<i>Assurances</i>			-19	
Dépréciation sur écarts d'acquisition Coface (variation de valeur écarts d'acquisition)	<i>Participations financières</i>		-75		-75
Réévaluation de la dette senior propre (PNB)	<i>Hors pôle</i>		-20		-26
Impact en impôt		19	4	32	11
Impact sur intérêts minoritaires			44		44
Impact total en RNPG		-40	-39	-66	-53

(1) dont 9 M€ dans le Hors pôle au 2T17 et 16 M€ au 1S17 (2) Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés

1.2 RÉSULTATS DU 2T17

<i>Hors éléments exceptionnels⁽¹⁾</i>			
<i>en M€</i>	2T17	2T16	2T17 vs. 2T16
Produit net bancaire	2 458	2 224	11%
<i>dont métiers cœurs</i>	2 298	2 060	12%
Charges	-1 584	-1 522	4%
Résultat brut d'exploitation	875	702	25%
Coût du risque	-67	-88	-23%
Résultat avant impôt	831	651	28%
Impôt	-274	-215	28%
Intérêts minoritaires	-29	-16	82%
Résultat net – pdg - retraité	528	420	26%
<i>en M€</i>	2T17	2T16	2T17 vs. 2T16
Retraitement de l'impact IFRIC 21	-46	-20	
Résultat net – pdg – retraité hors impact IFRIC	482	400	20%
ROTE hors impact IFRIC 21	13,7%	11,7%	

(1) Voir page 3

Sauf indication contraire, les commentaires qui suivent se rapportent aux résultats hors éléments exceptionnels détaillés en page 3.

Le PNB de Natixis ressort à 2 458 M€, en hausse de 11% sur un an. Les métiers cœurs enregistrent un PNB de 2 298 M€ en croissance de 12% sur un an, notamment portée par les métiers de la Banque de Grande Clientèle et de l'Épargne dont les revenus progressent de respectivement 16% et 11% sur un an.

Les Services Financiers Spécialisés maintiennent de bonnes performances avec un PNB en hausse de 2% par rapport au 2T16.

Le PNB des Participations Financières s'établit à 156 M€, en légère hausse sur un an. Il inclut notamment une croissance de 10% des revenus de Coface sur un an.

Les **charges d'exploitation** s'établissent à 1 584 M€ au 2T17. La hausse de 4% sur un an est nettement inférieure à la croissance des revenus, reflétant la très bonne maîtrise des coûts. Il en ressort une amélioration de 280pb vs. 2T16 du coefficient d'exploitation hors IFRIC 21, à 66,5%.

Le **résultat brut d'exploitation**, à 875 M€, affiche une progression notable de 25% au 2T17 vs. 2T16. Le **coût du risque** ressort en nette amélioration par rapport au 2T16 (-23%) et atteint 67 M€.

Exprimé en point de base des encours de crédit (hors établissements de crédit), le coût du risque des métiers cœurs s'établit à 31pb au 2T17 vs. 37pb au 2T16, la baisse sur un an concerne principalement les métiers de la Banque de Grande Clientèle.

La charge d'impôt inclut au 2T17 la taxe sur les dividendes versés au titre de l'année 2016 pour un montant de 32 M€.

La hausse de 82% sur un an des **intérêts minoritaires** découle des très bonnes performances de certains affiliés en Gestion d'actifs (H2O principalement).

Le **résultat net part du groupe retraité** de l'impact IFRIC 21 et hors éléments exceptionnels s'élève à 482 M€ au 2T17, en hausse de 20% sur un an.

En intégrant les éléments exceptionnels (-40 M€ net d'impôt au 2T17) et l'impact IFRIC 21 (46 M€ au 2T17), le **résultat net part du groupe publié** au 2T17 s'établit à 487 M€ en **croissance de 28%** sur un an.

Hors IFRIC 21, le **ROTE de Natixis s'établit à 13,7%** et le **ROE des métiers cœurs à 16,1%**, en progression de respectivement 200pb et 140pb par rapport au 2T16.

1.3 RÉSULTATS DU 1S17

<i>Hors éléments exceptionnels⁽¹⁾</i> <i>en M€</i>	1S17	1S16	1S17 vs. 1S16
Produit net bancaire	4 816	4 307	12%
<i>dont métiers cœurs</i>	4 518	4 009	13%
Charges	-3 327	-3 127	6%
Résultat brut d'exploitation	1 490	1 180	26%
Coût du risque	-138	-176	-22%
Résultat avant impôt	1 392	1 078	29%
Impôt	-501	-395	27%
Intérêts minoritaires	-57	-50	14%
Résultat net – pdg - retraité	834	633	32%
<i>en M€</i>	1S17	1S16	1S17 vs. 1S16
Retraitement de l'impact IFRIC 21	83	78	
Résultat net – pdg – retraité hors impact IFRIC	917	711	29%
ROTE hors impact IFRIC 21	13,1%	10,4%	

(1) Voir page 3

Sauf indication contraire, les commentaires qui suivent se rapportent aux résultats hors éléments exceptionnels détaillés en page 3.

Au 1^{er} semestre, les revenus de Natixis augmentent de 12% sur un an à 4 816 M€.

Sur la même période, le PNB des métiers cœurs affiche une progression de 13% à 4 518 M€. Le 1^{er} semestre 2017 se caractérise par le rebond de la Gestion d'actifs, un niveau d'activité très élevé au sein de Global markets et la forte croissance des métiers de l'Assurance.

Le PNB des Participations Financières affiche un retrait de 9% au 1S17 vs. 1S16 découlant de la contraction des revenus de Coface et de Corporate Data Solutions.

Les **charges d'exploitation** augmentent de 6% sur un an, incluant une hausse limitée à 4% pour les charges fixes.

Le coefficient d'exploitation hors IFRIC 21 ressort en baisse de 3,3pp au 1S17 vs. 1S16, à 67,2%.

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 1 490 M€, en hausse de 26% sur un an.

Le **coût du risque de Natixis** décroît de 22% par rapport au 1S16 à 138 M€. Le 1S16 avait été marqué par un effort de provisionnement sur le secteur Pétrole et Gaz.

Sur un an, le **résultat avant impôt** progresse de 23 % pour les métiers cœurs à plus de 1,6 Md€ et de 29% pour Natixis à 1,4 Md€.

Le **résultat net part du groupe retraité** de l'impact IFRIC 21 et hors éléments exceptionnels s'élève à 917 M€ au 1S17, en hausse de 29% sur un an.

En intégrant les éléments exceptionnels (-66 M€ net d'impôt au 1S17) et l'impact IFRIC 21 (-83 M€ au 1S17), le **résultat net part du groupe publié** au 1S17 s'établit à 768 M€ en **progression de 32%** sur un an.

Hors IFRIC 21, le ROTE de Natixis s'établit à 13,1% et le ROE des métiers cœurs à 16,0%, en progression de respectivement 270pb et 260pb par rapport au 1S16.

2 – STRUCTURE FINANCIÈRE

Au 30 juin 2017, le **ratio CET1 Bâle 3⁽¹⁾** de Natixis atteint 11,3%.

Sur la base d'un ratio CET1 Bâle 3 de 11,0% au 31 mars 2017, les impacts au 2^{ème} trimestre 2017 se décomposent comme suit :

- effet de mise en réserve du résultat net part du groupe du 2T17 : +43pb,
- dividende prévu au titre du 2T17 : -18pb,
- effets RWA, change et autres : +8pb

Les **fonds propres et actifs pondérés en Bâle 3⁽¹⁾** s'élèvent à respectivement 12,8 Md€ et 112,6 Md€ au 30 juin 2017.

CAPITAUX PROPRES – FONDS PROPRES – ACTIF NET PAR ACTION

Les **capitaux propres part du groupe** s'élèvent à 19,5 Md€ au 30 juin 2017, dont 2,1 Md€ de titres hybrides (TSS) inscrits en capitaux propres à la juste valeur (hors plus-value de reclassement).

Les **fonds propres Core Tier 1 (Bâle 3 – phasé)** s'établissent à 12,6 Md€ et les **fonds propres Tier 1 (Bâle 3 - phasé)** s'élèvent à 14,7 Md€.

Les **actifs pondérés** de Natixis s'élèvent à 112,6 Md€ au 30 juin 2017, en Bâle 3 - phasé. Ils se décomposent en :

- risque de crédit : 79,1 Md€
- risque de contrepartie : 7,0 Md€
- risque de CVA : 1,7Md€

- risque de marché : 10,8 Md€
- risque opérationnel : 14,0 Md€

En Bâle 3 (phasé), au 30 juin 2017, le **ratio CET1** ressort à 11,2%, le **ratio Tier 1** s'établit à 13,1% et le **ratio global** à 15,4%.

Au 30 juin 2017, l'**actif net comptable par action** ressort à 5,48€ pour un nombre d'actions, hors actions détenues en propre, égal à 3 135 383 861 (le nombre total d'actions est de 3 137 360 238). L'**actif net tangible par action** (déduction des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles) s'établit à 4,35€.

RATIO DE LEVIER⁽²⁾

Le ratio de levier s'établit à 4,3% au 30 juin 2017.

RATIO GLOBAL D'ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

Au 30 juin 2017, l'excédent en fonds propres du conglomérat financier est estimé à près de 3 Md€.

- (1) Sur la base des règles CRR-CRD4 publiées le 26 juin 2013, y compris compromis danois - sans mesures transitoires - sauf IDA sur pertes reportables
 (2) Voir note méthodologique

3 – RÉSULTATS DES MÉTIERS

Épargne

Données présentées hors éléments exceptionnels⁽¹⁾

en M€	2T17	2T16	2T17 vs. 2T16	1S17	1S17 vs. 1S16	1S17 vs. 1S16 change constant
Produit net bancaire	920	832	11%	1 811	9%	8%
<i>dont Gestion d'actifs</i>	696	623	12%	1 363	9%	7%
<i>dont Assurances</i>	177	156	13%	364	13%	
<i>dont Banque Privée</i>	30	33	-9%	64	-6%	
Charges	-619	-579	7%	-1 244	6%	5%
Résultat brut d'exploitation	301	253	19%	566	16%	14%
Coût du risque	0	0		0		
Gain ou pertes sur autres actifs	0	-1		9		
Résultat avant impôt	303	253	20%	582	14%	13%
<i>Coefficient d'exploitation⁽¹⁾</i>	67,8%	70,0%	-2,2pp	68,2%	-1,9pp	
<i>ROE après impôt⁽¹⁾</i>	14,2%	13,8%	+0,4pp	14,4%	+0,2pp	

- (1) Voir note méthodologique et hors impact IFRIC 21 pour le calcul du coefficient d'exploitation et du ROE

Sur un an, les revenus du pôle **Épargne** affichent de fortes progressions au 2T17 comme au 1S17 de respectivement 11% et 9%. A change constant, ils augmentent de 8% au 1S17 vs. 1S16.

Au 2T17, le rebond dans la Gestion d'actifs se confirme et les activités d'Assurance continuent de se développer à un rythme de croissance soutenue.

Les charges d'exploitation atteignent 619 M€ au 2T17, en hausse de 7% sur un an. Le coefficient d'exploitation, hors IFRIC 21, ressort en baisse de 2,2pp à 67,8% au 2T17.

L'effet ciseau positif constaté au 2T17 s'applique également au 1S17 et se traduit par une baisse de 1,9pp sur un an du coefficient d'exploitation, hors IFRIC 21.

Au 1S17, le résultat brut d'exploitation augmente de 16% sur un an à change courant, et de 14% à change constant.

Le poste « Gains ou pertes sur autres actifs » inclut au 1S17 notamment le produit lié à la cession réalisée au 1^{er} trimestre des fonds Caspian (capital investissement).

Le ROE après impôt, hors IFRIC 21, s'établit à 14,2% au 2T17, en légère hausse par rapport au 2T16, alors que le capital alloué au pôle Epargne a augmenté de 5% entre ces deux périodes.

Sur un an, le PNB de la **Gestion d'actifs** progresse de 12% au 2T17 à 696 M€ et de 9% (7% à change constant) au 1S17 à 1 363 M€. Au 1S17, le PNB intègre une croissance de 16% des revenus des sociétés de gestion en Europe et de 3% pour les sociétés de gestion aux États-Unis.

Le PNB sous-jacent⁽¹⁾ de la Gestion d'actifs s'élève à 721 M€ au 2T17 et 1 388 M€ au 1S17, en hausse de respectivement 16% et 11% sur un an.

En Europe, le PNB sous-jacent⁽¹⁾ affiche une croissance très forte de 36% au 2T17 vs. 2T16.

La forte croissance des revenus et la bonne maîtrise des charges (+6% sur un an au 2T17 et 1S17) conduisent à une progression notable, sur un an, du résultat brut d'exploitation de 27% au 2T17 et de 17% au 1S17.

Au 2T17, la collecte nette s'élève à 9 Md€ dont 8 Md€ de produits long terme. Le rebond initié fin 2016 se confirme avec une collecte sur les produits long terme totalisant 13 Md€ au 1^{er} semestre 2017.

En Europe, la collecte reste portée par le dynamisme des stratégies alternatives développées par DNCA, H2O et Mirova.

Aux États-Unis, sur le 1^{er} semestre 2017, Loomis Sayles tire bénéfice de ses efforts de diversification sur les produits taux et actions et enregistre une collecte nette de 5,2 Md\$.

Harris Associates, sur la même période, collecte 4,1 Md\$ grâce notamment à son fonds Oakmark International.

Au 30 juin 2017, les actifs sous gestion s'élèvent à 834 Md€ contre 837 Md€ au 31 mars 2017. Au 2^e trimestre, la collecte de 9 Md€ et l'effet marché positif de 13 Md€ sont compensés par un effet change négatif de 26 Md€.

Les marges, hors commissions de surperformance, atteignent 28,3pb au 1S17. Elles s'établissent à 38,5pbs aux États-Unis et 13pbs en Europe.

En **Assurance**, le chiffre d'affaires global, hors traité de réassurance avec CNP, s'élève au 1S17 à 6,4 Md€, en hausse de 81% sur un an. Il intègre une croissance de 10% sur le segment Prévoyance & l'ADE et de 9% pour les activités Dommages. En assurance-vie, compte tenu du succès du déploiement progressif en 2016 dans les réseaux des Caisses d'Epargne, le chiffre d'affaires a plus que doublé au 1S17 vs. 1S16.

La part des unités de comptes continue de se renforcer, atteignant près de la moitié de la collecte nette en assurance vie au 1S17 (+11pp sur un an) et 21% des encours gérés à fin juin (+3pp sur un an).

Les encours gérés s'élèvent à 52 Md€ à fin juin 2017 et progressent de 14% sur un an.

(1) Le PNB sous-jacent se réfère au PNB retraité de la provision de 25 M€ enregistrée au 2T17 au titre de la sanction AMF concernant les fonds à formule.

Banque de Grande ClientèleDonnées présentées hors éléments exceptionnels ⁽¹⁾

en M€	2T17	2T16	2T17 vs. 2T16	1S17	1S17 vs. 1S16
Produit net bancaire	1 032	887	16%	2 016	21%
<i>PNB hors desk CVA/DVA</i>	<i>1 045</i>	<i>854</i>	<i>22%</i>	<i>1 994</i>	<i>21%</i>
<i>dont Global markets</i>	<i>566</i>	<i>473</i>	<i>20%</i>	<i>1 139</i>	<i>28%</i>
<i>dont Global finance & IB</i>	<i>472</i>	<i>407</i>	<i>16%</i>	<i>872</i>	<i>14%</i>
Charges	-552	-482	14%	-1 114	12%
Résultat brut d'exploitation	481	405	19%	902	34%
Coût du risque	-48	-53	-8%	-78	-37%
Résultat avant impôt	435	356	22%	829	49%
<i>Coefficient d'exploitation⁽¹⁾</i>	<i>54,3%</i>	<i>55,5%</i>	<i>-1,2pp</i>	<i>54,4%</i>	<i>-3,9pp</i>
<i>ROE après impôt⁽¹⁾</i>	<i>17,6%</i>	<i>13,8%</i>	<i>+3,8pp</i>	<i>17,4%</i>	<i>+6,0pp</i>

(1) Voir note méthodologique et hors impact IFRIC 21 pour le calcul du coefficient d'exploitation et du ROE

La **Banque de Grande Clientèle** enregistre des hausses significatives de son PNB sur un an au 2T17 et au 1S17 de respectivement 16% et 21%. La croissance est notamment portée par les métiers de Global markets et d'Investment banking.

La contribution de l'ensemble des plateformes internationales dans les revenus de la BGC passe de 52% au 1S16 à 57% au 1S17, soutenue par la dynamique commerciale de la plateforme Asie-Pacifique, dont les revenus augmentent de 73% sur un an au 1S17.

Le charges d'exploitation au 1S17 s'élèvent à 1 114M€, en hausse de 12% sur un an mais de 5% seulement pour les charges fixes.

Sur un an, le coefficient d'exploitation hors IFRIC 21 se contracte de 1,2pp au 2T17 à 54,3% et de 3,9pp au 1S17 à 54,4% illustrant notamment une bonne maîtrise des charges.

Le résultat brut d'exploitation ressort en nette progression sur les deux périodes : +19% au 2T17 et +34% au 1S17 sur un an.

Sur un an, le coût du risque se replie de 8% au 2T17 et de 37% au 1S17.

Soutenu par la normalisation du niveau du coût du risque, le résultat avant impôt augmente de 22% au 2T17 et de 49% au 1S17 sur un an.

Le ROE après impôt, hors IFRIC 21, affiche une forte hausse sur un an, de 380pb au 2T17 et de 600pb au 1S17.

A 17,4% au 1S17, la perspective de dépasser l'objectif du plan New Frontier sur l'exercice 2017 se confirme.

Le PNB hors desk CVA/DVA de **Global markets** augmente de 20% sur un an et s'élève à 566 M€ au 2T17, dont 361 M€ générés par les activités FICT et 205 M€ par le métier Equity.

Au 1S17, il croît de 28% sur un an, intégrant dès le 1T17 une accélération de la dynamique commerciale, notamment à l'international.

Au 2T17, FICT enregistre une progression de 13% de son PNB hors desk CVA/DVA, soutenue par les hausses des revenus des segments Taux (+26% vs. 2T16), Securities Financing Group⁽¹⁾ (+37% vs. 2T16) et GSCS (+17% vs. 2T16).

Au niveau des plateformes Amériques et Asie-Pacifique, les revenus des activités FICT augmentent de 64% sur un an au 2T17.

Le PNB des Dérivés actions est également en hausse de 34% au 2T17 sur un an.

Le PNB de **Global finance & Investment banking** progresse de 16% au 2T17 par rapport au 2T16 à 472 M€.

Les activités d'origination de Global finance dégagent des revenus en hausse de 24% au 2T17 sur un an. La production nouvelle sur les financements structurés a progressé de 11% sur la même période, portée notamment par les segments Real Estate Finance et Aviation, Export & Infrastructure.

Au sein d'Investment banking, le segment Acquisition & Strategic Finance affiche des performances remarquables avec des revenus au 2T17 qui ont quasi doublés par rapport au 2T16, dans un marché très actif marqué par des opérations de taille significative et soutenu par un bon appétit des investisseurs pour la dette.

Natixis se classe notamment 3^e MLA bookrunner sur les sponsored loans en valeur en région EMEA au 1S17 (source : Thomson Reuters).

Avec 66 M€ de revenus au 1S17, les activités de M&A s'inscrivent au-dessus de la trajectoire initiale fixée à plus de 100 M€ de contribution annuelle. Au 1S17, Natixis se classe 4^e en conseil en fusions-acquisitions en France en nombre d'opérations (source : Merger Market).

(1) Regroupement des activités de repos et de gestion du collatéral Fixed Income et de la Trésorerie

Services Financiers Spécialisés

Données présentées hors éléments exceptionnels⁽¹⁾

en M€	2T17	2T16	2T17 vs. 2T16	1S17	1S17 vs. 1S16
Produit net bancaire	347	341	2%	691	1%
Financements spécialisés	217	211	3%	436	3%
Services financiers	129	130	stable	254	-2%
Charges	-227	-220	3%	-458	3%
Résultat brut d'exploitation	120	121	-1%	233	-2%
Coût du risque	-14	-17	-15%	-35	20%
Gains ou pertes sur autres actifs	0	31		0	
Résultat avant impôt	106	135	-22%	197	-18%
Coefficient d'exploitation⁽¹⁾	66,1%	65,4%	+0,7pp	65,6%	+1,2pp
ROE après impôt⁽¹⁾⁽²⁾	15,5%	16,3%	-0,8pp	14,9%	-2,4pp

(1) Voir note méthodologique et hors impact IFRIC 21 pour le calcul du coefficient d'exploitation et du ROE

(2) Hors plus-value de cession immobilière de CEGC au 2T16

Le PNB des **Services Financiers Spécialisés** affiche une croissance de 2% sur un an au 2T17, portée par le dynamisme des activités au sein des **Financements spécialisés** dont les revenus augmentent de 3% sur la même période.

Le métier Cautions et Garanties dégage au 2T17 une croissance de 7% de ses revenus sur un an et le Crédit-bail de 3% sur la même période.

Les charges d'exploitation des SFS augmentent de 3% sur un an, et de seulement 1% retraité des coûts liés à l'intégration des structures de paiements du Groupe BPCE chez Natixis.

Le coût du risque s'établit à 14 M€ au 2T17 et affiche un retrait de 15% vs. 2T16 et de 33% vs. 1T17, qui avait été notamment marqué par l'impact temporaire lié à la migration vers un nouveau système de recouvrement au sein du Crédit à la consommation. Au 1S17, le coût du risque s'élève à 35 M€ vs. 29 M€ au 1S16.

Le résultat avant impôt au 2T17 ressort à 106 M€ contre 135 M€ au 2T16. En retraitant de la plus-value de 31 M€ liée à la cession d'un immeuble constatée en gains ou pertes sur autres actifs au 2T16, le résultat avant impôt augmente de 2% sur un an au 2T17.

Le ROE après impôt, hors IFRIC 21, se maintient sur des niveaux solides, à 15,5% au 2T17 et 14,9% au 1S17.

En outre, **Natixis a annoncé le 26 juin 2017 la signature d'un accord portant sur l'acquisition de 50,04% du capital de Dalenys (représentant 58,09% de ses droits de vote)**. Cette opération concrétise l'ambition stratégique de Natixis de devenir l'un des leaders européens des paiements en particulier dans les services aux marchands ; l'acquisition de Dalenys renforce la présence de Natixis dans les solutions de paiement à destination des e-commerçants.

L'acquisition de Dalenys vient s'inscrire dans la constitution fin 2016 d'un métier Paiements chez Natixis autour de Natixis Payment Solutions, Natixis Intertitres et S'money, et le rachat finalisé en avril 2017 de la Fintech PayPlug, Elle élargit la base de clientèle internationale de Natixis Payment Solutions et ouvrira la voie à une expansion européenne rapide.

Participations Financières

Données présentées hors éléments exceptionnels ⁽¹⁾

en M€	2T17	2T16	2T17 vs. 2T16	1S17	1S17 vs. 1S16
Produit net bancaire	156	155	1%	309	-9%
Coface	146	133	10%	277	-4%
Corporate Data Solutions	0	9		10	-58%
Autres	10	12	-17%	21	-12%
Charges	-147	-153	-4%	-298	-5%
Résultat brut d'exploitation	9	1		11	-51%
Coût du risque	-5	-18	-70%	-10	-59%
Gain ou pertes sur autres actifs	22	0		22	
Résultat avant impôt	26	-16		24	

(1) Voir note méthodologique

Le PNB des **Participations Financières** baisse de 9% au 1S17 sur un an. La stratégie de désengagement des entités au sein de Corporate Data Solutions se poursuit et se traduit au 2T17 par la cession d'Ellisphère générant 22 M€ en gains sur autres actifs.

A périmètre et change constant, le chiffre d'affaires de **Coface** s'élève à 342 M€ au 2T17 et à 687 M€ au 1S17, relativement stable vs. 2T16 et 1S16.

Au 2T17, le PNB de Coface progresse de 22% à périmètre et change constant (+10% en courant) et atteint 146 M€. La sinistralité est en nette diminution, notamment en Asie et Amérique du Nord, avec un loss ratio à 58,4% au 2T17 vs. 66,9% au 2T16.

Le cost ratio s'établit à 37,1%, impacté au 2T17 par une charge fiscale non récurrente en Italie (+1,4pp), vs. 30,8% au 2T16.

Le ratio combiné net de réassurance ressort à 95,5%, en baisse sur un an de 2,2pp.

Au 1S17, le PNB de Coface à périmètre et change constant s'élève à 276 M€ et progresse de 5% (-4% en courant).

Le ratio combiné net de réassurance s'établit à 93,7% au 1S17, il inclut une baisse du **loss ratio** à 58,3% (-2,5pp vs. 1S16) conduisant à un **objectif pour l'année 2017 inférieur à 58%** (vs. 61% précédemment).

Le cost ratio ressort à 35,5% vs. 31,4% au 1S16 (34,4% hors activités de gestion des garanties publiques).

Hors activités de gestion des garanties publiques cédées au 1^{er} janvier 2017, le ratio combiné net de réassurance ressortirait à 95,2% au 1S16, soit une baisse de 1,5pp au 1S17 (93,7%).

Dans le cadre du plan Fit to Win, les économies de coûts s'élèvent au 1S17 à 5,4 M€, en avance sur l'objectif annuel de 10 M€.

Annexes

Précisions méthodologiques :

Les résultats au 30/06/2017 ont été examinés par le conseil d'administration du 01/08/2017.

Les éléments financiers au 30/06/2017 sont présentés conformément aux normes IAS/IFRS et interprétations IFRIC telles qu'adoptées dans l'Union européenne et applicables à cette date.

Les comptes 2016 sont présentés pro forma des nouvelles organisations intra-pôle :

- (1) **Banque de Grande Clientèle** : les séries trimestrielles du 1^{er} semestre 2016 ont été mises à jour de la nouvelle organisation annoncée le 15 mars 2016. Elle tient principalement compte de la création de la ligne métier Global finance & Investment banking qui rassemble toutes les activités de Financements (structurés & vanilles) ainsi que le M&A, Equity Capital Markets et Debt Capital Markets.
- (2) **Services Financiers Spécialisés** : au sein des Services financiers, transfert de l'activité Intertitres du métier Ingénierie sociale vers le métier Paiements. Ingénierie Sociale devient Épargne Salariale. Les séries ont été recalculées en conséquence de cette nouvelle organisation.

Présentation des comptes 2017 : conformément à loi française de séparation bancaire, les activités trésorerie court terme gérées par le département Trésorerie & gestion du collatéral précédemment rattachées à FICT(BGC) ont été transférées le 1^{er} avril 2017 à la Direction financière. Pour assurer la comparabilité des comptes, la BGC fait référence dans ce communiqué de presse à BGC y compris Trésorerie & collatéral management.

Performances des métiers mesurées en Bâle 3 :

- Les performances des métiers de Natixis sont présentées dans un cadre réglementaire Bâle 3. Les actifs pondérés Bâle 3 sont appréciés sur la base des règles CRR-CRD4 publiées le 26 juin 2013 (y compris traitement en compromis danois pour les entités éligibles).

- Le **ROTE de Natixis** est calculé en considérant au numérateur le résultat net part du groupe duquel sont déduits les coupons sur les TSS nets d'impôt. Les capitaux propres retenus sont les capitaux propres part du groupe moyens en IFRS, après distribution des dividendes, dont sont exclus les dettes hybrides moyennes, les immobilisations incorporelles moyennes et les écarts d'acquisition moyens.
- **ROE de Natixis** : le résultat pris en compte est le résultat net part du groupe duquel sont déduits les coupons sur les TSS nets d'impôt. Les capitaux propres retenus sont les capitaux propres part du groupe moyens en IFRS, après distribution des dividendes, dont sont exclus les dettes hybrides moyennes et en neutralisant les gains et pertes latents ou différés enregistrés en capitaux propres.
- Le **ROE des pôles métiers** est calculé sur la base des fonds propres normatifs auxquels sont ajoutés les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles relatives au pôle. L'allocation de capital aux métiers de Natixis s'effectue sur la base de 10% de leurs actifs pondérés moyens en Bâle 3. Les métiers bénéficient de la rémunération des fonds propres normatifs qui leurs sont alloués. Par convention, le taux de rémunération des fonds propres normatifs est maintenu à 3%.

Actif net comptable : calculé en considérant les capitaux propres part du Groupe, retraité des hybrides et de la plus-value liée au reclassement des hybrides en capitaux propres. L'actif net comptable tangible est corrigé des écarts d'acquisition des mises en équivalence, des écarts d'acquisitions retraités et des immobilisations incorporelles retraités ci-après :

<i>en M€</i>	30/06/2017
Immobilisations incorporelles	728
Retraitement minoritaires Coface & autres	-49
Immobilisations incorporelles retraitées	679

<i>en M€</i>	30/06/2017
Écarts d'acquisition	3 504
Retraitement minoritaires Coface	-165
Retraitement impôt différé passif du pôle Épargne & autres	-491
Écarts d'acquisition retraités	2 848

Réévaluation de la dette senior propre : composante « risque de crédit émetteur » valorisée à partir d'une méthode approchée d'actualisation des cash flows futurs, contrat par contrat, utilisant des paramètres tels que courbe des taux de swaps et spread de réévaluation (basé sur la courbe reoffer BPCE). Adoption de la norme IFRS 9 le 22 novembre 2016 autorisant l'application anticipée des dispositions relatives au risque de crédit propre dès l'exercice clos le 31/12/2016. Tous les impacts depuis le début de l'exercice 2016 sont constatés en capitaux propres, même ceux qui avaient impacté le compte de résultat lors des comptes intermédiaires de mars, juin et septembre 2016

Ratio de levier : le calcul s'effectue selon les règles de l'acte délégué, sans mesures transitoires sauf pour les IDA sur pertes reportables, avec hypothèse de renouvellement des émissions subordonnées non éligibles en Bâle 3 par des instruments éligibles. Les opérations de financement sur titres traitées avec des chambres de compensation sont compensées en application des principes posés par IAS32, sans prise en compte des critères de maturité et devises. Ratio présenté après annulation des opérations avec les affiliés, en attente d'autorisation de la BCE.

Éléments exceptionnels : les données et commentaires de cette présentation sont basés sur les comptes de résultats de Natixis et de ses métiers retraités des éléments comptables exceptionnels détaillés en page 3 de ce communiqué de presse. Les comptes de résultats de Natixis et de ses métiers incluant ces éléments sont en annexes de ce communiqué de presse.

Retraitement de l'impact IFRIC 21 : le coefficient d'exploitation et le ROE hors impact IFRIC 21 se calculent en prenant en compte pour le 1S17, la moitié du montant des taxes et cotisations annuelles soumises à cette nouvelle norme de comptabilisation.

Capacité bénéficiaire : résultat net part du groupe retraité des éléments exceptionnels et de l'impact IFRIC 21.

Charges : somme des charges générales d'exploitation et des dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles

Comptes de résultat 2T17 : passage des données hors éléments exceptionnels aux données publiées

en M€	2T17 hors éléments exceptionnels	Variation de change des TSS en devises	Coûts d'investissement TEO	2T17 publié
Produit Net Bancaire	2 458	-49		2 410
Charges	-1 584		-11	-1 594
Résultat Brut d'Exploitation	875	-49	-11	815
Coût du risque	-67			-67
Mises en équivalence	6			6
Gain ou pertes sur autres actifs	18			18
Variation de valeur écarts d'acquisition	0			0
Résultat avant impôt	831	-49	-11	772
Impôt	-274	16	3	-255
Intérêts minoritaires	-29			-29
Résultat net part du groupe	528	-33	-7	487

Comptes de résultat 1S17 : passage des données hors éléments exceptionnels aux données publiées

en M€	1S17 hors éléments exceptionnels	Variation de change des TSS en devises	Coûts d'investissement TEO	Complément non récurrent de C3S ⁽¹⁾ lié à l'accord avec CNP	1S17 publié
Produit Net Bancaire	4 816	-60			4 756
Charges	-3 327		-20	-19	-3 365
Résultat Brut d'Exploitation	1 490	-60	-20	-19	1 391
Coût du risque	-138				-138
Mises en équivalence	13				13
Gain ou pertes sur autres actifs	27				27
Résultat avant impôt	1 392	-60	-20	-19	1 294
Impôt	-501	19	6	6	-469
Intérêts minoritaires	-57				-57
Résultat net part du groupe	834	-40	-13	-13	768

(1) Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés

Natixis – Consolidé

en M€	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17	2T17 vs. 2T16	1S16	1S17	1S17 vs. 1S16
Produit Net Bancaire	2 063	2 211	1 924	2 520	2 347	2 410	9%	4 274	4 756	11%
Charges	-1 605	-1 522	-1 447	-1 664	-1 771	-1 594	5%	-3 127	-3 365	8%
Résultat Brut d'Exploitation	458	689	477	856	576	815	18%	1 147	1 391	21%
Coût du risque	-88	-88	-69	-60	-70	-67	-23%	-176	-138	-22%
Mises en équivalence	8	7	4	-6	7	6	12%	14	13	-7%
Gains ou pertes sur autres actifs	29	31	104	12	9	18	42%	60	27	-55%
Variation de valeur écarts d'acquisition	0	-75	0	0	0	0		-75	0	
Résultat avant impôt	407	564	516	801	523	772	37%	970	1 294	33%
Impôt	-172	-211	-184	-255	-214	-255	21%	-383	-469	23%
Intérêts minoritaires	-34	28	-34	-50	-28	-29		-6	-57	
Résultat net part du groupe	200	381	298	496	280	487	28%	581	768	32%

Natixis - Contribution par pôle au 2T17

en M€	Épargne	BGC	SFS	Participations Financières	Hors Pôles	2T17 publié
Produit Net Bancaire	920	1 032	347	156	-45	2 410
Charges	-620	-552	-227	-147	-48	-1 594
Résultat Brut d'Exploitation	299	481	120	9	-93	815
Coût du risque	0	-48	-14	-5	0	-67
Résultat Net d'Exploitation	300	432	105	4	-93	748
Mises en équivalence	3	3	0	0	0	6
Autres	0	0	0	22	-4	18
Résultat avant impôt	302	435	105	26	-97	772
					Impôt	-255
					Intérêts minoritaires	-29
					RNPG	487

Impacts IFRIC 21 par pôle

Impact sur les charges

<i>en M€</i>	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17	1S16	1S17
Épargne	-11	4	4	4	-28 ⁽¹⁾	9 ⁽²⁾	-8	-19
BGC	-31	10	10	10	-28	9	-21	-18
SFS	-7	2	2	2	-6	2	-5	-4
Participations financières	-2	1	1	1	-1	0	-1	-1
Hors pôles	-57	1	28	28	-92	34	-55	-59
Total Natixis	-107	18	45	45	-156	55	-89	-101

Impact sur le PNB

<i>en M€</i>	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17	1S16	1S17
SFS (Crédit-bail)	-2	1	1	1	-1	0	-1	-1
Total Natixis	-2	1	1	1	-1	0	-1	-1

(1) -14 M€ sur les charges récurrentes et -14 M€ liés à la C3S non récurrente dans l'Assurance

(2) 4,7 M€ sur les charges récurrentes et 4,7 M€ liés à la C3S non récurrente dans l'Assurance

Épargne

en M€	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17	2T17 vs. 2T16	1S16	1S17	1S17 vs. 1S16
Produit Net Bancaire	825	832	804	904	891	920	11%	1 656	1 811	9%
<i>Gestion d'actifs</i>	626	623	609	689	667	696	12%	1 249	1 363	9%
<i>Banque Privée</i>	34	33	34	35	34	30	-9%	67	64	-6%
<i>Assurances</i>	167	156	155	169	187	177	13%	322	364	13%
Charges	-590	-579	-558	-623	-645	-620	7%	-1 169	-1 266	8%
Résultat brut d'exploitation	234	253	246	280	246	299	18%	487	545	12%
Coût du risque	0	0	0	0	0	0		0	0	
Résultat Net d'Exploitation	234	253	246	281	246	300	18%	487	545	12%
Mises en équivalence	4	2	5	-10	4	3	32%	6	7	23%
Autres	18	-2	-2	2	9	0		16	8	-49%
Résultat avant impôt	256	253	249	273	259	302	19%	509	561	10%
Coefficient d'exploitation	71,6%	69,6%	69,4%	69,0%	72,4%	67,5%		70,6%	69,9%	
Coefficient d'exploitation hors impact IFRIC 21	70,2%	70,0%	69,8%	69,4%	69,3%	68,5%		70,1%	68,9%	
RWA (Bâle 3 - en Md€)	16,4	17,0	17,3	18,1	18,0	17,4	2%	17,0	17,4	2%
Fonds propres normatifs (en Bâle 3)	4 350	4 381	4 467	4 491	4 641	4 609	5%	4 366	4 625	6%
ROE après impôt ⁽¹⁾ (en Bâle 3)	13,9%	14,0%	13,1%	12,3%	12,6%	14,4%		13,9%	13,5%	
ROE après impôt ⁽¹⁾ (en Bâle 3) hors impact IFRIC 21	14,5%	13,8%	12,9%	12,1%	14,3%	13,8%		14,2%	14,1%	

(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 10% des actifs pondérés moyens-y compris goodwill et immobilisations incorporelles

Banque de Grande Clientèle

en M€	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17	2T17 vs. 2T16	1S16	1S17	1S17 vs. 1S16
Produit Net Bancaire	782	887	757	896	984	1 032	16%	1 668	2 016	21%
Global markets	407	507	410	477	608	553	9%	914	1 161	27%
<i>FIC-T</i>	291	319	291	317	397	361	13%	610	758	24%
<i>Equity</i>	123	154	106	150	176	205	33%	278	380	37%
<i>Desk CVA/DVA</i>	-7	33	13	10	36	-13		26	22	-14%
Global Finance & Investment Banking	362	407	412	412	400	472	16%	768	872	14%
Divers	12	-26	-65	7	-25	7		-14	-17	23%
Charges	-512	-482	-468	-569	-563	-552	14%	-994	-1 114	12%
Résultat Brut d'Exploitation	270	405	289	327	421	481	19%	675	902	34%
Coût du risque	-71	-53	-50	-21	-29	-48	-8%	-124	-78	-37%
Résultat Net d'Exploitation	198	352	239	306	392	432	23%	550	824	50%
Mises en équivalence	3	4	3	3	3	3	-36%	8	5	-31%
Autres	0	0	0	0	0	0		0	0	
Résultat avant impôt	202	356	242	309	394	435	22%	558	829	49%
Coefficient d'exploitation	65,5%	54,4%	61,8%	63,5%	57,2%	53,4%		59,6%	55,3%	
Coefficient d'exploitation hors impact IFRIC 21	61,5%	55,5%	63,2%	64,7%	54,4%	54,3%		58,3%	54,4%	
RWA (Bâle 3 - en Md€)	67,0	68,8	64,9	66,1	64,4	61,3	-11%	68,8	61,3	-11%
Fonds propres normatifs (en Bâle 3)	6 935	6 772	7 064	6 672	6 805	6 641	-2%	6 854	6 723	-2%
ROE après impôt ⁽¹⁾ (en Bâle 3)	7,9%	14,2%	9,3%	13,6%	16,1%	18,0%		11,0%	17,0%	
ROE après impôt ⁽¹⁾ (en Bâle 3) hors impact IFRIC 21	9,1%	13,8%	8,9%	13,2%	17,2%	17,6%		11,4%	17,4%	

(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 10% des actifs pondérés moyens-y compris goodwill et immobilisations incorporelles

Services Financiers Spécialisés

en M€	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17	2T17 vs. 2T16	1S16	1S17	1S17 vs. 1S16
Produit Net Bancaire	343	341	325	341	344	347	2%	684	691	1%
Financements spécialisés	214	211	203	210	219	217	3%	425	436	3%
<i>Affecturage</i>	38	39	40	43	40	40	2%	77	79	3%
<i>Cautions et garanties financières</i>	55	43	46	45	54	46	7%	98	100	2%
<i>Crédit-bail</i>	51	58	48	53	54	60	3%	109	114	4%
<i>Crédit consommation</i>	65	66	64	64	66	66	-1%	131	132	1%
<i>Financement du cinéma</i>	5	6	5	6	5	7	16%	11	12	12%
Services financiers	129	130	122	131	125	129	stable	258	254	-2%
<i>Épargne salariale</i>	22	25	20	21	21	22	-11%	47	43	-8%
<i>Paievements</i>	83	81	80	86	81	83	3%	164	165	stable
<i>Titres</i>	24	23	23	24	23	23	stable	47	46	-2%
Charges	-225	-220	-215	-220	-232	-227	3%	-446	-459	3%
Résultat Brut d'Exploitation	118	121	110	122	113	120	-1%	238	232	-3%
Coût du risque	-13	-17	-12	-16	-21	-14	-15%	-29	-35	20%
Résultat Net d'Exploitation	105	104	98	106	92	105	1%	209	197	-6%
Mises en équivalence	0	0	0	0	0	0		0	0	
Autres	0	31	0	0	0	0		31	0	
Résultat avant impôt	105	135	98	106	91	105	-22%	240	197	-18%
Coefficient d'exploitation	65,7%	64,6%	66,2%	64,4%	67,3%	65,5%		65,2%	66,4%	
Coefficient d'exploitation hors impact IFRIC 21	63,4%	65,4%	67,0%	65,1%	65,3%	66,2%		64,4%	65,7%	
RWA (Bâle 3 - en Md€)	13,7	14,8	14,6	15,4	15,2	16,0	8%	14,8	16,0	8%
Fonds propres normatifs (en Bâle 3)	1 629	1 626	1 730	1 709	1 885	1 813	12%	1 628	1 849	14%
ROE après impôt ⁽¹⁾ (en Bâle 3)	16,9%	21,8%	14,8%	16,2%	13,2%	15,8%		19,3%	14,5%	
ROE après impôt ⁽¹⁾ (en Bâle 3) hors impact IFRIC 21	18,3%	21,3%	14,4%	15,8%	14,3%	15,5%		19,8%	14,9%	

(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 10% des actifs pondérés moyens-y compris goodwill et immobilisations incorporelles

Participations Financières

en M€	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17	2T17 vs. 2T16	1S16	1S17	1S17 vs. 1S16
Produit Net Bancaire	183	155	137	224	153	156	-1%	338	309	-9%
Coface	156	133	119	197	131	146	10%	289	277	-4%
Corporate Data Solutions	15	9	8	10	10	0		24	10	-58%
Autres	12	12	10	18	11	10	-17%	25	21	-12%
Charges	-162	-153	-151	-174	-151	-147	-4%	-315	-298	-5%
Résultat Brut d'Exploitation	21	1	-14	50	2	9		23	11	-51%
Coût du risque	-6	-18	-7	-6	-5	-5		-24	-10	-59%
Résultat Net d'Exploitation	15	-17	-20	44	-3	4		-2	1	
Mises en équivalence	0	0	-3	1	0	0		1	1	stable
Autres	11	-75	7	0	0	22		-64	22	
Résultat avant impôt	27	-91	-17	45	-2	26		-65	24	

Hors Pôles

en M€	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17	1S16	1S17
Produit Net Bancaire	-69	-3	-100	155	-25	-45	-72	-70
Charges	-116	-87	-55	-78	-180	-48	-204	-228
Résultat Brut d'Exploitation	-185	-91	-155	77	-205	-93	-276	-299
Coût du risque	2	0	0	-18	-15	0	2	-15
Résultat Net d'Exploitation	-183	-91	-155	59	-220	-93	-274	-314
Mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	2	99	10	1	-4	2	-3
Résultat avant impôt	-183	-89	-56	68	-220	-97	-272	-317

Capital réglementaire au 2T17 et structure financière – Bâle 3

Reporting réglementaire, en Md€

Capitaux propres part du groupe	19,5
Goodwill & incorporels	-3,4
Dividendes	-0,4
Autres déductions	-0,7
Reclassement des Hybrides en Tier 1 ⁽¹⁾	-2,4
Fonds propres CET1	12,6
Additional T1	2,1
Fonds propres Tier 1	14,7
Fonds propres Tier 2	2,6
Fonds propres totaux pruden­tiels	17,3

(1) Incluant la plus-value liée au reclassement des hybrides en capitaux propres

en Md€	2T16 CRD4 phase	3T16 CRD4 phase	4T16 CRD4 phase	1T17 CRD4 phase	2T17 CRD4 phase
Ratio CET1	11,1%	11,3%	10,8%	10,9%	11,2%
Ratio Tier 1	12,6%	12,8%	12,3%	12,8%	13,1%
Ratio de solvabilité	15,0%	15,1%	14,5%	15,1%	15,4%
Fonds propres Tier 1	14,3	14,5	14,2	14,6	14,7
Risques pondérés	112,9	113,1	115,5	114,1	112,6

en Md€	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17
Capitaux propres (pdg)	18,8	19,1	19,8	20,5	19,5
Total actif ⁽¹⁾	535	522	528	509	510

(1) Bilan statutaire

Composition des risques pondérés (RWA) 30/06/2017

en Md€	
Risque de crédit	79,1
Approche interne	63,3
Approche standard	15,8
Risque de contrepartie	7,0
Approche interne	6,1
Approche standard	0,9
Risque de marché	10,8
Approche interne	4,8
Approche standard	6,0
CVA	1,7
Risque opérationnel (Approche standard)	14,0
Risques pondérés totaux	112,6

Ratio de levier

Selon les règles de l'Acte délégué publié par la Commission Européenne le 10 octobre 2014, après l'annulation des opérations avec les affiliés, en attente d'autorisation de la BCE.

<i>Md€</i>	30/06/2017
Fonds propres Tier 1 ⁽¹⁾	14,9
Total bilan prudentiel	420,5
Ajustements au titre des expositions sur dérivés	-50,3
Ajustements au titre des opérations de financement sur titres ⁽²⁾	-27,5
Autres opérations avec les affiliés	-26,5
Engagements donnés	36,8
Ajustements réglementaires	-4,1
Total exposition levier	349,0
Ratio de levier	4,3%

(1) Sans phase-in sauf IDA sur pertes reportables - avec hypothèse de remplacement des émissions subordonnées devenues non éligibles (2) Opérations de financement sur titres traitées avec des chambres de compensation compensées en application des principes posés par la norme IAS32, sans prise en compte des critères de maturité et devises

Répartition des fonds propres normatifs et RWA à fin juin 2017 - en Bâle 3

<i>en Md€</i>	RWA (fin de période)	En % du total	Écarts d'acquisition & immobilisations incorporelles moyens	Fonds propres alloués moyens début de période	ROE après impôt 1S17
BGC	61,3	61%	0,2	6,7	17,0%
Epargne	17,4	17%	2,8	4,6	13,5%
SFS	16,0	16%	0,3	1,8	14,5%
Participations Financières	6,1	6%	0,2	0,8	
TOTAL (excl. Hors Pôle)	100,7	100%	3,5	13,9	

Actif net comptable au 30 juin 2017

<i>en Md€</i>	30/06/2017
Capitaux propres part du groupe	19,5
Retraitement des hybrides	-2,1
Retraitement des plus-values des TSS	-0,3
Actif net comptable	17,2
Immobilisations incorporelles retraitées ⁽¹⁾	0,7
Écarts d'acquisition retraités ⁽¹⁾	2,9
Actif net comptable tangible⁽²⁾	13,6
en €	
Actif net comptable par action⁽³⁾	5,48
Actif net comptable tangible par action⁽³⁾	4,35

(1) Voir note méthodologique (3) Actif net comptable tangible = actif net comptable - écarts d'acquisition - immobilisations incorporelles (3) Calculé sur la base de 3 135 383 861 actions fin de période

Bénéfice par action au 1S17

<i>en M€</i>	30/06/2017
Résultat net - part du groupe	768
Coupons sur TSS net d'impôts	-47
Résultat net attribuable aux actionnaires	721
Nombre moyen d'actions (hors autocontrôle)	3 135 558 616
Bénéfice par action (€)	0,23

Résultat net attribuable aux actionnaires

<i>en M€</i>	2T17	1S17
Résultat net - part du groupe	487	768
Coupons sur TSS net d'impôts	-25	-47
Numérateur ROE & ROTE Natixis	462	721

ROTE de Natixis

en M€	30/06/2017
Capitaux propres part du groupe	19 520
Neutralisation des TSS	- 2 342
Distribution provisionnée ⁽¹⁾	- 361
Immobilisations incorporelles retraitées	- 679
Écarts d'acquisition	- 2 851
Fonds propres ROTE fin de période	13 287
Fonds propres ROTE moyens au 2T17	13 310
ROTE 2T17 annualisé	13,9%
Fonds propres ROTE moyens au 1S17	13 294
ROTE 1S17 annualisé	10,8%

ROE de Natixis

en M€	30/06/2017
Capitaux propres part du groupe	19 520
Neutralisation des TSS	- 2 342
Distribution provisionnée ⁽¹⁾	- 361
Neutralisation des gains & pertes latents ou différés enregistrés en capitaux propres	- 444
Fonds propres ROE fin de période	16 373
Fonds propres ROE moyens au 2T17	16 472
ROE 2T17 annualisé	11,2%
Fonds propres ROE moyens au 1S17	16 503
ROE 1S17 annualisé	8,7%

(1) Distribution sur la base de 50% du résultat net attribuable aux actionnaires

BILAN COMPTABLE

Actif (Md€)	30/06/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales, CCP	41,9	26,7
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	186,2	187,6
Actifs financiers disponibles à la vente	55,4	55,0
Prêts et créances	167,6	199,1
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	1,9	2,1
Comptes de régularisation et actifs divers	51,0	50,5
Participations dans les entreprises mises en équivalence	0,6	0,7
Valeurs immobilisées	2,3	2,5
Ecart d'acquisition	3,5	3,6
Total	510,4	527,8

Passif (Md€)	30/06/2017	31/12/2016
Banques centrales, CCP	0,0	0,0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	138,5	146,2
Dettes envers les EC et la clientèle	189,7	187,9
Dettes représentées par un titre	38,1	48,9
Comptes de régularisation et passifs divers	44,5	48,7
Provisions techniques des contrats d'assurance	73,2	68,8
Provisions pour risques et charges	1,9	2,0
Dettes subordonnées	3,7	4,2
Capitaux propres	19,5	19,8
Intérêts minoritaires	1,3	1,3
Total	510,4	527,8

Encours douteux (yc établissements de crédit)

en Md€	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17
Encours douteux ⁽¹⁾	4,1	4,2	4,1	4,0	3,8
Sûretés relatives aux encours dépréciés ⁽¹⁾	-1,4	-1,6	-1,5	-1,4	-1,2
Engagements provisionnables ⁽¹⁾	-1,1	2,6	2,6	2,6	2,6
Provisions individuelles ⁽¹⁾	-1,7	-1,7	-1,7	-1,6	-1,7
Provisions collectives ⁽¹⁾	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4
<i>Engagements provisionnables⁽¹⁾/Créances brutes</i>	<i>2,0%</i>	<i>2,2%</i>	<i>2,0%</i>	<i>2,1%</i>	<i>2,4%</i>
<i>Provisions individuelles/Engagements provisionnables⁽¹⁾</i>	<i>64%</i>	<i>64%</i>	<i>65%</i>	<i>64%</i>	<i>64%</i>
Provisions totales/Engagements provisionnables⁽¹⁾	80%	79%	81%	79%	80%

(1) Hors titres et repos

Avertissement

Ce communiqué peut comporter des objectifs et des commentaires relatifs aux objectifs et à la stratégie de Natixis. Par nature, ces objectifs reposent sur des hypothèses, des considérations relatives à des projets, des objectifs et des attentes en lien avec des événements, des opérations, des produits et des services futurs et non certains et sur des suppositions en termes de performances et de synergies futures.

Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces objectifs qui sont soumis à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à Natixis, ses filiales et ses investissements, au développement des activités de Natixis et de ses filiales, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, ou à celle relative aux principaux marchés locaux de Natixis, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements est incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont impliqués dans les objectifs.

Les informations contenues dans ce communiqué, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties que Natixis, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement ne sont donnés à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans ce communiqué. Ni Natixis ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de ce communiqué ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels il pourrait faire référence.

Les données présentes dans ce communiqué ne se sont pas auditées.

AUTRES INFORMATIONS**Notations long terme (situation au 9 août 2017)****Standard & Poors's** : A (perspective stable)**Moody's** : A2 (perspective positive)**Fitch Ratings** : A (perspective stable)**Calendrier financier 2017****7 novembre 2017**

Après Bourse (sous réserve de modification)

Résultats du troisième trimestre

2017

20 novembre 2017

Natixis Investor Day

13 février 2018

Après Bourse (sous réserve de modification)

Résultats annuels 2017

23 mai 2018Assemblée générale des
actionnaires (statuant sur les
comptes de l'exercice 2017)

II CHAPITRE 2 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

2.1 Gouvernance de Natixis au 1^{er} août 2017

2.1.1 Composition du conseil d'administration

Nom et prénom du membre	Fonction principale exercée dans la société ^(a)	Fonction principale exercée en dehors de la société
M. François Pérol	Président du conseil d'administration	Président du directoire de BPCE
Date de naissance : 06/11/1963	Date de 1 ^{re} nomination : AGM du 30/04/2009	50, avenue Pierre Mendès-France
Nationalité : Française	(Président du CA depuis le CA du 30/04/2009)	75201 Paris Cedex 13
Nombre d'actions Natixis : 60 000	Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)	
	Membre du comité stratégique	
	Date de 1 ^{re} nomination : CA du 11/05/2011	
	Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)	
BPCE	Administrateur	Membre du Directoire de BPCE
Nombre d'actions Natixis : 2 227 221 174	Représentant permanent : Mme Marguerite Bérard-Andrieu	Directeur général en charge des pôles Finance, Stratégie, Affaires Juridiques et Secrétariat général des instances
	Date de naissance : 31/12/1977	50, avenue Pierre Mendès France
	Date de 1 ^{re} nomination de BPCE : Cooptée par CA du 25/08/2009 et ratifiée par AGM du 27/05/2010	75201 Paris Cedex 13
	Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)	
	Membre du comité d'audit	
	Date de 1 ^{re} nomination : CA du 09/05/2016	
	Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)	
	Membre du comité des risques	
	Date de 1 ^{re} nomination : CA du 09/05/2016	
	Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)	
	Membre du comité stratégique	
	Date de 1 ^{re} nomination : CA du 09/05/2016	
	Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)	
M. Thierry Cahn	Administrateur	Président du conseil d'administration de Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne
Date de naissance : 25/09/1956	Date de 1 ^{re} nomination : Coopté par CA du 28/01/2013 et ratifié par AGM du 21/05/2013	Immeuble le Concorde
Nationalité : Française	Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)	4, quai Kléber
Nombre d'actions Natixis : 1 000		BP 10401
	Membre du comité des nominations	67000 Strasbourg Cedex
	Date de 1 ^{ère} nomination : CA du 09/02/2017	
	Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2019 ^(b)	
	Membre du comité stratégique	
	Date de 1 ^{re} nomination : CA du 28/01/2013	
	Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)	

Nom et prénom du membre	Fonction principale exercée dans la société ^(a)	Fonction principale exercée en dehors de la société
<p>M. Alain Condaminas</p> <p>Date de naissance : 06/04/1957</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 1 000</p>	<p>Administrateur</p> <p>Date de 1^{re} nomination : AGO du 29/05/2012</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c)</p> <p>Membre du comité des rémunérations</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 29/05/2012</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c)</p> <p>Membre du comité stratégique</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 29/05/2012</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c)</p>	<p>Directeur général de la Banque Populaire Occitane</p> <p>33-43, avenue Georges Pompidou</p> <p>31135 Balma Cedex</p>
<p>M. Alain Denizot</p> <p>Date de naissance : 01/10/1960</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 1 000</p>	<p>Administrateur</p> <p>Date de 1^{ère} nomination : AGM du 19/05/2015</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre – Comité des rémunérations</p> <p>Date de 1^{ère} nomination : CA du 19/05/2015</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre – Comité des risques</p> <p>Date de 1^{ère} nomination : CA du 09/02/2017</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre – Comité stratégique</p> <p>Date de 1^{ère} nomination : CA du 19/05/2015</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p>	<p>Président du directoire de la Caisse d'Epargne Hauts de France</p> <p>135 Pont de Flandres</p> <p>59777 EURALILLE</p>
<p>M. Bernard Dupouy</p> <p>Date de naissance : 19/09/1955</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 0*</p>	<p>Administrateur</p> <p>Date de 1^{ère} nomination : Coopté par le CA du 01/08/2017</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre – Comité stratégique</p> <p>Date de 1^{ère} nomination : CA du 01/08/2017</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p>	<p>Président du conseil d'administration de la Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique</p> <p>84, rue Deveaux</p> <p>33200 Bordeaux</p>
<p>Mme Sylvie Garcelon</p> <p>Date de naissance : 14/04/1965</p> <p>Nationalité Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 26*</p>	<p>Administrateur</p> <p>Date de 1^{re} nomination : cooptée par le CA du 10/02/2016</p> <p>Et ratifiée par AG du 24/05/2016</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c)</p> <p>Membre du comité d'audit</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 10/02/2016</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c)</p> <p>Membre du comité stratégique</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 10/02/2016</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c)</p>	<p>Directeur général de CASDEN Banque Populaire</p> <p>91, cours des Roches - Noisiel</p> <p>77424 Marne-La-Vallée Cedex 2</p>

Nom et prénom du membre	Fonction principale exercée dans la société ^(a)	Fonction principale exercée en dehors de la société
<p>Mme Anne Lalou</p> <p>Date de naissance : 06/12/1963</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 1 000</p>	<p>Administrateur indépendant</p> <p>Date de 1^{re} nomination : cooptée par CA du 18/02/2015</p> <p>Et ratifié par AGM du 19/05/2015</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre du comité des rémunérations</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 18/02/2015</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre du comité des nominations</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 18/02/2015</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Présidente du comité stratégique^(e)</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 18/02/2015</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p>	<p>Directeur général de la Web School Factory et Directeur général de l'Innovation Factory</p> <p>59, rue Nationale</p> <p>75013 Paris</p>
<p>Mme Françoise Lemalle</p> <p>Date de naissance : 15/01/1965</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 1 000</p>	<p>Administrateur</p> <p>Date de 1^{re} nomination : Cooptée par CA du 30/07/2015</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre du comité d'audit</p> <p>Date de 1^{ère} nomination : CA du 09/02/2017</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2019 ^(b)</p> <p>Membre du comité stratégique</p> <p>Date de 1^{ère} nomination : CA du 30/07/2015</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2019 ^(b)</p>	<p>Président du Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur (CECAZ)</p> <p>455, promenade des Anglais</p> <p>06200 Nice</p>
<p>M. Bernard Oppetit</p> <p>Date de naissance : 05/08/1956</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 1 000</p>	<p>Administrateur indépendant</p> <p>Date de 1^{re} nomination : Coopté par CA du 12/11/2009</p> <p>et ratifié par AGM du 27/05/2010</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Président du comité des risques</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 17/12/2014</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre du comité d'audit</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 17/12/2009</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre du comité stratégique</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 11/05/2011</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p>	<p>Président de Centaurus Capital</p> <p>33 Cavendish Square</p> <p>London W1G0PW</p>
<p>Mme Stéphanie Paix</p> <p>Date de naissance : 16/03/1965</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 1 093</p>	<p>Administrateur</p> <p>Date de 1^{re} nomination : AGO du 29/05/2012</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c)</p> <p>Membre du comité des risques</p>	<p>Président du directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes</p> <p>42, bd Eugène Deruelle BP 3276</p> <p>69404 Lyon Cedex 03</p>

Nom et prénom du membre	Fonction principale exercée dans la société ^(a)	Fonction principale exercée en dehors de la société
	<p>Date de 1^{re} nomination : CA du 17/12/2014</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c)</p> <p>Membre du comité des nominations</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 09/02/2017</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c)</p> <p>Membre du comité stratégique</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 14/11/2012</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c)</p>	
<p>Mme Catherine Pariset</p> <p>Date de naissance : 22/08/1953</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 1 000</p>	<p>Administrateur indépendant</p> <p>Date de 1^{re} nomination : Cooptée par CA du 14/12/2016 et ratifiée par AGM du 23/05/2017</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Président^(f) du comité d'audit</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 14/12/2016</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre du comité des risques</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 14/12/2016</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre du comité stratégique</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 14/12/2016</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p>	<p>Administrateur indépendant</p> <p>19, rue Ginoux</p> <p>75015 Paris</p>
<p>M. Henri Proglio</p> <p>Date de naissance : 29/06/1949</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 1 000</p>	<p>Administrateur indépendant</p> <p>Date de 1^{re} nomination : AGM du 30/04/2009</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Président du comité des nominations</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 17/12/2014</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre du comité des rémunérations</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 30/04/2009</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre du comité stratégique</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 11/05/2011</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p>	<p>Président de la SAS Henri Proglio Consulting</p> <p>151, boulevard Haussmann</p> <p>75008 Paris</p>
<p>M. Philippe Sueur</p> <p>Date de naissance : 04/07/1946</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 4 000</p>	<p>Administrateur</p> <p>Date de 1^{re} nomination : AGM du 30/04/2009</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre du comité des nominations</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 17/12/2014</p>	<p>Membre du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Ile de France</p> <p>57, rue du Général-de-Gaulle</p> <p>95880 Enghien-Les-Bains</p>

Nom et prénom du membre	Fonction principale exercée dans la société ^(a)	Fonction principale exercée en dehors de la société
	Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) Membre du comité stratégique Date de 1 ^{re} nomination : CA du 11/05/2011 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)	
M. Nicolas de Tavernost	Administrateur indépendant	Président du directoire du groupe M6
Date de naissance : 22/08/1950	Date de 1 ^{re} nomination : AGO du 31/07/2013	89, avenue Charles de Gaulle
Nationalité : Française	Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2021 ^(d)	92575 Neuilly sur Seine cedex
Nombre d'actions Natixis : 1 000	Président du comité des rémunérations Date de 1 ^{re} nomination : CA du 06/08/2013 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2021 ^(d)	
	Membre du comité des nominations Date de 1 ^{re} nomination : CA du 17/12/2014 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2021 ^(d)	
	Membre du comité stratégique Date de 1 ^{re} nomination : CA du 06/08/2013 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2021 ^(d)	

(*) En cours d'acquisition

(a) Un bref curriculum vitae de chacun des mandataires sociaux de Natixis ainsi que la liste des mandats sociaux qu'ils ont exercés au cours de l'année 2016 et des années précédentes figurent au paragraphe 2.2. du document de référence Natixis 2016

(b) Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018

(c) Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019

(d) Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020

(e) Depuis le 10 février 2016

(f) Depuis le 9 février 2017

2.1.2 COMITÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE ET COMITÉ EXÉCUTIF

2.1.2.1. Direction générale au 1^{er} août 2017

Nom et prénom du mandataire social	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société
M. Laurent Mignon Date de naissance : 28/12/1963 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 1 090	Directeur général Date de 1 ^{re} nomination : CA du 30/04/2009 avec date d'effet au 14/05/2009 Date de renouvellement : CA du 18/02/2015 Date d'échéance du mandat : AG 2019	Membre du directoire de BPCE ^(a)

(a) La liste des mandats sociaux exercés au cours de l'année 2016 et des années précédentes par le directeur général figure au paragraphe 2.2. du document de référence Natixis 2016.

2.1.2.2. Comité de direction générale et comité exécutif

■ MEMBRES DU COMITE DE DIRECTION GENERALE (CDG) AU 1^{ER} AOUT 2017

M. Laurent Mignon Directeur général Président du comité	M. Gils Berrous Services Financiers Spécialisés	M. Jean Cheval Finances et Risques	M. Norbert Cron Opérations et systèmes d'information
Mme Anne Lebel Ressources humaines	M. Jean-François Lequoy Epargne - Assurance	M. André-Jean Olivier Secrétariat général	M. Jean Raby Epargne – Gestion d'actifs et Banque Privée
M. François Riahi Banque de Grande Clientèle (BGC)	M. Marc Vincent Banque de Grande Clientèle (BGC)		

■ MEMBRES DU COMITE EXECUTIF (COMEX) AU 1^{ER} AOUT 2017

M. Laurent Mignon Directeur général	M. Stéphane About BGC - Amériques	Mme Carine André Opérations et systèmes d'information - Opérations	M. Patrick Artus Chef économiste
M. Luc Barnaud Chief Digital Officer	Mme Beverly Bearden Gestion d'actifs et Banque privée – Natixis Global Asset Management et Ressources humaines	M. Franck Bernay Opérations et systèmes d'information – Systèmes d'information	M. Gils Berrous Services Financiers Spécialisés
M. Olivier Bilal Gestion d'actifs et Banque privée – Natixis Global Asset Management – Ventes et marketing international	Mme Nathalie Bricker Finances et Risques – Comptabilité et Ratios	Mme Nathalie Broutèle Assurance – Natixis Assurances	M. Stéphane Caminati SFS – Natixis Interépargne
M. Marc Cattelin SFS – EuroTitres	M. Jean Cheval Finances et Risques	M. Norbert Cron Opérations et systèmes d'information	Mme Elisabeth de Gaulle Communication
M. Georges-Eric de La Brunière Gestion d'actifs et Banque Privée – Banque Privée 1818	M. Guillaume de Saint-Seine BGC - Coverage	M. Pierre Debray BGC – Global Finance	Mme Anne-Cécile Delas BGC – Global Transaction Banking
M. Matthieu Duncan Gestion d'actifs et Banque Privée – Natixis Asset Management	M. Christophe Eglizeau Transformation et excellence opérationnelle	Mme Catherine Fournier SFS – Natixis Payment Solutions	M. Luc François FSM – Solutions de marché
M. Alain Gallois BGC – Asie/Pacifique	M. David Giunta Gestion d'actifs et Banque privée – Natixis Global Asset Management – Etats-Unis et Canada	M. Hervé Housse Inspection générale	M. Philippe Jeanne Finances et Risques – Gestion financière
M. Mohamed Kallala BGC – Investment Banking	M. Christophe Lanne Risques	M. Christophe Le Pape Assurances – Natixis Assurances	Mme Anne Lebel Ressources Humaines
M. Jean-François Lequoy Epargne - Assurance	M. Christian Le Hir Secrétariat général – Juridique	M. Stéphane Morin Secrétariat général - Compliance	M. Nicolas Namias Stratégie
M. André-Jean Olivier Secrétariat général	M. Jean Raby Epargne – Gestion d'actifs et Banque privée	M. François Riahi Banque de Grande Clientèle (BGC)	M. Dominique Sabassier Epargne – Gestion d'actifs et Banque Privée – Natixis Private Equity
Mme Anne Sallé Mongauze SFS – Compagnie Européenne de Garanties et Cautions	M. Jérôme Terpereau SFS – Natixis Financement	Mme Cécile Tricon-Bossard Ressources humaines	M. Didier Trupin SFS – Natixis Lease
M. Claude Valade SFS – Natixis Factor	M. Marc Vincent Banque de Grande Clientèle (BGC)		

2.2 Informations complémentaires sur les mandataires sociaux

Bernard Dupouy (depuis le 1^{er} août 2017)

Président du conseil d'administration de Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique (BPACA)



Date de naissance : 19/09/1955

Nationalité : Française

Nombre d'actions Natixis : 0*

Adresse :

10, quai des Queyries

33072 Bordeaux Cedex

AdministrateurDate de 1^{ère} nomination : coopté par le CA du 01/08/2017Date d'échéance du mandat : AG 2019^(b)**Membre – Comité stratégique**Date de 1^{ère} nomination : CA du 01/08/2017

Taux de présence aux instances sociales en 2016

Conseil d'administration :
N/AComité stratégique :
N/A

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce, d'Administration et des Entreprises de Bordeaux, Bernard Dupouy entre au conseil d'administration de la Banque Populaire du Sud-Ouest (BPSO) en 1996 en tant qu'administrateur. Il est nommé secrétaire en 2006, puis vice-président en 2009. En novembre 2011, BPSO devient Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique (BPACA). Bernard Dupouy devient alors vice-président délégué puis président du conseil d'administration en janvier 2015.

Il a par ailleurs présidé le conseil d'administration du Crédit Commercial du Sud-Ouest, filiale de la BPSO, de 2008 à 2011. De 2011 à 2015, il est administrateur et président du comité d'audit et des risques.

Administrateur du Crédit Maritime Mutuel du Littoral Sud-Ouest de 2012 à 2015, Bernard Dupouy est désormais représentant permanent de BPACA, administrateur du Crédit Maritime. Il préside depuis 2012 le comité d'audit, des risques et des comptes du Crédit Maritime.

Entrepreneur aquitain reconnu, Bernard Dupouy est également président de la Villa Primrose, vice-président de Congrès et Exposition de Bordeaux et administrateur de l'Union Maritime du Port de Bordeaux.

Expertises utiles au conseil : expertise en administration d'entreprise, connaissance approfondie de la banque de détail et du tissu économique régional et des territoires d'Outre-Mer.

Autres mandats exercés en 2016 :**Au sein du groupe BPCE**

- Président du conseil d'administration de Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique (BPACA) (depuis le 27/01/2015)

- Administrateur de : Fédération Nationale des Banques Populaires (depuis mai 2015), Natixis Interépargne (depuis le 30/11/2016) et de BPCE Vie (depuis le 28/03/2017)

- Représentant permanent de la BPACA, administrateur du Crédit Maritime Mutuel du Littoral du Sud-Ouest (depuis le 29/01/2015) et président du comité d'audit, des risques et des comptes du Crédit maritime Mutuel (depuis 2012)

Hors groupe BPCE

- Président directeur général du GROUPE DUPOUY SA (depuis le 22/07/1993)

- Président directeur général de ETS DUPOUY SBCC (depuis le 01/02/2004)

- Président de : Villa Primrose (depuis 2000), Madikera Management 2M SAS (depuis le 12/07/2016)

- Vice-Président de Congrès et Expositions de Bordeaux SAS (depuis 2008)

- Représentant permanent de la BPACA, administrateur de Bordeaux Grands Evènements (depuis 2013)

- Administrateur de : Union Maritime du Port de Bordeaux (depuis 2008)

- Gérant de SCI Badimo (depuis le 26/01/2000)

Conformité aux règles de cumul des mandats

Code AFEP-Medef :
conformeCode monétaire et financier :
conforme

Mandats échus au cours des exercices précédents			
2013	2014	2015	2016
. Administrateur du Crédit Maritime Mutuel du Littoral Sud-Ouest (<i>depuis 2012</i>)▶	(fin le 29/01/2015)	
. Administrateur du Crédit Commercial du Sud-Ouest (<i>depuis 2008</i>) et président du comité d'audit et des risques (<i>depuis 2011</i>)▶	(fin en mars 2015)	
. Membre élu de la CCI de Bordeaux ^(a) (<i>depuis 2006</i>)▶		(fin le 23/11/2016)

(a) Société hors groupe (b) Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018 *Actions en cours d'acquisition

2.3 Direction et contrôle de la gouvernance d'entreprise

2.3.1 Le conseil d'administration

2.3.1.1 Organisation

- Changements intervenus dans la composition du conseil depuis le 21 mars 2017 :

Le 23 mai 2017, l'assemblée générale mixte de Natixis a :

- ratifié la cooptation de Mme Catherine Pariset en qualité d'administrateur, intervenue lors de la séance du conseil d'administration du 14 décembre 2016, en remplacement de Mme Laurence Debroux, pour la durée du mandat de cette dernière restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ;
- renouvelé, pour une durée de quatre ans, le mandat de M. Nicolas de Tavernost, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Le 24 mai 2017, M. Michel Grass a démissionné de son mandat d'administrateur de Natixis et de ses fonctions de membre du comité des rémunérations et du comité stratégique suite à sa nomination en qualité de Président du conseil de surveillance de BPCE.

Le 1^{er} août 2017, le conseil d'administration a coopté M. Bernard Dupouy, en remplacement de M. Michel Grass, pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Le conseil d'administration de Natixis s'est interrogé, comme chaque année, sur l'équilibre souhaitable de sa composition notamment en termes de connaissances, de compétences et d'expérience dont disposent les administrateurs tant individuellement que collectivement. Le conseil d'administration a considéré qu'en s'appuyant sur les compétences et les connaissances que chacun des membres apporte, le conseil possède l'étendue de l'expertise nécessaire pour veiller à la bonne marche de la Société et définir efficacement sa stratégie.

2.3.2 Les comités spécialisés : des émanations du conseil d'administration

L'assemblée générale de Natixis du 23 mai 2017 a renouvelé le mandat d'administrateur de M. Nicolas de Tavernost. A l'issue de l'assemblée générale, le conseil d'administration a procédé au renouvellement de M. Nicolas de Tavernost dans ses fonctions de membre et président du comité des rémunérations et de membre du comité des nominations.

Par ailleurs, en leur qualité d'administrateur, M. Nicolas de Tavernost et M. Bernard Dupouy sont membres de droit du comité stratégique.

2.3.2.3 Le comité des rémunérations

A Organisation

Au 1^{er} août 2017, le comité des rémunérations est composé de la manière suivante :

Nicolas de Tavernost	Président
Alain Condaminas	Membre
Alain Denizot	Membre
Anne Lalou	Membre
Henri Proglio	Membre

2.3.3 La Direction Générale

2.3.3.1 Organisation

La direction effective de Natixis est assurée par deux dirigeants effectifs : MM. Laurent Mignon (DG) et Jean Cheval (Directeur Finances et Risques).

Il est précisé qu'en cas d'empêchement du dirigeant mandataire social, il est prévu que le second dirigeant effectif assure la continuité de l'activité, le temps pour le conseil d'administration de procéder à la nomination d'un nouveau directeur général, sur proposition du comité des nominations.

2.4 Politique de rémunération de Natixis

2.4.3.3 Rémunération et avantages de toute nature du mandataire social, M. Laurent Mignon, au titre de son mandat de directeur général de Natixis

Rémunération variable annuelle

Il est précisé qu'au titre de l'exercice 2016, la cible de la rémunération variable a été fixée à 960 000 euros, soit 120 % de la rémunération fixe de M. Laurent Mignon, avec une amplitude de 0 à 156,75 % de la cible, soit un montant maximum de la rémunération variable annuelle de 188,10 % de la rémunération fixe.

Modalités de détermination de la rémunération du directeur général au titre 2017

Les critères quantitatifs et stratégiques de détermination de la rémunération variable annuelle du directeur général pour l'exercice 2017 ont été approuvés par le conseil d'administration du 9 février 2017 après revue du comité des rémunérations, ainsi que la cible qui a été fixée à 120 % de la rémunération fixe, avec une amplitude de 0 à 156,75 % de la cible, soit un montant maximum de la rémunération variable annuelle de 188,10 % de la rémunération fixe.

III CHAPITRE 3 : RISQUES ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

3.1.2 Facteurs de risques

Les facteurs de risques n'ont pas, concernant Natixis, subi d'évolutions significatives par rapport à la situation décrite dans le document de référence 2016 de Natixis (chapitre 3, pp. 112 à 118).

3.3 Gestion du capital et adéquation des fonds propres

3.3.3 Evolution des fonds propres, exigences en fonds propres et ratios au premier semestre 2017

TABLEAU DE PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES COMPTABLES AUX FONDS PROPRES PRUDENTIELS APRES APPLICATION DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Capitaux propres comptables		
Capital	5 020	5 019
Prime d'émission	4 210	4 210
Résultats non distribués	6 651	6 471
Actions propres détenues	-18	0
Autres, dont éléments du résultat global accumulé	804	1 150
Autres instruments à reclasser en fonds propres additionnels de catégorie 1	2 085	1 611
Résultat de l'exercice	768	1 374
Total des capitaux propres comptables - part du groupe	19 520	19 836
Reclassement en fonds propres additionnels de catégorie 1	-2 085	-1 611
Ecart de conversion au cours d'arrêté	-27	-86
Retraitement distribution prévue (dividende sur exercice précédent)	0	0
Filtres prudentiels après dispositions transitoires		
Risque de crédit propre : Plus-value reclassement des hybrides	-257	-257
Risque de crédit propre : dettes et dérivés net d'impôts différés	74	9
Ajustement pour évaluation prudente	-253	-257
Gains et pertes non réalisés	57	-8
Total des filtres prudentiels	-379	-513
Déductions après dispositions transitoires		
Distribution prévue dividende exercice en cours et charges accessoires	-371	-1 130
Ecart d'acquisition		
Montant base comptable prudentiel	-3 117	-3 213
Montant impôt différé passif associé	491	530
Montant inclus dans la valeur des participations mises en équivalence	-234	-262
Immobilisations incorporelles		
Montant base comptable prudentiel	-508	-521
Intérêts minoritaires		
Montant base comptable prudentiel	72	90
Ajustement prudentiel incluant les dispositions transitoires	-70	-89
Impôts différés d'actifs (déficits reportables)		
Montant base comptable prudentiel	-1 813	-1 914
Dont part hors déficits reportables et effet de compensation	825	799
Ajustement prudentiel incluant les dispositions transitoires	395	669
Insuffisance des provisions sur pertes attendues	0	0
Investissements dans le capital d'entités du secteur financier	0	0
Autres ajustements prudentiels incluant les dispositions transitoires	-72	-112
Total déductions	-4 401	-5 152
Total Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	12 628	12 474

Risques et adéquation des fonds propres

3

Gestion du capital et adéquation des fonds propres

Instruments hybrides de capital		
Montant base comptable prudentiel		
Autres instruments de capitaux propres	2 085	1 611
Plus-value résiduelle de reclassement en capitaux propres	257	257
Ajustement de la valeur nominale au cours d'arrêté	44	111
Rachat anticipé par exercice de call	0	0
Ecrêtage dû à la limite Grandfathering	-140	0
Total instruments hybrides	2 246	1 979
Déductions	-62	-62
Autres ajustements prudentiels incluant les dispositions transitoires	-73	-146
Total Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	2 111	1 770
Total Fonds propres de catégorie 1 (Tier1)	14 739	14 244
Instruments de dettes subordonnées		
Montant base comptable prudentiel	3 121	3 591
Ajustement réglementaire	-101	-509
Transfert écrêtage Grandfathering instruments hybrides de capital	140	0
Total instruments Tier2	3 161	3 082
Excédent des provisions sur pertes attendues	103	100
Déductions	-760	-760
Autres ajustements prudentiels incluant les dispositions transitoires	70	133
Total Fonds propres de catégorie 2 (Tier2)	2 573	2 555
Total Fonds propres prudentiels	17 312	16 799

3.3.4 Evolution des fonds propres, exigences en fonds propres et ratios au premier semestre 2017

TABLEAU D'EVOLUTION DU CAPITAL PRUDENTIEL APRES APPLICATION DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES SUR LA PERIODE

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2017
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	
Montant au début de la période	12 474
Instruments nouveaux émis (y compris les primes d'émission)	0
Instruments remboursés	0
Résultats non distribués sur exercices antérieurs	-5
Résultat de la période	768
Distribution brute prévue	-371
Distribution faite sous forme d'actions nouvelles	0
Mouvements sur Autre résultat accumulé	
Ecart de conversion	-389
Actifs disponibles à la vente	4
Couverture de CFH	67
Autres	-26
Autres	1
Intérêts minoritaires	0
Filtres et déductions non soumises aux dispositions transitoires	
Ecart d'acquisition et Immobilisations incorporelles	98
Risque de crédit propre	64
Autre résultat accumulé CFH	-67
Ajustement pour évaluation prudente	5
Autre	2
Autres, incluant ajustements prudentiels et dispositions transitoires	
Impôts différés d'actifs reposant sur des résultats futurs (hors différences temporelles)	127
Déductions au titre des dépassements des seuils de fonds propres	66
Autres	-18
Effets des dispositions transitoires	-171
dont effet de la variation du taux de phasing	-104
dont effet de la variation de l'assiette soumise aux dispositions transitoires	-67
Montant des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) fin de période	12 628
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	
Montant au début de la période	1 770
Instruments éligibles nouveaux émis	438
Rachat de la période	0
Autres, incluant les ajustements prudentiels et les dispositions transitoires	-98
dont effet de la variation du taux de phasing	-98
dont autre effet des variations d'assiette	0
Montant des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) fin de période	2 111
Fonds propres de catégorie 1 (Tier1)	14 739
Fonds propres de catégorie 2 (Tier2)	
Montant au début de la période	2 555
Instruments éligibles nouveaux émis	0
Rachat de la période	0
Autres, incluant les ajustements prudentiels et les dispositions transitoires	19
dont effet de la variation du taux de phasing	104
dont autre effet des variations d'assiette	-86
Montant des fonds propres de catégorie 2 (Tier2) fin de période	2 573
Total des fonds propres prudentiels	17 312

Risques et adéquation des fonds propres

3

Gestion du capital et adéquation des fonds propres

Sur le premier semestre 2017, les fonds propres prudentiels Bâle 3/CRR après application des dispositions transitoires évoluent de la façon suivante :

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) s'établissent à 12,6 milliards d'euros au 30 juin 2017, en légère progression de + 0,2 milliard d'euros sur la période.

La baisse de - 0,3 milliard d'euros des capitaux propres comptables part du groupe résulte essentiellement de la distribution de dividendes au titre de l'exercice 2016 intervenue au cours de la période pour - 1,1 milliard d'euros et d'un effet conversion défavorable de - 0,4 milliard d'euros compensés par le bénéfice semestriel de + 0,8 milliard d'euros et une émission subordonnée de + 0,4 milliard d'euros.

Outre le bénéfice semestriel de + 0,8 milliard d'euros, **les fonds propres CET1** intègrent une prévision de distribution de dividendes en numéraire de - 0,4 milliard d'euros au titre du premier semestre 2017, une diminution de la déduction prudentielle au titre des écarts d'acquisition de + 0,1 milliard d'euros et l'effet phasing des impôts différés, qui passe de 40% en 2016 à 60% en 2017, combiné à la consommation d'impôts différés sur reports déficitaires, pour un montant net -0,1 milliard d'euros. Ils intègrent également une baisse des retraitements au titre du risque de crédit propre de -0,1 milliard d'euros et une baisse des déductions au titre du dépassement de la franchise 3 de -0,1 milliard d'euros. Enfin, l'émission subordonnée précitée de - 0,4 milliard d'euros est reclassée en compartiment Fonds propres de catégorie 1, celle-ci ne répondant pas aux critères d'éligibilité CET1.

Les fonds propres de catégorie 1 progressent de + 0,3 milliard d'euros principalement du fait de l'émission subordonnée de + 0,4 milliard d'euros.

Les fonds propres de catégorie 2 restent stables à 2,6 milliards d'euros.

Les risques pondérés à 112,6 milliards d'euros sont en retrait de - 2,9 milliards d'euros sur le semestre

TABLEAU DES RISQUES PONDERES AU 30 JUIN 2017

(en milliards d'euros)	Risque de crédit	CVA	Risque de marché	Risque opérationnel	Total RWA
31/12/2016 Bâle 3	86,9	3,8	11,1	13,7	115,5
Evolution des taux de change	-1,4				-1,4
Evolution de l'activité	2,2	-2		0,3	0,5
Amélioration des paramètres de risques	-1,8		-0,3		-2,1
Acquisitions et cessions de participations					0
Effets des garanties	0				0
30/06/2017 Bâle 3	86	1,8	10,8	14	112,6

L'évolution des risques pondérés de - 2,9 milliards d'euros sur le semestre résulte principalement des facteurs suivants :

- l'effet de la baisse du dollar (- 1,4 milliard d'euros) ;
- La hausse des encours (+ 0,5 milliard d'euros), l'impact de l'augmentation de l'activité sur les RWA crédit étant partiellement compensé par la mise en place d'opérations de couverture sur les RWA CVA et la diminution des expositions donnant lieu à risque CVA ;
- l'effet des paramètres de risques (- 2,1 milliards d'euros) induit principalement par l'évolution des PD, LGD et maturités attachées aux expositions.

3.3.5 Pilotage du capital

RWA EN BÂLE 3 PAR PRINCIPAL MÉTIER NATIXIS (NX02)

(en millions d'euros)

Pôle	TOTAL	Crédit ^(a)	RWA	
			Marché ^(b)	Opérationnel
Banque de Grande Clientèle	60 767	44 449	9 945	6 373
Épargne	17 357	13 038	1	4 319
Services Financiers Spécialisés	16 004	13 768		2 237
Hors pôles métiers	11 878	8 871	2 563	444
Participations financières	6 051	5 651		400
Trésorerie & Collateral Management	535	264	24	247
TOTAL 30/06/2017	112 592	86 040	12 533	14 019
TOTAL 31/12/2016	115 524	86 968	14 847	13 709

(a) : Y compris le risque de contrepartie.

(b) : Dont le risque de règlement livraison et 1 752 M€ au titre du RWA CVA.

Risques et adéquation des fonds propres

3

Risques de marché

3.4 Risques de crédit et de contrepartie

3.4.8 Exposition aux risques de crédit

EAD, RWA ET EFP PAR APPROCHE ET CATÉGORIE D'EXPOSITION BÂLOISE (NX01)

(en millions d'euros)	30/06/2017			31/12/2016*		
	EAD	RWA	EFP	EAD	RWA	EFP
Risque de crédit						
Approche interne	183 303	63 241	5 059	175 830	65 643	5 251
Actions	5 394	16 347	1 308	5 620	16 826	1 346
Administrations et banques centrales	52 149	587	47	36 305	748	60
Autres actifs	929	231	18	934	233	19
Clientèle de détail	727	193	15	813	217	17
Entreprises	109 901	42 434	3 395	115 021	43 496	3 480
Établissements	8 600	2 235	179	9 632	2 719	217
Titrisation	5 604	1 213	97	7 505	1 404	112
Approche standard	54 325	15 825	1 266	70 860	13 526	1 082
Actions	171	322	26	118	259	21
Administrations et banques centrales	6 393	2 038	163	8 503	2 027	162
Autres actifs	8 478	8 076	646	7 306	6 538	523
Clientèle de détail	2 266	1 662	133	2 571	1 892	151
Entreprises	2 182	1 470	118	1 916	1 257	100
Établissements	31 237	463	37	46 759	538	43
Expositions en défaut	263	301	24	206	215	17
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	264	112	9	221	97	8
Organisme de placement collectif	247	247	20	282	282	23
Expositions sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme	606	109	9	2 315	124	10
Titrisation	2 218	1 026	82	663	297	24
Sous total risque de crédit	237 628	79 066	6 325	246 690	79 169	6 333
Risque de contrepartie						
Approche interne	36 018	6 092	487	36 048	7 047	564
Administrations et banques centrales	5 524	192	15	4 069	195	16
Entreprises	15 300	3 828	306	15 579	4 371	350
Établissements	14 886	2 014	161	15 528	2 364	189
Titrisation	308	58	5	872	117	9
Approche standard	19 750	628	50	19 093	479	38
Administrations et banques centrales	844	119	10	2 150	134	11
Clientèle de détail	1	1		2	1	
Entreprises	27	13	1	140	5	
Établissements	18 541	340	27	16 639	298	24
Expositions en défaut						
Expositions sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme	337	155	12	162	41	3
Titrisation	1	1				
Contribution au fonds de défaillance d'une CCP	318	254	20	285	273	22
Sous total risque de contrepartie	56 085	6 975	558	55 426	7 799	624

Risques et adéquation des fonds propres

3

Risques de marché

Risque de marché						
Approche interne		4 744	380		5 437	435
Approche standard		6 015	481		5 646	452
Risque action		772	62		414	33
Risque de change		2 764	221		2 916	233
Risque sur matières premières		639	51		708	57
Risque de taux		1 840	147		1 608	129
Sous total risque de marché		10 759	861		11 083	887
CVA	9 233	1 752	140	11 129	3 736	299
Risque de règlement livraison		22	2		28	2
Risque opérationnel (approche standard)**		14 019	1 122		13 709	1 097
TOTAL		112 593	9 008		115 524	9 242

* Les données au 31 décembre 2016 sont présentées pro forma du reclassement de risque de crédit en risque de contrepartie de la contribution au fond de défaillance d'une CCP.

** Les RWA sur le risque opérationnel ont été réévalués au 30 juin 2017 sur la base des indicateurs financiers publiés au 31 décembre 2016.

EAD PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE ET PAR CATÉGORIE D'EXPOSITION (NX05)

(en millions d'euros)

Catégorie d'exposition	France	Europe	Amérique du Nord	Autre	Total
Entreprises					
Autres que PME et FS	45 085	28 134	14 035	17 445	104 699
Financements spécialisés (FS)	3 853	6 013	3 810	4 862	18 538
PME	3 354	439	13	368	4 174
Sous total	52 292	34 586	17 858	22 675	127 411
Établissements	40 084	15 515	11 357	6 626	73 581
Administrations et banques centrales					
Administrations centrales et banques centrales	38 622	5 316	13 222	5 652	62 811
Organisation internationales				421	421
Banques multilatérales de développement					
Administrations régionales ou locales	323	241			564
Entités du secteur public	754	272	85	2	1 114
Sous total	39 698	5 828	13 307	6 076	64 909
Titrisation	3 084	760	3 565	721	8 130
Autres actifs	8 625	547	181	54	9 407
Action	4 732	458	224	151	5 565
Clientèle de détail					
Autres que PME	2 231				2 231
PME	692	9		62	763
Sous total	2 923	9		62	2 994
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	264				264
Expositions sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme	125	84	199	534	943
Expositions en défaut	162	68		34	263
Organisme de placement collectif	246				247
Total 30/06/2017	152 235	57 855	46 691	36 931	293 713
Total 31/12/2016	139 729	59 243	63 937	39 207	302 116

Risques et adéquation des fonds propres

3

Risques de marché

EAD PAR NOTE INTERNE (EQUIVALENT S&P) (NX12)

Répartition des expositions en risque par note interne (équivalent S&P) pour les classes d'actifs traitées en méthode IRB après exclusion :

- des expositions sur actions (traitées en approche pondération simple) ;
- des encours traités en pools (créances achetées) et des tiers regroupés en classes homogènes de risque ;
- des positions de titrisation.

(Répartition en %)

Grade	Note interne	30/06/2017	31/12/2016 ^(*)
Investment Grade	AAA	0,4 %	0,2 %
	AA+	6,1 %	14,9 %
	AA	18,9 %	3,8 %
	AA-	10,6 %	9,3 %
	A+	4,7 %	5,3 %
	A	9,7 %	11,3 %
	A-	7,9 %	8,4 %
	BBB+	6,6 %	7,1 %
	BBB	7,4 %	8,1 %
	BBB-	7,8 %	9,1 %
Investment Grade		80,2 %	77,4 %
Non Investment Grade	BB+	4,7 %	5,0 %
	BB	3,9 %	5,0 %
	BB-	3,5 %	4,3 %
	B+	2,2 %	2,1 %
	B	0,9 %	1,0 %
	B-	0,3 %	0,4 %
	CCC+	0,1 %	0,3 %
	CCC	0,1 %	0,2 %
	CCC-		
	CC		
Non Investment Grade		15,8 %	18,3 %
Non noté	Non noté	1,7 %	1,6 %
Défaut	D	2,2 %	2,7 %
Total		100,0 %	100,0 %

(*) Les données publiées du 31 décembre 2016 ont été ajustées du reclassement de la contrepartie Banque de France de AA+ vers AA.

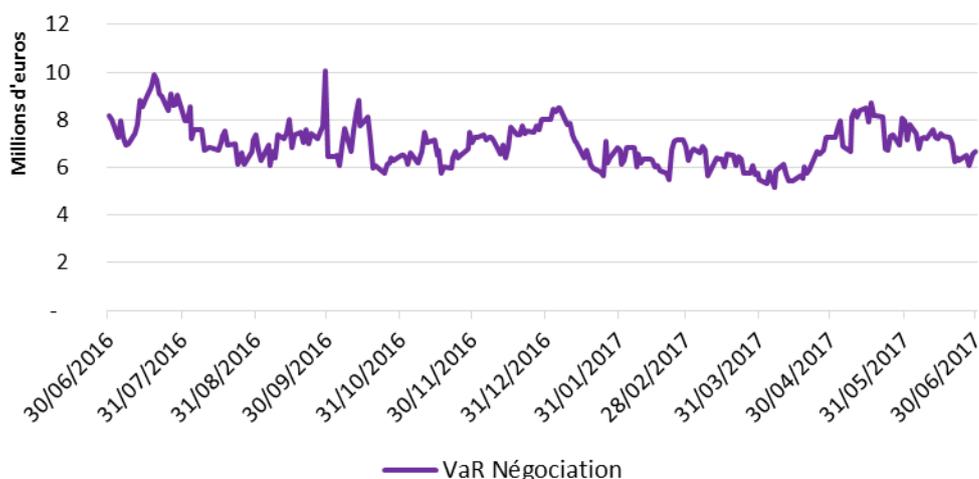
3.6 Risques de marché

3.6.4 Données quantitatives de mesure des risques de marché

Évolution de la VaR sur le périmètre de Natixis

Le niveau de VaR des portefeuilles de négociation de Natixis s'est établi en moyenne à 7 millions d'euros sur un an glissant, avec un maximum constaté de 10,1 millions d'euros le 29 septembre 2016, un minimum de 5,2 millions d'euros le 6 avril 2017 et une valeur de 6,7 millions d'euros au 30 juin 2017.

▪ VaR GLOBALE NATIXIS – PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (VAR 99 % 1 Jour)



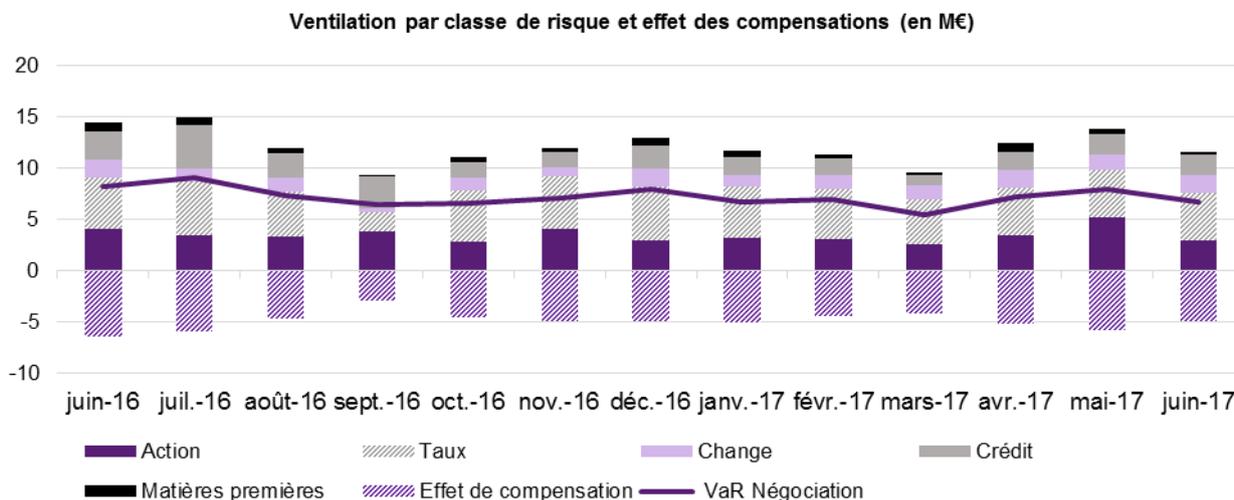
Ventilation de la VaR globale négociation par périmètre

Le tableau suivant présente les chiffres de VaR sur les principales activités :

en millions d'euros	VaR au 30/06/2017
Natixis	6,7
Banque de Grande Clientèle	6,6
dont :	
Global Markets	6,5
Equity Markets	4,8
Fixed Income	4,8
Commodities	0,3
Activités en extinction	1,5

Ventilation de la VaR globale négociation par classe de risque et effet de compensation

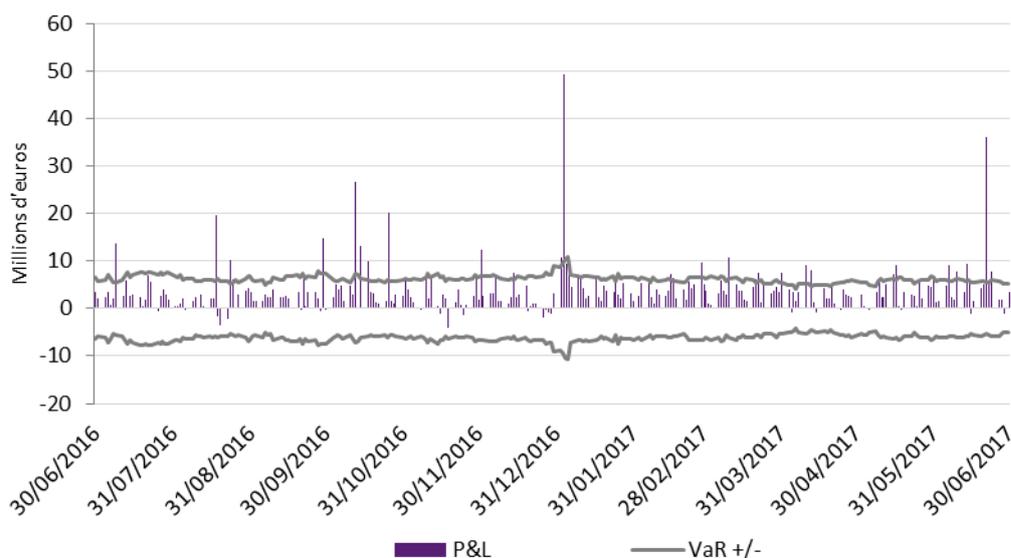
Le tableau suivant présente les chiffres de VaR par classes de risques et les effets des compensations :



Backtesting de Natixis sur le périmètre réglementaire

Le graphique présenté ci-dessous rend compte du backtesting (comparaison a posteriori du potentiel de perte, tel que calculé ex ante par la VaR, avec les réalisations effectivement constatées en résultat) sur le périmètre réglementaire, et permet de vérifier la robustesse de l'indicateur de VaR :

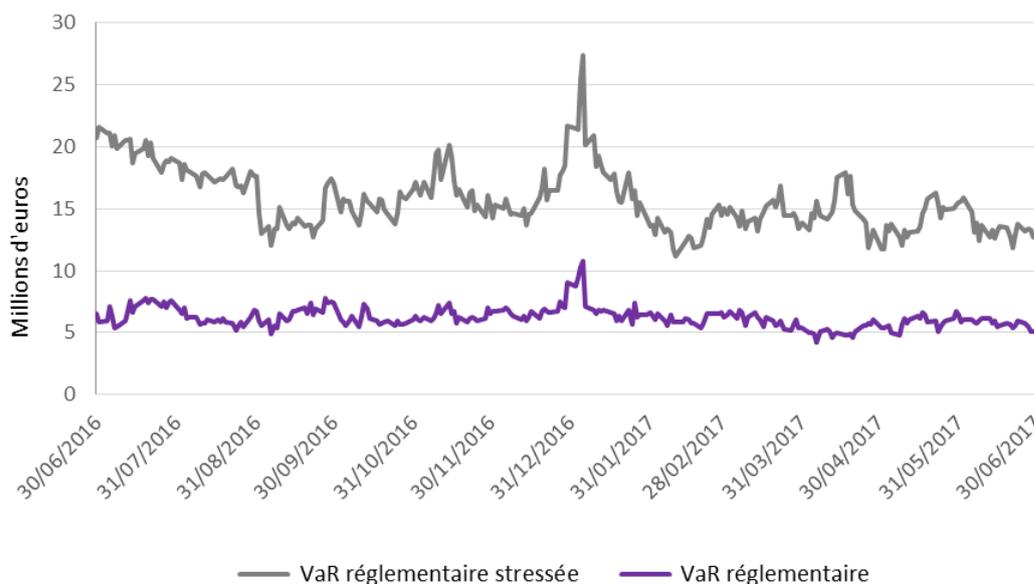
Sur un an glissant, le backtesting réglementaire de Natixis ne présente pas d'exception.



▪ VAR STRESSEE DE NATIXIS

Le niveau de VaR réglementaire Stressée s'est établi en moyenne à 15,7 millions d'euros sur un an glissant, avec un maximum constaté de 27,3 millions d'euros le 5 janvier 2017, un minimum de 11,1 millions d'euros le 10 février 2017 et une valeur de 12,9 millions d'euros au 30 juin 2017.

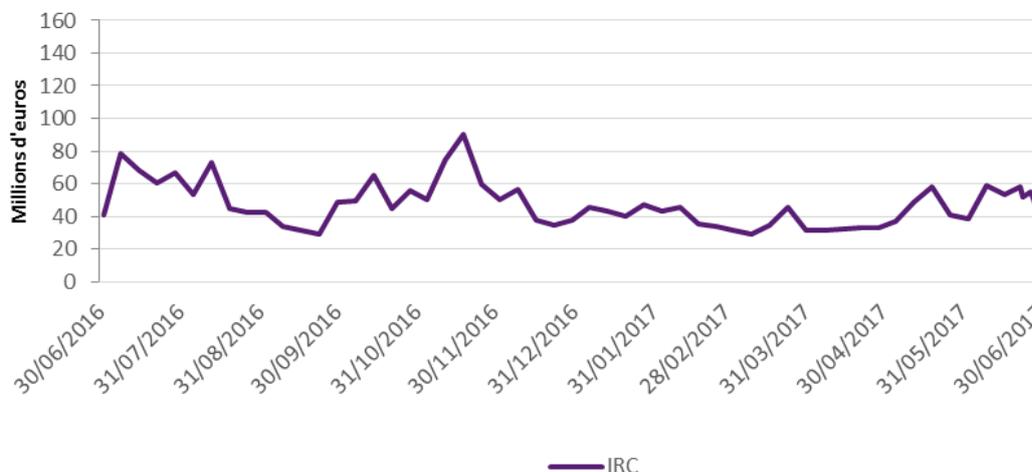
Évolution de la VaR Réglementaire de production et stressée :



▪ INDICATEUR IRC

Le niveau d'IRC de Natixis s'est établi en moyenne à 48 millions d'euros, avec un maximum constaté de 90 millions d'euros le 18 novembre 2016, un minimum de 29 millions d'euros le 10 mars 2017 et une valeur de 57 millions d'euros au 30 juin 2017.

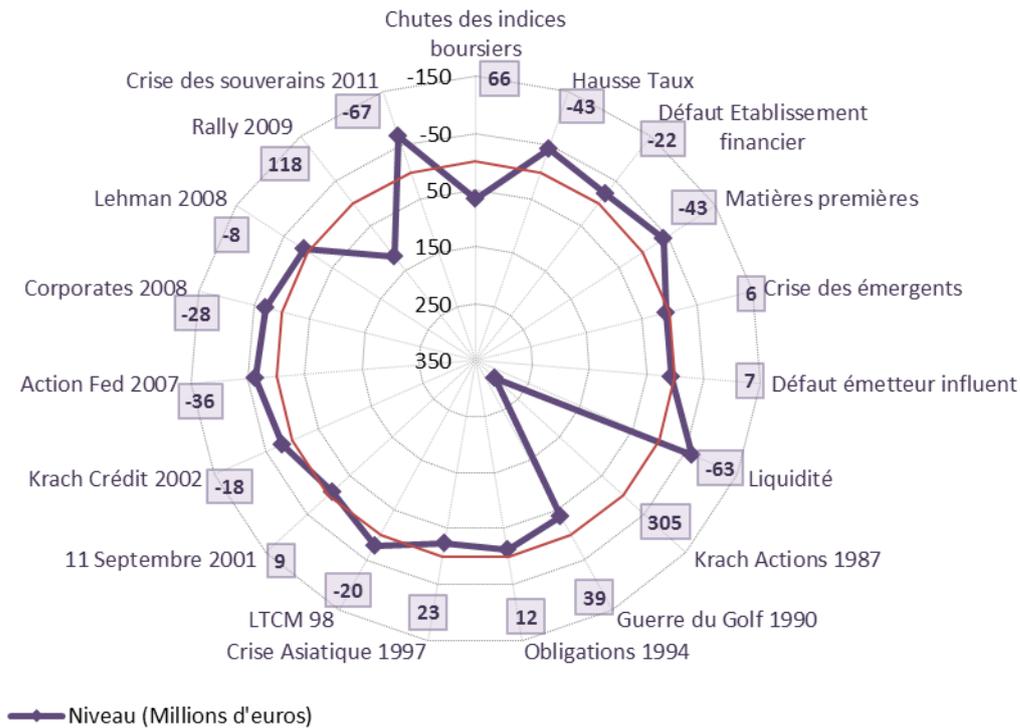
Cet indicateur porte sur le périmètre réglementaire :



Résultats des stress tests sur le périmètre de Natixis

Les niveaux de stress tests globaux affichent une moyenne de 12,5 millions d'euros au 30 juin 2017. Le stress test historique reproduisant la crise des souverains de 2011 conduit à la perte maximale (- 67 millions d'euros au 30 juin 2017).

▪ STRESS TESTS GLOBAUX NATIXIS AU 30 JUIN 2017 (EN MILLIONS D'EUROS)



Risques et adéquation des fonds propres

Risques de taux d'intérêt global, de liquidité, de change structurel

3.8 Risques de taux d'intérêt global, de liquidité, de change structurel

3.8.1 Gouvernance et organisation

Afin de répondre aux exigences de la loi française de séparation bancaire, le département de la Trésorerie, précédemment rattaché à Global Markets de la Banque de Grande Clientèle, dépend depuis le 1^{er} avril 2017 de la Direction financière.

La gouvernance demeure inchangée.

3.8.2 Gestion du risque de liquidité et de refinancement

3.8.2.2 Dispositif de suivi

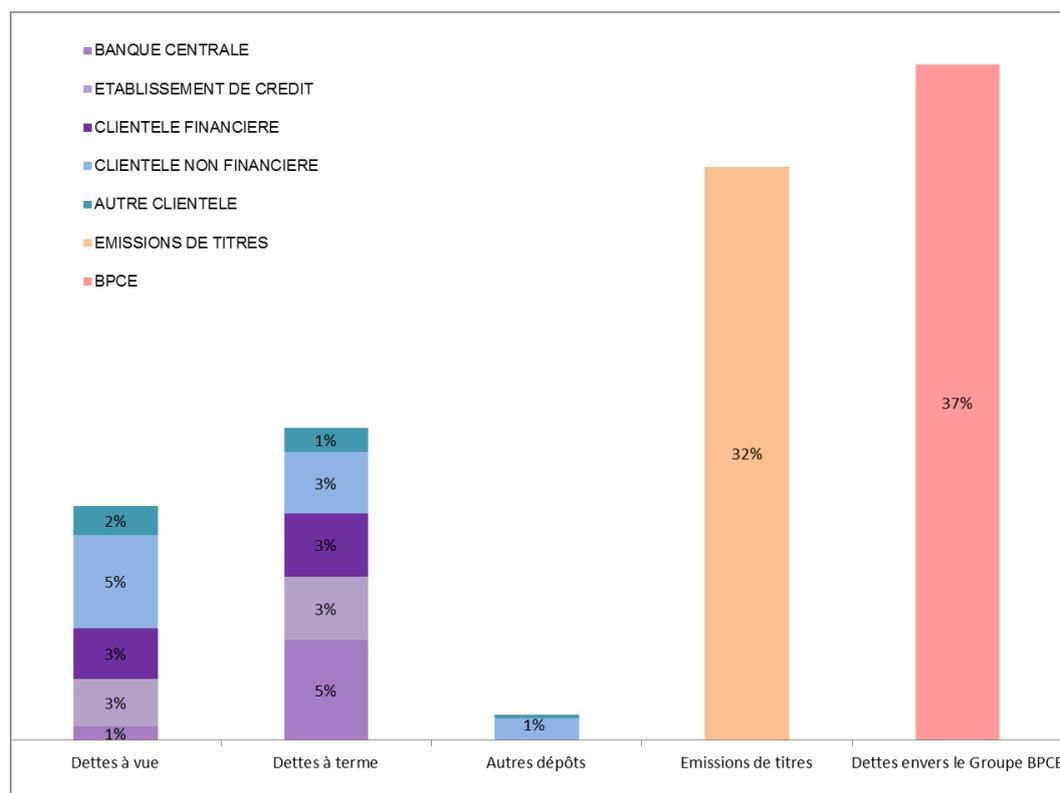
Depuis le 01/04/2017, l'allocation des limites globales du Groupe à Natixis a été mise en place, au travers des seuils d'observation rentrés en application sur des points à moins d'un an et à plus d'un an.

3.8.2.4 Principes et structure de refinancement

Stratégie de refinancement

Mise à jour des graphiques ci-après, établis sur la base de données gestion.

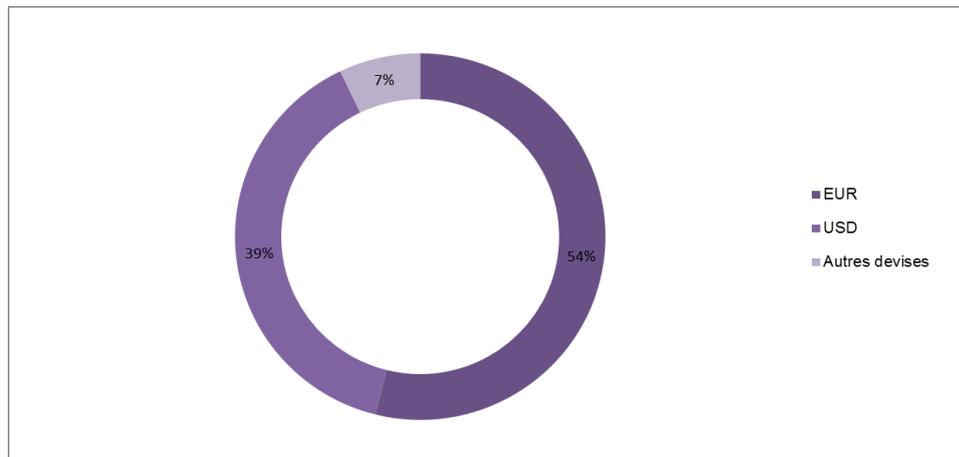
■ POIDS DES SOURCES DE REFINANCEMENT « BRUTES » DISPONIBLES DANS LE BILAN DE LA BANQUE, PAR GRANDE FAMILLE DE SUPPORTS ET/OU PAR NATURE DE CLIENTELE AU 30/06/2017



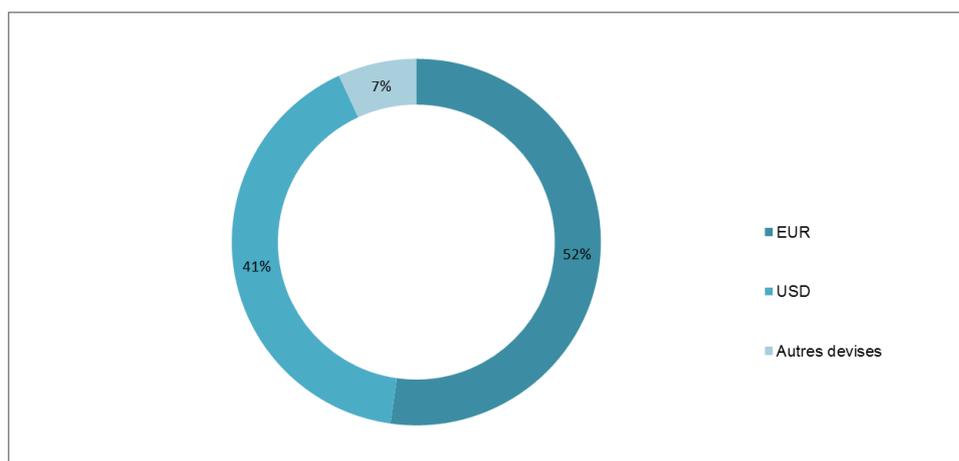
Risques et adéquation des fonds propres

Risques de taux d'intérêt global, de liquidité, de change structurel

■ REPARTITION PAR DEVISE DE LA STRUCTURE DU REFINANCEMENT BRUT - A USD COURANT - 30/06/2017

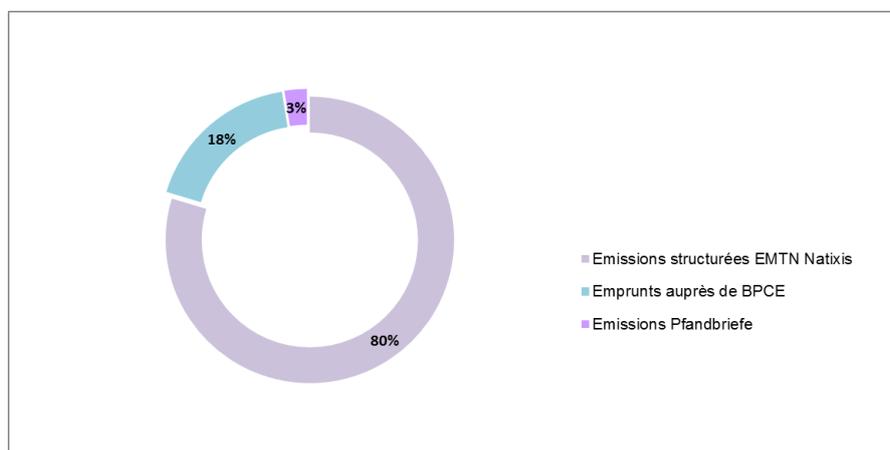


■ REPARTITION PAR DEVISE DE LA STRUCTURE DU REFINANCEMENT BRUT - A USD CONSTANT - 30/06/2017



Environ 3/4 du programme annuel de refinancement moyen long terme était réalisé au premier semestre 2017.

■ REPARTITION INDICATIVE DE LA REALISATION DU PROGRAMME DE REFINANCEMENT MOYEN LONG TERME AU 30/06/2017



Points sur les refinancements de la Banque

Refinancement court terme

Le premier semestre 2017 a été dominé par les incertitudes politiques nées de l'élection présidentielle française ainsi que par les difficultés rencontrées par la nouvelle administration américaine dans la mise en œuvre de son programme électoral.

Le fort mouvement d'optimisme observé sur les marchés financiers dans le sillage de l'élection américaine (hausse des bourses, du dollar, des anticipations d'inflation et des taux d'intérêts) s'est largement inversé depuis le début de l'année en raison des obstacles compliquant la mise en œuvre de la politique massive de relance des investissements en infrastructure envisagée aux États-Unis.

L'environnement économique s'étant amélioré et les dangers d'une brusque déflation pouvant être écartés, les banques centrales mondiales s'engagent dans une période de normalisation des politiques monétaires qui s'annonce très progressive. La FED montre la voie en remontant deux fois son taux directeur en mars et en juin pour le porter à 1,25%. La Banque Centrale Européenne (BCE), quant à elle, s'est contentée de retirer le biais baissier qui pesait sur ses taux directeurs et prépare les marchés à une baisse des achats du programme de Quantitative Easing (QE) l'année prochaine.

En zone euro, le scénario d'une hausse des taux très lente étant privilégié, les courbes de taux se pentifient légèrement, les taux courts toujours très négatifs restent largement influencés par les énormes excès de liquidité du marché (1 600 milliards d'euros). De même, le succès de la dernière opération de TLTRO (233 milliards d'euros alloués) confirme que les banques de la zone devraient moins faire appel aux marchés financiers pour réaliser leur refinancement, ce mouvement pouvant expliquer la baisse des spreads sur le compartiment court terme.

Dans ce contexte, malgré un intérêt toujours fort des investisseurs pour les émissions bancaires, Natixis a fait moins appel à ses programmes de refinancement. L'encours sur ses programmes court terme recule de 9,8 milliards d'euros par rapport à la fin de l'année 2016 (diminution de 3,86 milliards sur les CD et 5,96 milliards sur les ECP) reflétant la baisse des besoins de l'établissement.

■ ENCOURS DES DIFFERENTS PROGRAMMES D'EMISSION COURT TERME DE NATIXIS

<i>(montant en millions d'euros ou contrevaieur euros)</i>	Certificats de dépôt	Commerciaux Papers
Montant du programme	45 000*	25 144
Encours 30/06/17	22 482**	7 318

* Uniquement programme de NEU CP.

** Encours des programmes de NEU CP et d'US CD's.

Refinancement long terme

Au premier semestre 2017, les chiffres macro-économiques aux États-Unis et en Europe ont confirmé l'embellie de la reprise économique.

Aux États-Unis, cela s'est traduit par deux hausses des taux directeurs de la FED (25 bps en mars et 25 bps en juin). Sur la partie longue de la courbe, l'US Treasury 10Y a baissé de 14 bps à 2,30 %, aidé en cela par la baisse du prix du pétrole qui s'est replié de 57 \$ à 45 \$ sur la période. Les marchés attendent la mise en application des mesures promises par le Président Américain lors de son discours de campagne : réformes fiscales et investissements massifs dans les infrastructures entre autres.

En Europe, la croissance au 1^{er} trimestre est ressortie à 1,9 % et l'inflation à 1,4 %, en deçà de l'objectif « proche mais inférieur à 2 % ». Le montant des achats de la BCE dans le cadre du QE a été abaissé à 60 milliards d'euros en avril (contre 80 milliards d'euros précédemment). Mais la BCE a insisté sur le fait

que cette réduction du montant des achats ne devait pas être considérée comme un début de tapering. Le rendement du 10 ans BUND, qui était à - 0,18 % au début de l'année, a terminé le semestre à + 0,45 %. On notera une forte volatilité du taux 10 ans sur les six premiers mois en raison notamment du risque France dans les mois qui ont précédé les élections présidentielles.

Sur le marché du crédit en Europe, les spreads bancaires senior unsecured ont continué de se resserrer : le renforcement du bilan des banques ainsi que les décisions rapides prises par le Mécanisme de Résolution Unique pour la résolution des dossiers Banco Popular, Venetto Banca, Banco Popolare di Vicenza et Banca Monte Dei Paschi Di Siena y ont fortement contribué.

En France, les banques systémiques (BNP, BPCE, Crédit Agricole, Société Générale) ont émis 22,6 milliards en contre-valeur euro de dette Senior Non Preferred éligible au TLAC depuis le vote de la loi en décembre 2016.

Dans ce contexte de marché, Natixis a levé au premier semestre 2017 au titre du programme de refinancement à moyen et long terme 8,2 milliards d'euros en contre-valeur euro. Seul émetteur long terme sur le compartiment des émissions publiques, BPCE a financé Natixis à hauteur de 1,8 milliard en contre-valeur euro.

■ ÉMISSIONS ET ENCOURS DES DIFFÉRENTS PROGRAMMES D'ÉMISSION DE DETTE MOYEN LONG TERME DE NATIXIS

(montant en millions d'euros ou contre-valeur euros)	EMTN	NEU MTN	USMTN	Émissions obligataires
Émissions 30/06/2017	4 575	170	25	2 700
Encours 30/06/2017	13 041	658	233	8 009

3.8.2.5 Ratios réglementaires de liquidité

3.8.2.6 Réserves et gestion opérationnelles des ratios

Pilotage du ratio de levier

Natixis affiche un ratio de levier supérieur à 4 % lors des arrêtés trimestriels.

COMPARAISON ENTRE LES EXPOSITIONS COMPTABLES ET LES EXPOSITIONS LEVIER (LR1)

(en millions d'euros)

Libellé	30/06/2017	31/12/2016
Total des actifs consolidés figurant dans les états financiers publiés	420 546	442 725
<i>Ajustements pour participations dans des banques, des compagnies d'assurance ou des entités financières ou commerciales qui sont consolidées à des fins comptables mais qui sortent du périmètre de la consolidation réglementaire</i>		
(Ajustements pour actifs fiduciaires inscrits au bilan conformément aux normes comptables applicables mais exclus de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier en accord avec l'Article 429(13) de la Régulation (EU) No 575/2013 "CRR")		
Ajustements pour instruments financiers dérivés	- 36 377	- 38 832
Ajustements pour cessions temporaires de titres (opérations de pension et autre types de prêts garantis)	- 17 137	- 20 183
Ajustements pour éléments de hors-bilan (conversion en équivalent-crédit des expositions hors bilan)	35 889	37 038
Autres ajustements	- 19 144	- 19 129
Expositions aux fins du ratio de levier (*)	383 778	401 619
(*) Dont expositions sur les affiliés	35 003	50 540
Hors expositions sur les affiliés	348 775	351 079

3.8.4 Risque de taux d'intérêt global

3.8.4.3 Informations quantitatives

Le risque de taux d'intérêt global reste un risque modéré pour Natixis eu égard à l'encours des positions gérées.

Le choc normatif de « Bâle 2 » (- 200 pb de variation instantanée des courbes des taux) au 30 juin 2017 conduirait à une variation de la valeur économique des portefeuilles inclus dans le périmètre de ce choc d'un montant de - 398 millions d'euros. Cette sensibilité reste faible compte tenu de la taille du portefeuille bancaire et représente moins de 5% des fonds propres CET1 de la banque.

3.8.5 Autres informations

3.8.5.3 Suivi des clauses dites de « rating triggers »

Couverts dans le cadre de la gestion du LCR, ces montants sont évalués à environ 2,6 milliards en contre-valeur euro au 30/06/2017, contre environ 3,1 milliards au 31/12/2016.

3.9.2 Risques juridiques

3.9.2.1 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Les litiges suivants font l'objet d'une actualisation par rapport au document de référence 2016 :

Recours collectifs aux États-Unis relatifs aux opérations Municipal Guaranteed Investment Contracts

En mars 2008, Natixis et Natixis Funding Corp. ont été cités parmi les défendeurs de multiples recours collectifs et recours individuels déposés auprès des cours de New York, Washington D.C. et Californie par et au nom d'un certain nombre d'États, comtés et municipalités américains émetteurs d'obligations. Les plaintes portaient sur une prétendue collusion entre les fournisseurs et les courtiers de produits dérivés municipaux (municipal derivatives) dans la fixation des prix, le montage des offres et l'affectation des clients à partir de 1992. Les différentes poursuites initiales furent engagées à l'origine contre plus de 30 banques et courtiers américains et européens au total, assignés en tant que défendeurs. Les différents recours ont par la suite été regroupés devant la United States District Court for the Southern District of New York sous l'appellation « Municipal Derivatives Antitrust Litigation ».

Certains demandeurs ont cherché à faire reconnaître leur droit à une action collective regroupant toutes les entités gouvernementales au niveau local, municipal et des états, agences gouvernementales indépendantes et entités privées ayant acheté à partir de 1992 des produits dérivés municipaux (municipal derivatives) auprès des banques ou des courtiers cités en tant que défendeurs et à recouvrer des dommages-intérêts du fait de comportements prétendument anticoncurrentiels.

Ces différentes poursuites civiles découlaient d'investigations dans ce secteur qui ont été menées aux États-Unis à partir de fin 2006 par certaines agences gouvernementales et notamment l'US Internal Revenue Service (« IRS »), la division antitrust du Department Of Justice (« DOJ »), l'Autorité des Marchés Financiers américaine (Securities and Exchange Commission, « SEC ») et des procureurs généraux d'État.

Au cours du litige, plusieurs défendeurs ont conclu des accords avec les demandeurs. Bien que Natixis ait toujours nié et continue de nier les allégations d'actes répréhensibles et toute responsabilité dans les procédures en cours, Natixis Funding Corp., conjointement avec d'autres défendeurs toujours partie à l'action collective, a conclu un règlement final début 2016. Le règlement a été conclu avec toutes les entités gouvernementales d'état, locales et municipales, les agences gouvernementales indépendantes et les entités privées qui ont acheté, directement, par appels d'offres ou par vente aux enchères, des produits dérivés municipaux (municipal derivatives) auprès de Natixis Funding Corp. ou de tout autre fournisseur cité comme défendeur ou de supposés complices, ou auprès de courtiers ou de supposés complices, aux États-Unis ou dans ses territoires. Natixis Funding Corp. a payé 28 452 500 dollars au titre de l'action collective et 1 497 000 dollars à un groupe de 22 procureurs généraux d'Etat.

Le règlement est applicable à Natixis et ses affiliés et couvre toutes les demandes qui ont été ou auraient pu être incluses dans ce recours collectif à l'échelle nationale ou formées par le groupe de procureurs généraux et a force obligatoire pour toutes les parties à l'action collective, à l'exception de certains demandeurs individuels qui ont choisi de sortir de l'action collective. Le règlement du recours collectif a reçu l'approbation du tribunal en juillet 2016, ce qui a mis fin à cette procédure.

Par ailleurs et jusqu'à fin 2016, Natixis a finalisé des accords avec chacun des demandeurs individuels hors action collective, aucun de ces accords n'étant de montant significatif.

Ce contentieux est terminé.

Dossier MMR

Ixis Corporate & Investment Bank (aux droits de laquelle est venue Natixis) a émis en 2007 des obligations EMTN (Euro Medium Term Notes) indexées sur un fonds qui réalisait des investissements dans le fonds Bernard Madoff Investment Securities. La société Renstone Investments Ltd, aux droits de laquelle prétend venir MMR Investment Ltd, aurait souscrit auprès d'un intermédiaire financier, agissant en qualité d'agent de placement de l'émission, 50 millions de dollars de ces obligations.

En avril 2012, MMR Investment Ltd a assigné devant le tribunal de commerce de Paris Natixis et l'intermédiaire financier solidairement en prétendant n'être jamais devenue obligataire malgré le paiement du prix de souscription à l'intermédiaire financier. La demande porte à titre principal sur la restitution du prix de souscription des obligations et à titre subsidiaire sur la nullité de la souscription notamment pour vice du consentement. La 6 février 2017, le Tribunal de commerce de Paris a débouté MMR Investment Ltd de l'ensemble de ses demandes.

MMR Investment Ltd a fait appel le 27 mars 2017. La procédure suit son cours.

Dossier SEEM

En janvier 2013, Natixis a reçu une assignation en intervention forcée à la demande de la société SEEM. Cette dernière cherche à obtenir la condamnation solidaire de Natixis avec notamment la société Cube Energy SCA et son general partner Natixis Environnement & Infrastructures Luxembourg SA (NEIL - filiale de Natixis au moment des faits) au paiement d'environ 30 millions d'euros, arguant que Cube Energy SCA, via son general partner NEIL, aurait manqué à son obligation de loyauté envers son associé la société SEEM.

Le Tribunal de Commerce de Paris a rendu sa décision le 8 novembre 2016, aux termes de laquelle Natixis a été mise hors de cause. Une partie des demandeurs a formé un appel de cette décision en février 2017.

Une solution a été trouvée en juin 2017 conduisant la Cour d'appel de Paris à constater son dessaisissement le 20 juin 2017.

Ce contentieux est terminé.

Union Mutualiste Retraite

En juin 2013, l'Union Mutualiste Retraite a adressé à AEW Europe trois réclamations contentieuses en relation avec l'acquisition et la gestion, entre 2006 et 2008, de deux portefeuilles immobiliers situés en Allemagne. Le montant total des demandes de l'Union Mutualiste Retraite s'élève à 103 millions d'euros.

Le 19 janvier 2016, le Tribunal de Commerce de Paris a prononcé un sursis à statuer sur le fond du dossier dans l'attente d'une décision définitive de la Cour d'appel de Paris saisie par AEW Europe début juillet 2015 dans le cadre d'une procédure d'appel-nullité formé à l'encontre du jugement du Tribunal de Commerce du 1er juillet 2015 qui avait déclaré recevable l'action des demandeurs. La Cour d'appel de Paris, par un arrêt du 17 juillet 2017, a déclaré l'appel-nullité de la société AEW Europe irrecevable.

Le 25 octobre 2016, le Tribunal de Commerce de Paris a condamné les deux programmes d'assurances impliqués à garantir AEW Europe des condamnations couvertes par les polices qui pourraient être prononcées au profit de l'UMR dans le cadre du contentieux et à couvrir les frais de défense engagés par AEW Europe. L'un des assureurs concernés a fait appel de cette décision le 7 décembre 2016.

La procédure suit son cours.

Titrisation aux États-Unis

Natixis Real Estate Holdings LLC a fait l'objet à partir de 2012 de cinq actions judiciaires distinctes devant la Cour suprême de l'État de New York, pour des opérations réalisées entre 2001 et mi-2007 dans le cadre de titrisations immobilières résidentielles (RMBS).

Deux de ces cinq actions judiciaires reposent sur des accusations de fraude. L'une d'entre elles a été rejetée en 2015 car prescrite. C'est également le cas de certaines des réclamations liées à la seconde. Quant aux réclamations non prescrites de cette seconde procédure pour fraude, elles sont actuellement en phase de communication préalable et Natixis estime avoir des arguments solides à faire valoir pour sa défense.

Trois de ces cinq actions judiciaires ont été intentées contre Natixis, prétendument pour le compte de détenteurs de certificats, au motif que Natixis aurait échoué à racheter les créances hypothécaires en défaut de certaines titrisations. Natixis considère pour de multiples raisons que les réclamations formulées à son encontre devant la Cour suprême de l'État de New York sont sans fondement, notamment parce que les actions dont elle fait l'objet sont prescrites et parce que les demandeurs n'ont pas qualité pour agir ; elle entend donc s'y opposer vigoureusement.

Une poursuite a par ailleurs été engagée devant une juridiction fédérale américaine à l'encontre de Natixis Real Estate Holdings LLC et de plusieurs de ses filiales, invoquant des violations du False Claims Act dans le cadre de leurs activités RMBS. Natixis a déposé une requête en irrecevabilité de l'ensemble de cette procédure en janvier 2017.

Fonds à formule

Suite à un contrôle de l'AMF intervenu en février 2015 sur le respect par Natixis Asset Management de ses obligations professionnelles et plus particulièrement sur la gestion de ses fonds à formule, la commission des sanctions a rendu sa décision le 25 juillet 2017 prononçant à son encontre un avertissement et une sanction de 35 millions d'euros. La commission des sanctions a retenu plusieurs manquements concernant les commissions de rachat acquises aux fonds et les marges de structuration.

Natixis Asset Management conteste cette décision avec vigueur.

3.10 Autres risques

3.10.1 Risques liés aux activités d'assurance

Natixis Assurances

Natixis Assurances constitue le pôle Assurances de Natixis et est organisée autour de deux métiers :

- le métier Assurances de personnes, orienté sur le développement de portefeuilles d'assurance-vie et de capitalisation à vocation d'épargne ou de retraite, ainsi que de portefeuilles de prévoyance ;
- le métier Assurances non vie, orienté sur le développement de portefeuilles d'assurance Auto, MRH (Multirisque habitation), accidents de la vie, protection juridique, santé et diverses garanties dommages.

Étant donné la prépondérance de l'activité d'Épargne, les principaux risques de Natixis Assurances sont de nature financière. La compagnie est par ailleurs exposée au risque de souscription (vie et non vie), ainsi qu'au risque de contrepartie.

Risque de marché

Le risque de marché est principalement supporté par la filiale BPCE Vie à travers les actifs financiers en face de ses engagements à capital et taux garantis (contrats en Euros : 47,4 milliards d'euros en valeur bilan sur le fond général au 30 juin 2017). La société est confrontée aux risques de dépréciation de ses actifs (baisse des marchés actions, immobilier, hausse des spreads, hausse des taux), ainsi qu'au risque de baisse des taux générant une insuffisance de rendement pour faire face au capital et taux garantis. En réponse à ce risque, BPCE Vie ne commercialise depuis plusieurs années que des contrats à taux minimum garantis nuls (« TMG ») : plus de 90 % des contrats ont un TMG nul. Le TMG moyen ressort à 0,15 % à fin juin 2017.

La gestion du risque de marché consiste en la diversification des sources de rendement, notamment via les investissements dans de nouvelles classes d'actifs (financement de l'économie, actions low vol...) cadrée par une allocation stratégique définie annuellement tenant compte des contraintes réglementaires, des engagements envers les assurés et des exigences commerciales.

Risque de crédit

Le suivi et la gestion du risque de crédit sont réalisés dans le respect des normes et limites internes de Natixis Assurances. A fin juin 2017, 62% du portefeuille de taux était investi sur des contreparties disposant d'un rating supérieur à A-.

Risque de souscription vie

Le principal risque de souscription vie est lié à l'activité d'Épargne. En situation de taux particulièrement bas, le risque majeur correspond au risque de baisse des rachats et/ou de trop fortes collectes sur le support en euros, les réinvestissements obligatoires diluant le rendement du fond général. Des actions ont été mises en place pour prioriser la collecte en Unités de compte : création de produits favorisant les Unités de compte, campagnes de communication orientées sur les Unités de compte, campagne de communication envers les clients et le réseau...

Risque de souscription non vie

Le risque de souscription non vie de Natixis Assurances est principalement porté par la filiale BPCE Assurances :

- risque de prime : afin de s'assurer que les primes payées par les assurés correspondent bien au risque transféré, BPCE Assurances a mis en place une politique de surveillance de son portefeuille basée sur l'attribution d'un score pour chaque contrat à partir des événements passés sur un historique de trois ans. Sont pris en compte notamment la nature des sinistres, leur nombre, leur coût et d'autres variables spécifiques à l'activité concernée (taux de responsabilité et niveau de bonus/malus par exemple en assurance automobile). Cette politique de surveillance contribue également à identifier les risques potentiels de survenance de sinistres graves et participe ainsi à la mise en place des couvertures de réassurance adéquates ;

- risque de sinistre : lors de chaque inventaire est effectuée une évaluation actuarielle des provisions pour sinistres à payer à partir de méthodes largement reconnues par la profession et exigées par le régulateur ;
- risque catastrophe : le risque catastrophe se définit par l'exposition à un événement de forte ampleur générant une multitude de sinistres (tempête, risque de responsabilité civile...). Ce risque fait donc l'objet de couvertures en réassurance, soit provenant de l'État dans le cadre, par exemple, de catastrophes naturelles ou d'attentats, soit auprès des réassureurs privés notamment dans le cadre des tempêtes ou de sinistres responsabilités civiles ou encore auprès de pools de réassurance.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie de Natixis Assurances porte principalement sur les contreparties de réassurance. La sélection des réassureurs est l'élément clé de la gestion de ce risque :

- les réassureurs avec lesquels traitent Natixis Assurances ont en pratique une notation financière, par l'une au moins des trois agences de notation reconnues au niveau international, égale ou supérieure à A- en équivalent Standard & Poor's ;
- la multiplicité des réassureurs est favorisée dans une optique de diversification de la contrepartie à des fins de dilution du risque.

Coface

De par ses activités, Coface est exposée à cinq grands types de risques (risque stratégique, risque de crédit, risque financier, risque opérationnel et de non-conformité, et risque de réassurance).

Les deux principaux risques sont le risque de crédit et le risque financier. Le risque de crédit est le risque de pertes générées par le portefeuille de polices d'assurance. Le risque financier est le risque de pertes en raison de variations défavorables des taux d'intérêt, des taux de change ou de la valeur de marché des titres ou des placements immobiliers. Coface a mis en place des outils appropriés destinés à contrôler ces risques afin qu'ils restent dans des limites prudentes.

Compte tenu de sa cotation en bourse, les principaux facteurs de risques et incertitudes auxquels Coface est confronté sont décrits de façon détaillée dans le paragraphe 2.4 « Rapport du président sur le gouvernement d'entreprise, les procédures de contrôle interne et de gestion des risques » publié le 21 mars 2017 et dans le chapitre 5 « Principaux facteurs de risque et leur gestion au sein du Groupe » du document de référence de Coface, déposé auprès de l'AMF le 12 avril 2017 sous le numéro R.17-016.

Au cours du 1er semestre 2017, suite aux actions de réduction des risques entreprises en 2016 sur différentes zones géographiques sensibles et sur les secteurs économiques jugés à risques, la gestion des risques de Coface se déroule conformément aux principes de gestion prévus.

CEGC

La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions est la plateforme multimétiers Cautions et Garanties du Groupe BPCE. Elle est exposée au risque de souscription, au risque de marché, au risque de défaut des réassureurs ainsi qu'au risque opérationnel.

Dans le cadre du régime prudentiel Solvabilité 2, entré en vigueur le 1er janvier 2016, l'ACPR a homologué le modèle interne d'évaluation du risque de souscription sur les cautions de prêts immobiliers aux particuliers de CEGC en mars 2017.

En 2017, CEGC a remis les nouveaux états quantitatifs réglementaires annuels Solvabilité 2 accompagnés des rapports narratifs à destination du superviseur (RSR) et à destination du public (SFCR).

Risque de souscription

Le risque de souscription est le risque principal porté par la Compagnie. Il s'agit essentiellement d'un risque de contrepartie : les engagements donnés par la Compagnie aux bénéficiaires des cautions se traduisent par une exposition directe sur les souscripteurs. Ces engagements réglementés inscrits au passif du bilan s'élèvent à 1,75 milliard d'euros au 30 juin 2017 (+ 9,3 % par rapport à fin 2016). Cette croissance s'inscrit dans la continuité de l'exercice 2016, soutenue principalement par l'activité de cautions de prêts immobiliers aux particuliers.

■ MONTANT DES ENGAGEMENTS REGLEMENTES DE CEGC (EN MILLIONS D'EUROS)

Activités de CEGC	Jun 2017	Évolution Juin 2017 par rapport à décembre 2016
Particuliers	1 557	9,2 %
Constructeurs de maisons individuelles	20	17,6 %
Administrateurs de biens – Agents immobiliers	16	77,8 %
Entreprises	23	9,5 %
Promotion Immobilière	13	(27,8) %
Professionnels	68	4,6 %
Économie Sociale – Logement Social	39	14,7 %
Activités en run-off gérées en extinction	11	37,5 %
TOTAL	1 747	9,3 %

Risque de marché

CEGC détient un portefeuille de placements de près de 1,80 milliard d'euros en valeur bilan au 30 juin 2017. Ce portefeuille est en augmentation (+ 4,5 % depuis fin 2016). Le risque de marché issu du portefeuille de placements est limité par les choix d'investissements de la Compagnie. Les limites de risque de la Compagnie sont reprises dans le mandat de gestion établi avec Natixis Asset Management. Encaissant les primes de cautions lors de l'engagement, CEGC n'a pas de besoin de refinancement. CEGC ne supporte pas non plus de risque de transformation : le portefeuille de placements est intégralement adossé à des fonds propres et à des provisions techniques.

(en millions d'euros)	30/06/2017			31/12/2016		
	Valeur Bilan brute de provision	en %	Valeur de marché	Valeur Bilan brute de provision	en %	Valeur de marché
Actions	120	6,8%	144	130	7,7%	155
Obligations	1 311	74,2%	1 441	1 244	73,5%	1 387
Diversifié	138	7,8%	144	111	6,6%	115
Liquidités	26	1,5%	26	119	7,0%	119
Immobilier	153	8,7%	182	70	4,2%	99
FCPR	18	1,0%	24	18	1,0%	22
Autres	1	0,1%	1	1	0,1%	1
TOTAL	1 768	100%	1 961	1 693	100%	1 899

Risque de réassurance

CEGC couvre son portefeuille d'engagements par la mise en place d'un programme de réassurance adapté aux activités exercées.

Sur les cautions de prêts, la réassurance est utilisée comme outil de gestion du capital réglementaire. Elle permet aux bénéficiaires des cautions d'être protégés en cas de survenance d'un scénario de récession économique engendrant une perte pouvant aller jusqu'à 2 % des encours de crédits cautionnés.

Sur les segments corporate, le programme permet de protéger les fonds propres de CEGC en couvrant les risques d'intensité. Il a été calibré afin de se protéger contre 3 événements de perte individuelle (perte s'entendant au niveau d'une contrepartie ou d'un groupe de contreparties) pouvant impacter fortement le compte de résultat du segment corporate.

Toute modification du programme de réassurance (réassureurs, tarification, structuration) est soumise à validation du comité de Gestion du Capital et de la Solvabilité présidé par un mandataire social.

Le risque de défaut des réassureurs est encadré par des limites de concentration et de rating. Les programmes de réassurance de CEGC sont souscrits par un vaste panel de réassureurs internationaux dont le niveau de notation minimum est A sur l'échelle S&P.

Risques et adéquation des fonds propres

3

Expositions sensibles selon les recommandations du FSB

3.11 Expositions sensibles

(Ces données font partie intégrante de l'information financière semestrielle objet du rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière consolidée résumée.)

Natixis est exposée aux risques suivants au 30 juin 2017.

Expositions sur les réhausseurs de crédit

Le stock de réfections diminue sur le 1^{er} semestre 2017 de 12 millions d'euros (hors effet de la garantie BPCE), s'établissant à 61 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 73 millions d'euros au 31 décembre 2016.

en millions d'euros	Données au 30 juin 2017			Données au 31 décembre 2016		
	Notionnel	Expositions avant ajustement de valeur	Ajustements de valeur	Notionnel	Expositions avant ajustement de valeur	Ajustements de valeur
Protections sur CLO	42	2	-	68	4	-
Protections sur RMBS	37	6	-	44	7	-
Autres risques	1 610	273	(61)	1 840	342	(73)
Total	1 689	281	(61)	1 952	353	(73)

Données en millions d'euros	30-juin-17	31-déc-16
Exposition avant ajustements de valeur	281	353
Ajustements de valeur	(61)	(73)
Exposition résiduelle	219	280
% de décote	22%	21%

RMBS européens

Expositions nettes RMBS UK

RMBS UK (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/2016	Variations de valeur 1er semestre 2017	Autres variations	Exposition nette au 30/06/2017	AAA	AA	A	BBB	BB	B	CCC	CC
Portefeuille de transaction	40	-	72	112	41	28	37	5	1			
TOTAL	40	-	72	112	41	28	37	5	1			

Expositions nettes RMBS ES

RMBS ES (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/2016	Variations de valeur 1er semestre 2017	Autres variations	Exposition nette au 30/06/2017	AAA	AA	A	BBB	BB	B	CCC	CC
Portefeuille de transaction	0	0	45	45	22	6	4	13				
TOTAL	0	0	45	45	22	6	4	13				

CMBS

CMBS (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/2016	Variations de valeur 1er semestre 2017	Autres variations	Exposition nette au 30/06/2017	Ventilation par notation		Ventilation par pays	
					en %	en %		
Portefeuille de transaction	0	-		-				
Portefeuille de prêts et créances	28	-	15	43	AAA	50%	Etats-Unis	100%
TOTAL	28	0	15	43	AA	5%		
					NR	45%	TOTAL	100%
					TOTAL	100%		

Risques et adéquation des fonds propres

3

Expositions sensibles selon les recommandations du FSB

Expositions aux pays sensibles

Au 30 juin 2017, les expositions au risque souverain des pays sous plan d'aide ou soumis à des incertitudes (politiques, change, ...) sont les suivantes :

En millions d'euros	30/06/2017 (1)				31/12/2016 (1)			
	Titres souverains	Dérivés (2)	Autres	Total	Titres souverains	Dérivés (2)	Autres	Total
Espagne (*)	1 015	4	9	1 028	1 088	5	4	1 097
Grèce (*)	2			2	2			2
Irlande (*)	111	(9)		102	162			162
Portugal (*)	100			100	101			101
Russie	0	2	4	6	2	2	23	27
Ukraine	1			1				0
Vénézuéla (3)			64	64			70	70
Total	1 229	(3)	77	1 304	1 355	7	97	1 459

(*) Pays ayant bénéficiés de plan d'aide de l'Union Européenne

(1) Hors corporate

(2) yc compris dérivés de crédit

(3) L'exposition correspond au montant brut avant garantie. L'exposition nette après prise en compte de la garantie s'élève à 3,2 millions au 30 juin 2017 et 3,5 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Au 30 juin 2017, l'exposition au risque non souverain, concernant la Grèce et certains pays soumis à des incertitudes (politiques, change, ...), détenue directement par Natixis est la suivante :

En millions d'euros	Exposition brute au 30 juin 2017 (1)					Exposition nette au 30 juin 2017	Exposition brute au 31 décembre 2016 (1)					Exposition nette au 31 décembre 2016
	Banque	Financement d'actifs et opérations structurées (3)	Corporate	Total exposition brute	Provisions (2)		Banque	Financement d'actifs et opérations structurées (3)	Corporate	Total exposition brute	Provisions (2)	
Grèce (*)	40	208	51	299	(59)	240	23	228	63	314	(60)	254
Russie	507	563	549	1 618	(5)	1 613	722	619	712	2 053	(5)	2 048
Ukraine	0	128	17	145	(21)	123	-	207	28	234	(23)	211
Total	547	898	617	2 062	(85)	1 977	745	1 054	802	2 601	(88)	2 513

(*) Pays ayant bénéficiés de plan d'aide de l'Union Européenne ;

(1) Exposition brute : valeur brute comptable au bilan au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016 ;

(2) Provision individuelle et provision collective ;

(3) L'exposition correspond principalement au secteur « financements maritimes » pour 119 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 134 millions d'euros au 31 décembre 2016.

IV CHAPITRE 4 : COMMENTAIRES SUR L'EXERCICE

4.1 Rapport d'activité au 30 juin 2017

4.1.1 Précisions méthodologiques

Le rapport d'activité de Natixis est présenté au titre des deux premiers semestres 2017 et 2016. Conformément au règlement européen Prospectus (règlement EU 809/2004), il est précisé que le premier semestre 2015 est consultable dans l'actualisation du 4 août 2016, enregistrée sous le numéro D.16-0127-A01, du Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 10 mars 2016 sous le numéro D.16-027.

La **présentation des pôles en 2017** est inchangée par rapport au 31 décembre 2016, hormis le transfert de l'activité Trésorerie Court Terme au sein du Hors Pôles Métiers avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2017 suite à son rattachement à la direction Financière de Natixis. Cette évolution est réalisée sans pro-forma sur 2016.

Appréciation de la performance des pôles

Les résultats des pôles de Natixis sont présentés dans un cadre réglementaire Bâle 3.

L'allocation de capital aux métiers de Natixis s'effectue sur la base de 10 % de leurs actifs pondérés moyens en Bâle 3.

L'allocation de capital spécifique aux métiers d'Assurance est basée sur le traitement en Bâle 3 des titres des compagnies d'assurance, tel que transposé dans les textes CRD4/CRR (« compromis Danois »). Le capital alloué à CEGC tient compte de son exclusion du « Compromis Danois ». Il repose sur une pondération à 250 % en RWA de la valeur des titres de cette structure, représentative de son traitement prudentiel dans le cadre des mécanismes de franchises appliqués à la détention d'instruments de fonds propres émis par des entités financières.

Les **conventions appliquées pour la détermination des résultats issus des différents pôles métiers** sont rappelées ci-après :

- les pôles métiers bénéficient de la rémunération des fonds propres normatifs qui leur sont alloués. Par convention, le taux de rémunération des fonds propres normatifs est de 3 % ;
- la rémunération des capitaux propres sociaux des entités qui constituent les pôles est neutralisée ;
- le coût de subordination des dettes Tier two est désormais réalloué aux pôles au prorata de leurs fonds propres normatifs ;
- les pôles se voient allouer la majeure partie des charges de Natixis, la part non facturée de celles-ci représentant moins de 3 % (hors FRU) du total des charges de Natixis. La contribution au FRU (Fonds de Résolution Unique) est portée par le Hors pôles métiers et n'est pas réallouée aux pôles.

Les Titres Super Subordonnés (TSS) sont classés en instruments de capitaux propres, les charges d'intérêt sur ces instruments ne sont pas comptabilisées dans le compte de résultat.

Les **ROE et ROTE** de Natixis et des métiers sont calculés de la façon suivante :

- pour le calcul du **ROE de Natixis**, le résultat pris en compte est le résultat net part du groupe duquel sont déduits les coupons sur les TSS nets d'impôt. Les capitaux propres retenus sont les capitaux propres part du groupe moyens en IFRS, après distribution de dividendes, dont sont exclus les dettes hybrides moyennes et en neutralisant les gains et pertes latents ou différés enregistrés en capitaux propres ;
- le **ROE des métiers** est calculé en considérant ;
 - au numérateur le résultat avant impôt du pôle selon les règles précédemment citées auquel est appliqué un impôt normatif. Celui-ci retrace les conditions moyennes d'imposition du pôle et est mis à jour une fois par an en début d'exercice ;

- au dénominateur les fonds propres normatifs, calculés sur la base de 10% des RWA affectés au pôle auxquels sont ajoutés les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles relatifs au pôle ;
- le **ROTE de Natixis** est calculé en considérant au numérateur le résultat net part du groupe duquel sont déduits les coupons sur les TSS nets d'impôt. Les capitaux propres retenus sont les capitaux propres part du groupe moyens en IFRS, après distribution de dividendes, dont sont exclus les dettes hybrides moyennes, les immobilisations incorporelles moyennes et les écarts d'acquisition moyens.

4.1.2 Faits marquants de la période

Au cours du premier semestre 2017, Natixis a évolué dans un environnement marqué par la poursuite de la normalisation de l'économie mondiale, le rebond du commerce international illustrant cette amélioration des conditions économiques.

Au niveau mondial, l'inflation qui progressait depuis deux ans a atteint un pic à 3,0 % en janvier 2017 avant de se consolider à 2,5 % à la fin du mois de juin, sous l'influence d'une stabilisation des cours du pétrole dans un intervalle compris entre 45 et 55 \$ le baril.

La normalisation des cours des matières premières a permis le rééquilibrage des balances courantes et la stabilisation des devises dans de nombreux pays émergents.

A l'exception de la zone euro qui accuse un certain retard, les économies du G4 ont toutes atteint le plein emploi. La situation au Royaume-Uni s'est détériorée et la confiance des consommateurs britanniques n'a cessé de s'éroder. La zone euro et le Japon se portent en revanche mieux qu'il y a six mois, et la croissance des économies développées regagne un demi-point en un an pour se porter à 1,9 % à la fin du premier semestre 2017.

Dans ce contexte, l'économie française a continué de se redresser. La croissance n'était encore que de 1,1 % à la fin du premier trimestre (glissement annuel), mais elle devrait accélérer pour atteindre 1,4 % sur l'ensemble de l'année. Une telle hausse du PIB serait la plus forte enregistrée en France sur un an depuis 2011. L'investissement privé est le principal moteur du redressement de l'économie française. Notamment, l'investissement logement confirme son dynamisme (+ 3,6 % en glissement annuel à la fin du premier trimestre). Les transactions et les permis de construire sont désormais proches du pic de 2013, la baisse des taux d'intérêt en termes réels alimentant cette reprise de l'immobilier français. Le taux des prêts à l'habitat déflaté de l'évolution des prix a reculé de 200 pb sur un an et la production de nouveaux crédits à l'habitat a fait un bond.

La reprise de l'économie française ainsi que l'amélioration de la situation de l'emploi ont déclenché un regain d'optimisme parmi les consommateurs français, dont la confiance revient à son plus haut niveau observé depuis dix ans.

Les cours boursiers ont poursuivi leur hausse pour battre de nouveaux records historiques. Mais tandis que les actions américaines (S&P500) se renchérisaient jusqu'à 22,9 fois les profits, ce qui en fait le prix hors période de récession le plus élevé depuis 2004, les PER sur les actions européennes (Stoxx600) baissaient de 4 points à 23 avec l'accélération de la croissance européenne. Cet écart cyclique entre l'Europe et les États-Unis a amené les flux de capitaux à se rediriger vers les actions européennes, d'autant que la nouvelle administration US tardant à délivrer son stimulus fiscal, les prévisions sur la croissance américaine ont été abaissées.

Le découplage États-Unis / Europe se retrouve aussi sur les marchés de dettes. Tandis que le rendement des obligations n'a plus augmenté depuis six mois et que les courbes se sont légèrement aplaties sur les marchés en dollars US (de 20 pb sur le souverain), le rendement des obligations a augmenté et les courbes se sont pentifiées sur les marchés en euros (de 10 pb). La Fed a de nouveau augmenté ses taux directeurs lors de sa réunion du mois de juin (+ 25 pb à 1,00 % - 1,25 %) et a annoncé ne plus vouloir systématiquement réinvestir les titres de dette arrivant à maturité, qu'elle avait achetés au titre de son assouplissement quantitatif.

La BCE a communiqué pour sa part sur le fait que ses taux directeurs n'iraient pas plus bas et elle a réduit ses achats mensuels de titres de 80 à 60 milliards d'euros à partir d'avril. La BCE a enfin conduit en juin sa quatrième et dernière opération de refinancement à long terme conditionné à un octroi de crédit bancaire (TLTRO II.4). Le Bund allemand finit le semestre à son plus haut rendement depuis un

an (56 pb) ; pour leur part, les OATs françaises ont vu leur rendement se replier sur le deuxième trimestre.

Dans ce contexte, Natixis a poursuivi la mise en œuvre de son plan stratégique New Frontier qui porte l'ambition pour Natixis de devenir une banque de solutions financières à forte valeur ajoutée, entièrement dédiée aux clients.

Notamment, Natixis a conforté ses positions dans les métiers cœurs et a poursuivi le développement commercial de ses principaux métiers, tournés tant vers les réseaux de BPCE que vers sa clientèle propre.

Au 30 juin 2017, la **Banque de Grande Clientèle tire un bilan positif de la nouvelle organisation** déployée depuis juillet 2016 et structurée autour de trois axes : mieux accompagner les clients en approfondissant le dialogue stratégique, franchir une nouvelle étape dans la mise en œuvre du modèle Originate-to-Distribute (O2D) et accentuer le développement de ses métiers à l'international.

L'alignement des acteurs de la chaîne de financements a permis d'accroître les capacités de distribution, en la tournant résolument vers l'intérêt des différentes catégories d'investisseurs. Grâce à Investment Banking, le dialogue stratégique avec les clients s'est renforcé, en favorisant la neutralité entre les différents produits de financement et de haut de bilan et le développement d'offres combinant conseil, financement et couverture.

Plus globalement, Natixis a développé sa capacité à offrir des solutions complètement intégrées, sur mesure et à forte valeur ajoutée pour ses clients.

L'activité commerciale de la Banque de Grande Clientèle a été particulièrement dynamique au cours du premier semestre :

- **Le développement à l'international s'est accru dans les trois plateformes** qui ont continué à étoffer leurs franchises métiers, à renforcer leur emprise géographique (notamment avec l'ouverture d'une succursale à Taipei en mars 2017) et à collaborer entre elles au profit des clients. En particulier, la contribution des plateformes dans les revenus de la Banque de Grande Clientèle a atteint 57 % au premier semestre 2017 contre 52 % un an plus tôt.

- **L'activité sur les marchés de capitaux a été très dynamique**, notamment sur les marchés de Fixed Income et des Dérivés actions, confirmant la pertinence du business model fondé sur une offre de solutions exclusivement dédiées aux clients.

Conformément à cette stratégie, Global Markets a lancé, en mai 2017, le projet de création de l'équipe **Global Securities Financing**, issue de la fusion des équipes Securities Financing Group (Fixed Income) et d'Equity Finance (Dérivés actions). Reposant sur l'expertise mutualisée de ces deux activités et rattachée aux métiers de Fixed Income et Dérivés actions, cette nouvelle entité mondiale permettra d'optimiser la gestion du collatéral de Natixis grâce à sa vision globale multi-asset. Améliorant la lisibilité et la visibilité de Natixis sur ces marchés, cette nouvelle équipe concevra notamment des solutions multi-asset/multi-produit adaptées aux besoins spécifiques des clients. Ce rapprochement renforcera ainsi le taux de pénétration client avec une offre multi-plateforme.

Au sein de **Fixed Income**, une équipe transversale Vente Europe et Ingénierie financière a été créée début janvier, plaçant l'ingénierie financière au cœur du dispositif pour encourager le développement de solutions innovantes et sur mesure au service des clients. Par ailleurs, l'activité sur le segment de la titrisation a été soutenue dans les trois plateformes internationales. En Europe, une nouvelle solution d'investissement a notamment été mise en place sur le marché néerlandais des prêts hypothécaires résidentiels (Mérius). L'interaction croissante entre les plateformes a permis de réaliser de belles opérations, telles que le BSL (broadly syndicated loan) CLO réalisé début 2017 pour le gérant américain Voya. Distribué en Amériques, Europe et Asie, ce CLO a été récompensé pour sa tranche Equity, placée auprès d'investisseurs taiwanais, en tant que *Best Insurance Deal of the Year, APAC* (source : SRP Asia Pacific Awards 2017).

Sur le marché des **dérivés actions**, Natixis a réalisé de très bonnes performances et gagné des parts de marché grâce à une offre étoffée et innovante de solutions destinées aux investisseurs particuliers et institutionnels, basée notamment sur la gamme d'indices NXS Indices. Ce succès est également le

résultat de l'intensification de la relation clients, de l'industrialisation croissante de l'offre digitale (avec par exemple les MOOC, la plateforme de pricing E-MAPS), et de la mise en place de stratégies Alternative Risk Transfer destinées aux clients institutionnels et hedge funds qui leur offrent un accès à des moteurs de performance de classe d'actifs alternatifs. Sur le marché français, Natixis a notamment été classée 3^e fournisseur de produits structurés par un panel de 3 200 conseillers en gestion de patrimoine. En Asie, l'offre Zephyr Max Violet Note, solution innovante développée par l'équipe Equity Finance, a été élue *Deal of the Year, APAC* (source : SRP Asia Pacific Awards 2017).

Natixis a également lancé à Hong Kong un service de tenue du marché des stock-options, entièrement automatisé d'un bout à l'autre de la chaîne, de la demande de prix à la compensation qui contribuera à développer le business avec la clientèle, notamment des banques privées.

La **Recherche Global Markets**, qui regroupe les expertises de recherches actions, crédit, macro-économie, ISR et stratégie de marchés, a reçu de nombreuses récompenses au cours du premier semestre 2017, confirmant la qualité de ses publications, l'expertise des équipes et leur engagement aux côtés des clients. L'équipe a poursuivi le développement de sa recherche cross-expertise afin d'offrir aux clients une approche toujours plus transversale des marchés.

L'expertise des équipes **Cash actions**, associée à la qualité de la recherche actions, a également été saluée dans le sondage Extel 2017 réalisé auprès de 20 000 investisseurs européens, classant Natixis 3^e broker en France (vs 5^e en 2016) et 1^{er} par les investisseurs français.

- **Au sein de Global Finance**, les activités d'origination dans les financements structurés ont dégagé des revenus en forte hausse, portés par tous les secteurs.

Les **Financements immobiliers** ont arrangé de nombreuses opérations très visibles, tant en Europe qu'aux États-Unis, en particulier dans les secteurs hôtelier et d'acquisition/construction/rénovation de bureaux. Les résultats sont portés par une syndication soutenue (1,12 milliard d'euros), par la forte activité de la Pfandbriefbank (250 millions d'euros de Pfandbriefe émis au premier semestre 2017, soit 1,3 milliard d'euros d'émissions depuis son lancement) et sur le marché américain des CMBS où Natixis a lancé la 1^{ère} émission verte.

Global Energy & Commodities a accompagné la clientèle de producteurs, transformateurs et négociants de matières premières dans toutes leurs opérations de financement. Natixis a poursuivi ses initiatives digitales pour mieux servir ses clients et a créé, avec son client Trafigura et IBM, la première blockchain de négoce de matières premières, pour traiter les transactions de pétrole brut aux États-Unis. Cette initiative a été reconnue *Innovation 2017- Trade Finance* par le magazine Global Finance. Natixis a également finalisé, pour son client Louis Dreyfus Company Metals, sa première transaction traitée par CargoDocs dans le secteur des métaux.

Les Financements d'avions poursuivent leur dynamique avec des structures innovantes, en particulier en finance islamique. **Les Financements d'infrastructures** poursuivent leur action en faveur des énergies renouvelables.

La nouvelle organisation des activités de **gestion de portefeuille**, mise en place fin 2016, est effective et a permis, dès le premier semestre, de développer une gestion active du portefeuille de crédits de la Banque de Grande Clientèle : définition d'une stratégie de portefeuille pour accélérer la rotation du bilan, programme de cessions secondaires exécuté, structuration de titrisation de portefeuilles, notamment corporate et développement des partenariats avec des investisseurs institutionnels. La plateforme infrastructures a ainsi signé avec un assureur européen un nouvel accord de co-financement dans la dette d'infrastructure originée par Natixis, et compte désormais 7 partenaires européens et asiatiques pour une capacité d'investissement multi devises de plus de 5 milliards d'euros.

Au sein d'**Investment Banking**, les **Financements stratégiques et d'acquisitions** ont réalisé de solides performances, dans la continuité de 2016 et dans un contexte globalement porteur, tant sur les financements d'acquisitions que sur les refinancements obligataires high yield ou bancaires, et ont conclu des opérations emblématiques dans les trois plateformes internationales. Le métier s'appuie sur un dispositif qui réunit les équipes du primaire (origination, syndication et

distribution) et du secondaire (trading). En privilégiant leur proximité et leur coopération, elle favorise la production de solutions de financement à forte valeur ajoutée pour les clients.

Debt Capital Markets a continué à développer sa franchise sur le marché primaire obligataire confirmant son statut d'acteur de référence sur le marché de l'euro auprès de toutes les catégories d'émetteurs, avec des savoir-faire reconnus sur des segments tels que les Senior Non Preferred, les covered bonds, les green bonds, les Euro PP. Natixis s'est notamment classée en tête du marché primaire obligataire toutes devises auprès des émetteurs corporates français au premier semestre 2017 (source : Dealogic).

Les **Marchés primaires actions** ont confirmé leur positionnement sur le marché français, en se classant 2^e sur le marché Equity-Linked en nombre d'opérations au premier semestre 2017 (source : Bloomberg).

Natixis a continué à se développer dans **les fusions-acquisitions (M&A)**, renforçant sa présence auprès des corporates français et des fonds de private equity, se positionnant conjointement avec Natixis Partners 4^e en France en nombre d'opérations au premier semestre 2017 (source Mergermarket). L'activité poursuit sa croissance dans les trois plateformes internationales. Aux États-Unis, Natixis s'appuie sur Peter J.Solomon Company (PJSC), dont elle a acquis 51 % du capital mi-2016, lui permettant de constituer des franchises mondiales de conseil M&A dans les secteurs des matières premières et des infrastructures. En Europe, la succursale de Milan a renforcé son dispositif de conseil M&A par des recrutements de haut niveau, tandis que la filiale de Madrid, Natixis Partners Espana, a confirmé son positionnement de premier plan sur le marché ibérique en se classant n°1 en volume en mars 2017 (source : Transactional Track record). En Asie Pacifique, Natixis a obtenu une licence locale à Hong Kong, lui permettant de délivrer du conseil M&A et a clôturé sa 1^{re} opération liée à un actif asiatique.

L'activité commerciale de **Global Transaction Banking** a notamment été marquée par des opérations de trade finance significatives. Ses experts ont activement participé aux travaux de place visant à élaborer des solutions innovantes basées sur de nouvelles technologies, aux côtés d'autres grandes banques européennes.

Natixis est membre de l'initiative SWIFT Global Payments Innovation (GPI) qui vise une meilleure transparence et traçabilité des paiements internationaux. Elle collabore également avec plusieurs Fintech. Dans le cadre du projet Digital Trade Chain, élu *Innovation 2017 – Trade Finance* par Global Finance, Natixis participe à la construction d'une plateforme Blockchain destinée à faciliter le commerce international pour les PME et ETI européennes. La participation de GTB à ces travaux s'inscrit pleinement dans la stratégie digitale du Groupe BPCE.

Les classements et récompenses obtenus au cours du premier semestre illustrent la qualité et l'expertise des équipes :

- 1^{er} bookrunner sur le marché primaire obligataire toutes devises auprès des émetteurs corporates français au premier semestre 2017 (source : Dealogic) ;
- 2^{ème} bookrunner ex-aequo sur le marché primaire actions en France en nombre d'opérations equity-linked au premier semestre 2017 (source : Bloomberg) ;
- 3^{ème} arrangeur de CLO aux États-Unis en nombre d'opérations (sources : Thomson Reuters / Bloomberg) ;
- 3^{ème} MLA bookrunner sur les sponsored loans en valeur dans la zone EMEA au 30 juin 2017 (source : Thomson Reuters) ;
- 4^{ème} bookrunner sur le marché primaire actions hors placement accéléré en France au premier semestre 2017 (source : Bloomberg) ;
- 4^{ème} en conseil en fusions-acquisitions en France en nombre d'opérations conclues au 1er semestre 2017 (source : Mergermarket) ;
- 1^{re} recherche actions en France (source : Thomson Reuters Analyst Awards 2017) ;
- Meilleure recherche 2017 sur les matières premières ou l'énergie (source : Energy Risk Awards 2017) ;
- 2^{ème} recherche ISR/ESG en Europe (source : Extel 2017) ;
- 3^{ème} broker en France (source : Extel 2017) ;

- 3^{ème} fournisseur de produits structurés sur le marché français (source : Gestion de Fortune – Palmarès 2017) ;
- « Innovator 2017 – Trade Finance » pour la Digital Trade Chain développée avec 7 autres banques et pour la Blockchain de négoce de pétrole brut aux États-Unis développée avec IBM et Trafigura (source : Global Finance) ;
- Grands Prix 2017 du Magazine des Affaires dans la catégorie « deal M&A » pour l'offre publique d'achat lancée par Eurosic sur Financière de Paris (conseillée par Natixis).

Enfin, Natixis a joué un rôle de premier plan dans des opérations significatives sur les trois plateformes internationales, parmi lesquelles :

▪ Fixed Income :

- Voya CLO 2017-1, BSL CLO de 513 millions de dollars pour l'américain **Voya**.

▪ Financements immobiliers :

- financement de 250 millions d'euros pour le groupe francilien de data-centers **Data4** ;
- financement des bureaux Piazza Duomo à Milan pour **Allianz et CBRE** ;
- acquisition de murs d'hôtels par **Foncière des Murs** en Espagne pour 542 millions d'euros ;
- émission de la toute première CMBS « verte » pour l'acquisition du 85 Broad Street à New York.
- optimisation des encours de prêts et du parc immobilier de **Kenneth Cole** par Natixis et PJSC.

▪ Financements de matières premières :

- préfinancement de produits pétroliers sur la raffinerie **Sinochem Hongrun** en Chine ;
- financement d'acquisition d'actifs pétroliers aux États-Unis par **Gavilan Resources**, détenu par le fond Blackstone ;
- préfinancement export de fèves de cacao au Ghana pour **Cocoa Touton Processing Company** ;
- financement structuré de type « borrowing base » de 2,1 milliards d'euros pour **Freepoint Commodities** dans le secteur de l'énergie aux États-Unis, en qualité de co-lead arrangeur et co-bookrunner.

▪ Financements aéronautiques, d'exportations et d'infrastructures :

- financement pour **Etihad Airways** de deux A380 domiciliés à l'Abu Dhabi Global Market (ADGM), offrant des opportunités de financement conformes à la Charia ;
- JOLCO pour l'acquisition d'un Boeing 787 par **Airfrance** ;
- financement de la ferme solaire photovoltaïque **Sweiha Solar** dans l'Emirat d'Abu Dhabi, d'une capacité de 1,177 MWp (coût total du projet de 871,6 millions de dollars) ;
- arrangement de la dette pour **Airtrunk** relative à la construction de gros centres de données à Melbourne et Sydney ;

▪ Financements d'acquisitions :

- aux États-Unis, acquisition de **Safway Group** par Brand Energy & Infrastructure Services, une société actuellement détenue par Clayton, Dubilier & Rice (4 milliards de dollars) comme co-lead arrangeur et co-bookrunner ; Natixis est également intervenue comme chef de file et bookrunner dans l'acquisition (1 milliards de dollars) de **Truck Hero** par CCMP Capital Advisors ;
- en Espagne, acquisition d'un bloc de 25 % dans **Compania Logistica de Hidrocarburos** (CLH) par CVC Capital Partners (Natixis seul arrangeur et underwriter) ;
- en France, acquisition de **Cerba Healthcare** par Partners Group et PSP (via des financements bancaires et une émission obligataire Senior Unsecured) ;

▪ Marché primaire obligataire :

Debt Capital Markets a dirigé des émissions obligataires dans les trois plateformes internationales, notamment pour la **République d'Égypte** pour un total de 7 milliards de dollars ;

Debt Capital Markets est également intervenu sur une large palette de segments, notamment « green » :

- OAT verte pour l'**Agence France Trésor** (7 milliards de dollars). Cette émission, dont la taille et la durée sont les plus importantes jamais réalisées, contribue à renforcer l'implication de Natixis sur ce segment ;
- Autres segments :
 - corporate pour **LVMH** (4,5 milliards de dollars),
 - émissions senior non preferred en Espagne pour **Banco Santander** (1,5 milliards de dollars),
- Marché primaire actions :
 - augmentation de capital record pour **Unicredit** (13 milliards de dollars) ;
 - introduction en Bourse de **Balyo** (46 millions d'euros) (qui avait bénéficié du programme Techshare d'Euronext et sponsorisé par Natixis) ;
 - émission d'obligations convertibles sans effet dilutif pour **Carrefour** (500 millions de dollars) ;
 - offre publique sur **Christian Dior**.
- Fusions-acquisitions :
 - financement d'acquisitions de **Compania Logistica de Hidrocarburos** par CVC Capital Partners (Natixis Partners Spain conseillant CVC Capital Partners dans cette opération) ;
 - conseil stratégique et financier exclusif d'**Eurazeo** et de sa filiale Fintrax, dans la prise de participation de Cube Refund, filiale du conglomérat coréen Lotte Group ;
 - conseil financier de **Vivendi** dans le contrat d'acquisition de la participation de 60 % d'Havas, détenue par le Groupe Bolloré.
- Global Transaction Banking :
 - émission pour **Alstom** d'une garantie de 145 millions de dollars couvrant la livraison de 28 trains nouvelle génération à Amtrack ; les trains assureront la liaison entre Boston et Washington DC.

Concernant le pôle Epargne, au cours du semestre écoulé, le développement de Natixis Global Asset Management (NGAM) a été marqué par la cession fin mars de la participation de 25% de NGAM dans les entités IDFC (Inde).

Au classement Cerulli Associates, au 31 décembre 2016, Natixis Global Asset Management se classe au 15^{ème} rang des plus importantes sociétés de gestion mondiales (16^{ème} rang sur l'exercice précédent).

NGAM s'est vu décerner de nombreuses distinctions au cours du semestre écoulé. Les principales récompenses sont détaillées ci-après.

- Au classement Investment and Pensions Europe 2017 - Top 400 asset managers 2017, NGAM se classe 16^{ème} parmi les Top 400 des gestionnaires d'actifs mondiaux par le montant des actifs sous gestion ; NGAM se classe 11^{ème} parmi le Top 120 des sociétés de gestion pour les clients institutionnels en Europe par le montant des actifs sous gestion ; NGAM se classe 2^{ème} parmi les principales sociétés de gestion en France par le montant des actifs sous gestion
- Aux Thomson Reuters Lipper Fund Awards 2017 Netherlands, Europe, Taïwan, Switzerland, Singapore, États-Unis : les sociétés Natixis AM, H2O Asset Management, Gateway Investment Advisers et Loomis, Sayles & Company ont été distingués dans de nombreuses catégories de fonds.
- Aux Labels de « Mieux Vivre Votre Argent 2017 », Natixis Asset Management a obtenu le Label Performance sur 5 ans dans la catégorie « Actions zone euro-Petites et moyennes capitalisations » pour son fonds Natixis Actions Small & Mid Cap Euro (part R), et le label Performance sur 5 ans dans la catégorie « Actions Amérique du Nord » pour son fonds Natixis Actions US Growth (part R USD) délégué à Loomis, Sayles & Company, L.P; DNCA a obtenu le Label Performance dans la catégorie Actions Europe Général pour sons fonds DNCA Value Europe, et le Label Performance dans la catégorie Actions France Général pour son fonds Gallica.
- Natixis Asset Management, H2O Asset Management, Natixis Asset Management, Dorval Asset Management et DNCA ont été distinguées lors des European Funds Trophy 2017 : NAM en tant que meilleure société de gestion française dans la catégorie « plus de 200 fonds notés », H2O en tant que meilleure société de gestion européenne dans la catégorie 4 à 7 fonds notés », Dorval en tant que meilleure société de gestion européenne dans la catégorie « 8 à 15 fonds notés », DNCA en tant que meilleure société de gestion multi-pays dans la catégorie « 16 à 25 fonds notés ».

- Aux Grands Prix BFM Business de la Bourse, Dorval a obtenu le Prix de la performance OPCVM du meilleur OPCVM dans la catégorie « Prix de la performance OPCVM France sur 5 ans » pour son fonds Dorval Manageurs, et H₂O a reçu le Prix de la performance OPCVM du meilleur OPCVM dans la catégorie « Prix de la performance OPCVM Monde » pour son fonds H₂O Multiequities,
- Natixis Asset Management a reçu le prix "Actif d'Or de la Performance 2017" au prix de l'AGEFI dans la catégorie « fonds actions » pour le fonds Natixis Actions Euro PME.
- Lors du sommet Infrastructures, Aménagement du Territoire et Immobilier (SIATI) 2017, Mirova a obtenu le Trophée d'Or de la catégorie « Fonds d'infrastructure : meilleure stratégie green » pour le fonds Mirova-Eurofideme 3.

Pour le métier de l'**Assurance**, le déploiement de la nouvelle offre Vie et Prévoyance réalisé au sein du réseau Caisse d'Epargne tout au long de l'année 2016 permet au chiffre d'affaires de la période d'enregistrer une forte croissance. Ce chiffre d'affaires est davantage tourné vers les Unités de Compte : le taux d'UC dans la collecte s'établit à 35 %, en hausse significative sur un an et à un niveau supérieur au marché.

Les métiers du pôle de **Services Financiers Spécialisés** ont poursuivi le développement des synergies avec les réseaux de BPCE. Ils ont par ailleurs persévéré dans une gestion rigoureuse des charges d'exploitation et de consommation de ressources rares tout en conduisant une stratégie basée sur l'efficacité opérationnelle et l'innovation.

Le regroupement chez Natixis de l'ensemble des activités **Paiements** pour le compte du Groupe BPCE a été réalisé sur la période afin de gagner en compétitivité et de bénéficier des nouveaux *business models* digitaux en vue d'adresser le marché Européen

Ce développement des trois métiers cœurs s'est accompagné d'une gestion financière stricte :

- les besoins de liquidité sont restés contenus au cours du premier semestre 2017, et s'inscrivent en baisse de 1 % sur un an ;
- la consommation de RWA Bâle 3 est stable sur un an à 112,6 milliards d'euros.

Enfin, lors de l'Assemblée générale de Natixis du 23 mai 2017, il a été décidé de verser un dividende ordinaire de trente-cinq centimes d'euros par action.

4.1.3 Résultats consolidés

Natixis				
(en millions d'euros)	6M-2017	6M-2016 pro forma	Variation 2017 / 2016 (**)	
Produit net bancaire	4 756	4 274	+ 11,3 %	+ 10,1 %
dont Métiers (*)	4 756	4 346	+ 9,4 %	+ 8,3 %
Charges	- 3 365	- 3 127	+ 7,6 %	+ 6,8 %
Résultat brut d'exploitation	1 391	1 147	+ 21,3 %	+ 19,3 %
Coût du risque	- 138	- 176	- 21,9 %	
Résultat net d'exploitation	1 254	971	+ 29,1 %	
Mises en équivalence	13	14	- 6,9 %	
Gains ou pertes sur autres actifs	27	60	- 54,6 %	
Variation valeur écarts d'acquisition	- 0	- 75	- 100,0 %	
Résultat avant impôt	1 294	970	+ 33,4 %	
Impôt	- 469	- 383	+ 22,5 %	
Intérêts minoritaires	- 57	- 6		
Résultat net part du groupe	768	581	+ 32,2 %	
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>70,7 %</i>	<i>73,2 %</i>		
<i>Capitaux propres moyens</i>	<i>16 503</i>	<i>16 332</i>		
<i>ROE</i>	<i>8,7 %</i>	<i>6,7 %</i>		
<i>ROTE</i>	<i>10,8 %</i>	<i>8,4 %</i>		

(*) Métiers cœurs + participations financières

(**) à change constant

Analyse de l'évolution des principales composantes du compte de résultat consolidé

PRODUIT NET BANCAIRE

Le **Produit Net Bancaire (PNB)** de Natixis s'élève à 4 756 millions d'euros au 30 juin 2017, en hausse de 10,1 % par rapport au 30 juin 2016 à change constant.

Le **PNB des métiers** ⁽¹⁾ est en hausse de 8,3 % à change constant par rapport au premier semestre 2016 à 4 756 millions d'euros. Les métiers cœurs affichent des revenus globalement en hausse, avec une progression à change constant de 15 % pour la BGC, de 8 % pour le pôle Epargne et de 1 % pour le pôle SFS. Le PNB des Participations financières est en baisse de 9 %.

Le **PNB du Hors Pôle Métiers** s'établit à 1 million d'euros au premier semestre 2017 (y compris - 60 millions d'euros au titre de la remise au cours historique des TSS en devises).

(1) Métiers cœurs et participations financières.

CHARGES ET EFFECTIFS

Les **charges courantes** à 3 365 millions d'euros sont en hausse de 6,8 % par rapport au premier semestre 2016 à change constant. La hausse des coûts atteint, à change constant, 8 % pour le pôle BGC, 7 % pour le pôle Epargne et 3 % pour le pôle SFS. Les charges des Participations financières sont en baisse de 5 %. Les charges du Hors pôles métiers sont, quant à elles, en hausse à 261 millions d'euros au premier semestre 2017 contre 204 millions au premier semestre 2016, sous l'effet du rattachement de la Trésorerie Court Terme à ce périmètre à compter du premier janvier 2017 (33 millions d'euros), d'investissements liés au plan de Transformation et Excellence Opérationnelle (20 millions d'euros) et de la hausse de la contribution au Fonds de Résolution Unique (9 millions d'euros).

Les **effectifs** fin de période s'établissent à 20 394 ETP, en baisse de 1 % sur un an, la hausse des effectifs sur les métiers cœurs (+ 2 %) est compensée par la baisse de ceux des Participations financières (- 13 %), les effectifs des directions fonctionnelles étant en hausse de 4 %.

RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Le **résultat brut d'exploitation** est de 1 391 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 19,3 % à change constant par rapport au premier semestre 2016.

RESULTAT AVANT IMPOT

Le **coût du risque** s'élève à 138 millions d'euros au premier semestre 2017 en baisse de 21,9 % par rapport à celui du premier semestre 2016. Le coût du risque des métiers cœurs rapporté aux encours s'établit à 28 points de base au premier semestre 2017 contre 41 points de base au premier semestre 2016.

Les **Gains et pertes sur autres actifs** atteignent 27 millions d'euros au premier semestre 2017, dont 21,5 millions d'euros suite à la cession de la filiale Ellisphere (Participations financières). Pour mémoire, ce poste intégrait au premier semestre 2016 des gains liés à la cession des entités CGM et Snyder à la Gestion d'actifs et Altus au sein des Participations financières, ainsi qu'un gain lié à la cession d'un immeuble appartenant à CEGC au sein du pôle SFS (31 millions d'euros).

Le poste **variation de valeur des écarts d'acquisition** est nul au premier semestre 2017. Au premier semestre 2016, il enregistrait une dépréciation de 75 millions d'euros au titre du goodwill de Coface.

Le **résultat courant avant impôt** s'établit ainsi à 1 294 millions d'euros au premier semestre 2017 contre 970 millions d'euros au premier semestre 2016.

RESULTAT NET PART DU GROUPE COURANT

La charge d'**impôt** courante s'élève à 469 millions d'euros au 30 juin 2017. Le taux effectif d'impôt s'établit à 36,7 % au 30 juin 2017.

Après prise en compte des **intérêts minoritaires** à hauteur de - 57 millions d'euros, le **résultat net part du groupe courant** s'élève à 768 millions d'euros en hausse de 32 % par rapport au premier semestre 2016.

Le **ROE consolidé de gestion** après impôt s'établit à 10,6 % sur le semestre (hors impact IFRIC21 et éléments exceptionnels) pour un ROE comptable de 8,7 %.

4.1.4 Analyse des métiers de Natixis

4.1.4.1 Épargne

Épargne				
<i>(en millions d'euros)</i>	6M-2017	6M-2016 pro forma	Variation 2017 / 2016 (*)	
Produit net bancaire	1 811	1 656	+ 9,3 %	+ 7,7 %
<i>Gestion d'actifs</i>	1 363	1 249	+ 9,2 %	+ 7,0 %
<i>Banque privée</i>	64	67	- 5,5 %	- 5,5 %
<i>Fonds capital-investissement</i>	20	18	+ 10,9 %	+ 10,9 %
<i>Assurances</i>	364	322	+ 12,9 %	+ 12,9 %
Charges	- 1 266	- 1 169	+ 8,3 %	+ 6,7 %
Résultat brut d'exploitation	545	487	+ 11,8 %	+ 10,1 %
<i>Gestion d'actifs</i>	398	339	+ 17,3 %	+ 6,9 %
<i>Banque privée</i>	- 4	- 2	+ 79,7 %	+ 79,7 %
<i>Fonds capital-investissement</i>	16	14	+ 17,0 %	+ 17,0 %
<i>Assurances</i>	135	136	- 1,3 %	- 1,3 %
Coût du risque	0	0		
Résultat avant impôt	561	509	+ 10,1 %	
<i>Coefficient d'exploitation</i>	69,9 %	70,6 %		
<i>Capitaux propres moyens</i>	4 625	4 366		
<i>ROE</i>	13,5 %	13,9 %		

(*) à USD constant

Les revenus du pôle Épargne sont en hausse de 9,3 % sur un an à 1 810,7 millions d'euros (+ 7,7 % à change constant) avec une forte progression pour la Gestion d'actifs notamment.

Les charges sont en hausse de 8,3 % (+ 6,7 % à change constant) par rapport au premier semestre 2016 en lien avec le développement de l'activité. Les charges 2017 tiennent compte, pour le segment Assurances, d'une contribution de taxe C3S exceptionnelle enregistrée au premier trimestre au titre de l'acceptation de 10 % du stock Assurance vie de la CNP en 2016 pour 19 millions d'euros. Les charges informatiques sont en outre pénalisées par la hausse des amortissements informatiques par rapport au premier semestre 2016.

Le résultat brut d'exploitation est en progression de 11,8 % (+ 10,1 % à change constant) à 545 millions d'euros.

Le coût du risque est en reprise nette de 0,5 millions et porte sur le métier Banque Privée.

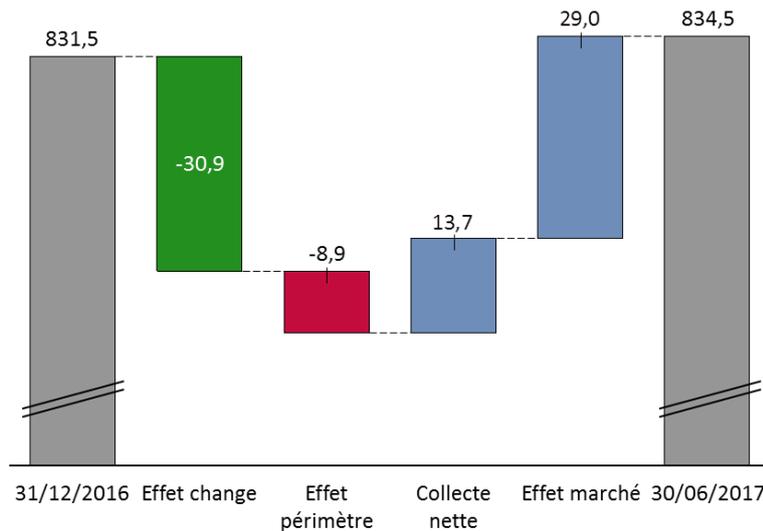
Le résultat avant impôt s'établit à 560,8 millions d'euros, en progression de 10,1 % à change courant.

Le ROE s'établit à 13,5 %, en très légère baisse de 0,4 point par rapport au premier semestre 2016.

A GESTION D'ACTIFS

Les encours sous gestion à fin juin 2017 s'établissent à 834,5 milliards d'euros, en croissance de 3,0 milliards d'euros soit 0,4 % (+ 4,2 % à change constant) par rapport au 31 décembre 2016, soutenus par une collecte et un effet marché très favorables qui font plus que compenser les effets change et périmètre (cession d'IDFC au premier trimestre 2017 et cessation d'activité d'Aurora).

ÉVOLUTION DES ENCOURS SOUS GESTION SUR 6 MOIS (EN MILLIARDS D'EUROS)



Le métier enregistre **une collecte nette de 13,7 milliards** sur le semestre dont 12,9 milliards sur les produits long terme, la collecte est en hausse de 17,4 milliards par rapport à la collecte du premier semestre 2016 :

- aux États-Unis, la collecte nette est de 8,3 milliards d'euros essentiellement portée par Loomis sur les produits obligataires et par Harris Associates sur les produits actions ;
- en Europe, la collecte nette est de 4,9 milliards d'euros soutenue par les produits diversifiés (NAM, H2O, DNCA et Mirova), actions (Mirova, DNCA et Dorval) et obligataires (NAM et H2O) compensée pour partie par une décollecte sur les produits d'assurance vie (NAM) ;
- La collecte nette des sociétés de Private Equity s'élève à 421,5 millions d'euros essentiellement réalisée par la société de gestion Naxicap Partners.

NGAM International Distribution a enregistré une collecte nette de 4,8 milliards d'euros et NGAM US Distribution 3,7 milliards d'euros sur le semestre.

Les encours moyens à 826,9 milliards d'euros au S1 2017 sont en hausse (+ 5,8 %) par rapport au S1 2016 en euros constants.

Le taux de rémunération moyen des encours à 28,3 bps est en léger recul de 1,7 % par rapport au premier semestre 2016 à change constant. Dans la structure des encours à fin juin 2017, le poids des produits obligataires est prépondérant (28,9 %), suivi par les produits assurance (24,1 %) et actions (22,9 %).

Au 30 juin 2017, le Produit Net Bancaire, à 1 363 millions d'euros, est en hausse de 9,2 % par rapport au premier semestre 2016 (soit + 7,0 % à change constant) porté par l'accroissement des commissions sur encours sur l'ensemble des sociétés de gestion de NGAM en lien principalement avec la hausse des encours moyens sur la période, par la progression des commissions de surperformance des sociétés de gestion européennes et par l'augmentation des produits financiers.

Les charges s'établissent à 965,0 millions d'euros, en hausse de 6,1 % par rapport au premier semestre 2016 (+ 4,1 % à change constant) avec essentiellement une progression des frais de rémunérations variables des sociétés de gestion en Europe et aux États-Unis en lien avec la croissance des résultats et, dans une moindre mesure, l'augmentation des frais informatiques pour les sociétés de gestion américaines et de la distribution.

B ASSURANCES

Le premier semestre 2017 a été marqué par une dynamique commerciale forte dans la totalité des branches d'assurance.

Avec 5,6 milliards de primes, la **collecte** d'Assurance Vie progresse de 82 % par rapport au premier semestre 2016, ce qui s'explique par le déploiement de la nouvelle offre dans les Caisses d'Epargne (+ 2,7 milliards d'euros par rapport au premier semestre 2016, période au cours de laquelle le déploiement de l'offre ne concernait que 7 établissements). Les primes relatives aux supports en Unités de Compte, sont en hausse de 218 % à 1 969 millions d'euros et représentent 35 % de la collecte brute totale en raison notamment des opérations commerciales en faveur de la collecte UC sur les deux réseaux. La collecte investie sur le fonds « Euro » augmente de 47 % à 3,6 milliards d'euros.

Les cotisations de **Prévoyance** et **d'Assurance Des Emprunteurs** (422 millions d'euros, soit + 10,5 % par rapport au premier semestre 2016) affichent une croissance portée par les deux activités. L'évolution de l'ADE (+ 10 %) résulte principalement de la croissance du réseau Caisse d'Epargne (+ 19 %), sensiblement plus élevée que celle du réseau Banque Populaire (+ 4 %). Les cotisations de prévoyance individuelle sont en hausse de 10 millions d'euros (+ 12 %), croissance principalement portée par le réseau Caisse d'Epargne (+ 88 %) qui représente 18 % de l'activité prévoyance (11 % au premier semestre 2016) avec le déploiement de l'offre dans le réseau Caisse d'Epargne. Sur le réseau Banque Populaire, l'activité prévoyance individuelle affiche une légère progression (+ 2 %).

Sur des marchés matures et très concurrentiels, l'activité **Dommages** continue de gagner des parts de marchés : les 728 610 nouveaux contrats souscrits sur 2017 représentent une hausse de 12 % par rapport au premier semestre 2016, qui était déjà en croissance de 5 %. Les primes acquises « Dommages » de l'ensemble des réseaux BP et CE sont en hausse de 8,6 % à 683 millions d'euros portées par la croissance des garanties Multirisque Habitation et Auto.

Dans un environnement marqué par la baisse continue des taux d'intérêt, le **PNB des activités d'Assurance** progresse de 13 % à 364 millions d'euros, porté par :

- la croissance du PNB acquis par l'Assurance Vie (129 millions d'euros au premier semestre 2017 / + 5 %), supportée par le déploiement de l'activité dans les Caisses d'Epargne et la croissance rapide des encours (+ 14 % pour les affaires directes, + 11 % en incluant les 11,5 milliards d'euros d'acceptation de CNP). En outre, les produits réalisés sur les portefeuilles « Actions » et la diversification entreprise sur les actifs de taux d'intérêt ont permis une compensation partielle de la dilution observée sur les rendements des instruments obligataires « vanille » ;
- la hausse du PNB des activités de Prévoyance et d'Assurance Des Emprunteurs (94 millions d'euros au premier semestre 2017 / + 19 %), portée par un développement significatif des cotisations sans dérive de la sinistralité ;
- la hausse du PNB Dommages (144 millions d'euros au premier semestre 2017 / + 15 %), expliquée par une progression des primes en phase avec l'évolution du portefeuille, un bon niveau de sinistralité courante et un résultat financier en hausse. Le ratio combiné global s'établit à 89,9%, stable par rapport au premier semestre 2016 (89,8 %).

Les charges d'exploitation sont en hausse de 23,3 % à 229,6 millions d'euros. Le poids de la C3S exceptionnelle (au titre de l'acceptation de 10 % du stock Assurance vie de la CNP) pour un montant de 19 M€, le recul des immobilisations de projets informatiques ainsi que la hausse des amortissements pèsent sur les charges du métier en 2017.

C BANQUE PRIVEE

Au premier semestre 2017, la **Banque privée** enregistre une **collecte nette de 0,7 milliard d'euros** soutenue principalement par le dynamisme de la gestion de fortune à l'International et de la gestion privé « B to B » apportée par les réseaux.

Les **encours gérés** s'établissent à 30,8 milliards d'euros, en progression de 6 % sur le premier semestre et de 8 % sur un an.

Sur le premier semestre 2017, le **Produit Net Bancaire** du métier, à 63,7 millions d'euros, est en diminution de 6 % (- 3,7 millions d'euros) par rapport au premier semestre 2016 pénalisé par des éléments non récurrents liés à l'ajustement du dispositif de distribution au sein du Groupe. Retraité de ces effets, le PNB serait en hausse de 7,2 millions d'euros (+ 11 %) avec de belles performances sur les commissions sur produits structurés, les commissions de surperformance et les commissions de transactions.

4.1.4.2 Pôle Banque de Grande Clientèle

BGC				
(en millions d'euros)	6M-2017	6M-2016 pro forma	Variation 2017 / 2016 (*)	
Produit net bancaire	1 945	1 668	+ 16,6 %	+ 15,3 %
<i>Global Markets</i>	1 090	914	+ 19,2 %	+ 18,4 %
Fixed Income	687	610	+ 12,6 %	+ 12,5 %
Actions	380	278	+ 37,1 %	+ 37,5 %
Desks XVA	22	26	- 14,1 %	- 14,1 %
<i>Global Finance & Investment Banking</i>	872	768	+ 13,5 %	+ 11,9 %
<i>Divers</i>	- 17	- 14	+ 23,0 %	+ 23,2 %
Charges (*)	- 1 082	- 994	+ 8,8 %	+ 8,1 %
Résultat brut d'exploitation	864	675	+ 28,0 %	+ 25,9 %
Coût du risque	- 78	- 124	- 37,2 %	
Résultat avant impôt	791	558	+ 41,7 %	
<i>Coefficient d'exploitation</i>	55,6 %	59,6 %		
<i>Capitaux propres moyens</i>	6 658	6 854		
<i>ROE</i>	17,2 %	11,0 %		

(*) à change constant

Au premier semestre 2017, le **Produit Net Bancaire** de la Banque de Grande Clientèle s'élève à 1 945 millions d'euros en progression de 15,3 %, par rapport au premier semestre 2016 à change constant.

Les revenus des **activités de marchés** s'élèvent à 1 090 millions d'euros au 30 juin 2017, en hausse de 18,4 %, par rapport au premier semestre 2016 et de 25,2 % à périmètre comparable (hors Trésorerie). A 687 millions d'euros au premier semestre 2017, les revenus des **activités de Taux, Change, Crédit et Matières premières** sont en croissance de 12,5 % par rapport au premier semestre 2016. Par segment, on note les évolutions suivantes :

- les revenus des activités **Taux et Change** sont en augmentation de 28 % principalement portés par les activités de Taux en croissance de 56 %, bénéficiant d'une activité commerciale très dynamique notamment en Asie. Les activités de Change sont en recul de 28 %, la faible volatilité des devises ce semestre comparativement à l'année dernière marquée par la forte incertitude autour du Brexit, a réduit les volumes sur l'activité de flux;
- les revenus des activités de **Crédit** sont en hausse de 6 % par rapport au premier semestre 2016. L'activité est marquée par la poursuite de la croissance des activités de titrisation, particulièrement aux États-Unis, et la poursuite de leur déploiement en Asie ;
- Les revenus des activités de **Repos** sont en hausse de 57 % par rapport au premier semestre 2016 bénéficiant d'une activité soutenue aussi bien en France qu'aux États-Unis et intégrant une progression des revenus issus de l'offre solutions;

Les revenus des activités en JV (c'est-à-dire dont les résultats sont également partagés entre Global Markets et Investment Banking pour assurer l'alignement des équipes) sont en hausse. Les **Financements stratégiques et d'acquisitions** ont des revenus en croissance de 82 %, ayant tiré avantage des conditions de marché favorables sur les secteurs du *Leverage finance* et du *Sponsor finance* pour participer à un volume significatif de transactions sur le semestre.

La **Syndication sur le marché obligataire** a un revenu en progression de 3 % par rapport à 2016 comprenant une hausse de 15 % des revenus générés sur le marché primaire des émissions obligataires partiellement atténuée par un ralentissement de l'activité d'animation de la dette souveraine sur le marché secondaire dans un environnement marqué par l'incertitude lié aux résultats des élections françaises.

A 380 millions d'euros, les activités **Actions** affichent des revenus en croissance de 37,5 % sur un an soutenus par les **Dérivés Actions** avec la performance des activités Solutions dont les revenus progressent de 83 % sur un an grâce au renforcement de son offre et à son déploiement international et d'Equity Finance dont les revenus augmentent de 25 %.

A 872 millions d'euros, les revenus cumulés des activités de **Global Finance** et d'**Investment Banking** progressent de 11,9 % par rapport au premier semestre 2016 à change constant.

Les revenus des activités de **Financements structurés** sont en hausse de 2,9 % par rapport à 2016. Sur l'activité d'origination, la production nouvelle est en croissance de 3,2 % par rapport à 2016 avec une dynamique particulièrement soutenue sur les financements immobiliers aux États-Unis. Les revenus de l'origination progressent de 20 % par rapport au premier semestre 2016 bénéficiant de l'enregistrement de commissions significatives, notamment sur le segment Aviation grâce à la finalisation sur 2017 de la syndication de plusieurs transactions originées en 2016.

Les revenus du portefeuille de financements sont en diminution de 4 % sur un an à change constant, ils continuent de subir les effets d'une baisse de la marge moyenne du portefeuille consécutive au renouvellement progressif du stock. L'activité de Trade Finance sur matières premières est restée soutenue sur le premier semestre 2017 avec des revenus en croissance de 14 % bénéficiant d'une progression des encours tirés dans un contexte de prix du baril de pétrole plus favorables que l'année dernière.

Les revenus d'**Investment Banking** y compris activités de **M&A** sont en progression de 61,8 % par rapport à 2016 à change constant. L'activité a de plus bénéficié d'une forte croissance des Financements stratégiques et d'acquisitions dont 50 % des revenus sont intégrés à Investment Banking ; d'une activité de marché primaire actions animée sur le premier semestre 2017 avec plusieurs augmentations de capital de banques européennes ; d'une activité M&A France très dynamique tirée par Natixis Partners.

Au premier semestre 2017, les **charges** de la Banque de Grande Clientèle s'élèvent à 1 082 millions d'euros, en progression de 8,1 % par rapport à 2016 à change constant.

Le **résultat brut d'exploitation** s'élève à 864 millions d'euros, en augmentation de 25,9 % par rapport à 2016. Le **coefficient d'exploitation** ressort à 55,6 % en 2017 en amélioration de 4 points par rapport à 2016 (59,9 %).

A 78 millions d'euros, le **coût du risque** est en diminution de 37,2 % par rapport au premier semestre 2016 qui avait été marqué par un effort de provisionnement sur les expositions liées au secteur pétrolier dans un contexte de forte baisse du prix du baril jusqu'à début 2016.

Le **ROE après impôt** s'élève à 17,2 % au premier semestre 2017, en progression de 6,2 points par rapport à 2016 (11 %) bénéficiant d'une réduction des actifs pondérés (RWA) en parallèle de la hausse des résultats.

4.1.4.3 Pôle Services Financiers Spécialisés

Services Financiers Spécialisés				
(en millions d'euros)	6M-2017	6M-2016 pro forma	Variation	
				(*)
Produit net bancaire	691	684	+ 1,0 %	+ 1,0 %
Financements spécialisés	436	425	+ 2,6 %	+ 2,6 %
Affacturage	79	77	+ 2,9 %	+ 2,9 %
Cautions et garanties financières	100	98	+ 2,1 %	+ 2,1 %
Crédit-bail	114	109	+ 4,1 %	+ 4,1 %
Crédit consommation	132	131	+ 0,8 %	+ 0,8 %
Financement du cinéma	12	11	+ 12,2 %	+ 12,2 %
Services financiers	254	258	- 1,6 %	- 1,6 %
Épargne salariale	43	47	- 8,2 %	- 8,2 %
Paiements	165	164	+ 0,4 %	+ 0,4 %
Titres	46	47	- 2,0 %	- 2,0 %
Charges	- 459	- 446	+ 2,9 %	+ 2,9 %
Résultat brut d'exploitation	232	238	- 2,5 %	- 2,5 %
Coût du risque	- 35	- 29	+ 20,5 %	
Résultat avant impôt	197	240	- 18,0 %	
dont Financements spécialisés	171	204	- 16,3 %	- 16,3 %
dont Services financiers	39	43	- 10,7 %	- 10,7 %
Coefficient d'exploitation	66,4 %	65,2 %		
Capitaux propres moyens	1 849	1 628		
ROE	14,5 %	19,3 %		

L'activité commerciale des **Financements spécialisés** est restée soutenue et la croissance des résultats commerciaux est notable par rapport au premier semestre 2016. Cette dynamique est d'abord liée à l'activité réalisée avec les réseaux de BPCE et, dans une moindre mesure, à celle conduite avec la clientèle propre.

Concernant l'**Affacturage**, le chiffre d'affaires affacturé a crû de 31 % par rapport au premier semestre 2016. Il est porté par le développement au sein des clients Entreprise de Natixis et du réseau des Caisses d'Épargne.

Cautions et garanties conserve un niveau d'activité très soutenu avec des primes émises en hausse de 56 % par rapport au premier semestre 2016 qui constituait déjà une référence élevée. Le volume de prêts aux particuliers cautionnés reste important, en raison du dynamisme des réseaux sur les prêts immobiliers dans un contexte de taux qui demeure bas, source d'un nombre élevé de refinancements.

Le **Crédit consommation** poursuit le développement de son activité de crédit renouvelable au sein des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne avec des encours moyens au 30 juin 2017 stables sur la période à plus de 1,8 milliards d'euros. Les encours moyens de prêts personnels, gérés par ce métier mais comptabilisés dans les livres des réseaux, s'élèvent à 19,3 milliards d'euros au 30 juin 2017, en hausse de 12 % sur un an.

La production nouvelle des activités de **Crédit-bail** enregistre une belle dynamique avec une hausse de 9 % sur un an. Elle permet de faire progresser les encours fin de période de 4 % franchissant le cap des 12 milliards d'euros.

Dans ce contexte, le **PNB des activités de Financement spécialisés** s'élève à 436 millions d'euros en progression de 3 % par rapport au premier semestre 2016.

L'activité des **Services financiers** s'inscrit en croissance dans un contexte de repli des marges.

Ce premier semestre 2017 est marqué par le groupement des métiers de **Paiements** chez Natixis pour le compte du Groupe BPCE et par l'arrivée de nouveaux business models digitaux.

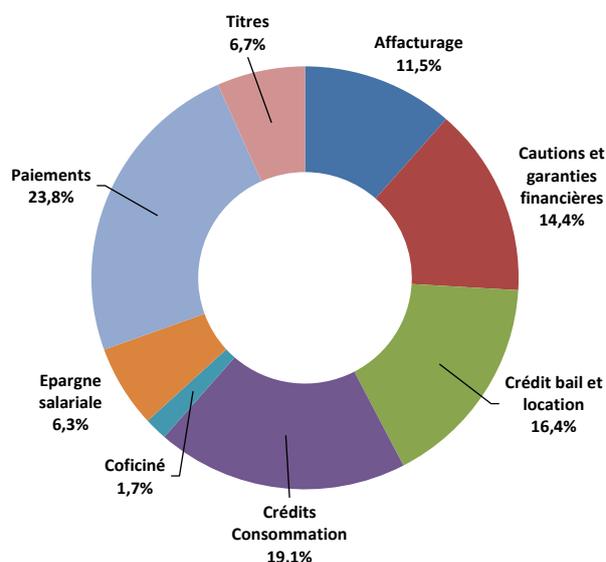
L'activité des **Paiements** affiche une belle dynamique notamment sur la monétique avec une hausse de 10 % des transactions de compensation et un parc de cartes en croissance de 4 %. Les Titres de services poursuivent leur développement, la part de marché du Chèque de Table® s'établissant à 17,7 % en progression de 1,4 point par rapport à mi-2016.

Concernant l'**Epargne salariale**, le développement commercial de l'activité avec les réseaux demeure soutenu au premier semestre 2017. Les encours Perco conservés ont progressé de 17 % par rapport au 30 juin 2016.

Sur le métier **Titres**, le métier enregistre une bonne performance avec un nombre de transactions en hausse de 8% par rapport au premier semestre 2016.

Au total, le **PNB des Services Financiers** s'établit à 254 millions d'euros sur le semestre, en repli de 2 % par rapport au premier semestre 2016.

REPARTITION DU PNB DU PREMIER SEMESTRE 2017 DES METIERS DE SFS



Les **revenus** du pôle SFS, à 691 millions d'euros, progressent de 1 % par rapport au premier semestre 2016. Le **coefficient d'exploitation** à 66,4% se dégrade de 1,2 point par rapport au premier semestre 2016 et le **résultat brut d'exploitation** à 232 millions d'euros recule de 2,5 %.

4.1.4.4 Pôle Participations financières

Participations financières			
(en millions d'euros)	6M-2017	6M-2016 pro forma	Variation
Produit net bancaire	309	338	- 8,5 %
Coface	277	289	- 4,1 %
Corporate Data Solutions	10	24	- 57,6 %
NPE	- 3	- 3	- 2,3 %
Natixis Algérie	25	28	- 11,1 %
Charges	- 298	- 315	- 5,5 %
Résultat brut d'exploitation	11	23	- 50,9 %
Coût du risque	- 10	- 24	- 58,7 %
Résultat avant impôt	24	- 65	
Coefficient d'exploitation	96,4 %	93,2 %	

A COFACE

Le chiffre d'affaires du semestre, à 691,7 millions d'euros, est en retrait de 3,5 % (- 0,5 % à change et périmètre constants – impact périmètre lié à la cession des Garanties Publiques) par rapport au premier semestre 2016 : l'assurance-crédit qui représente 95 % du chiffre d'affaires est en recul de 3,8 % tandis que celui de l'activité affacturage est en hausse de 3,4 %.

Le ratio sinistres sur primes net de réassurance ressort à 58,3 % au premier semestre 2017 contre 60,8 % au premier semestre 2016, soit une amélioration de 2,5 points.

Le Produit Net Bancaire du premier semestre 2016 atteint 277,4 millions d'euros, en baisse de 4,1 % (+ 4,5 % à change et périmètre constants) par rapport au premier semestre 2016.

Les charges d'exploitation sont maîtrisées, en baisse de 2,9 % à 264,6 millions d'euros (+ 1,6 % à change et périmètre constants).

B CORPORATE DATA SOLUTIONS

A la fin du premier semestre 2017, les deux dernières entités de CDS ont été cédées/fusionnées :

- Cession d'Ellisphère au 13 avril 2017 ;
- HCP a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine avec Natixis SA le 27 juin 2017.

Le **Produit Net Bancaire** de l'année 2017 atteint 10,2 millions d'euros, en retrait de 57,6 % par rapport au premier semestre 2016 en raison d'évolutions de périmètre significatives (cession d'Ellisphère au début en avril et cessions d'Altus et d'HCP North America à la fin du premier trimestre 2016).

C NATIXIS PRIVATE EQUITY (NPE)

Sur le premier semestre 2017, Natixis Private Equity poursuit sa stratégie de désengagement avec une bonne décroissance sur le portefeuille direct.

Par rapport au premier semestre 2016, les **engagements** cash at risk sont en retrait de 10 % pour atteindre 89 millions d'euros au premier semestre 2017. Les engagements hors bilan, à 50 millions d'euros, sont en baisse de 9 % par rapport au premier semestre 2016.

Le **Produit Net Bancaire** s'apprécie très légèrement (+ 0,1 million d'euros) par rapport au premier semestre 2016 et s'établit à - 3,4 millions d'euros.

Les **RWA** s'élèvent à 370 millions d'euros au 30 juin 2017 et diminuent de 16 % par rapport au premier semestre 2016 en raison de la décroissance des engagements, notamment sur le portefeuille direct et du remboursement partiel du crédit vendeur Orchidée.

D NATIXIS ALGERIE

La production de crédit est limitée dans un contexte de faible croissance et de tension sur la liquidité (coût de la ressource accru). A change constant, les encours de crédit court terme au premier semestre 2017 reculent de 3 %, les encours moyens et long terme reculent de 7 % et ceux de crédit-bail diminuent de 24 % par rapport au premier semestre 2016. Sur cette même période, et en dépit de la raréfaction des liquidités, les dépôts clientèle sont en hausse de 3 %.

Les engagements hors bilan progressent de 1 % notamment sur les cautions et les garanties qui compensent la baisse des crédits documentaires dans un contexte peu favorable (licences d'importation).

Au premier semestre 2017, **Natixis Algérie** présente un PNB en retrait de 11 % par rapport au premier semestre 2016, à 24,9 millions d'euros. Hors effet change, la baisse du PNB est de 13 %.

4.1.4.5 Hors pôles métiers

Hors pôles métiers			
(en millions d'euros)	6M-2017	6M-2016 pro forma	Variation
Produit net bancaire	1	- 72	
<i>dont Trésorerie court terme</i>	71	0	
<i>dont Spread émetteur</i>	0	- 26	
<i>dont Variation de change des TSS en devises</i>	- 60	- 7	
Charges	- 261	- 204	+ 28,2 %
Résultat brut d'exploitation	- 260	- 276	- 5,6 %
Coût du risque	- 15	2	
Résultat avant impôt	- 275	- 272	+ 1,1 %

Le **Produit Net Bancaire** du Hors pôles métiers s'établit à + 1 millions d'euros contre - 72 millions d'euros au premier semestre 2016.

Depuis le premier janvier 2017, suite au rattachement de la Trésorerie au département de gestion financière de Natixis, le Hors pôles métiers porte le Produit Net Bancaire des activités de Trésorerie court terme qui s'élève à + 71 millions d'euros pour le premier semestre 2017. Hors spread émetteur, variation de change des titres super-subordonnés en dollar et Trésorerie court terme, le Produit Net Bancaire est ramené à - 10 millions d'euros à fin juin 2017 contre - 39 millions d'euros à fin juin 2016.

Les **Charges** du hors pôles métiers correspondent aux charges non refacturées aux métiers de Natixis. La contribution au Fond de Résolution Unique est portée par le Hors pôle métiers : elle s'établit à 122,5 millions d'euros au premier semestre 2017 pour 113,9 millions d'euros au premier semestre 2016. A partir de 2017, le Hors pôles métiers porte les charges d'exploitation des activités de Trésorerie court terme : elles s'élèvent à - 33 millions d'euros pour le premier semestre 2017. Hors ces deux éléments, les charges du Hors pôles métiers s'établissent à - 106 millions d'euros à fin juin 2017 contre - 90 millions d'euros à fin juin 2016.

4.1.4.6 Coût du risque

Le **coût du risque courant** s'élève à - 138 millions d'euros au 30 juin 2017, dont - 141 millions d'euros au titre des risques individuels et + 3 millions d'euros au titre des provisions collectives sur base du portefeuille. Au 30 juin 2016, le coût du risque s'élevait à - 176 millions d'euros.

COUT DU RISQUE GLOBAL PAR POLE

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	30/06/2016
Banque de Grande Clientèle	- 78	- 124
Épargne	+ 0	+ 0
Services Financiers Spécialisés	- 35	- 29
Participations Financières	- 10	- 24
Autres	- 15	+ 1
COUT DU RISQUE GLOBAL	- 138	- 176

COUT DU RISQUE GLOBAL PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	30/06/2016
Afrique et Moyen-Orient	- 8	- 48
Amérique centrale et latine	- 14	+ 46
Amérique du Nord	- 9	- 65
Asie et Océanie	- 7	- 5
Europe de l'Est	+ 0	+ 6
Europe de l'Ouest	- 100	- 110
COUT DU RISQUE GLOBAL	- 138	- 176

4.1.4.7 Parties liées

Les informations financières concernant les transactions entre parties liées figurent dans la note 8.3 des annexes aux comptes semestriels consolidés présentés section 5.1 de la présente actualisation.

Annexe sur 4.1.3 – Résultats consolidés

1 - Tableau de passage des résultats de gestion aux résultats consolidés du premier semestre 2017

Natixis (juin 2017)							
(en millions d'euros)	6M-2017 gestion hors exceptionnels	Éléments exceptionnels					6M-2017 publié
		BGC	EPA	SFS	ParFi	HPM	
Produit net bancaire	4 816	0	0	0	0	- 60	4 756
Charges	- 3 327	0	- 22	- 0	0	- 16	- 3 365
Résultat brut d'exploitation	1 490	0	- 22	- 0	0	- 76	1 391
Coût du risque	- 138						- 138
Résultat net d'exploitation	1 352	0	- 22	- 0	0	- 76	1 254
Mises en équivalence	13						13
Gains ou pertes sur autres actifs	27						27
Variation valeur écarts d'acquisition	- 0						- 0
Résultat avant impôt	1 392	0	- 22	- 0	0	- 76	1 294
Impôt	- 501	0	7	0	0	25	- 469
Intérêts minoritaires	- 57						- 57
Résultat net part du groupe	834	0	- 15	- 0	0	- 51	768
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>69,1 %</i>						<i>70,7 %</i>

2 - Tableau de passage des résultats de gestion aux résultats consolidés du premier semestre 2016

Natixis (juin 2016)							
(en millions d'euros)	6M-2016 gestion hors exceptionnels	Éléments exceptionnels					6M-2016 publié
		BGC	EPA	SFS	ParFi	HPM	
Produit net bancaire	4 307	0	0	0	0	- 33	4 274
Charges	- 3 127	0	0	0	0	0	- 3 127
Résultat brut d'exploitation	1 180	0	0	0	0	- 33	1 147
Coût du risque	- 176						- 176
Résultat net d'exploitation	1 004	0	0	0	0	- 33	971
Mises en équivalence	14						14
Gains ou pertes sur autres actifs	60						60
Variation valeur écarts d'acquisition	0				- 75	0	- 75
Résultat avant impôt	1 078	0	0	0	- 75	- 33	970
Impôt	- 395	0	0	0	0	11	- 383
Intérêts minoritaires	- 50				44	0	- 6
Résultat net part du groupe	633	0	0	0	- 31	- 22	581
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>72,6 %</i>						<i>73,2 %</i>

V CHAPITRE 5 : ÉLÉMENTS FINANCIERS

5.1 Comptes semestriels consolidés et notes annexes

BILAN CONSOLIDE

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

ETAT DU RESULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (du 30 juin 2016 au 30 juin 2017)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE

SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES

NOTE 1	PRINCIPES COMPTABLES
NOTE 2	PERIMETRE DE CONSOLIDATION
NOTE 3	NOTES RELATIVES AU BILAN
NOTE 4	NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT
NOTE 5	NOTES RELATIVES AUX VARIATIONS DES GAINS ET PERTES COMPTABILISEES DIRECTEMENT EN AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL
NOTE 6	INFORMATION SECTORIELLE
NOTE 7	GESTION DES RISQUES
NOTE 8	AUTRES INFORMATIONS
NOTE 9	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

BILAN CONSOLIDÉ ACTIF

En millions d'Euros	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Caisse, Banques Centrales		41 886	26 704
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1	186 226	187 628
Instruments dérivés de couverture		1 242	1 220
Actifs financiers disponibles à la vente	3.2	55 449	54 990
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.5	39 665	58 783
<i>dont activité institutionnelle</i>			
Prêts et créances sur la clientèle	3.5	127 897	140 303
<i>dont activité institutionnelle</i>		899	758
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3.6	1 941	2 066
Actifs d'impôts courants		438	436
Actifs d'impôts différés		1 865	1 908
Comptes de régularisation et actifs divers		46 618	46 109
Actifs non courants destinés à être cédés		733	947
Participation aux bénéfices différés			
Participations dans les entreprises mises en équivalence		625	666
Immeubles de placement		847	1 084
Immobilisations corporelles		704	672
Immobilisations incorporelles		728	744
Ecarts d'acquisition	3.7	3 504	3 600
Total des actifs		510 368	527 859

BILAN CONSOLIDÉ PASSIF

En millions d'Euros	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1	138 477	146 226
Instruments dérivés de couverture		1 787	2 011
Dettes envers les établissements de crédit	3.5	109 013	101 374
<i>dont activité institutionnelle</i>		46	46
Dettes envers la clientèle	3.5	80 670	86 472
<i>dont activité institutionnelle</i>		970	844
Dettes représentées par un titre	3.8	38 101	48 921
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		165	193
Passifs d'impôts courants		555	554
Passifs d'impôts différés		725	685
Comptes de régularisation et passifs divers		40 566	44 464
<i>dont activité institutionnelle</i>		3	0
Dettes sur actifs destinés à être cédés		694	813
Provisions techniques des contrats d'assurance		73 198	68 810
Provisions	3.9	1 913	1 994
Dettes subordonnées	3.10	3 714	4 209
Capitaux propres part du groupe		19 520	19 836
- Capital et réserves liées		10 976	10 895
- Réserves consolidées		6 972	6 417
- Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 004	1 323
- Gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres		(200)	(174)
- Résultat de l'exercice		768	1 374
Participations ne donnant pas le contrôle		1 270	1 296
Total des passifs et capitaux propres		510 368	527 859

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En millions d'Euros	Notes	30/06/2017	30/06/2016 Retraité (*)
Intérêts et produits assimilés	4.1	3 031	2 484
Intérêts et charges assimilés	4.1	(1 663)	(1 234)
Commissions (produits)	4.2	2 813	2 522
Commissions (charges)	4.2	(1 094)	(1 029)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	1 779	904
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4.4	313	130
Produits des autres activités	4.5	6 193	16 294
Charges des autres activités	4.5	(6 616)	(15 756)
Produit Net Bancaire		4 756	4 316
Charges générales d'exploitation	4.6	(3 245)	(3 014)
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles		(120)	(113)
Résultat Brut d'Exploitation		1 391	1 189
Coût du risque	4.7	(138)	(176)
Résultat Net d'Exploitation		1 254	1 013
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		13	14
Gains ou pertes sur autres actifs		27	60
Variation de valeur des écarts d'acquisition	1.3		(75)
Résultat avant impôt		1 294	1 012
Impôts sur les bénéfices	4.8	(469)	(398)
Résultat sur activité abandonnée			
Résultat net de la période		825	615
dont :			
- Part revenant au Groupe		768	608
- Part des participations ne donnant pas le contrôle		57	6
Résultat par action (en euro)			
<i>Résultat net attribuable aux actionnaires (c.f. annexe 8.1.2) - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres</i>		0,23	0,18
Résultat dilué par action (en euro)			
<i>Résultat net attribuable aux actionnaires (c.f. annexe 8.1.2) - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres et incluant les actions potentielles provenant de l'exercice d'options de souscription d'actions et les actions gratuites</i>		0,23	0,18

(*) Données retraitées des effets de l'application anticipée au 1^{er} janvier 2016 des dispositions de la norme IFRS9 « Instruments financiers » sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat.

Les impacts sont les suivants : +42 millions d'euros (dont 12 millions d'euros relatifs aux soultes liées aux remboursements anticipés) sur la ligne Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (vs +862 millions d'euros publié au 30 juin 2016), -14,5 millions d'euros sur la ligne Impôts sur les bénéfices (vs -383 millions d'euros publié au 30 juin 2016), +0,01 euro sur le résultat par action et sur le résultat dilué par action (vs 0,17 euro publié au 30 juin 2016).

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL

En millions d'Euros	Notes	1er semestre 2017	1er semestre 2016 (*)
Résultat net		825	615
Ecarts de revalorisation des régimes à prestations définies		16	(54)
Réévaluation du risque de crédit propres des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat		(59)	(42)
Effets d'impôts sur éléments non recyclables en résultat		14	33
Quote part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence non recyclable en résultat			
Eléments non recyclables en résultat		(28)	(63)
Ecarts de conversion		(392)	(157)
Réévaluation des actifs disponibles à la vente		(14)	228
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		102	(95)
Effets d'impôts sur éléments recyclables en résultat		(22)	(39)
Quote part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence recyclable en résultat		(1)	3
Eléments recyclables en résultat		(326)	(60)
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global (nets d'impôts)		(354)	(124)
RESULTAT GLOBAL		470	491
	Part du Groupe	420	470
	Participations ne donnant pas le contrôle	51	22

(*) Données retraitées des effets de l'application anticipée au 1^{er} janvier 2016 des dispositions de la norme IFRS9 « Instruments financiers » sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat. La réévaluation du risque de crédit propre reclassé du résultat vers les éléments non recyclables en résultat s'élève à -42 millions d'euros brut et -27,5 millions d'euros net d'impôts (vs aucun impact dans les comptes publiés au 30 juin 2016).

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros

	Capital et réserves liées		Réserves consolidées				Gains / pertes directement comptabilisés en capitaux propres						Résultat net part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
							recyclables			Non recyclables						
	Capital	Réserves liées au capital ⁽¹⁾	Autres instruments de capitaux propres émis ⁽²⁾	Elimination des titres auto détenus	Autres réserves consolidées	Ecarto de conversion	Actifs disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture	Ecart de réévaluation des régimes à prestations définis	Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat ⁽³⁾						
Capitaux propres au 31 décembre 2015 après affectation du résultat	5 005	5 864	1 213	(12)	6 173	825	459	(289)	(78)				19 160	1 341	20 500	
1ère application d'IFRS9 pour les passifs financiers à juste valeur sur option ⁽⁴⁾					(32)					32			0		0	
Augmentation de capital	2	(2)											0		0	
Elimination des titres auto-détenus				16	1								17		17	
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions					0								0		0	
Distribution 2016 au titre du résultat 2015					(1 094)								(1 094)	(111)	(1 205)	
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	2	(2)		16	(1 093)	0	0	0	0	0	0	0	(1 077)	(111)	(1 188)	
Emissions et remboursement de TSSDI et d'actions de préférence			398		0								398		398	
Rémunérations des TSSDI et d'actions de préférence ⁽⁵⁾					(37)								(37)		(37)	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						(115)	142	(62)		(28)			(62)	16	(46)	
Affectation en réserve du risque de crédit propre réalisé sur la période					(8)					8			0		0	
Variation des écarts actuariels IAS19 R									(35)				(35)		(35)	
Résultat au 30 juin 2016											608		608	6	615	
Effet des acquisitions et des cessions ⁽⁶⁾					(130)	(42)	0						(181)	(34)	(214)	
Autres					(10)								(10)	(0)	(10)	
Capitaux propres au 30 juin 2016 ⁽⁷⁾	5 007	5 862	1 611	4	4 854	669	602	(351)	(113)		13	608	18 765	1 218	19 982	
Augmentation de capital	13	13											26		26	
Elimination des titres auto-détenus				(4)	4								0		0	
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions					5								5		5	
Distribution 2016 au titre du résultat 2015					0								0		0	
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	13	13		(4)	9	0	0	0	0	0	0	0	31	0	32	
Emissions et remboursement de TSSDI et d'actions de préférence			0		0								0		0	
Rémunérations des TSSDI et d'actions de préférence ⁽⁵⁾					(41)								(41)		(41)	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						282	27	96		(75)			330	5	335	
Affectation en réserve du risque de crédit propre réalisé sur la période													0		0	
Variation des écarts actuariels IAS19 R										2			2	(3)	(1)	
Résultat du 2ème semestre 2016											766		766	84	850	
Effet des acquisitions et des cessions ⁽⁶⁾					(19)	1	0						(18)	(9)	(27)	
Autres					2	(2)							0	1	2	
Capitaux propres au 31 décembre 2016	5 019	5 875	1 611	1	4 805	950	629	(255)	(111)		(62)	1 374	19 835	1 296	21 131	
Affectation du résultat de l'exercice 2016		81			1 293							(-1 374)	0		0	
Capitaux propres au 31 décembre 2016 après affectation du résultat	5 019	5 956	1 611	1	6 098	950	629	(255)	(111)		(62)	0	19 835	1 296	21 131	
Augmentation de capital	0	(0)											0		0	
Elimination des titres auto-détenus				(19)	(1)								(20)		(20)	
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions					8								8		8	
Distribution 2017 au titre du résultat 2016					(1 098)								(1 098)	(73)	(1 170)	
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	(0)		(19)	(1 091)	0	0	0	0	0	0	0	(1 110)	(73)	(1 183)	
Emissions et remboursement de TSSDI et d'actions de préférence			474		0								474		474	
Rémunérations des TSSDI et d'actions de préférence ⁽⁵⁾					(47)								(47)		(47)	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						(380)	3	67		(39)			(350)	(7)	(357)	
Affectation en réserve du risque de crédit propre réalisé sur la période					(2)					2			0		0	
Variation des écarts actuariels IAS19 R										11			11		11	
Résultat au 30 juin 2017											768		768	57	825	
Effet des acquisitions et des cessions ⁽⁶⁾					(59)	(9)	1						(68)	(7)	(74)	
Autres					6								6	3	9	
Capitaux propres au 30 juin 2017	5 020	5 956	2 085	(18)	4 905	560	633	(189)	(101)		(99)	768	19 520	1 270	20 789	

- Primes d'émission, réserve légale, réserves statutaires, réserve des plus-values à long terme et autres réserves de Natixis ;
- Autres instruments de capitaux propres émis : il s'agit des titres super subordonnés à durée indéterminée Au 30 juin 2017, une nouvelle émission de TSSDI a été souscrite par BPCE pour 474 millions d'euros. Au 30 juin 2016, une nouvelle émission de TSSDI avait été souscrite par BPCE pour 400 millions d'euros (janvier 2016) et un remboursement partiel de - 2 millions d'euros avait été constaté ;
- Données retraitées des effets de l'application anticipée au 1^{er} janvier 2016 des dispositions de la norme IFRS9 « Instruments financiers » sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat.
L'impact de l'application anticipée des dispositions sur les passifs financiers de la norme IFRS9 « Instruments financiers » constaté dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » dans les capitaux propres d'ouverture correspond au spread de crédit propre au 1^{er} janvier 2016 soit 49 millions d'euros (montant brut) et -17 millions d'euros d'impact en impôt associé (cf. note 1.6).
Les « variations de juste valeur attribuable au risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » de l'exercice 2016 comptabilisées en capitaux propres, latentes et réalisées, s'élèvent à -156,5 millions d'euros (montant brut et +53,9 millions d'euros d'impact en impôt associé), dont -27,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016 et -75,1 millions d'euros au 2^{ème} semestre 2016.
Les soultes liées aux remboursements anticipés des émissions Natixis constatées en capitaux propres au 30 juin 2016 s'élèvent à + 12 millions d'euros (montant brut et - 4 millions d'euros d'impact en impôt associé).
Les « variations de juste valeur attribuable au risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » au 30 juin 2017 comptabilisées en capitaux propres, latentes et réalisées, s'élèvent à -58,6 millions d'euros (montant brut et +19,5 millions d'euros d'impact en impôt associé).
Les soultes liées aux remboursements anticipés des émissions Natixis constatées en capitaux propres au 30 juin 2017 s'élèvent à + 2,4 millions d'euros net d'impôts ;
- En 2016, les capitaux propres part du groupe comprennent les effets suivants :
 - 73 millions d'euros relatifs aux options d'achat accordées aux actionnaires minoritaires de la société Peter J. Solomon Company (PJSC) ;
 - 24 millions d'euros relatifs aux options d'achat accordées aux actionnaires minoritaires de la société Ciloger ;
 - 65 millions d'euros d'effet lié à la réévaluation et à la désactualisation des options d'achat accordées aux actionnaires minoritaires de l'entité DNCA France ;
 - 18 millions d'euros relatifs à l'acquisition de 40% d'AEW Europe ;
 - 44 millions d'euros d'écart de conversion faisant suite au remboursement de 400 millions de dollars de report à nouveau par la succursale de New York ;
- Au 30 juin 2017, les capitaux propres part du groupe comprennent les effets suivants :
 - 31 millions d'euros d'effet lié à la réévaluation et à la désactualisation des options d'achat accordées aux actionnaires minoritaires des entités DNCA France et Ciloger ;
 - 20 millions d'euros relatifs à l'acquisition auprès de BPCE de 51% de l'entité S-Money et de sa filiale Lakooz ;
 - 4 millions d'euros relatifs aux options d'achat accordées aux actionnaires minoritaires de la société Payplug.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse et des banques centrales ainsi que des soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie résultant de l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du groupe, à l'exception de ceux relatifs aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et aux immeubles de placement.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions des participations consolidées et non consolidées, des immobilisations corporelles et incorporelles, ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immeubles de placement, d'immeubles donnés en location simple et aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

En millions d'euros	1er semestre 2017	Exercice 2016	1er semestre 2016 Retraité (*)
Résultat avant impôts	1 294	2 287	1 012
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	156	304	143
+/- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	78	78	76
+/- Dotations nettes aux autres provisions (y compris provisions techniques d'assurance)	4 675	4 493	13 596
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés MEE	(13)	(13)	(14)
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	(191)	(481)	(216)
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	44	139	74
+/- Autres mouvements	(518)	(1 123)	(11 413)
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	4 153	3 398	2 246
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	7 505	7 266	12 571
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	7 596	(706)	(3 949)
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(15 119)	(203)	(300)
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(5 612)	1 662	(329)
- Impôts versés	8	(488)	(256)
= Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	(5 622)	7 531	7 736
Total Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	(175)	13 216	10 993
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations ⁽¹⁾	129	196	1
+/- Flux liés aux immeubles de placement	123	143	68
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(147)	(62)	(74)
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	105	278	(4)
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires ⁽²⁾	(1 170)	(1 179)	(1 199)
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement ⁽³⁾	(616)	(884)	201
Total Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	(1 786)	(2 063)	(998)
Flux de trésorerie liés aux actifs et passifs destinés à être cédés	(2)	(6)	
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	(966)	887	(99)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2 824)	12 312	9 891
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	(175)	13 216	10 993
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	105	278	(4)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(1 786)	(2 063)	(998)
Flux de trésorerie liés aux actifs et passifs destinés à être cédés	(2)	(6)	
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	(966)	887	(99)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	37 969	25 656	25 656
Caisse, Banques Centrales (actif & passif)	26 703	21 190	21 190
Comptes et prêts à vue auprès des établissements de crédit	11 266	4 466	4 466
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	35 145	37 969	35 548
Caisse, Banques Centrales (actif & passif)	41 886	26 703	27 911
Comptes et prêts à vue auprès des établissements de crédit	(6 741)	11 266	7 636
Variation de la trésorerie nette	(2 824)	12 312	9 891

- (*) Données retraitées des effets de l'application anticipée au 1^{er} janvier 2016 des dispositions de la norme IFRS9 « Instruments financiers » sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat. Les impacts sont les suivants : +42 millions d'euros sur le Résultat avant impôts (vs 969 millions d'euros publié au 30 juin 2016) et -42 millions d'euros sur les Autres mouvements (vs - 11 370 millions d'euros publié au 30 juin 2016).
- (1) Les flux liés aux actifs financiers et aux participations comprennent notamment :
- les flux liés aux actifs détenus jusqu'à l'échéance pour + 153 millions d'euros ;
 - les flux liés aux titres de participation consolidés pour +53 millions d'euros correspondant à l'achat de 51% de S-Money (- 20 millions d'euros), 79% de Payplug (- 21 millions d'euros), l'acquisition complémentaire de 13,67% d'Ossiam (- 4 millions d'euros), la cession d'Ellisphère (+55 millions d'euros), d'IJCOF Corporate (+9 millions d'euros) et d'IDFC (+35 millions d'euros), l'exercice d'une partie du put sur Euro Private Equity (- 1 million d'euros) ;
 - les flux liés aux titres de participation non consolidés pour - 77 millions d'euros.
- (2) Les flux provenant ou à destination des actionnaires comprennent les dividendes versés à BPCE à hauteur de - 779 millions d'euros et ceux versés au hors groupe – 391 millions d'euros.
- (3) Les flux provenant des activités de financement se décomposent notamment de la manière suivante :
- arrivée à échéance le 20 janvier 2017 d'un EMTN émis en 2006 pour - 500 millions d'euros ;
 - intérêts payés sur les titres subordonnés pour – 69 millions d'euros ;
 - rémunération des titres supersubordonnés inscrits en capitaux propres pour - 47 millions d'euros.

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES**1.1 Normes applicables**

Les comptes consolidés semestriels de Natixis au 30 juin 2017 comprennent un jeu d'états financiers résumés établis et présentés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces états résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2016 publiés dans le document de référence 2016 déposé auprès de l'Autorité des Marchés financiers (AMF) le 21 mars 2017. Ils sont composés :

- du bilan ;
- du compte de résultat ;
- de l'état du résultat net et des autres éléments du résultat global ;
- du tableau de variation des capitaux propres ;
- du tableau des flux de trésorerie nette ;
- et d'une sélection de notes annexes.

Ils sont présentés avec un comparatif au 31 décembre 2016 et/ou au 30 juin 2016.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels de Natixis au 30 juin 2017 sont identiques à ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2016 établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et détaillés dans la note 1 « Normes comptables appliquées » des comptes consolidés et annexes de l'exercice 2016 (présentés au chapitre 5.1 « Eléments financiers - comptes consolidés et annexes » du document de référence 2016).

Natixis n'a pas appliqué par anticipation les textes suivants adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2017 mais non encore entrés en vigueur à cette date :

- La nouvelle norme IFRS 15 « Comptabilisation du chiffre d'affaires » adoptée par la Commission européenne le 22 septembre 2016 et applicable à compter du 1^{er} janvier 2018 suivant des modalités de transition spécifiques. Elle remplacera les normes et interprétations actuelles relatives à la comptabilisation des produits.
Selon IFRS 15, la comptabilisation du produit des activités ordinaires doit refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services.
La norme IFRS 15 s'applique aux contrats qu'une entité conclut avec ses clients à l'exception, notamment des contrats de location (couverts par la norme IAS 17), des contrats d'assurance (couverts par la norme IFRS 4), des instruments financiers (couverts par la norme IFRS 9). Si des dispositions spécifiques, en matière de revenus ou de coûts des contrats, sont prévues dans une autre norme, celles-ci s'appliquent en premier lieu. A défaut, les dispositions de la norme IFRS 15 sont à appliquer.
Les travaux d'analyse d'impacts de l'application de cette nouvelle norme sont engagés par Natixis depuis le deuxième semestre 2016 et seront finalisés au cours de l'exercice 2017.
- La nouvelle norme IFRS 9 « Instruments financiers » adoptée par la Commission européenne le 22 novembre 2016 et applicable de façon rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2018, à l'exception des dispositions relatives aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat, pour lesquelles Natixis a mis en œuvre l'option offerte par la norme permettant de les appliquer par anticipation dans les comptes consolidés de Natixis dès le 31 décembre 2016.

Cette nouvelle norme introduit :

- Pour les actifs financiers, un nouveau modèle de classification fondé sur la nature de l'instrument (instrument de dette ou instrument de capitaux propres) :
 - Pour les instruments de dette, la norme revoit la séparation Coût amorti / Juste valeur, en se fondant sur le modèle de gestion des actifs et les caractéristiques des flux contractuels. Le modèle de gestion dépend de la manière dont Natixis gère ses actifs financiers afin de générer des flux de trésorerie et créer de la valeur. Seuls les instruments dits « basiques », dont les conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, aux seuls flux de remboursement de principal et de versement d'intérêts sur le principal restant dû, sont éligibles à la catégorie coût amorti (s'ils sont gérés dans un modèle de collecte) ou juste valeur par contrepartie des autres éléments du résultat global (s'ils sont gérés dans un modèle de collecte et vente) ;
 - Pour les instruments de capitaux propres, la juste valeur par résultat devient le classement par défaut. Un classement en juste valeur par capitaux propres reste possible sur option et sous certaines conditions ;
- Un modèle unique de dépréciation, prospectif, fondé non plus sur les pertes de crédit avérées, mais sur les pertes de crédit attendues calculées sur l'ensemble des portefeuilles comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par contrepartie des autres éléments du résultat global (recyclables), ainsi que sur les créances de location-financement au titre d'IAS 17 et sur les actifs sur contrats au titre d'IFRS 15. Ce modèle unique de dépréciation s'appliquera également au provisionnement des engagements de financement situés en dehors du champ d'application de la présente norme (pour leur évaluation) et au provisionnement des engagements de garantie financière.
Dans le nouveau dispositif, il ne sera plus nécessaire d'identifier un évènement de défaut pour constater une dépréciation. D'une façon générale, la norme IFRS 9 impose de constater, à l'initiation, les pertes attendues à un an, puis dans un second temps, si le risque de contrepartie s'est détérioré de façon significative depuis l'origine, les pertes attendues à maturité. Dans un troisième temps, si la qualité du crédit se dégrade au point que la recouvrabilité de la créance est menacée, les pertes attendues à maturité doivent être provisionnées, à l'identique de ce que prescrit la norme IAS 39 pour la dépréciation sur base individuelle des créances en défaut ;
- Un modèle de comptabilité de couverture modifié, plus en adéquation avec les activités de gestion des risques.

Compte tenu de l'importance des changements apportés par la norme IFRS 9, Natixis conduit des travaux de mise en œuvre dans le cadre d'une organisation de projet faisant intervenir l'ensemble des métiers et fonctions supports concernés.

Entamés dès le premier semestre 2015, les travaux d'analyse, de conception et de développement informatique se sont poursuivis au cours de l'exercice 2016 et du 1^{er} semestre 2017. Le second semestre 2017 sera consacré principalement aux recettes, à la finalisation des travaux de calibrage des modèles, à l'achèvement de la documentation et à l'adaptation des processus imposés par la mise en œuvre de cette nouvelle norme dans le cadre de la conduite du changement.

Sur la base des travaux menés jusqu'alors sur le volet Classification et Evaluation, il ressort à ce stade que l'essentiel des actifs financiers qui étaient comptabilisés au coût amorti sous IAS 39 continueraient à remplir les conditions pour une comptabilisation au coût amorti sous IFRS 9 et de même, que l'essentiel des actifs financiers qui étaient classés parmi les actifs disponibles à la vente ou parmi les actifs à la juste valeur par résultat sous IAS 39 continueraient à être évalués à la juste valeur par capitaux propres ou résultat sous IFRS 9.

Les reclassements identifiés, compte tenu des travaux menés à ce stade sont les suivants :

- Pour les portefeuilles de financement :
 - Les opérations de pension classées en juste valeur sur option selon IAS 39 au titre d'une gestion globale à la juste valeur et relevant d'un modèle de gestion de transaction seraient comptabilisés dans les « Actifs à la juste valeur par résultat » ;
 - Les opérations de pension classées en prêts et créances selon IAS 39 et relevant d'un modèle de gestion de trading selon IFRS 9 seraient classées parmi les « Actifs à la juste valeur par résultat ».

Les financements et créances de location resteraient, dans leur très grande majorité, classés et valorisés au coût amorti. Concernant ces financements, Natixis détient un portefeuille de prêts à taux fixe intégrant une clause de remboursement symétrique : Le board de l'IASB a été saisi en décembre 2016 de questions concernant l'interprétation de ces clauses et l'évaluation du caractère basique des instruments auxquels elles sont attachées. Un projet d'amendement de la norme a été publié en avril 2017 et d'ici la fin de l'exercice 2017, une décision devrait être rendue quant à la possibilité de considérer ces instruments comme basiques et partant, de les comptabiliser au coût amorti dès lors qu'ils sont détenus dans un modèle de collecte sous IFRS 9.

- Pour les portefeuilles de titres, les reclassements devraient concerner principalement :
 - Les titres de dette détenus dans le cadre de la réserve de liquidité comptabilisés sous IAS 39 en actifs disponibles à la vente et qui, étant gérés dans le cadre d'un modèle économique de collecte et vente seraient reclassés parmi les actifs à la juste valeur par OCI recyclables ;
 - Les parts d'OPCVM ou de FCPR, à l'exception de ceux du métier de l'assurance, qualifiées d'instruments de capitaux propres sous IAS 39 et classées dans les catégories des « Actifs disponibles à la vente » ou « Actifs financiers à la juste valeur sur option » analysées sous IFRS 9 comme des instruments de dettes ayant des caractéristiques non basiques et en conséquence, qui seraient comptabilisés dans les « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » ;
 - Les titres de participation comptabilisés parmi les actifs disponibles à la vente sous IAS 39, qui comme la norme IFRS 9 le permet seraient, sur option individualisée, soit enregistrés dans les « Actifs à la juste valeur par résultat », soit dans les « Actifs à la juste valeur par OCI » (non recyclables y compris en cas de cession et recyclables pour les dividendes) ;
 - Les parts de titrisation détenues dans le cadre des activités de GSCS (Global Structured Credit and solutions) aujourd'hui comptabilisées en « Prêts et créances » qui ne réuniraient pas les caractéristiques d'un instrument basique et qui devraient être enregistrées parmi les actifs à la juste valeur par résultat.

Les reclassements entre catégories d'actifs financiers au coût amorti et d'actifs financiers à la juste valeur ont un impact net sur les capitaux propres consolidés de Natixis en raison de la différence de méthode d'évaluation de ces actifs. Néanmoins, ces reclassements étant peu nombreux ou affectant des actifs dont la juste valeur ne diffère pas significativement de la valeur au coût, il n'est pas attendu de ces reclassements d'impact significatif, en montant, dans les capitaux propres d'ouverture de Natixis au 1^{er} janvier 2018.

Concernant la déclinaison des nouvelles dispositions en matière de dépréciation :

- Natixis s'appuiera pour le calcul des dépréciations sur les modèles de calcul des exigences réglementaires en fonds propres et sur les modèles de projections utilisés dans le cadre des stress tests réglementaires. Des ajustements spécifiques seront réalisés pour prendre en compte la maturité des encours, les conditions courantes et les projections économiques et financières attendues. Les mesures pourront donc, dans certains cas, être significativement différentes des mesures utilisées dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres, compte tenu des marges de prudence intégrées dans ces dernières et de leur caractère « à travers le cycle ».

Les modèles qui seront mis en œuvre pour le calcul des dépréciations sont élaborés de manière centralisée afin d'assurer une cohérence des méthodes au sein de Natixis et plus largement du Groupe BPCE, selon la nature des actifs.

- La mesure de la dégradation significative sera opérée au travers de la combinaison d'indicateurs issus, pour la plupart, du dispositif actuel de suivi du risque et adaptés aux caractéristiques des portefeuilles. Parmi ces critères figurent notamment : la note de la contrepartie (interne ou externe quand cette dernière n'existe pas), l'impayé non technique, le statut de la contrepartie en Watch List (intégrant le statut « forbearance »), la note interne du secteur ou du pays d'appartenance de la contrepartie.

Les simulations d'impact chiffrées effectuées à ce jour comportent encore à ce stade des options simplificatrices qui ne permettent raisonnablement pas de considérer que l'estimation revêt un caractère suffisamment fiable pour être publiée.

S'agissant de la comptabilité de couverture :

Natixis, à l'instar du Groupe BPCE, a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions relatives à la comptabilité de couverture et de rester intégralement sous IAS 39 pour la comptabilité des opérations de couverture. Compte-tenu du volume limité des reclassements opérés à l'actif, l'essentiel des opérations documentées en comptabilité de couverture sous IAS 39 resteront documentées de la même façon en couverture à partir du 1^{er} janvier 2018.

Par ailleurs, les informations en annexes respecteront les dispositions de la norme IFRS 7 amendée par IFRS 9.

En application de l'option ouverte par les dispositions de la norme IFRS 9, Natixis ne prévoit pas de communiquer une information comparative pour ses états financiers.

S'agissant de l'application de la norme IFRS 9 aux activités d'assurance :

Le 29 juin 2017, l'ARC (Accounting Regulatory Committee) s'est prononcé en faveur de l'adoption de l'amendement à la norme IFRS 4 portant sur l'application conjointe de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » avec la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance » avec des dispositions spécifiques pour les conglomérats financiers. Le règlement européen permettra ainsi aux conglomérats financiers européens d'opter pour le report d'application de la norme IFRS 9 pour leur secteur d'assurance jusqu'au 1^{er} janvier 2021 sous conditions :

- de ne pas transférer d'instruments financiers entre le secteur de l'assurance et les autres secteurs du conglomérat (à l'exception des instruments à la juste valeur par le résultat et des instruments financiers émis par une entité du secteur de l'assurance) ;
- d'apporter des informations complémentaires spécifiques en note annexes.

Natixis étant un conglomérat financier prévoit d'appliquer cette disposition pour ses entités d'assurance qui demeureront suivies sous IAS 39. Les entités concernées par cette mesure sont principalement CEGC, les filiales d'assurances de COFACE, Natixis Assurances, BPCE vie et ses fonds consolidés, Natixis Life, ADIR, BPCE prévoyance, BPCE Assurances et BPCE IARD.

- La norme IFRS 16 « Locations » remplacera la norme IAS 17 « Contrats de location » et les interprétations relatives à la comptabilisation de ces contrats. Elle sera applicable au 1^{er} janvier 2019 de façon rétrospective suivant des modalités de transition spécifiques, sous réserve de son adoption par la Commission européenne.

Selon la norme IFRS 16, la définition des contrats de location implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif.

Du point de vue du bailleur, l'impact attendu devrait être limité, les dispositions retenues restant substantiellement inchangées par rapport à l'actuelle norme IAS 17.

Pour le preneur, la norme imposera la comptabilisation au bilan de tous les contrats de location sous forme d'un droit d'utilisation sur l'actif loué, enregistré dans les immobilisations et au passif la comptabilisation d'une dette financière au titre des loyers et des autres paiements à effectuer pendant la durée de la location. Le droit d'utilisation sera amorti linéairement et la dette financière actuariellement sur la durée du contrat de location. La charge d'intérêt relative à la dette financière et la charge d'amortissement du droit d'utilisation seront portées distinctement au compte de résultat. A contrario, selon l'actuelle norme IAS 17, les contrats dits de location simple ou opérationnelle ne donnent pas lieu à un enregistrement au bilan et seuls les loyers afférents sont enregistrés en résultat.

L'estimation du montant des droits d'utilisation à comptabiliser au bilan est en cours d'évaluation. Natixis s'attend à ce que cet impact soit significatif au bilan sur le poste immobilisations et sur les postes de passifs financiers.

1.2 Faits marquants de la période

Au cours du 1^{er} trimestre 2017, Natixis a acquis une participation majoritaire de 51% auprès de BPCE de l'entité S-Money et sa filiale Lakooz, toutes deux spécialisées dans les nouveaux moyens de paiement en ligne.

L'acquisition de S Money et Lakooz étant réalisée entre entités sous contrôle commun, les actifs et passifs des entités acquises ont été repris à leur valeur comptable dans les comptes consolidés de Natixis et l'écart entre le prix payé et la quote-part de Natixis dans la valeur comptable des actifs et passifs de l'entité acquise est comptabilisé en diminution des capitaux propres pour un montant de 19,8 millions d'euros.

L'écart d'acquisition antérieur qui pré-existait dans les comptes consolidés de BPCE et qui aurait été constaté au titre de l'entrée dans le Groupe BPCE de Lakooz a été repris dans les comptes de Natixis pour la valeur qu'il présentait dans ceux de BPCE, soit 11,9 millions d'euros.

Natixis, exerce le contrôle sur ces deux entités suivant IFRS 10 et consolide ces entités par intégration globale.

Au 30 juin 2017, Natixis a finalisé l'acquisition de la société PayPlug, Fintech spécialisée dans le paiement en ligne pour les PME et les TPE.

A la suite de l'augmentation de capital réalisée immédiatement après l'acquisition, Natixis détient 79% du capital de PayPlug au 30 juin 2017.

Le management reste actionnaire aux côtés de Natixis et bénéficie d'options de sortie qui, si elles étaient exercées, permettraient à Natixis d'acquiescer le cas échéant, l'intégralité du capital. Ces promesses croisées d'achat et de vente d'actions ont fait l'objet d'une constatation de puts sur minoritaires pour un montant de 5,8 millions d'euros.

Natixis, exerce le contrôle sur cette entité suivant IFRS 10 et consolide cette entité par intégration globale.

Cette opération a généré un écart d'acquisition calculé selon la méthode du goodwill partiel qui s'établit à 14,3 millions d'euros au 30 juin 2017.

S'agissant des activités de Corporate Date Solution, Natixis a procédé, au cours de la période, à la cession de l'entité Elliphèse et de sa filiale IJCOF Corporate. Ces entités étaient, depuis 2016, traitées sous IFRS 5 en raison des négociations engagées en vue de leur cession. La vente complète de ces entités à l'extérieur de Natixis a dégagé une plus-value (hors effet d'impôt) de 21,5 millions d'euros. A la suite de ces cessions, le pôle Corporate Date Solution ne détient plus d'actifs, sa holding Natixis HCP a été absorbée (TUP) par Natixis au mois de juin 2017. Cette dernière opération est sans impact dans les comptes consolidés, s'agissant d'une restructuration interne à Natixis.

Le 26 juin 2017, Natixis a annoncé la signature d'un accord portant sur l'acquisition de 50,04% du capital de Dalenys (représentant 58% des droits de vote) auprès de la société Saint-Georges Finance et de Jean-Baptiste Descroix-Vernier.

La réalisation de cette opération est toutefois soumise à des conditions suspensives et notamment à l'obtention des autorisations réglementaires. Compte tenu de ces éléments, l'opération n'emporte pas de conséquence dans les comptes de Natixis au 30 juin 2017.

1.3 Recours à des estimations

La préparation des états financiers de Natixis exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations sur la base des informations disponibles susceptibles de faire appel au jugement d'experts. Ces sources d'incertitude peuvent affecter la détermination des produits et charges du compte de résultat, l'évaluation des actifs, passifs du bilan et/ou certains éléments d'informations présentés dans les notes annexes. Dans ce contexte, les résultats futurs de certaines opérations pourraient s'avérer significativement différents des estimations retenues pour l'arrêté des comptes au 30 juin 2017.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur

La détermination de la juste valeur des instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques d'évaluation. Les valorisations issues de ces modèles sont ajustées pour tenir compte en fonction des instruments concernés et des risques associés, du cours acheteur et vendeur de la position nette, des risques de modèles, des hypothèses de coût de financement des flux futurs de trésorerie des dérivés non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés, des risques de contrepartie et de paramètres. Les justes valeurs ainsi comptabilisées peuvent diverger des prix auxquels ces opérations seraient négociées en cas de cession effective sur le marché.

Les modèles de valorisation qui ont été utilisés pour l'évaluation d'instruments financiers non liquides ou devenus non liquides du fait de la crise financière sont présentés en note 1.4.

- Dépréciations des prêts et créances

Natixis apprécie en date d'arrêté s'il existe une indication objective de dépréciation des prêts et créances sur base individuelle ou sur base collective par famille de risques. Pour la détection des indices de dépréciation, Natixis analyse l'évolution d'un certain nombre de critères objectifs mais se fonde également sur le jugement de ses experts. De même, Natixis peut avoir recours à son jugement d'expert pour positionner dans le temps les flux futurs de recouvrement (quand il s'agit de calculer le montant des dépréciations individuelles), ou pour ajuster le montant de pertes attendues issu du dispositif Bâlois sur lequel se fonde le montant des dépréciations sur base de portefeuilles.

- Evaluation des instruments de capitaux propres non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente »

Les instruments de capitaux propres non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente » sont

constitués essentiellement des titres de participation non consolidés. La juste valeur des titres de participation non cotés peut être obtenue notamment par application des méthodes de valorisation (du type multiple) ou DCF (actualisation des flux de trésorerie futurs). L'utilisation de ces méthodes conduit à faire au préalable certains choix et à retenir des hypothèses (notamment en matière de projections de flux futurs attendus et de taux d'actualisation).

- **Evaluation des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT)**

Chaque écart d'acquisition est affecté à une UGT de façon à pouvoir être testé. Des tests de dépréciation durable sont réalisés à chaque fois qu'un indicateur objectif de dépréciation met en exergue l'existence d'un tel risque et en tout état de cause au minimum une fois par an. Les tests réalisés par Natixis consistent à comparer la valeur comptable de l'UGT (valeur comprenant l'écart d'acquisition) et sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité, elle est déterminée en appliquant la méthode d'actualisation des cash flows libres annuels à l'infini (hors UGT de Capital Investissement). Pour l'UGT Coface, la valeur d'utilité est complétée par d'autres approches s'appuyant sur des données de marché.

La détermination de la valeur d'utilité repose principalement sur l'actualisation des flux futurs des UGT. La mise en oeuvre de cette méthode conduit donc à :

- estimer les flux de trésorerie futurs. Pour cette estimation, Natixis s'est fondée sur les prévisions des plans à moyen terme des métiers ;
- projeter à l'infini les flux de la dernière année sur la base d'un taux représentatif de la croissance annuelle attendue ;
- actualiser les flux sur la base d'un taux différencié par UGT.

Compte tenu de l'absence d'indicateur de dépréciation au 30 juin 2017, aucun test de dépréciation n'a été réalisé, à l'exception de l'UGT Coface.

Concernant l'UGT Coface, compte tenu de la forte sensibilité de sa valorisation aux paramètres (cours spot, cours cible de brokers, multiples) , ces derniers ont été mis à jour. Il en est résulté une appréciation de la valorisation de l'entité et aucune dépréciation complémentaire de l'écart d'acquisition n'a donc été constatée.

- **Juste valeur des prêts et créances comptabilisés au coût amorti (hors prêts reclassés dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7)**

La juste valeur des prêts pour lesquels il n'existe pas de cotation est déterminée suivant la technique de l'actualisation des flux futurs. Le taux d'actualisation est fondé sur l'observation des taux pratiqués par l'établissement au cours de l'exercice pour des ensembles de prêts présentant des caractéristiques de risques similaires. Le regroupement des prêts par ensembles homogènes de risques a été opéré à partir d'études statistiques permettant d'identifier les critères ayant une incidence sur le niveau des « spreads ». Natixis a également fait appel au jugement d'expert pour parfaire cette segmentation.

- **Passifs sociaux**

Natixis recourt à des actuaires indépendants pour le calcul de ses principaux engagements sociaux. Ces engagements sont déterminés au moyen d'hypothèses tel que le taux de croissance de salaires, les taux d'actualisation et les taux de rendement des actifs du régime. Ces taux d'actualisation et de rendement reposent sur les valeurs de taux de marché observés à la fin de chaque période de calcul (ex : courbe de taux des obligations Corporates AA pour le taux d'actualisation). Appliqués à des engagements long terme, ces taux induisent sur la valorisation un facteur d'incertitude.

- Passifs relatifs aux contrats d'assurance

Les provisions techniques des contrats d'assurance sont déterminées à partir d'hypothèses et d'estimations, pouvant entraîner des ajustements des montants comptabilisés au cours de la période suivante :

- En prévoyance, les provisions pour sinistres reposent principalement sur la modélisation de la sinistralité observée ;
- En assurance vie, les provisions techniques sont calculées à partir d'hypothèses conjoncturelles, financières, de tables d'expérience (mortalité, morbidité) et de lois comportementales (comportement des assurés en matière de rachats) ;
- En assurance non-vie, les provisions techniques sont constituées par les provisions pour primes non acquises (fraction, calculée prorata temporis, des primes émises au cours de l'exercice qui se rapporte à une période postérieure à la date d'inventaire) et les provisions pour sinistres à payer correspondant aux sinistres, connus et inconnus, survenus mais non encore réglés à la clôture de l'exercice ;
- En assurance-crédit, les provisions pour sinistres comprennent une estimation du coût de l'ensemble des sinistres déclarés et non réglés à la clôture de la période. Ce montant de sinistres à payer est complété par une provision pour sinistres inconnus calculée sur une base statistique correspondant à l'estimation du montant final de sinistres qui sera réglé après extinction du risque et toute action de recouvrement. Les provisions de recours qui représentent les estimations des récupérations attendues, sont calculées en appliquant à l'ensemble des exercices de souscription non encore liquidés un taux ultime de récupération.

- Participation aux bénéfices différée

Le taux de participation à retenir pour le calcul de la participation aux bénéfices différée est déterminé à partir des taux de distribution prévisionnels sur la durée du Plan à Moyen Terme et en cohérence avec le taux de distribution effectif du dernier exercice.

En situation de participation aux bénéfices différée active, un test de recouvrabilité est mené afin de vérifier que les besoins de liquidité survenant dans un environnement économique défavorable n'imposent pas de vendre des actifs en situation de moins-value latente. Ce test de recouvrabilité repose sur des projections de flux de trésorerie s'appuyant sur différentes hypothèses économiques de collecte et de rachats historiques.

L'application du mécanisme de comptabilité reflet a conduit à reconnaître une participation aux bénéfices différée passive au 30 juin 2017; aucun test de recouvrabilité n'a donc été réalisé.

- Impôts différés

Natixis comptabilise un actif net d'impôt différé correspondant à sa capacité à générer des bénéfices imposables sur un horizon déterminé (10 ans au maximum) alors même que les reports déficitaires sont imputables sur des durées bien supérieures (20 ans aux États-Unis) ou sans limitation de durée en France ou en Grande-Bretagne.

A cette fin, Natixis établit des business plans fiscaux glissants à partir du dernier arrêté fiscal et extrapolé sur la base d'hypothèses de croissance retenues dans les plans à moyen terme des métiers.

Des ajustements relatifs aux régimes fiscaux spéciaux sont effectués.

- Autres provisions

Les provisions enregistrées au passif du bilan consolidé, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux et aux contrats d'assurance, concernent principalement les provisions pour litiges, restructuration, amendes et pénalités.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources, représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Pour la détermination de ce montant, Natixis est amenée à évaluer la probabilité de réalisation du risque. Il y a actualisation des flux dès lors que celle-ci présente un caractère significatif.

1.4 Evaluation de la juste valeur

• Principes généraux

La juste valeur d'un instrument (actif ou passif) est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est donc basée sur le prix de sortie (notion d'exit price).

A l'initiation, la juste valeur correspond normalement au prix de transaction et donc au prix payé pour acquérir l'actif ou reçu pour assumer le passif.

Lors des évaluations ultérieures, la juste valeur des actifs et passifs doit être estimée et déterminée en ayant recours en priorité à des données de marché observables, tout en s'assurant que l'ensemble des paramètres qui composent cette juste valeur est convergent avec le prix que les « intervenants de marché » utiliseraient lors d'une transaction.

Cette juste valeur se compose d'un prix milieu de marché et d'ajustements additionnels de valorisation déterminés en fonction des instruments concernés et des risques associés.

Le prix milieu de marché est obtenu à partir :

- de prix cotés lorsque l'instrument est coté sur un marché actif. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si les cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles qui interviennent régulièrement sur le marché principal, ou à défaut le marché le plus avantageux, dans des conditions de concurrence normale ;
- d'une valeur déterminée à partir de techniques de valorisation en l'absence de cotation sur un marché actif. Les techniques d'évaluation utilisées doivent maximiser l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et minimiser celle de données d'entrée non observables. Elles peuvent utiliser des données observables issues de transactions récentes, des justes valeurs d'instruments similaires, des modèles d'actualisation de flux ou de valorisation d'options, des modèles propriétaires dans le cas d'instruments complexes ou bien des données non observables lorsque celles-ci résultent d'hypothèses ne reposant ni sur des prix de transaction, ni sur des données de marché.

Les ajustements additionnels de valorisation intègrent des facteurs liés à des incertitudes de valorisation, tel que des risques de marché, de crédit et de liquidité afin de prendre en compte notamment les coûts induits par une opération de sortie sur le marché principal. De même, un ajustement (« Funding Valuation Adjustment – FVA ») visant à prendre en compte à travers des hypothèses, les coûts liés au

financement des flux futurs de trésorerie des dérivés non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés est également pris en compte.

Les principaux ajustements additionnels de valorisation sont présentés ci-après :

Ajustement bid/ask (cours acheteur / cours vendeur) – Risque de liquidité :

Cet ajustement représente l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur correspondant au coût de sortie. Il reflète le coût demandé par un intervenant de marché au titre du risque à acquérir une position ou à devoir la céder à un prix proposé par un autre intervenant de marché.

Ajustement pour incertitude de modèle :

Cet ajustement permet de prendre en compte les imperfections des techniques de valorisation utilisées et en particulier, les facteurs de risques non considérés, alors même que des paramètres de marché observables sont disponibles. C'est le cas lorsque les risques inhérents aux instruments diffèrent de ceux portés par les paramètres observables utilisés pour les valoriser.

Ajustement pour incertitude sur les paramètres :

L'observation de certains prix ou de paramètres utilisés par les techniques de valorisation peut être difficile ou le prix ou paramètre peuvent ne pas être disponibles de façon suffisamment régulière pour déterminer le prix de sortie. Dans ces circonstances, un ajustement peut être nécessaire pour refléter la probabilité que les intervenants de marché adopteraient des valeurs différentes pour ces mêmes paramètres dans l'évaluation de la juste valeur de l'instrument financier considéré.

Ajustement de valeur pour risque de contrepartie (Credit Valuation Adjustment – CVA) :

Cet ajustement s'applique aux évaluations qui ne tiennent pas compte de la qualité de crédit de la contrepartie. Il correspond à l'espérance de perte liée au risque de défaut d'une contrepartie et vise à prendre en compte le fait que Natixis puisse ne pas recouvrer la totalité de la valeur de marché des transactions.

La méthodologie de détermination du CVA repose essentiellement sur le recours aux paramètres de marché en lien avec les pratiques des opérateurs de marché pour l'ensemble des segments de contreparties faisant l'objet de ce calcul. En l'absence de paramètres de marché liquides, des proxies par type de contrepartie, notation, géographie sont utilisés.

Ajustement de valeur pour risque de crédit propre (Debit Valuation Adjustment – DVA) et ajustement du coût de financement (FVA) :

L'ajustement DVA est le symétrique du CVA et représente l'espérance de perte du point de vue de la contrepartie sur les valorisations passives des instruments financiers. Il reflète l'effet de la qualité de crédit de Natixis sur la valorisation de ces instruments. Cet ajustement est établi à partir de l'observation des spreads de crédit d'un échantillon d'établissements comparables, compte tenu du niveau de liquidité du spread de CDS de Natixis au cours de la période. L'ajustement DVA est établi après prise en compte de l'ajustement du coût de financement (FVA).

La détermination du caractère actif ou non d'un marché s'appuie notamment sur les critères suivants :

- niveau d'activité du marché et évolution (dont niveau d'activité sur le marché primaire) ;
- ancienneté des prix provenant de transactions observées ;
- raréfaction des prix restitués par une société de service ;
- fort écartement des cours acheteurs-vendeurs (bid/ask) ;
- importante variation des prix dans le temps ou entre les intervenants au marché.

Dispositif de contrôle

La détermination de la juste valeur est soumise à un dispositif de contrôle visant à vérifier que les justes valeurs sont déterminées ou validées par une fonction indépendante.

Les justes valeurs déterminées par référence à des cotations externes ou des paramètres de marché font l'objet d'une validation par un service indépendant (le service de contrôle des données de marchés). Un contrôle de second niveau est opéré par la direction des Risques.

Sur les marchés moins liquides, d'autres informations de marché sont utilisées pour valider la juste valeur des instruments en privilégiant les données observables.

Les facteurs qui sont pris en compte sont notamment les suivants :

- l'origine de la source externe (cotation sur pages, services de contribution..);
- l'homogénéité entre des sources différentes ;
- la périodicité d'alimentation des données ;
- le caractère représentatif du paramètre au regard de transactions de marché récentes.

Pour les justes valeurs déterminées à partir de modèles d'évaluation, le dispositif de contrôle comprend la validation de manière indépendante de la construction des modèles et des paramètres intégrant ces modèles.

Cette validation est réalisée sous la responsabilité de la direction des Risques.

Elle consiste à vérifier la cohérence et la pertinence du modèle par rapport à la fonction qu'il doit remplir (fixation des prix, évaluation, couverture, mesure et contrôle des risques) et au produit auquel il s'applique, à partir de :

- l'approche théorique : les fondements financiers et mathématiques du modèle ;
- l'application du modèle : les « pricers » retenus pour la production des risques et résultats ;
- la stabilité du modèle sous stress des paramètres ;
- l'étude de la stabilité et de la convergence des méthodes numériques employées ;
- la ré-implémentation indépendante du modèle dans le cadre de la validation algorithmique ;
- l'analyse comparative de la calibration des paramètres de modèle ;
- l'étude du risque de modèle via notamment l'analyse comparative du modèle avec d'autres modèles de valorisation, afin de s'assurer de l'adéquation du modèle et du payoff ;
- la mise en place d'ajustement au titre du risque de modèle pour prendre en compte les insuffisances éventuelles du modèle ou de sa calibration ;
- l'intégration du modèle dans les systèmes d'information.

Par ailleurs, les modalités de détermination de la juste valeur font l'objet d'un suivi au travers de plusieurs instances réunissant la Direction des risques, la Direction financière, le service de contrôle des données de marché et des valorisations tels que le Comité d'observabilité et de paramètres, le Comité de valorisation, le Comité des réfections, le Comité de validation de modèles.

• Niveaux de juste valeur

Pour les besoins de l'information financière, la norme IFRS 13 requiert que la juste valeur des instruments financiers et non financiers soit ventilée selon les trois niveaux de juste valeur ci-dessous :

a) Niveau 1 : Évaluation utilisant des cotations de marché sur marché liquide

Il s'agit d'instruments dont la juste valeur est déterminée à partir de cotations sur des marchés actifs directement utilisables.

Le niveau 1 comprend principalement les titres cotés sur une bourse ou échangés en continu sur d'autres marchés actifs, les dérivés négociés sur des marchés organisés (futures, options...) dont la liquidité peut être démontrée et les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative est calculée et communiquée quotidiennement.

b) Niveau 2 : Évaluation utilisant des données de marché observables

Ce niveau de juste valeur regroupe les instruments autres que les instruments mentionnés en niveau 1 de juste valeur et les instruments évalués à partir d'une technique de valorisation utilisant des paramètres observables soit directement (prix), soit indirectement (dérivé de prix) jusqu'à la maturité de l'instrument. Il s'agit principalement :

Des instruments simples :

La plupart des dérivés négociés de gré à gré, swaps, dérivés de crédit, accords de taux futurs, caps, floors et options simples, sont traités sur des marchés actifs, c'est-à-dire sur des marchés liquides sur lesquels des transactions sont régulièrement opérées.

Leur valorisation résulte de l'utilisation de modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation) et faisant intervenir des paramètres directement observables.

Pour ces instruments, le caractère répandu du modèle utilisé et le caractère observable des paramètres ont été documentés.

Figurent également en niveau 2 :

- les titres moins liquides que ceux classés en niveau 1 dont la juste valeur est déterminée à partir de prix externes proposés par un nombre raisonnable de teneurs de marché actifs et qui sont régulièrement observables sans qu'ils soient pour autant nécessairement directement exécutables (prix issus notamment des bases de contribution et de consensus) ; à défaut du respect de ces critères, les titres sont classés en niveau 3 de juste valeur ;
- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée sur la base de données de marché observables. Ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables, ou méthode de multiples issue de techniques utilisées couramment par les acteurs du marché ;
- les titres souverains grecs dont la juste valeur est classée en niveau 2 compte tenu de l'écartement des fourchettes bid/ask concernant les prix de marché ;
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;
- les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option. La valorisation de la composante « risque de crédit émetteur » repose sur la méthode d'actualisation des « cash-flows » futurs utilisant des paramètres tels que courbe des taux, « spreads » de réévaluation. Cette valorisation correspond, pour chaque émission, au produit de son notional restant dû et sa sensibilité tenant compte de l'existence de calls et par l'écart entre le « spread » de réévaluation (basé sur la courbe cash reoffer BPCE au 30 juin 2017 à l'instar des arrêtés précédents) et le « spread » moyen d'émission. Les variations de spread émetteur sont généralement non significatives pour les émissions de durée initiale inférieure à un an.

Des instruments complexes :

Certains instruments financiers plus complexes et/ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisant des paramètres de marché calibrés à partir de données observables telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options et des données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Les principaux modèles de détermination de la juste valeur de ces instruments sont décrits par nature de produits ci-dessous :

- *Produits Actions* : la valorisation des produits complexes est déterminée à partir :
 - de données de marché ;
 - d'un « payoff », c'est-à-dire de la formule des flux positifs ou négatifs attachés au produit à maturité ;
 - d'un modèle d'évolution du sous-jacent.

Les produits traités peuvent être mono sous-jacent, multi sous-jacents ou hybrides (taux /action par exemple).

Les principaux modèles utilisés pour les produits actions sont les modèles à volatilité locale, volatilité locale combiné au Hull & White 1 facteur (H&W1F), Tskew et Pskew.

Le modèle à volatilité locale repose sur la modélisation de la volatilité en fonction du temps et du

cours du sous-jacent. Sa principale propriété est de prendre en compte la volatilité implicite de l'option par rapport à son prix d'exercice telle qu'elle ressort des évolutions de marché.

Le modèle hybride volatilité locale combiné au H&W1F consiste à coupler le modèle de volatilité locale décrit supra avec un modèle de taux de type Hull & White 1 Facteur dont la description est mentionnée plus bas (cf. produits de taux).

Le modèle Tskew est un modèle de valorisation d'options mono et multi sous-jacents. Son principe est de calibrer les distributions à maturité du ou des sous-jacents sur les prix d'options standards.

Le modèle Pskew est un modèle similaire au modèle Tskew utilisé tout particulièrement pour des produits actions à cliquet simple, tels que les produits cliquets cappés/floorés.

- *Produits de taux* : les produits de taux présentent généralement des caractéristiques propres qui motivent le choix du modèle. Sont pris en compte les facteurs de risque sous-jacents au « payoff » à valoriser.

Les principaux modèles utilisés pour la valorisation et la gestion des produits de taux sont les modèles Hull & White (un facteur, 2 facteurs ou Hull & White un facteur à volatilité stochastique), le modèle Hunt Kennedy et le modèle BGM smile.

Les modèles Hull & White permettent une formulation simple du prix des produits vanilles de taux et peuvent être aisément calibrés. Les produits valorisés avec ces modèles contiennent, en général, une option d'annulation du type bermudéenne (i.e. exerçable à des dates fixées en début de contrat).

Les modèles SBGM et Hunt Kennedy sont utilisés pour valoriser les produits de taux sensibles au smile de volatilité (i.e. évolution implicite de la volatilité par rapport aux prix d'exercice) et à l'auto-corrélation (ou corrélation entre les taux).

- *Produits de Change* : les produits de change présentent généralement des caractéristiques propres qui motivent le choix du modèle.

Les principaux modèles utilisés pour la valorisation et la gestion des produits de change sont les modèles à volatilité locale et stochastique, ainsi que des modèles hybrides couplant une modélisation du sous-jacent change avec deux modèles Hull & White 1 Facteur pour appréhender les facteurs taux.

Pour l'ensemble de ces instruments de niveau 2, le caractère observable des paramètres a pu être démontré et documenté. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est basée sur quatre conditions indissociables :

- les paramètres proviennent de sources externes (notamment par exemple via un contributeur reconnu) ;
- les paramètres sont alimentés périodiquement ;
- les paramètres sont représentatifs de transactions récentes ;
- les caractéristiques des paramètres sont identiques à celles de la transaction. Le cas échéant, un « proxy » peut être utilisé, sous réserve de démontrer et documenter sa pertinence.

La juste valeur des instruments issue de modèles de valorisation est ajustée afin de tenir compte du risque de liquidité (bid-ask), du risque de contrepartie, du risque lié au coût de financement des dérivés non ou imparfaitement collatéralisés, du risque de crédit propre (évaluation des positions dérivés passives), du risque de modèle et de paramètres.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

c) Niveau 3 : Évaluation utilisant des données de marché non observables

Ce niveau, regroupe les instruments valorisés à partir de modèles de valorisation non reconnus et/ou reposant sur des paramètres non observables sur le marché dès lors que ceux-ci sont susceptibles d'affecter significativement la valorisation. Il s'agit principalement :

- des actions non cotées, dont la juste valeur n'a pu être déterminée à partir d'éléments observables ;
- des titres non cotés sur un marché actif relevant du métier de Capital investissement évalués à leur juste valeur selon des modèles couramment utilisés par les acteurs du marché, en conformité avec les normes International Private Equity Valuation (IPEV), mais qui sont sensibles à l'évolution du marché et dont la détermination de la juste valeur fait nécessairement appel à une part de jugement ;
- des titres structurés ou représentatifs de placements privés, détenus par le métier assurance ;
- des instruments hybrides dérivés de taux et de change, ainsi que les dérivés de crédit qui ne sont pas classés en niveau 2 ;
- des instruments faisant l'objet d'une marge au premier jour qui a été différée ;
- des parts d'OPCVM pour lesquelles le fonds n'a pas publié d'actif net récent à la date d'évaluation, ou pour lesquelles il existe une période de « lock-up » ou toute autre contrainte qui nécessite un ajustement significatif des prix de marché disponible (valeur liquidative, NAV etc.) au titre du peu de liquidité observée pour ces titres ;
- des instruments affectés par la crise financière valorisés en juste valeur au bilan, alors qu'il n'existe plus de données de référence observables du fait de l'illiquidité du marché et qui n'ont pas fait l'objet d'un reclassement en « Prêts et créances » dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 octobre 2008 (voir ci-dessous). Lorsque le niveau d'activité d'un marché connaît une baisse significative, un modèle de valorisation reposant sur les seules données pertinentes disponibles, est alors mis en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 février 2007, modifié par l'arrêté du 23 novembre 2011, relatives aux fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et au règlement européen du 26 juin 2013 (CRR) relatives aux exigences du dispositif de Bâle 3, pour chacun des modèles utilisés, une description des simulations de crise appliquées et du dispositif de contrôle ex post (validation de l'exactitude et de la cohérence des modèles internes et des procédures de modélisation) est communiqué dans la partie 3.6 du chapitre III « Risques et adéquation des fonds propres ».

La norme IAS 39 impose que la marge soit comptabilisée en résultat dès l'initiation uniquement dans la mesure où elle est générée par la variation de facteurs que les participants du marché prendraient en compte lors de la fixation d'un prix, c'est-à-dire uniquement si le modèle et les paramètres utilisés pour la valorisation sont observables.

Ainsi, en cas de non reconnaissance du modèle de valorisation par les pratiques de marché, ou de non observabilité d'un des paramètres affectant significativement la valorisation de l'instrument, la marge positive du jour de la négociation ne peut être inscrite immédiatement au compte de résultat. Elle est étalée en résultat, de façon linéaire, sur la durée de vie de l'opération ou jusqu'à la date à laquelle les paramètres deviendront observables. La marge négative du jour de la négociation, quant à elle, est prise en compte immédiatement en compte de résultat.

Au 30 juin 2017, le périmètre des instruments pour lesquels la marge du jour de la négociation a été différée est constitué essentiellement :

- des produits structurés actions & indices multi sous-jacents ;
- de financements synthétiques ;
- d'options sur fonds (multi assets et mutual funds) ;
- de produits structurés de taux ;
- de swaps de titrisation.

Pour ces instruments, le tableau ci-après fournit les principaux paramètres non observables ainsi que les intervalles de valeurs.

Classe d'Instrument	Principaux types de produits composant le niveau 3 au sein de la classe d'instrument	Techniques de valorisation utilisées	Principales données non observables	Intervalles de données non observables au sein des produits de niveau 3 considérés
Instruments dérivés de crédit	CDO, Index tranche	Technique d'estimation des défauts tenant compte des effets de corrélation et d'une modélisation du recouvrement	Courbe de corrélation spécifique du portefeuille sous-jacent du CDO	5% - 95% (a)
	CDS sur des Private Finance Initiative (autres que des CDS sur actifs de titrisation)	Extrapolation à partir des prix sur la base d'hypothèse de recouvrement	Taux de recouvrement	60%-100%
Instruments dérivés de taux d'intérêt	Swaps de Titrisation	Actualisation des flux attendus sur la base d'hypothèses de remboursement anticipé du portefeuille sous-jacent	Taux de Remboursement anticipé	2% - 17%
	Sticky CMS / Volatility Bond	Modèles de valorisation d'options sur taux d'intérêt	Paramètres de retour à la moyenne	[1% ; 5%]
	Callable Spread Option and Corridor Callable Spread Option	Modèle de représentation à plusieurs facteurs de la courbe des taux	Spread mean-reversion	[10% ; 30%]
	Swap Spread Lock et Option sur Spread Lock	Modèle normal bi-varié pour appréhender la valeur temps des options Spread Lock et répliquer pour les CMS et TEC Forwards	Courbe de Spread Lock, Volatilités TEC forward et corrélation TEC-CMS	Spread-Lock : [-36 Bp, +14 BP] Vol tec = [50BP, 70 BP] Correl TEC-CMS = [70%, 95%]
Capital Protected Note	Pay-offs mono crédit, avec capital garanti, indexés sur la base cash-CDS d'émetteurs, intégrant une clause de rappel au pair au gré de Natixis	Modélisation qui prend en input modèle une volatilité de la base cash-cds, re-scalée en volatilité de prix, et ré-imputée dans un modèle Black associé à une méthode numérique permettant d'appréhender l'early exercise.	Volatilité de la base cash-cds	Std : -1.86%; 2.68% Vol en Bp : 227.34 ; 365.12
Pensions et TRS VRAC	TRS et Pensions indexés sur paniers d'actions VRAC	Modélisation synthétique du panier sous-jacent VRAC (avec un repo à estimer) et valorisation actuarielle dans le cas du TRS ou avec un modèle hybride standard Equity/Taux pour l'autocall TRS	Courbe de repo des paniers VRAC	Repo Vrac : -0.9 to +0.46
Instruments dérivés Helvetix	Strip d'options long terme, Strip d'options quantos, Strip d'options digitales, Spread Options et Spread Options digitales	Modèle Black & Scholes Copule gaussienne	Corrélation change/change Volatilité long terme USDCHF & EURCHF	Correl EURCHF : 31.63% ; 43.46% Volatilités Long Terme : 9% - 16% Correl USDCHF : -73.80% ; -86.90% Volatilités Long Terme : 9% - 15%
Instruments dérivés sur fonds	Payoffs as Target Volatility strategy et CPPI sur Mutual Funds	L'approche retenue est un modèle hybride couplant un modèle multi sous-jacent equity de type volatilité locale avec un modèle de taux 1 facteur Heath-Jarrow-Morton (HJM1F)	Données sur les fonds	Correl Fonds - Taux : -25% à 30%
Instruments dérivés hybrides taux / change	PRDC / PRDKO / TARN long-terme	Modèle de valorisation des options hybrides taux de change / taux d'intérêt	Corrélation entre taux de change et taux d'intérêt ainsi que des niveaux de volatilité long-terme	Correl AUDJPY et USDJPY : 15% à 50% Volatilité Long Terme : 9% à 16%
Instruments dérivés hybrides Equity/Taux/Change (FX)	Range Accrual Callable Long (15Y) sur plusieurs classes d'actifs (Equity+Fx+Taux)	Modèle hybride couplant une diffusion Equity, une diffusion FX et une diffusion des taux	Paramètres de Corrélations (Equity-Fx, Equity-Taux, Taux-Fx)	- EQ/FX = [20%, 50%] - EQ/IR = 40% - FX/IR = 30%
Instruments dérivés hybrides Taux/Crédit	Range Accrual Callable Long (15Y) sur Taux et Crédit (événement de défaut)	Modèle hybride couplant une diffusion des taux et une diffusion du crédit	Paramètres de Corrélation Taux-Crédit et Volatilité Crédit	- Correl Taux/Credit : 0% - Vol Credit: Structure par terme ([2Y, 200%], [5Y, 60%], [10Y, 50%])
Instruments dérivés sur actions	Payoffs Multi-sous-jacent de maturité longues	Modèle de valorisation d'options sur volatilité intégrant la corrélation entre les actifs	Paramètres de corrélation	Correl stock/stock : 3.47 à 92.18

(a) L'ensemble des opérations intégrant ce type de données est en parfait back-to-back ; le paramètre de corrélation qui justifie la classification de niveau 3 est donc parfaitement hedgé.

Politique suivie par Natixis concernant les transferts de niveau de juste valeur

Les transferts de niveau de juste valeur sont examinés et validés par des comités ad'hoc associant notamment Finance, Risques et Métiers. Pour ce faire, sont pris en compte différents indicateurs témoignant du caractère actif et liquide des marchés, tels qu'exposés dans les principes généraux.

Pour tout instrument pour lequel ces critères ne seraient plus respectés ou pour lesquels ces critères redeviendraient observés, une étude est menée. Les transferts vers ou en dehors du niveau 3 sont soumis à validation préalable.

Pour rappel, en application de cette procédure, les produits multi-sous-jacents actions dont la maturité résiduelle est comprise entre 4 et 5 ans ont fait l'objet d'un transfert en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur au cours de l'exercice 2016 (cf. note 3.4.1.2).

- Instruments affectés par la crise financière

a) CDS conclus avec des réhausseurs de crédit (monoline et CDPC)

Depuis le 31 décembre 2015, le modèle de valorisation des réfections sur opérations avec les monolines conclues sous forme de CDS se rapproche, en terme de méthode, de l'ajustement mis en place pour risque de contrepartie (Credit Valuation Adjustment – CVA). Il tient compte également de l'amortissement attendu des expositions et du spread des contreparties implicite des données de marché.

En outre, concernant les opérations avec les CDPC (Credit Derivatives Product Companies), la méthode en vigueur consiste en la mise en œuvre d'une approche par transparence concernant les actifs sous-jacents, reposant sur une estimation de l'exposition au moment du défaut, la PD et la LGD étant basées sur la maturité de la tranche. Les probabilités de défaut ainsi déterminées des sous-jacents ont été stressées par un facteur de 1,2 en prenant en compte un taux de « recouvrement » de 27%. Il en résulte une probabilité de défaut de la contrepartie, celui-ci étant réputé survenir dès lors que les pertes ainsi déterminées excèdent l'actif net disponible de la CDPC.

Compte tenu de l'arrivée à maturité de la majeure partie des positions CDPC au 30 juin 2017 et de l'exposition résiduelle se traduisant par une valorisation positive, aucune réfection affectée n'a été constatée et la réserve générale antérieurement constituée a donc été reprise (pour 0,6 million d'euros).

b) Autres instruments non exposés au risque résidentiel US pour la valorisation desquels Natixis recourt à un modèle de valorisation

Les valorisations des actifs suivants, issus des opérations de titrisation, pour lesquelles aucun prix n'a pu être identifié sur le marché, ont été réalisées à partir de modèles de valorisation reposant sur les principes suivants :

CLO :

Un modèle de scoring de certaines structures définissant le niveau de risque de chacune d'entre elles en fonction de critères discriminants est appliqué.

CDO Trups (Trust Preferred Securities):

Le modèle de valorisation est basé sur des projections de flux de trésorerie futurs et de taux de défaut déterminés selon une approche statistique déduisant la probabilité de défaut des établissements bancaires en fonction de leurs ratios financiers. Pour les autres secteurs, les estimations des taux de défaut sont effectuées en tenant compte des notations actuelles des actifs.

CDS sur Private Finance Initiative (CDS PFI) :

Le modèle de valorisation mis en œuvre, pour les CDS portant sur les valeurs PFI (financement de projet en partenariat public privé), est basé sur une approche calibrée sur les prix de marchés des obligations « PFI » sous-jacentes et l'utilisation d'un taux de « recouvrement » uniforme.

1.4.1 Crédits enregistrés en « Prêts et créances » et encours de location financement

La grande majorité des crédits de Natixis sont des crédits à taux variable et leur juste valeur est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation retenu pour un crédit donné est le taux que Natixis accorderait en date d'arrêt à une même contrepartie pour un prêt de caractéristiques similaires. S'agissant essentiellement de crédits à taux variable, la méthode consiste donc à ajuster le taux contractuel en fonction de l'évolution des taux pratiqués sur le marché des crédits et de l'évolution du risque de contrepartie.

Dès lors qu'il existe une cotation répondant aux critères de la norme IFRS 13, c'est le cours de cotation qui est utilisé.

La juste valeur des crédits dont la durée initiale est inférieure à un an est considérée correspondre à leur valeur comptable. C'est également généralement le cas des actifs financiers de durée inférieure ou égale à un an et des comptes courants.

1.5 Dispositif de garantie des actifs de l'ex GAPC

Le 12 novembre 2009, a été mis en place un dispositif de protection des actifs d'une partie des portefeuilles de l'ex canton GAPC par BPCE avec un effet rétroactif au 1^{er} juillet 2009. Ce mécanisme de garantie a alors permis à Natixis de libérer une part importante des fonds propres alloués aux actifs cantonnés et de se prémunir contre les risques de pertes de ces portefeuilles postérieures au 30 juin 2009. Ce dispositif de protection s'articule autour de deux mécanismes :

- une sous-participation en risque revêtant les caractéristiques d'une garantie financière et couvrant 85% du nominal des actifs comptabilisés dans les catégories « Prêts et créances » et « Actifs disponibles à la vente ». Par cette garantie Natixis est indemnisée dès le premier euro de perte et à hauteur de 85% du montant de perte ;
- deux TRS, l'un en euros et l'autre en dollars, transférant à BPCE 85% des résultats comptabilisés depuis le 1^{er} juillet 2009 (latents et réalisés) sur le portefeuille d'instruments à la juste valeur par résultat (cash et dérivés). S'agissant d'instruments dérivés, les TRS sont valorisés au bilan en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat. En parallèle, Natixis achète auprès de BPCE une option lui permettant de récupérer dans 10 ans, si celle-ci est exercée, la performance nette positive de ce portefeuille moyennant le paiement dès l'origine d'une prime de 367 millions d'euros, comptabilisée également à la juste valeur.

Le montant de prime réglé en 2009 par Natixis, en contrepartie de la mise en place de la garantie financière était de 1 183 millions d'euros.

Ce montant de prime n'a pas donné lieu à une comptabilisation immédiate en compte de résultat, ni à un étalement linéaire, la garantie couvrant des actifs dont les moins-values latentes ou dépréciations ont déjà été prises en compte en résultat.

Comptabilisée à l'initiation en compte de régularisation, elle est étalée en compte de résultat au même rythme, dans les mêmes proportions et au même niveau d'agrégat que :

- les reprises de dépréciations (en coût du risque) ;
- les étalements de décote générée le 1^{er} octobre 2008 sur les actifs reclassés en « Prêts et créances » à cette même date dans le cadre de l'application de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 octobre 2008.

1.6 Passifs financiers évalués en juste valeur par résultat

Il s'agit des passifs financiers détenus à des fins de transaction (dont les instruments financiers dérivés) ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IAS 39 et dont les conditions d'application ont été précisées par l'amendement apporté à cette norme en juin 2005.

Ces passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en date d'arrêté et portés au bilan dans la rubrique « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le résultat de la période dans la rubrique « Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », à l'exception des variations de juste valeur attribuables au risque de crédit propre associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat, ce mode de présentation ne créant ou n'accroissant pas une situation de non concordance comptable. Ce dernier est enregistré dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » au sein des « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global » en application de la norme IFRS9, dont ce volet a été appliqué de façon anticipée par Natixis dès le 1^{er} janvier 2016 (cf. tableau de variation des capitaux propres).

NOTE 2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION**2.1 Faits marquants**

Les faits marquants sont mentionnés en note 1.2.

2.2 Évolution du périmètre de consolidation depuis le 1^{er} janvier 2017

Les principales évolutions de périmètre intervenues depuis le 1^{er} janvier 2017 ont été les suivantes :

2.2.1 Banque de Grande Clientèle

- Sortie de périmètre
 - Déconsolidation au 1^{er} janvier 2017 de Natixis Corporate Solutions Ltd suite au passage sous les seuils.

2.2.2 Épargne

- Sorties de périmètre
 - Déconsolidation au 1^{er} trimestre 2017 des fonds ci-dessous suite au passage sous les seuils :
 - Ossiam Emerging Market Minimum Variance ;
 - ABP Alternatif Offensif.
 - Cession au cours du 1^{er} trimestre 2017 de deux entités du Capital Investissement, Natixis Private Equity Caspian IA, LP et Natixis Private Equity Caspian IB, LP ;
 - Le 20 mars 2017, cession par NGAM de sa participation dans les entités IDFC Asset Management Company Limited et IDFC AMC Trustee Company Limited. Cette participation était auparavant détenue directement par NGAM Asia. Dans la mesure où NGAM Asia est une société holding qui était dédiée au portage des parts du Groupe NGAM dans IDFC, cette structure a été fermée le 27 mars 2017.
- Variations du pourcentage d'intérêts
 - Au cours du 1^{er} trimestre 2017, le taux de détention des entités DNCA Finance, DNCA Courtage et DNCA Luxembourg est passé de 75% à 72% suite à l'évolution du pourcentage d'intérêts de la société de cadres dans DNCA Finance de 3% à 6% ;
 - Au cours du 2^{ème} trimestre 2017, le taux de détention de Euro Private Equity SA et Euro Private Equity France est passé de 80% à 90% suite à l'acquisition complémentaire de 10% du capital conformément au protocole initial signé lors de l'acquisition de l'entité ;
 - Au cours du 2^{ème} trimestre 2017, le taux de détention d'Ossiam est passé de 64% à 78% suite au rachat des parts d'un manager quittant la structure.

2.2.3 Services Financiers Spécialisés

▪ Entrées de périmètre

- Consolidation au 1^{er} trimestre 2017 de la holding Natixis Paiement Holding. Celle-ci est destinée à regrouper la détention des entités relevant du métier Paiements au sein de Natixis ;
- Acquisition le 9 février 2017 auprès de BPCE des sociétés S-Money et de sa filiale Lakooz, spécialisées dans les nouveaux moyens de paiements ;
- Acquisition le 3 avril 2017 de l'entité Payplug, également spécialisée dans les nouveaux moyens de paiements.

▪ Restructurations

- L'entité Natixis Consumer Finance IT a été absorbée par Natixis Financement le 30 avril 2017 ;
- L'entité Natixis Consumer Finance a été absorbée par Natixis SA le 30 avril 2017.

2.2.4 Participations financières

▪ Sorties de périmètre

- Cession le 7 avril 2017 de l'entité IJCOF Corporate ;
- Cession le 13 avril 2017 de la société Ellisphère ;

▪ Restructuration

- L'entité Natixis HCP a été absorbée par Natixis SA le 27 juin 2017.

▪ Variation du pourcentage d'intérêts

- Au cours du 1^{er} trimestre 2017, le taux de détention de Coface Central Europe Holding est passé de 31% à 41% suite au remboursement de capital aux minoritaires. Cette opération modifie en cascade le taux de détention des entités Coface Poland CMS et Coface Romania CMS qui évolue également de 31% à 41%.

2.2.5 Autres

▪ Sortie de périmètre

- Liquidation du véhicule de titrisation Nordri le 19 juin 2017.

2.3 Entités destinées à être cédées

Le total des actifs et des passifs des entités contrôlées destinées à être cédées dans le délai maximum de douze mois et pour lesquelles Natixis a initié la recherche active d'un acquéreur, constitue des actifs et passifs non courants présentés de manière distincte sur deux lignes spécifiques du bilan consolidé.

Natixis avait engagé des négociations concernant la cession d'une quote-part de sa participation détenue dans les entités Caspian, entités du pôle épargne. Natixis avait maintenu au 31 décembre 2016, la consolidation par intégration globale de ses entités et présenté, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs et passifs de ces entités de façon regroupée sur deux postes distincts du bilan : « Actifs non courants destinés à être cédés » et « Passifs non courants destinés à être cédés ». La cession ayant été finalisée au cours du 1^{er} semestre 2017, les entités ne figurent plus dans le périmètre de consolidation de Natixis au 30 juin 2017.

Par ailleurs, Natixis avait engagé des discussions concernant la vente de ses filiales Ellisphere et IJCOF, entités du pôle Corporate Data Solution. Natixis avait maintenu, au 31 décembre 2016, la consolidation par intégration globale de sa filiale Ellisphere et avait présenté, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs et passifs de cette entité de façon regroupée sur deux postes distincts du bilan : « Actifs non courants destinés à être cédés » et « Passifs non courants destinés à être cédés ». L'entité IJCOF, consolidée par mise en équivalence, avait également été traitée sous IFRS 5, avec présentation de la participation en « Actifs non courants destinés à être cédés ». La cession ayant été finalisée au cours du 1^{er} semestre 2017, les filiales ne figurent plus au bilan de Natixis au 30 juin 2017.

Enfin, au 31 décembre 2016, Natixis avait conclu un engagement de cession relatif à un de ses portefeuilles d'assurance vie et des titres représentatifs de ces engagements. La réalisation de cette cession était toutefois conditionnée à l'obtention des autorisations de l'ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de régulation). Les titres représentatifs des engagements d'assurance initialement classés dans les catégories « Actifs financiers disponibles à la vente » et « actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option » avaient été reclassés sur la ligne « actifs non courants destinés à être cédés ». Conformément à la norme IFRS 5, les titres reclassés ont été valorisés suivant les dispositions de la norme IAS 39 et les engagements d'assurance ont fait l'objet d'une actualisation de leur provision technique. Au 30 juin 2017, Natixis n'ayant pas encore obtenu l'autorisation précitée, le classement sous IFRS 5 a été maintenu.

NOTE 3 NOTES RELATIVES AU BILAN

3.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ces actifs et passifs sont valorisés en juste valeur à la date d'arrêté avec variation de valeur, coupon inclus, dans le poste du compte de résultat « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », à l'exception des variations de juste valeur attribuables au risque de crédit propre associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat, comptabilisées dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » au sein des autres éléments du résultat global (cf. note 5) en application anticipée de ce volet de la norme IFRS 9.

3.1.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des actifs financiers à la juste valeur par résultat selon les natures d'instruments.

En millions d'euros	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Titres relevant des opérations de transaction		51 888	46 116
Titres à revenu fixe		14 210	12 302
Titres à revenu variable (1)		37 677	33 813
Prêts ou créances relevant des opérations de transaction		2 678	2 871
Sur les établissements de crédit		1 372	1 521
Sur la clientèle		1 306	1 350
Instruments dérivés hors couverture (2)		65 205	69 754
Titres à la juste valeur sur option	3.1.3.1	59 343	61 633
Titres		16 137	14 593
<i>Revenu fixe</i>		3 274	3 278
<i>Revenu variable (1)</i>		12 862	11 316
Financement contre valeurs ou titres reçus en pension (2)		43 206	47 040
Prêts ou créances à la juste valeur sur option	3.1.3.1	7 112	7 254
Sur les établissements de crédit		1 825	1 793
Sur la clientèle		5 287	5 461
Total		186 226	187 628

(1) Y compris les parts d'OPCVM.

(2) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 3.3).

3.1.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Les passifs financiers évalués en juste valeur par résultat sont principalement constitués des dérivés non utilisés comme instruments de couverture.

Les titres classés dans les instruments relevant des opérations de transaction sont constitués essentiellement des ventes à découvert d'actifs financiers.

En millions d'euros	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Instruments relevant des opérations de transaction			
Titres		83 323	88 787
Instruments dérivés hors couverture (1)		21 956	23 153
Autres dettes		61 275	65 285
		93	349
Instruments à la juste valeur sur option			
Titres	3.1.3.2	55 154	57 439
Titres ou valeurs donnés en pension (1)		18 788	18 564
Autres dettes		34 592	37 364
		1 773	1 511
Total		138 477	146 226

(1) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 3.3).

3.1.3 Actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option

Passifs financiers à la juste valeur sur option pour lesquels le risque de crédit lié est présenté en "Autres éléments du résultat global"

En millions d'euros	30/06/2017				31/12/2016			
	Valeur comptable	Montant contractuellement dû à l'échéance	Différence entre la valeur comptable et le montant contractuellement dû à l'échéance	Cumul des variations de la JV des passifs financiers, désignés à la juste valeur par résultat, imputable au risque de crédit	Valeur comptable	Montant contractuellement dû à l'échéance	Différence entre la valeur comptable et le montant contractuellement dû à l'échéance	Cumul des variations de la JV des passifs financiers, désignés à la juste valeur par résultat, imputable au risque de crédit
Dettes représentées par un titre (2)	18 685	18 825	(140)	153	18 469	18 555	(86)	106
Dettes subordonnées (2)	103	100	3	(2)	95	100	(6)	(11)
Total (1)	18 788	18 925	(137)	151	18 564	18 656	(91)	95

(1) Le stock de juste valeur constaté au titre du risque de crédit propre sur les émissions de Natixis s'établit à 151 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 95,1 millions d'euros au 31 décembre 2016. Outre l'évolution de l'encours, cette variation reflète l'évolution du niveau de spread de Natixis depuis la clôture annuelle précédente ;

(2) Les soultes liées aux remboursements anticipés des émissions Natixis constatées en capitaux propres s'élèvent à 1,9 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 12,4 millions au 31 décembre 2016.

Conditions de classification des actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option

Les actifs et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par résultat quand ce choix permet de délivrer une information plus pertinente ou quand ces instruments sont porteurs d'un ou de plusieurs dérivés incorporés significatifs et séparables.

L'utilisation de l'option juste valeur est supposée délivrer une information plus pertinente dans deux situations :

- en l'absence de concordance comptable entre un (ou des) actif(s) et un (ou des) passif(s) économiquement liés. C'est en particulier le cas entre un actif/passif et un dérivé de couverture lorsque les conditions de la comptabilité de couverture ne sont pas remplies : il s'opère alors une compensation naturelle entre les variations de juste valeur de l'instrument couvert et celle du dérivé de couverture ;
- en présence d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers gérés et évalués en juste valeur dans le cadre d'une politique documentée de gestion d'actifs et de passifs.

Les actifs financiers valorisés sur option à la juste valeur par résultat sont constitués essentiellement des pensions structurées à long terme et indexées sur un panier d'actions dont les risques sont gérés globalement et dynamiquement, ainsi que des actifs financiers représentatifs des contrats en unités de compte des activités d'assurance et dans une moindre mesure des actifs avec dérivés incorporés pour lesquels le principe de séparation de ces dérivés n'a pas été retenu.

Les passifs valorisés sur option à la juste valeur par résultat sont constitués principalement des pensions structurées à long terme et indéchiffrées sur un panier d'actions dont les risques sont gérés globalement et dynamiquement, ainsi qu'aux émissions originées et structurées pour le compte de la clientèle dont les risques et la couverture sont gérés dans un même ensemble. Ces émissions contiennent des dérivés incorporés significatifs dont les variations de valeur sont neutralisées, à l'exception de celles affectées au risque de crédit propre, par celles des instruments dérivés qui les couvrent économiquement.

3.1.3.1 Actifs financiers à la juste valeur sur option

En millions d'euros	30/06/2017				31/12/2016			
	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	Dérivés incorporés	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	Dérivés incorporés
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	1 825	1 825			1 793	1 793		
Prêts ou créances sur la clientèle	5 287	1 816	380	3 091	5 461	1 643	269	3 549
Titres à revenu fixe	3 274	1 422	287	1 566	3 278	1 526	341	1 411
Titres à revenu variable	12 862	10 781	2 081		11 316	9 277	2 039	
Valeurs et titres reçus en pension	43 206		43 206		47 040		47 040	
Total	66 455	15 844	45 954	4 657	68 887	14 239	49 689	4 960

3.1.3.2 Passifs financiers à la juste valeur sur option

En millions d'euros	30/06/2017				31/12/2016			
	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	dérivés incorporés	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	dérivés incorporés
Dettes envers des établissements de crédit	76	6		69	10	10		
Dettes envers de la clientèle	34	(1)		35	2			2
Dettes représentées par un titre	18 685	14 766		3 919	18 469	15 166		3 303
Dettes subordonnées	103			103	95			95
Valeurs et titres donnés en pension	34 592	675	33 917		37 364	677	36 687	
Autres passifs	1 663	1 664			1 499	1 500		
Total	55 154	17 110	33 917	4 127	57 439	17 352	36 687	3 400

Certains passifs émis et comptabilisés en option juste valeur par résultat bénéficient d'une garantie. L'effet de cette garantie est intégré dans la juste valeur des passifs.

Actifs financiers disponibles à la vente

Le tableau ventile le poste des actifs financiers disponibles à la vente par nature d'instruments. Il fait apparaître la valeur brute avant dépréciations, les dépréciations et la valeur nette après dépréciations. Les actifs disponibles à la vente font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date d'arrêté publiable (soit sur un rythme trimestriel). Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation et qu'une diminution de la juste valeur a été précédemment comptabilisée dans les capitaux propres, la perte cumulée est sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat.

En millions d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Encours de crédit	15	16
- Prêts ou créances	15	16
- Créances rattachées	0	
Titres	55 936	55 538
- A revenu fixe	47 231	47 611
- A revenu variable (1)	8 185	7 363
- Créances rattachées	520	564
Total des actifs disponibles à la vente avant dépréciations	55 951	55 554
Dépréciation des actifs disponibles à la vente	(502)	(563)
- Prêts ou créances	(15)	(14)
- Titres à revenus fixes	(38)	(36)
- Titres à revenus variables (2)	(449)	(513)
Total	55 449	54 990

(1) Y compris les parts d'OPCVM ;

(2) Au premier semestre 2017, la charge de dépréciation durable des titres à revenu variable s'établit à 8 millions d'euros contre 36 millions d'euros au 30 juin 2016. Cette charge concerne les portefeuilles de l'assurance pour 3 millions d'euros (29 millions d'euros au 30 juin 2016) dont l'impact est neutralisé compte tenu du mécanisme de la participation aux bénéfices. La charge du 1^{er} semestre 2017 se répartit entre un complément de dépréciation sur des titres antérieurement dépréciés pour 7 millions d'euros dont 2 millions d'euros sur les portefeuilles de l'assurance (11 millions d'euros au 30 juin 2016 dont 4 millions d'euros sur les portefeuilles de l'assurance) et des dotations sur titres nouvellement dépréciés liées à l'application des critères d'analyse pour 1 million d'euros portant principalement sur les portefeuilles de l'assurance (25 millions d'euros au 30 juin 2016 liés à l'application des critères automatiques tels que définis dans les principes et méthodes comptables exclusivement sur les portefeuilles de l'assurance).

3.2 Compensation des actifs et passifs financiers

Le tableau ci-dessous présente les montants compensés au bilan de Natixis déterminés conformément aux critères de la norme IAS 32, ainsi que les impacts liés à l'existence d'accords de compensation globale exécutoire ou d'accords similaires qui ne satisfont pas aux critères de la norme IAS 32 en matière de compensation.

Les montants bruts compensés correspondent aux dérivés et aux opérations de pensions livrées traités avec des chambres de compensation pour lesquels les critères de la norme IAS 32 sont respectés :

- Pour les dérivés, il s'agit de la compensation par devise des valorisations actives et des valorisations passives des dérivés ;
- Pour les opérations d'assets switch, ayant des nominaux similaires, ainsi que des maturités et des devises identiques, Natixis présente ces opérations sous la forme d'un seul actif ou passif financier ;
- Pour les opérations de pension livrée, Natixis inscrit dans son bilan le montant net des contrats de prise et de mise en pensions livrées sur titres qui :
 - ✓ sont conclus avec la même chambre de compensation ;
 - ✓ présentent la même date d'échéance ;
 - ✓ portent sur le même dépositaire ;
 - ✓ sont conclus dans la même devise.

Les impacts liés à l'existence d'accords de compensation globale exécutoire ou d'accords similaires correspondent aux montants de dérivés ou d'encours de pensions livrées faisant l'objet de conventions cadres au titre desquelles le critère du règlement net ou la réalisation d'un règlement simultanément(e) de l'actif et du passif ne peut être démontré ou bien pour lesquelles le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des contreparties. Ces montants ne sont pas compensés au bilan.

Les garanties reçues et données sous forme de titres figurent dans la colonne « Instruments financiers » et sont prises en compte pour un montant correspondant à leur juste valeur.

3.2.1 Actifs financiers

En millions d'euros	30/06/2017			31/12/2016		
	Montant brut des actifs financiers comptabilisés au bilan (1)	Montant brut des passifs financiers compensés	Montant net des actifs financiers présentés au bilan	Montant brut des actifs financiers comptabilisés au bilan (1)	Montant brut des passifs financiers compensés	Montant net des actifs financiers présentés au bilan
	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	113 044	24 348	88 696	116 535	24 130	92 405
<i>Dérivés</i>	70 230	17 347	52 882	68 257	16 628	51 629
<i>Opérations de pension</i>	42 815	7 001	35 814	48 278	7 502	40 776
<i>Autres instruments financiers</i>						
Instruments dérivés de couverture	2 404	2 202	202	3 308	3 077	231
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5 102	300	4 802	4 236		4 236
<i>Opérations de pension</i>	5 102	300	4 802	4 236		4 236
<i>Autres instruments financiers</i>						
Prêts et créances sur la clientèle	42 119	7 196	34 923	47 815	12 572	35 243
<i>Opérations de pension</i>	42 119	7 196	34 923	47 815	12 572	35 243
<i>Autres instruments financiers</i>						
TOTAL	162 669	34 047	128 622	171 894	39 779	132 115

(1) Montant brut des actifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale exécutoire ou similaire.

En millions d'euros	30/06/2017				31/12/2016			
	Montant net des actifs financiers présentés au bilan (c)	Montants non compensés se rattachant à (a) (d)		Exposition nette (e) = (c) - (d)	Montant net des actifs financiers présentés au bilan (c)	Montants non compensés se rattachant à (a) (d)		Exposition nette (e) = (c) - (d)
		Instruments financiers (1)	Garanties reçues sous forme de Cash			Instruments financiers (1)	Garanties reçues sous forme de Cash	
Dérivés	53 084	37 665	11 056	4 363	51 860	34 036	12 057	5 767
Opérations de pension	75 538	75 375	7	156	80 255	80 053	44	158
Autres instruments financiers								
TOTAL	128 622	113 041	11 063	4 519	132 115	114 089	12 101	5 925

Incluent la prise en compte des garanties reçues sous forme de titres.

3.2.2 Passifs financiers

En millions d'euros	30/06/2017			31/12/2016		
	Montant brut des passifs financiers comptabilisés au bilan (1) (a)	Montant brut des actifs financiers compensés (b)	Montant net des passifs financiers présentés au bilan (c) = (a) - (b)	Montant brut des passifs financiers comptabilisés au bilan (1) (a)	Montant brut des actifs financiers compensés (b)	Montant net des passifs financiers présentés au bilan (c) = (a) - (b)
	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	100 614	24 187	76 428	103 696	23 874
<i>Dérivés</i>	68 408	17 186	51 222	66 918	16 372	50 546
<i>Opérations de pension</i>	32 206	7 001	25 205	36 778	7 502	29 276
<i>Autres instruments financiers</i>						
Instruments dérivés de couverture	2 549	2 364	185	3 640	3 333	307
Dettes envers les établissements de crédit	21 090	300	20 790	11 318		11 318
<i>Opérations de pension</i>	21 090	300	20 790	11 318		11 318
<i>Autres instruments financiers</i>						
Dettes envers la clientèle	50 830	7 196	43 634	51 791	12 572	39 219
<i>Opérations de pension</i>	50 830	7 196	43 634	51 791	12 572	39 219
<i>Autres instruments financiers</i>						
TOTAL	175 083	34 047	141 036	170 445	39 779	130 666

(1) Montant brut des passifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale exécutoire ou similaire.

En millions d'euros	30/06/2017				31/12/2016			
	Montant net des passifs financiers présentés au bilan (c)	Montants non compensés se rattachant à (a) (d)		Exposition nette (e) = (c) - (d)	Montant net des passifs financiers présentés au bilan (c)	Montants non compensés se rattachant à (a) (d)		Exposition nette (e) = (c) - (d)
		Instruments financiers (1)	Garanties données sous forme de Cash			Instruments financiers (1)	Garanties données sous forme de Cash	
Dérivés	51 407	37 410	10 469	3 529	50 853	34 957	11 768	4 128
Opérations de pension	89 629	89 250	1	378	79 814	79 535	8	271
Autres instruments financiers								
TOTAL	141 036	126 660	10 470	3 906	130 667	114 492	11 776	4 399

(1) Incluent la prise en compte des garanties reçues sous forme de titres.

3.3 Juste valeur des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de l'ensemble des actifs financiers comptabilisés en juste valeur au bilan.

La juste valeur des actifs financiers évalués en juste valeur au bilan est ventilée suivant la hiérarchie des paramètres utilisés pour valoriser les actifs décrits en note 1.4.1.

3.3.1 Juste valeur des actifs financiers évalués en juste valeur au bilan

Actifs En millions d'euros	Au 30 juin 2017				Au 31 décembre 2016			
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	119 771	48 589	67 628	3 554	118 741	40 575	73 616	4 549
Titres détenus à des fins de transaction	51 888	47 801	3 910	177	46 116	39 653	6 206	257
<i>dont titres à revenu fixe</i>	14 210	11 422	2 611	177	12 302	9 034	3 011	257
<i>dont titres à revenu variable</i>	37 677	36 378	1 299		33 813	30 619	3 195	
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)	65 205	788	62 013	2 404	69 754	922	65 883	2 949
<i>dont dérivé de taux</i>	41 010	0	40 918	91	38 544	0	38 461	83
<i>dont dérivé de change</i>	17 817	100	16 906	811	22 199	5	21 199	995
<i>dont dérivé de crédit</i>	1 542		755	787	1 434		572	861
<i>dont dérivé actions</i>	4 093	579	2 806	708	6 520	738	4 778	1 004
<i>dont autres</i>	744	109	628	7	1 057	179	873	5
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 678		1 706	972	2 871		1 527	1 344
Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option	66 455	11 625	51 460	3 370	68 887	11 088	54 908	2 891
Titres à la juste valeur sur option	16 137	11 625	1 924	2 588	14 593	11 088	1 226	2 280
<i>dont titres à revenu fixe</i>	3 274	650	787	1 837	3 278	642	1 112	1 524
<i>dont titres à revenu variable</i>	12 862	10 975	1 137	751	11 316	10 446	114	756
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option	50 318		49 536	782	54 294		53 683	611
Instruments dérivés de couverture (actif)	1 242		1 242		1 220		1 220	
<i>dont dérivé de taux</i>	1 242		1 242		1 220		1 220	
<i>dont dérivé de change</i>								
Actifs financiers disponibles à la vente	55 449	46 529	4 392	4 528	54 990	46 600	4 428	3 962
Titres disponibles à la vente - Titres de participation	1 138	97		1 041	979	100	0	879
Autres titres disponibles à la vente	54 310	46 431	4 392	3 487	54 010	46 500	4 428	3 081
<i>dont titres à revenu fixe</i>	47 710	40 907	3 693	3 111	48 139	41 864	3 298	2 977
<i>dont titres à revenu variable</i>	6 600	5 525	699	377	5 871	4 637	1 131	104
Autres actifs financiers disponibles à la vente					1			1
Total	242 917	106 743	124 723	11 451	243 838	98 263	134 173	11 401

3.3.1.1 Actifs financiers à la juste valeur présentés au niveau 3

Au 30 juin 2017

En millions d'euros	Ouverture niveau 3 01/01/2017	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Transactions de la période		Reclassements de la période			Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture niveau 3 30/06/2017
		Au compte de résultat (1)		En gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Achats/ Emissions	Ventes/ Remboursements	En dehors du niveau 3	Vers le niveau 3	Autres reclassements			
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période									
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	4 549	81	(71)	2 037	(2 955)	(142)	83	(4)			(24)	3 554
Titres à revenu fixe détenus à des fins de transaction	257	(30)	(1)	77	(31)	(132)	40				(4)	177
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)	2 949	105	(78)	63	(662)	(10)	43	(4)			(1)	2 404
dont dérivé de taux	83	57	(12)	0	(33)	(10)	10	(4)				91
dont dérivé de change	995	(138)	(33)	1	(29)		15					811
dont dérivé de crédit	861	(56)	6	0	(28)		4				(1)	787
dont dérivé actions	1 004	238	(39)	62	(571)		14					708
dont autres	5	2		0								5
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 344	6	8	1 896	(2 263)						(19)	972
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	2 891	(11)	55	(0)	1 728	(1 356)	(0)	92			(28)	3 369
Titres à revenu fixe à la juste valeur sur option	1 524	(27)	5	(0)	481	(144)	(0)	0			(2)	1 837
Titres à revenu variable à la juste valeur sur option	756	1	10	28	(44)	(0)						751
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option	611	15	40	1 218	(1 167)		92				(27)	782
Instruments dérivés de couverture												
Actifs financiers disponibles à la vente	3 962	9	12	54	717	(108)	(156)	38	(1)	6	(4)	4 528
Titres disponibles à la vente - Titres de participation	879	10	7	52	117	(27)	0	0	(1)	6	(3)	1 041
Autres titres disponibles à la vente	3 081	(1)	5	600	(81)	(156)	38	(1)			(1)	3 487
dont titres à revenu fixe	2 977	(0)	2	(5)	331	(75)	(156)	38				3 111
dont titres à revenu variable	104	(0)	3	7	269	(6)					(1)	377
Autres actifs financiers disponibles à la vente	1	(1)				(1)						
Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur	11 401	78	(4)	54	4 482	(4 420)	(298)	213	(5)	6	(56)	11 451

Au 31 décembre 2016

en millions d'euros	Ouverture niveau 3 01/01/2016 (*)	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Transactions de la période		Reclassements de la période			Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture niveau 3 31/12/2016
		Au compte de résultat (1)		En gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Achats/ Emissions	Ventes/ Remboursements	En dehors du niveau 3	Vers le niveau 3	Autres reclassements			
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période									
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	3 933	875	(382)	2 480	(2 023)	(315)	136	(168)		12	4 549	
Titres à revenu fixe détenus à des fins de transaction	343	1	5	356	(450)		1			1	257	
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)	2 856	869	(390)	501	(493)	(315)	135	(214)		0	2 949	
dont dérivé de taux	863	(239)	(154)	5	(104)	(315)	135	(109)			83	
dont dérivé de change	529	57	(65)	10	(56)						995	
dont dérivé de crédit	1 117	(29)	(95)	18	(44)			(105)			861	
dont dérivé actions	343	559	(76)	467	(288)						1 004	
dont autres	5										5	
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction	735	5	3	1 623	(1 080)			46		11	1 344	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	3 353	9	48	2 127	(2 661)	(0)	135	(132)		10	2 891	
Titres à revenu fixe à la juste valeur sur option	1 409	(5)	2	359	(237)			(5)		1	1 524	
Titres à revenu variable à la juste valeur sur option	939	(5)	14	83	(153)	(0)		(127)		4	756	
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option	1 006	19	32	1 685	(2 272)		135			6	611	
Instruments dérivés de couverture												
Actifs financiers disponibles à la vente	3 681	33	5	(7)	822	(403)	(207)	46	(7)	(2)	3 962	
Titres disponibles à la vente - Titres de participation	880	31	3	(4)	46	(75)		(0)	(0)	(2)	879	
Autres titres disponibles à la vente	2 798	1	2	(3)	776	(326)	(207)	46	(6)		3 081	
dont titres à revenu fixe	2 683	1		(3)	766	(310)	(200)	46	(5)		2 977	
dont titres à revenu variable	116		2		10	(16)	(7)				104	
Autres actifs financiers disponibles à la vente	2	1				(1)					1	
Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur	10 967	917	(329)	(7)	5 430	(5 087)	(522)	317	(306)	20	11 401	

3.3.1.2 Actifs financiers à la juste valeur : transfert de niveau de juste valeur

Au 30 juin 2017

En millions d'euros	De	Au 30 juin 2017				
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 3
		Vers	Niveau 2	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 1
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		23	36	83		142
Titres détenus à des fins de transaction		23	36	40		132
<i>dont titres à revenu fixe</i>		20		40		132
<i>dont titres à revenu variable</i>		4	36			
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)				43		10
<i>dont dérivé de taux</i>				10		10
<i>dont dérivé de change</i>				15		
<i>dont dérivé de crédit</i>				4		
<i>dont dérivé actions</i>				14		
<i>dont autres</i>						
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction						
Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option			4	92		
Titres à la juste valeur sur option			4			
<i>dont titres à revenu fixe</i>			4			
<i>dont titres à revenu variable</i>						
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option				92		
Instruments dérivés de couverture (actif)						
Actifs financiers disponibles à la vente		767	389	38		156
Titres disponibles à la vente - Titres de participation						
Autres titres disponibles à la vente		767	389	38		156
<i>dont titres à revenu fixe</i>		765	389	38		156
<i>dont titres à revenu variable</i>		1				
Autres actifs financiers disponibles à la vente						

Au 31 décembre 2016

En millions d'euros	De	Au 31 décembre 2016				
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 3
		Vers	Niveau 2	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 1
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		17	429	136		315
Titres détenus à des fins de transaction		17	429	1		
<i>dont titres à revenu fixe</i>		17	56	1		
<i>dont titres à revenu variable</i>			373			
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)				135		315
<i>dont dérivé de taux</i>				135		315
<i>dont dérivé de change</i>						
<i>dont dérivé de crédit</i>						
<i>dont dérivé actions</i>						
<i>dont autres</i>						
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction						
Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option				135		
Titres à la juste valeur sur option						
<i>dont titres à revenu fixe</i>						
<i>dont titres à revenu variable</i>						
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option				135		
Instruments dérivés de couverture (actif)						
Actifs financiers disponibles à la vente		312	702	46		207
Titres disponibles à la vente - Titres de participation						
Autres titres disponibles à la vente		312	702	46		207
<i>dont titres à revenu fixe</i>		291	699	46		200
<i>dont titres à revenu variable</i>		21	3	0		7
Autres actifs financiers disponibles à la vente						

Analyse de sensibilité de la juste valeur des instruments financiers évalués selon le niveau 3 - Actifs et Passifs

Une sensibilité de la juste valeur des instruments valorisés à partir de paramètres non observables a été évaluée au 30 juin 2017. Cette sensibilité permet d'estimer à l'aide d'hypothèses probables les effets des fluctuations des marchés du fait d'un environnement économique incertain. Cette estimation a été effectuée par le biais :

- d'une variation « normée ^[1] » des paramètres non observables en lien avec les hypothèses des ajustements additionnels de valorisation pour les instruments de taux, change et actions. La sensibilité calculée est de 16,8 millions d'euros ;
- d'une variation forfaitaire :
 - de 50 points de base (à la hausse ou à la baisse) appliqué à la marge utilisée pour l'actualisation des flux attendus des CDO Trups.

soit un impact de sensibilité correspondant à une amélioration de la valorisation de 9,5 millions d'euros en cas d'amélioration des paramètres ci-dessus ou à une baisse de la valorisation de 9,1 millions d'euros en cas de dégradation de ces mêmes paramètres ^[2].

3.3.2 Juste valeur des passifs financiers évalués en juste valeur au bilan

Passifs En millions d'euros	Au 30 juin 2017				Au 31 décembre 2016			
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	83 323	22 495	60 002	826	88 787	22 868	65 089	830
Titres émis à des fins de transaction	21 945	21 546	399		23 137	22 113	1 024	
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative)	61 275	949	59 499	826	65 285	756	63 700	830
Dont dérivés de taux	37 600	12	37 413	175	35 176	31	34 949	197
Dont dérivés de change	17 055	109	16 893	52	20 728	1	20 672	54
Dont dérivés de crédit	948		609	340	844		420	424
Dont dérivés actions	5 376	725	4 393	259	8 071	523	7 394	154
Dont autres	295	103	192		466	201	265	
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction	103		103	0	365		365	
Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	55 154	1 292	52 884	977	57 439	1 170	55 498	771
Titres émis à la juste valeur sur option	18 788		18 486	302	18 564		18 471	93
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option	36 365	1 292	34 398	675	38 875	1 170	37 027	678
Instruments dérivés de couverture (passif)	1 787		1 787		2 011		2 011	1
Dont dérivés de taux	1 787		1 787		2 011		2 011	1
Dont dérivés de change								
Dont dérivés de crédit								
Total	140 264	23 787	114 673	1 803	148 238	24 039	122 598	1 601

3.3.2.1 Passifs financiers à la juste valeur présentés au niveau 3

Au 30 juin 2017

En millions d'euros	Ouverture niveau 3 01/01/2017	Gains et pertes comptabilisés au		Transactions de la période		Reclassements de la période		Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture niveau 3 30/06/2017		
		Au compte de résultat		En gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Achats/ Emissions	Ventes/ Remboursements	En dehors du niveau 3				Vers le niveau 3	Autres reclassements
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période									
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	830	(286)	(15)	344	(81)	(13)	47	0		826		
Titres émis à des fins de transaction												
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative)	830	(286)	(15)	344	(81)	(13)	47	0		826		
Dont dérivés de taux	197	9	(3)	(2)	(20)	(6)	0			175		
Dont dérivés de change	54	(8)	(8)	11	(18)	(2)	16			52		
Dont dérivés de crédit	424	(56)	(6)	2	(25)		0			340		
Dont dérivés actions	154	(230)	1	333	(27)	(5)	31			259		
Dont dérivés autres												
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction												
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	771	84	(79)	802	(601)					977		
Titres émis à la juste valeur sur option	93	(3)		215	(2)					363		
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option	678	87	(79)	586	(599)					675		
Instruments dérivés de couverture												
Total des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur	1 601	(201)	(93)	1 146	(682)	(13)	47	0		1 601		

[1] Soit l'écart type des prix de consensus utilisés pour l'évaluation des paramètres

[2] Impact calculé avant prise en compte de la garantie BPCE

Au 31 décembre 2016

Ouverture niveau 3 01/01/2016 (*)	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Transactions de la période		Reclassements de la période			Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture niveau 3 31/12/2016
	Au compte de résultat		En gains et pertes comptabilisé s directement en capitaux propres	Achats/ Emissions	Ventes/ Remboursem ents	En dehors du niveau 3	Vers le niveau 3	Autres reclassements			
	Sur les opérations en vue à la clôture	Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période									
<i>en millions d'euros</i>											
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	1 560	(27)	(409)	111	(194)	(48)	52	(216)			830
Titres émis à des fins de transaction	24	(12)	(12)	13	(18)	(6)	(6)	(18)			24
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative)	1 536	(14)	(408)	99	(176)	(42)	52	(216)			830
Dont dérivés de taux	707	(20)	(212)	41	(66)	(11)	(1)	(242)			197
Dont dérivés de change	17	43	(8)	2	(8)	(3)	53	25			54
Dont dérivés de crédit	504	(14)	(82)	0	(59)	(3)	(28)	(115)			424
Dont dérivés actions	308	(23)	(115)	56	(43)	(28)	(28)	(28)			154
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction											
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	712	72	(48)	664	(633)		3				771
Titres émis à la juste valeur sur option	36	(6)	(1)	68	(3)						93
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option	676	79	(47)	596	(629)		3				678
Instruments dérivés de couverture	0										0
Total des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur	2 272	45	(456)	(0)	776	(827)	(48)	55	(216)		1 601

3.3.2.2 Passifs financiers à la juste valeur : transfert de niveau de juste valeur

Au 30 juin 2017

En millions d'euros	De	Au 30 juin 2017			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3
		Niveau 2	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 2
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		32		47	13
Titres émis à des fins de transaction		32			
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative)				47	13
Dont dérivés de taux					6
Dont dérivés de change				16	2
Dont dérivés de crédit					
Dont dérivés actions				31	5
Dont autres					
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction					
Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option					
Titres émis à la juste valeur sur option					
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option					
Instruments dérivés de couverture (passif)					

Au 31 décembre 2016

En millions d'euros	De	Au 31 décembre 2016			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3
		Niveau 2	Niveau 1	Niveau 3	Niveau 2
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		5	2	53	48
Titres émis à des fins de transaction		5	2		6
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative)				53	42
Dont dérivés de taux				1	11
Dont dérivés de change					
Dont dérivés de crédit				53	3
Dont dérivés actions				0	28
Dont autres					
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction					
Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option					3
Titres émis à la juste valeur sur option					
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option					3
Instruments dérivés de couverture (passif)					

3.4 Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle et Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

3.4.1 Prêts et créances sur les établissements de crédit

En millions d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Encours	39 736	58 854
Encours sains	39 668	58 783
Encours en défaut	68	71
Provisions	(70)	(71)
Total	39 665	58 783

La juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit s'établit à 40 155 millions d'euros au 30 juin 2017 contre un montant de 59 281 millions d'euros au 31 décembre 2016.

3.4.2 Prêts et créances sur la clientèle

En millions d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Encours	129 938	142 454
Encours sains (1)	125 884	137 920
Encours en défaut (2)	4 054	4 534
Provisions	(2 041)	(2 151)
Total	127 897	140 303

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle s'établit à 128 347 millions d'euros au 30 juin 2017 contre un montant de 140 566 millions d'euros au 31 décembre 2016.

(1) La variation correspond notamment aux opérations de pension pour 6,7 milliards d'euros et concerne principalement les plateformes internationales ;

(2) Les encours douteux bénéficient de sûretés à hauteur de 1 310 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 1 510 millions d'euros au 31 décembre 2016.

3.4.3 Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires créditeurs et dettes rattachées	5 356	6 726
Comptes et emprunts	79 551	75 642
Titres donnés en pension livrée	23 918	18 780
Autres dettes	55	60
Dettes rattachées	132	165
Total	109 013	101 374

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit s'établit à 109 301 millions d'euros au 30 juin 2017 contre un montant de 101 514 millions d'euros au 31 décembre 2016.

3.4.4 Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires créditeurs	20 546	21 700
Comptes et emprunts	12 265	15 965
Titres donnés en pension livrée	44 438	45 599
Comptes d'épargne à régime spécial	191	179
Comptes d'affacturage	2 240	2 335
Dettes rattachées	60	60
Autres	930	634
Total	80 670	86 472

La juste valeur des dettes envers la clientèle s'établit à 80 665 millions d'euros au 30 juin 2017 contre un montant de 86 511 millions d'euros au 31 décembre 2016.

3.5 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

En millions d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Effets publics		
Valeur brute	1 096	1 104
Provisions		
Effets publics nets	1 096	1 104
Obligations		
Valeur brute	847	964
Provisions	(2)	(2)
Obligations nettes	845	962
Total	1 941	2 066

La juste valeur des actifs détenus jusqu'à l'échéance s'établit à 2 290 millions d'euros au 30 juin 2017 contre un montant de 2 479 millions d'euros au 31 décembre 2016.

3.6 Ecart d'acquisition

Au 30 juin 2017

En millions d'Euros	01/01/2017	30/06/2017					Valeur fin de période
	Valeur début de période	Acquisitions de la période	Cessions	Dépréciations	Ecart de conversion	Reclassements et autres mouvements	
BGC	87					(6)	81
Epargne	3 167					(116)	3 051
Natixis Asset Management	2 988					(116)	2 873
Natixis Assurance	93						93
Gestion privée	72						72
Capital Investissement pour compte de tiers	13						13
Services Financiers Spécialisés (1)	64	26					91
Natixis Interépargne	31						31
Cautions et garanties	12						12
Natixis Consumer Finance	10						10
Paléments	6	26					32
Affacturage	6						6
Participations Financières	282					(0)	282
Coface (2)	282					(0)	282
Autres activités	(0)						0
Total	3 600	26				-121	3 505

- (1) Dont 11,8 millions d'euros correspondant à l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de l'entité Lakooz par S-Money et 14,3 millions d'euros concernant l'acquisition de l'entité Payplug. Ces trois sociétés sont spécialisées dans les nouveaux moyens de paiements en ligne.

Par ailleurs, le montant des écarts d'acquisition concernant les entités consolidées selon la méthode de la mise en équivalence s'élève à 3,3 millions d'euros au 30 juin 2017.

Certains écarts d'acquisition constatées aux Etats Unis donne lieu à un amortissement fiscal sur 15 ans à l'origine d'une différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'écart d'acquisition. Cette différence de traitement génère un impôts différé passif de 491,4 millions d'euros au 30 juin 2017.

Au 31 décembre 2016

En millions d'Euros	01/01/2016	31/12/2016					Valeur fin de période
	Valeur début de période	Acquisitions de la période	Cessions	Dépréciations	Ecarts de conversion	Reclassement et autres mouvements	
Banque de Grande Clientèle (1)	5	76				6	87
Natixis Partners	5						5
Natixis Partners Espagne		4					4
Peter J. Solomon Company		73				6	78
Epargne	3 106	20	(1)			42	3 167
Natixis Asset Management	2 928	20	(1)			42	2 988
Natixis Assurance	93						93
Gestion privée	72						72
Capital investissement pour compte de tiers	13						13
Services Financiers Spécialisés	59					0	64
Natixis Interépargne	31						31
Cautions et garanties	12						12
Natixis Consumer Finance	10						10
Natixis Intertitres	6						6
Affacturage						0	6
Participations Financières	357			(75)		1	282
Coface (2)	357			(75)		1	282
Autres activités	31		(3)				(0)
Total	3 558	96	(4)	(75)		49	3 600

- (1) Dont 3,4 millions d'euros correspondant à l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de l'entité Natixis Capital Partners Spain (antérieurement dénommée 360 Corporate) dédiée aux activités de conseil en fusions acquisitions et 72,4 millions d'euros concernant l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de la société « PJSC » spécialisée en fusion-acquisition et restructuration ;

- (2) Au 31 décembre 2016, l'écart d'acquisition de Coface a été déprécié à hauteur de 75 millions d'euros (cf. note 2.5). L'écart d'acquisition au 31 décembre 2016 de 281,9 millions d'euros se ventile entre 116,5 millions d'euros au titre de la part du groupe et 165,4 millions d'euros au titre des participations ne donnant pas le contrôle ;

Par ailleurs, le montant des écarts d'acquisition concernant les entités consolidées selon la méthode de la mise en équivalence s'élève à 7,8 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2016, 23,2 millions d'euros d'écarts d'acquisition porté par l'entité Ellisphère ont été reclassés en Actifs non courants destinés à être cédés.

Certains écarts d'acquisition constatées aux Etats Unis donne lieu à un amortissement fiscal sur 15 ans à l'origine d'une différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'écart d'acquisition. Cette différence de traitement génère un impôt différé passif de 530,4 millions d'euros au 31 décembre 2016.

3.7 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire...) sont ventilées selon la nature de leur support à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « dettes subordonnées ».

Ces dettes sont inscrites au bilan à la juste valeur à l'initiation, puis évaluées au coût amorti.

En millions d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Titres de créances négociables	33 464	44 420
Emprunts obligataires	2 828	2 700
Autres dettes représentées par un titre	1 767	1 770
Dettes rattachées	42	31
Total	38 101	48 921

La juste valeur des dettes représentées par un titre s'établit à 37 880 millions d'euros au 30 juin 2017 contre un montant de 48 694 millions au 31 décembre 2016.

3.8 Provisions et dépréciations

3.8.1 Synthèse des provisions et des dépréciations

En millions d'euros	01/01/2017	Augmentations	Reprises utilisées (1)	Reprises non utilisées (2)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres (3)	30/06/2017
Provisions déduites de l'actif	3 285	327	(165)	(304)	(58)	(2)	59	3 143
Dépréciations sur prêts et créances ⁽¹⁾⁽²⁾	2 185	241	(163)	(147)	(48)		3	2 071
Dépréciations durables sur actifs financiers disponibles à la vente	563	13	(1)	(123)	(0)	(2)	52	502
Autres dépréciations	536	73	(1)	(34)	(10)	0	4	570
Provisions de passif	2 268	177	(113)	(57)	(66)	0	(21)	2 189
Provisions pour risques et charges	1 994	174	(113)	(57)	(66)	0	(21)	1 913
Provisions pour impôt courant	273	3			(0)			276
Total	5 553	504	(277)	(361)	(124)	(2)	39	5 332

Les montants présentés dans le tableau ci-dessus incluent les dépréciations des actifs détenus par les sociétés d'assurance vie. Ils sont présentés hors effet des mouvements de provisions techniques d'assurance.

- (1) Dont 118 millions d'euros de reprises utilisées suite aux cessions de créances réalisées au cours du semestre (122 millions d'euros au 31 décembre 2016) ;
- (2) Dont 6 millions d'euros de reprises non utilisées suite aux cessions de créances réalisées au cours du semestre (30 millions d'euros au 31 décembre 2016) ;
- (3) Dont -16 millions d'euros au 1^{er} semestre concernant les variations des hypothèses actuarielles des engagements sociaux comptabilisés directement en autres éléments du résultat global non recyclables.

3.8.2 Provisions pour risques et charges

En millions d'euros	01/01/2017	Augmentations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres	30/06/2017
Risques de contrepartie	741	44	(8)	(0)	(58)			720
Engagements de financement et de garantie	51	26	(5)		(2)			71
Litiges (1)	676	15	(1)	(0)	(55)			635
Autres provisions	14	3	(2)		(1)			14
Risques de dépréciation	55	5	(5)	(4)	(0)			50
Immobilisations financières	41	2	(4)	(3)	(0)			36
Autres provisions	14	3	(1)	(1)				14
Engagements sociaux	793	51	(2)	(85)	(5)		(17)	735
Risques d'exploitation (2)	405	74	(41)	(24)	(3)		(4)	408
Total	1 994	174	(57)	(113)	(66)		(21)	1 913

(1) dont 435,8 millions d'euros de provisions au 30 juin 2017 au titre de l'encours net Madoff contre 479,9 millions d'euros au 31 décembre 2016;

(2) dont 3,3 millions d'euros au 30 juin 2017 au titre du plan d'adaptation de l'emploi clôturé en 2015 contre 5,5 millions d'euros au 31 décembre 2016.

3.9 Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres super subordonnés. Elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti.

En millions d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Dettes subordonnées à durée déterminée (1)	3 434	3 907
Dettes subordonnées à durée indéterminée	261	261
Dettes rattachées	19	40
Total	3 714	4 208

(1) Les contrats d'émission de dettes subordonnées ne comprennent pas de clause prévoyant un remboursement anticipé en cas de non-respect d'un ratio financier.

La juste valeur des dettes subordonnées s'établit à 4 061 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 4 558 millions au 31 décembre 2016.

Evolution des dettes subordonnées au cours de la période

En millions d'euros	01/01/2017	Emissions	Remboursements (1)	Ecart de conversion	Var. de périmètre	Autres (2)	30/06/2017
Autres dettes subordonnées à durée déterminée	3 907	0	(500)	(0)		26	3 434
Titres subordonnés	1 157	0	(500)	(0)		26	678
Emprunts subordonnés	2 750						2 755
Autres dettes subordonnées à durée indéterminée	261						261
Titres super subordonnés							
Titres subordonnés	10						10
Emprunts subordonnés	251						251
Total	4 168	0	(500)	(0)		26	3 695

Ce tableau ne prend pas en compte les dettes rattachées.

- (1) Les remboursements concernent l'arrivée à échéance le 20 janvier 2017 d'un EMTN émis en 2006 pour – 500 millions d'euros ;
 (2) Les autres variations concernent essentiellement la réévaluation des dettes ayant fait l'objet d'une couverture, ainsi que les mouvements enregistrés sur le stock de titres intra-groupes détenus par Natixis Funding dans le cadre de son activité d'animation de la dette de Natixis sur le marché secondaire.

NOTE 4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 Marge d'intérêt

Les postes « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » enregistrent les intérêts des titres à revenus fixes comptabilisés dans la catégorie actifs disponibles à la vente, les intérêts sur les prêts/emprunts et créances/dettes sur les établissements de crédit et sur la clientèle.

Ils enregistrent également les intérêts sur les titres détenus jusqu'à l'échéance.

Les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti donnent lieu à la comptabilisation d'intérêts calculés sur la base du taux d'intérêt effectif.

Les intérêts négatifs sont présentés en diminution des produits d'intérêts lorsque la rémunération d'un actif financier (instruments de dette) est négative et en diminution des charges d'intérêts lorsque la rémunération d'un passif financier (instruments de dette) est positive.

En millions d'euros	1er semestre 2017			1er semestre 2016		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Banque Centrale	154	(54)	100	105	(32)	73
Intérêts sur titres	551	(224)	327	575	(155)	420
Prêts et créances	1 911	(838)	1 073	1 654	(657)	997
<i>Sur les établissements de crédit</i>	209	(381)	(172)	195	(341)	(146)
<i>Sur la clientèle</i>	1 469	(423)	1 046	1 281	(309)	973
<i>Location financement</i>	233	(33)	199	177	(6)	171
Dettes subordonnées	0	(44)	(44)	0	(74)	(74)
Instruments de couverture	401	(503)	(102)	142	(316)	(174)
<i>Intérêts courus ou échus sur instruments dérivés</i>	401	(503)	(102)	142	(316)	(174)
Intérêts sur créances dépréciées yc créances restructurées	14	0	14	7	0	7
Total	3 031	(1 663)	1 368	2 484	(1 234)	1 250

4.2 Commissions nettes

Les modalités de comptabilisation des commissions reçues rattachées à des services ou à des instruments financiers dépendent de la finalité des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auquel le service est attaché. Les commissions rémunérant une prestation de service immédiate telles que les commissions d'apporteur d'affaires, sont enregistrées en produits dès l'achèvement de la prestation ; celles perçues dans le cadre d'une prestation de service continu, telles que les commissions de garantie ou les commissions de gestion, sont étalées prorata temporis sur la durée de la prestation.

Les commissions de fiducie ou d'activité analogues sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom de particuliers, de régimes de retraite, ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les produits d'intérêt et non au poste « Commissions ».

En millions d'euros	1er semestre 2017			1er semestre 2016		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations avec les établissements de crédit	1	(15)	(14)	1	(17)	(16)
Opérations avec la clientèle	384	(1)	383	318	(2)	317
Opérations sur titres	74	(107)	(33)	64	(94)	(30)
Opérations sur moyens de paiement	189	(27)	162	179	(22)	158
Prestations de services financiers	216	(372)	(155)	175	(354)	(179)
Opérations de fiducie	1 622	0	1 622	1 512	0	1 512
Commissions sur engagements de financement, de garantie, de titres, d'instruments dérivés	159	(68)	92	111	(73)	38
Autres	166	(503)	(337)	162	(468)	(307)
Total	2 813	(1 094)	1 719	2 522	(1 029)	1 493

La prime versée à BPCE au titre de la garantie des actifs de l'ex-GAPC classés en « Prêts et créances » et en « Actifs disponibles à la vente » est comptabilisée en charges au prorata des reprises de provisions et des étalements de décotes de reclassement intervenus sur la période pour ces actifs. La charge d'étalement de la prime au 30 juin 2017 comptabilisée en commission sur engagement de garantie s'élève à 0,2 million d'euros contre - 0,2 millions d'euros au 30 juin 2016.

4.3 Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ce poste enregistre les gains et pertes sur actifs/passifs à la juste valeur par résultat qu'ils soient qualifiés de transaction ou juste valeur sur option, y compris les intérêts générés par ces instruments. La ligne « Dérivés de couverture et variation d'élément couvert » comprend les variations de juste valeur des dérivés, intérêts inclus, classés en couverture de juste valeur, ainsi que la réévaluation symétrique des éléments couverts. Elle enregistre également la part « inefficace » des couvertures de flux de trésorerie.

En millions d'euros	1er semestre 2017	1er semestre 2016 Retraité (*)
Gains nets sur les actifs et passifs financiers hors dérivés de couverture	1 785	904
Gains nets sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction (2)	1 219	1 394
Gains et pertes nets sur les autres actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option	582	(518)
Autres (3)	(15)	28
Dérivés de couverture et variation de l'élément couvert	(6)	0
Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie (CFH)	1	0
Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	(7)	1
Variation de la couverture de juste valeur	9	(181)
Variation de l'élément couvert	(16)	182
Total (1)	1 779	904

(*) Données retraitées des effets de l'application anticipée au 1^{er} janvier 2016 des dispositions de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat.

(1) Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement. Il convient de noter que les résultats ci-dessus n'intègrent pas le coût de refinancement de ces instruments financiers, qui est présenté parmi les charges et produits d'intérêts.

(2) La ligne « Gains nets sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction » inclut :

- Les réfections appliquées à la juste valeur des CDS conclus avec les monolines, qui conduisent à une diminution du stock de réfection de 9,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2017, contre une charge de 17 millions d'euros au 30 juin 2016, (hors impact change et effet de la garantie BPCE) portant le stock total de réfection à 61,3 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 111,7 millions d'euros au 30 juin 2016 ;
- Au 30 juin 2017, une reprise de la totalité de la provision sur base de portefeuille constituée sur les expositions relatives aux CDPC (Crédit Derivatives Product Companies) a été constatée pour un montant de 0,6 millions d'euros. Au 30 juin 2016, une reprise de 0,1 millions d'euros avait été réalisée portant le stock à hauteur 4,3 millions d'euros.
- Au 30 juin 2017, un ajustement de valeur constaté sur la valorisation passive des dérivés au titre du risque de crédit propre (DVA) de -50,3 millions d'euros contre une charge de 22,2 millions au 30 juin 2016. Par ailleurs, l'ajustement de valeur concernant l'évaluation du risque de contrepartie (CVA) des actifs financiers est de 65,9 millions d'euros (produit) au 30 juin 2017 contre une charge de 40,8 millions d'euros au 30 juin 2016. ;
- L'ajustement du coût de financement (« Funding Valuation Adjustment » FVA) inclus dans la valorisation des dérivés non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés est également enregistré sur cette ligne pour un montant de 24,6 millions d'euros (produit) au 30 juin 2017 contre un produit de 48,4 millions d'euros au 30 juin 2016.

(3) Au 30 juin 2016, un produit 47,1 millions d'euros avait été constaté et correspondait au recyclage d'écarts de change lié à des remboursements, par certaines entités, de capital en devises ou d'éléments de situation nette assimilés à du capital.

4.4 Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

Les gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente comprennent essentiellement les résultats de cession des titres et les pertes de valeur sur titres à revenu variable (dépréciation durable). Les titres à revenu variable classés dans la catégorie « Actifs disponibles à la vente » font l'objet de test de dépréciation lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable. Les pertes de valeur des titres à revenu fixe sont comptabilisées en coût du risque. Ce poste enregistre également les dividendes sur titres à revenu variable.

En millions d'euros	1er semestre 2017	1er semestre 2016
Dividendes	79	78
Résultats de cession	242	87
Pertes de valeur des titres à revenu variable	(8)	(36)
Décotes sur crédits syndiqués	0	1
Total	313	130

4.5 Autres produits et charges

Les produits et charges des autres activités recouvrent notamment les produits et charges accessoires sur la location financement et les produits et charges sur les immeubles de placement. Ce poste comprend également les charges et produits liés à l'activité d'assurance et de réassurance, dont notamment, les primes reçues de l'assurance vie, les charges de prestation et les dotations et reprises de provisions techniques des contrats d'assurance.

En millions d'euros	1er semestre 2017			1er semestre 2016		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations de location financement	167	(214)	(46)	165	(179)	(14)
Immeubles de placement	64	(21)	44	90	(44)	46
Sous total activités immobilières	232	(234)	(3)	255	(223)	31
Charges et produits d'assurance (1)	5 760	(6 151)	(391)	15 783	(15 385)	398
Opérations de location simple	46	(36)	10	42	(31)	11
Autres produits et charges accessoires (2)	155	(194)	(39)	215	(117)	98
Total	6 193	(6 616)	(424)	16 294	(15 756)	538

(1) La part du partenariat avec CNP assurances concernant les créances nées d'opération de réassurance, liées aux contrats réassurés dans les charges et produits d'assurances s'élevait à 11,7 milliards d'euros au 30 juin 2016.

(2) Y compris une charge de 25 millions d'euros enregistrée au titre du litige en cours concernant les fonds à formule portant la provision enregistrée à ce titre à 35 millions d'euros au 30 juin 2017.

4.6 Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets des refacturations, les charges sociales ainsi que les avantages au personnel tels que les charges de retraite (partie relative aux régimes à prestations définies) ou encore les paiements sur base d'actions, conformément à la norme IFRS 2.

Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et les services extérieurs.

En millions d'euros		1er semestre 2017	1er semestre 2016
Frais de personnel	Salaires et traitements (1) <i>dont paiements en actions (2)</i>	(1 333) (41)	(1 251) (12)
	Avantages de retraite et autres avantages à long terme	(135)	(116)
	Charges sociales	(327)	(290)
	Intéressement et participation	(80)	(81)
	Impôts et taxes liés aux rémunérations	(78)	(78)
	Autres	(5)	(6)
Total Frais de personnel		(1 958)	(1 823)
Autres charges d'exploitation	Impôts, taxes et contributions réglementaires (3) (4)	(273)	(224)
	Services extérieurs	(985)	(923)
	Autres	(29)	(44)
Total Autres charges d'exploitation		(1 287)	(1 191)
Total		(3 245)	(3 014)

- (1) Dont 4,4 millions d'euros au titre du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi au 30 juin 2017 contre 3,2 millions d'euros au 30 juin 2016 ;
- (2) Le montant de l'étalement comptabilisé dans les comptes au 1^{er} semestre 2017, concernant les plans de fidélisation et de performance, comprend une charge de 34,3 millions d'euros (11,7 millions d'euros au 30 juin 2016) pour la partie de la rémunération réglée en trésorerie et indexée sur la valeur de l'action Natixis et un complément de charges de 6,8 millions d'euros (0,1 millions d'euros au 30 juin 2016) pour la partie de la rémunération réglée en actions Natixis
- (3) Les impôts, taxes et contributions réglementaires incluent notamment la Taxe de risque systémique des banques (TSB) pour 24,3 millions d'euros au 30 juin 2017 (contre 29,1 millions d'euros au 30 juin 2016) ainsi que les contributions réglementaires comprenant essentiellement la cotisation au FRU (Fonds de Résolution Unique) pour 121,3 millions d'euros au 30 juin 2017 (contre 114,1 millions d'euros au 30 juin 2016).
- (4) Dont la Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) de 47,6 millions d'euros au 30 juin 2017 (27,8 millions d'euros au 30 juin 2016), dont un complément non récurrent de 19 millions d'euros concernant le pôle Epargne, lié au partenariat avec CNP assurances.

4.7 Coût du risque

Ce poste enregistre principalement la charge du risque sur les opérations de crédit : les dotations nettes de reprises de provisions, individuelles et collectives, les créances passées en perte sur l'exercice et les récupérations sur les créances amorties.

Sont également enregistrées dans ce poste les dépréciations éventuellement constituées en cas de risque de défaillance avéré de contreparties d'instruments financiers négociés de gré à gré.

En millions d'euros	1er semestre 2017					1er semestre 2016				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations s/ créances amorties	Net	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations s/ créances amorties	Net
Provisions pour risques et charges	(44)	5	(0)		(40)	(5)	11			7
Engagement par signature	(26)	5			(21)	(3)	6			3
Autres	(18)	(0)	(0)		(18)	(1)	6			4
Dépréciation des actifs financiers	(196)	116	(21)	3	(98)	(268)	97	(30)		(183)
Coût du risque	(240)	121	(21)	3	(138)	(273)	109	(30)	18	(176)

dont Reprises de dépréciation sans objet		121				109
Reprises de dépréciations utilisées		161				191
Sous-total reprises	sous-total reprises :	282				300
Pertes couvertes par provisions		- 161				- 191
Total reprises nettes	total reprises nettes :	121				109

4.8 Gains et pertes sur autres actifs

Ce poste comprend les plus et moins-values de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres consolidés inclus dans le périmètre de consolidation.

En millions d'euros	30/06/2017			30/06/2016		
	Sur titres consolidés ⁽¹⁾	Sur immobilisations corporelles et incorporelles ⁽²⁾	TOTAL	Sur titres consolidés ⁽³⁾	Sur immobilisations corporelles et incorporelles ⁽⁴⁾	TOTAL
Résultat net de cession	31	(4)	27	30	30	60
Total	31	(4)	27	30	30	60

(1) Dont +21,5 millions d'euros relatifs à la cession des entités Ellispère et Ijcof, et +9,9 millions d'euros lié la cession des deux entités du Capital - Investissement Caspian ;

(2) Dont -4,5 millions d'euros suite à la mise au rebut de logiciels ;

(3) Dont +10,9 millions d'euros relatifs à la cession d'HCP NA LLC et d'Altus, +17,5 millions d'euros relatifs à la cession de Capital Growth Management, +2,3 millions d'euros concernant la cession de Snyder et -0,6 millions d'euros lié à la dissolution de Kobrick Funds LLC ;

(4) Dont +31,5 millions d'euros de plus-value de cession (+20,6 millions d'euros net d'impôt), suite à la vente d'un immeuble d'exploitation au cours du 1^{er} semestre 2016.

4.9 Rapprochement entre la charge d'impôt totale et la charge d'impôt théorique

En millions d'euros	1er semestre 2017	1er semestre 2016 (*)
+ Résultat net- Part du groupe	768	608
+ Résultat net- Part des minoritaires	57	6
+ Impôt de l'exercice	469	398
+ Dépréciations des écarts d'acquisition	0	75
- Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	(13)	(14)
= Résultat comptable consolidé avant impôt, amortissement des écarts d'acquisition et résultat des sociétés mises en équivalence	1 281	1 073
+/- Différences permanentes ⁽¹⁾	203	148
= Résultat fiscal consolidé	1 484	1 221
x Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%
= Impôt théorique	(495)	(407)
+ Contributions et impôt forfaitaire annuel	(4)	(5)
+ Impôt au taux réduit	(1)	0
+ Déficit de l'exercice limités par prudence	(17)	(14)
+ Effets de l'intégration fiscale	19	0
+ Différence de taux d'impôt sur filiales étrangères	30	(1)
+ Crédits d'impôt	18	20
+ Impôt sur exercices antérieurs ⁽²⁾	(13)	49
+ Autres éléments ⁽³⁾	(6)	(40)
= Charge d'impôt de l'exercice	(469)	(398)
dont : impôt exigible	(369)	(166)
impôt différé	(100)	(232)

* Données retraitées des effets de l'application anticipée au 1^{er} janvier 2016 des dispositions de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat.

(1) Les différences permanentes comprennent les impacts de la TSB (Taxe systémique bancaire) et de la cotisation au FRU (fonds de résolution unique) qui constituent des charges non déductibles.

(2) Dont en 2016 : +42,5 millions d'euros relatifs à la constatation d'un produit d'impôt sur exercices antérieurs, suite aux développements jurisprudentiels (notamment la décision du Conseil Constitutionnel du 3 février 2016 et les conclusions favorables du rapporteur du Conseil d'Etat) ayant conduit à la correction du traitement fiscal de produits de dividendes perçus et imposés en 2012.

(3) Dont : +59,3 millions d'euros liés à la consommation de déficits antérieurement non activés (+3,3 millions en juin 2016) et -32,5 millions d'euros de taxes sur les dividendes (-20,9 millions d'euros au 30 juin 2016).

NOTE 5 VARIATIONS DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

En millions d'euros	1er semestre 2017	1er semestre 2016 retraité (*)
Ecarts de revalorisation des régimes à prestations définies	16	(54)
<i>Autres mouvements</i>	16	
Réévaluation du risque de crédit propres des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	(59)	(42)
<i>Autres mouvements</i>	(59)	
Quote part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence non recyclable en résultat		
<i>Autres mouvements</i>		
Éléments non recyclables en résultat	(43)	(96)
Ecarts de conversion	(392)	(157)
<i>Reclassement vers le résultat</i>	(10)	(43)
<i>Autres mouvements</i>	(382)	(114)
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	(14)	228
<i>Reclassement vers le résultat</i>	(74)	(11)
<i>Autres mouvements</i>	61	239
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	102	(95)
<i>Reclassement vers le résultat</i>	97	42
<i>Autres mouvements</i>	5	(138)
Quote part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence recyclable en résultat	(1)	3
<i>Reclassement vers le résultat</i>	(0)	0
<i>Autres mouvements</i>	(0)	2
Éléments recyclables en résultat	(304)	(21)
Impôts	(8)	(6)
TOTAL	(354)	(124)

(*) Données retraitées des effets de l'application anticipée au 1^{er} janvier 2016 des dispositions de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat. Les éléments non recyclables en résultat sont impactés pour -42 millions d'euros brut (vs aucun impact dans les comptes publiés au 30 juin 2016). Les impôts associés à ce retraitement ressortent pour +14,5 millions d'euros.

NOTE 6 INFORMATION SECTORIELLE

En 2012, compte tenu des contraintes réglementaires et d'un environnement économique demeurant incertain, Natixis a poursuivi sa politique de transformation. En particulier, s'agissant de la Banque de Financement et d'Investissement, son organisation a été adaptée afin de placer la relation client au cœur du développement et le pôle renommé en conséquence Banque de Grande Clientèle.

L'organisation est depuis lors regroupée autour de trois métiers cœur :

- **La Banque de Grande Clientèle**, qui conseille les entreprises, les investisseurs institutionnels, les compagnies d'assurances, les banques et les entités du secteur public et leur propose une gamme diversifiée de solutions de financements ainsi qu'un accès aux marchés de capitaux. Sa mission est triple : renforcer l'orientation client de la banque, être un lieu de rencontre entre émetteurs et investisseurs, déployer le modèle « Originate to Distribute » destiné à optimiser la rotation du bilan de la banque au travers d'une gestion active du portefeuille de crédits ;
- **Le pôle Épargne**, qui comprend la gestion d'actifs, l'assurance, la banque privée et le métier de Capital investissement pour compte de tiers issu de la scission de Natixis Private Equity en 2010 ;
- **Les Services Financiers Spécialisés**, qui regroupent les métiers de l'Affacturage, du Crédit-bail, du Crédit à la consommation, des Cautions et garanties, du Financement du cinéma, de l'Ingénierie sociale, des Paiements et des Titres. Ces services s'inscrivent au cœur du développement de la banque de détail du Groupe BPCE.

Cette organisation a été confirmée dans le cadre du Plan Stratégique 2014-2017 de Natixis dénommé « **New Frontier** ».

Les activités de Coface, de Corporate Data Solutions, de Capital investissement (activité pour compte propre et quote-part dans les fonds sponsorisés) et de **Natixis Algérie** sont gérées comme des participations financières en raison des moindres synergies qu'elles présentent avec les autres métiers de Natixis.

En 2011, les activités de **Coface** ont été recentrées sur ses métiers cœur (assurance-crédit et affacturage en Allemagne et Pologne), regroupés sous le périmètre **Coface**.

Les activités non stratégiques issues de Coface (activités de services principalement) avaient été regroupées sous le périmètre **Corporate Data Solutions** et étaient pilotées directement par Natixis au sein de la Direction financière. Au 30 juin 2017, ces activités ont été entièrement cédées (cf. note 6.5).

C'est sur la base de cette organisation que la Direction générale suit le résultat des différentes activités, établit ses « plans d'affaires » et effectue sa gestion opérationnelle. Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », c'est donc à partir de ce découpage interne des activités que Natixis a défini ses secteurs opérationnels.

6.1 Banque de Grande Clientèle

La Banque de Grande Clientèle conseille les entreprises, les investisseurs institutionnels, les compagnies d'assurances, les banques et les entités du secteur public en leur proposant une gamme diversifiée de solutions de financement sur mesure et un accès aux marchés de capitaux.

L'expertise et la technicité de ses équipes, associées à une recherche reconnue et régulièrement primée, permettent à Natixis de concevoir des solutions adaptées aux besoins de ses clients et intégrant les dernières évolutions des marchés.

En 2016, son organisation a évolué afin de mieux accompagner ses clients en renforçant le dialogue stratégique et afin d'accélérer la mise en œuvre du modèle « Originate to Distribute. Ceci se traduit par la création de deux nouvelles lignes métiers :

- **Investment Banking**, qui a pour mission de développer le dialogue stratégique avec les clients et regroupe les activités « d'Acquisition & Strategic Finance », Capital & Rating Advisory, Equity Capital Markets, Strategic Equity Transactions et la Structuration de prêts corporate. Il inclut également l'Origination obligataire ;
- **Global Finance** qui regroupe l'ensemble des acteurs de la chaîne « Originate to Distribute » :
 - Origination des financements ;
 - Syndication des financements ;
 - Gestion du portefeuille des financements.

Les activités Actions, Taux, Crédit, Change, Matières premières et « Global structured Credit and Solutions » restent regroupées au sein du métier **Global Markets** et celles de Trade Finance et du développement de l'offre de flux sous l'appellation « **Global transaction banking** ».

6.2 Services Financiers Spécialisés

Ce pôle rassemble un ensemble d'activités de service dédiées principalement aux réseaux des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires ainsi qu'aux clients de Natixis :

- **Affacturage** : ce métier apporte des solutions aux entreprises pour la gestion de leur poste clients (financement, assurance, recouvrement). Natixis Factor utilise les réseaux des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne qui assurent une part importante du flux d'affaires ;
- **Cautions et garanties financières** : cette ligne de métier est exercée par la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (CEGC). Ce métier regroupe principalement : des cautions sur les crédits immobiliers aux particuliers et professionnels octroyés par le réseau des Caisses d'Épargne et plus récemment par le réseau des Banques Populaires, des garanties légales, des cautions financières ;
- **Crédits à la consommation** : la ligne de métiers de crédits à la consommation regroupe au sein de Natixis des activités larges sur la chaîne de valeur des prêts revolving (marketing, octroi, gestion administrative, recouvrement amiable...) et des activités de gestion administrative de prêts personnels. Ces activités sont exercées au travers de Natixis Financement, qui gère les encours revolving des réseaux du Groupe BPCE et assure la gestion des prêts personnels des Caisses d'Épargne et son extension au périmètre des Banques Populaires ;
- **Crédit-Bail** : cette ligne de métier apporte des solutions de financement pour des actifs mobiliers ou immobiliers sous forme de crédit-bail ou de location longue durée ;
- **Ingénierie sociale** : ce métier propose une offre complète pour l'ingénierie sociale des entreprises, autour de la gestion de leur épargne salariale (tenue de comptes salariés, gestion administrative et comptable des fonds...) et des titres de services ;
- **Titres** : ce métier offre des prestations de back-office et de middle-office sur la conservation Titres Retail (tenue de comptes, sous-traitance back-office titres, service bureau, contrôle dépositaire...) pour les réseaux de BPCE et pour des clients externes ;
- **Paiements** : ce métier met à disposition des outils, infrastructures et services pour les paiements : monétique, émission et recouvrement des transferts électroniques de masse, traitement des chèques ;
- **Financement du cinéma** : cette ligne de métier est opérée au travers de la filiale Coficiné, établissement spécialisé dans le crédit structuré aux activités cinématographiques et audiovisuelles en France et en Europe.

6.3 Épargne

- **Gestion d'actifs** : les activités de gestion d'actifs sont rassemblées au sein de Natixis Global Asset Management. Elles couvrent l'ensemble des classes d'actifs et sont exercées principalement aux États-Unis et en France. Celles-ci sont assurées par une organisation fédérale d'entités autonomes (sociétés de gestion spécialisées et structures spécialisées pour la distribution) sous le contrôle d'une holding, qui assure la cohérence d'ensemble du modèle en prenant en charge les fonctions de pilotage. Ces sociétés peuvent se concentrer sur leur cœur de métier, la génération de performance, tout en gardant la possibilité de développer une clientèle institutionnelle propre et en bénéficiant des autres fonctions support du pôle avec des modèles économiques adaptés. Nombre de celles-ci bénéficient d'une forte notoriété, telles que Loomis Sayles, Harris Associates, AEW, DNCA ou Natixis Asset Management. Ensemble, ces sociétés de gestion spécialisées permettent au groupe d'offrir une gamme complète d'expertises qui répond à la demande de toutes les catégories de clients. L'organisation de la distribution autour de la plate-forme NGAM Distribution, ainsi que des fonds de commerce développés historiquement par les sociétés de gestion, notamment en direction des clientèles groupe, permet d'optimiser la couverture des différentes clientèles. Pour sa part, la distribution auprès des réseaux-actionnaires reste assurée en France par les sociétés de gestion ;
- **Assurances** : Natixis Assurances est un holding regroupant diverses filiales opérationnelles d'assurance. En mars 2014, conformément au plan de développement du modèle bancassurance, Natixis Assurances a réalisé l'acquisition de la filiale d'assurance dommage et prévoyance BPCE Assurances. Elle propose une gamme complète de produits en assurance vie individuelle et collective, en prévoyance et en assurance dommages aux biens. Son offre, diversifiée et modulable, s'adresse aux particuliers, aux professionnels, aux agriculteurs, aux entreprises et aux associations ;
- **Banque Privée** : cette ligne de métier couvre les activités de gestion de fortune en France et au Luxembourg, la gestion patrimoniale et une offre de services à destination des Conseillers en Gestion de Patrimoine Indépendants (CGPI). La Banque Privée 1818, issue de la fusion entre Banque Privée Saint Dominique (BPSD) et La Compagnie 1818, prend une place notable sur le marché français. La banque développe sa clientèle essentiellement à partir de la clientèle des Caisses d'Épargne, des Banques Populaires et complétées par celle de Natixis. Elle recouvre le conseil, l'expertise et la gestion de patrimoine, ainsi que la gestion financière d'OPCVM ;
- **Capital investissement pour compte de tiers** : depuis début 2014, les sociétés de gestion de Capital investissement pour compte de tiers ont été rattachées à Natixis Global Asset Management et un véhicule de sponsoring a été mis en place pour effectuer le suivi des engagements de Natixis dans les fonds. L'expertise des équipes est tournée vers le financement des petites et moyennes entreprises en général, non cotées, en France et en Europe, via des prises de participations sponsorisées. Ce métier couvre les segments d'activité du private equity pour compte d'investisseurs tiers tels que les opérations de capital développement (financements du haut de bilan de sociétés matures), de capital risque (sociétés jeunes et innovantes) et de fonds de fonds.

6.4 Coface

Les principales activités exercées sont : l'assurance-crédit, l'affacturage à l'étranger, l'information et notation d'entreprise (solvabilité et marketing), la gestion de créances (de l'émission au recouvrement) et la gestion des procédures publiques pour le compte de l'État français. La majeure partie du chiffre d'affaires est réalisée à l'international.

Depuis 2011, les activités de Coface ont été recentrées sur les activités stratégiques (assurance-crédit et affacturage en Allemagne et Pologne).

Natixis a procédé à l'introduction en Bourse de 58,65% du capital de Coface en juin 2014.

6.5 Autres participations financières

Les autres participations financières regroupent notamment :

- L'activité de capital investissement (activités non coeur de métier) regroupant le capital investissement exercé pour compte propre ainsi que la participation de Natixis dans certains fonds sponsorisés qui n'a pas vocation à être conservée au sein de Natixis. Après la cession en octobre 2010 à AXA Private Equity de l'essentiel de l'activité pour compte propre en France, la partie internationale organisée en plusieurs petites équipes d'investisseurs a fait l'objet de désengagements successifs dont la plus récente au deuxième trimestre 2015. L'expertise de ces équipes est tournée vers le financement des petites et moyennes entreprises à l'international en général non cotées, via des prises de participations ;
- Les activités de Corporate Data Solutions : correspondant aux activités non stratégiques de Coface (principalement des activités de services) regroupées début 2013 au sein de Corporate Data Solutions. Au 30 juin 2017, suite à la cession des entités Ellisphere et IJCOF Corporate intervenue au cours du 1^{er} semestre 2017 (cf. note 2.3), il n'y a plus d'entité détenue au sein de Corporate Data Solutions ;
- La filiale de Natixis en Algérie.

6.6 Hors pôle

A ces pôles opérationnels s'ajoutent les activités du Hors-pôle. Celui-ci, enregistre les mécanismes de centrale financière et les revenus liés à la gestion actif – passif de Natixis. Il inclut à ce titre l'ensemble des activités de Trésorerie, dont l'activité de Trésorerie court terme rattachée à la Direction Financière de Natixis depuis début 2017 (antérieurement rattachée à la BGC). Il regroupe également les résultats du portefeuille de participations de la banque ne relevant pas de l'activité d'un pôle.

En matière de coûts, ce pôle porte les coûts de structure de la banque, certains coûts de restructuration non alloués aux métiers ainsi que la contribution au Fonds de Résolution Unique.

6.7 Information sectorielle du résultat

30/06/2017							
	Banque de Grande Clientèle	Epargne (*)	Services financiers spécialisés	Coface	Autres participations financières	Hors pôle (**)	Total
En millions d'Euros	[1]	[2]	[3]	[4]	[5]	[7]	
Produit net bancaire	1 945	1 811	691	277	32	1	4 756
<i>évolution 2016/2017</i>	17%	9%	1%	-4%	-35%	-101%	11%
Frais généraux et assimilés	-1 082	-1 266	-459	-265	-33	-261	-3 365
<i>évolution 2016/2017</i>	9%	8%	3%	-3%	-22%	28%	8%
Résultat brut d'exploitation	864	545	232	13	-2	-260	1 392
<i>évolution 2016/2017</i>	28%	12%	-3%	-24%	-126%	-6%	21%
Coût du risque	-78	1	-35	-4	-6	-15	-138
<i>évolution 2016/2017</i>	-37%	900%	20%	31%	-70%	-1025%	-22%
Résultat net d'exploitation	786	545	197	9	-8	-275	1 254
<i>évolution 2016/2017</i>	43%	12%	-6%	-36%	-49%	0%	29%
Mises en équivalence	5	7		0	0		13
<i>évolution 2016/2017</i>	-31%	22%					-7%
Autres		8		0	22	-3	27
<i>évolution 2016/2017</i>		-48%	-100%	-100%	100%	-294%	-281%
Résultat courant avant impôt	791	561	197	10	14	-278	1 294
<i>évolution 2016/2017</i>	42%	10%	-18%	-116%	-424%	2%	33%
Résultat net part du groupe	545	312	134	2	29	-255	768
<i>évolution 2016/2017</i>	45%	3%	-15%	-106%	-1070%	14%	32%

(*) Dont pour la gestion d'actifs :

Produit net bancaire : 1 363 millions d'euros
 Frais généraux et assimilés : - 965 millions d'euros
 Résultat brut d'exploitation : 398 millions d'euros
 Coût du risque : 0 millions d'euros

(**) Dont pour la trésorerie court terme :

Résultat courant avant impôt : 397 millions d'euros
 Produit net bancaire : 71 millions d'euros
 Frais généraux et assimilés : - 33 millions d'euros
 Résultat brut d'exploitation : 38 millions d'euros
 Coût du risque : 0 millions d'euros
 Résultat courant avant impôt : 38 millions d'euros

Détail du Produit net bancaire

En millions d'Euros	Produit Net Bancaire (1)	évolution 2016/2017
Banque de Grande Clientèle	1 945	16,6%
<i>Marchés de capitaux (1)</i>	1 090	19,3%
<i>Global finance et banque d'investissement</i>	872	13,5%
<i>Autres</i>	-18	26,2%
Epargne	1 811	9,3%
<i>Gestion d'actifs</i>	1 363	9,2%
<i>Assurances</i>	364	12,9%
<i>Banque privée</i>	64	-5,5%
<i>Autres</i>	20	10,7%
Services financiers spécialisés	691	1,0%
<i>Financements spécialisés</i>	437	2,6%
<i>Services financiers</i>	254	-1,6%
Coface	277	-4,1%
Autres participations financières	32	-34,7%
Hors pôle	1	-102,7%
Total	4 756	11%

(1) Dont 1 138 millions d'euros hors produit net bancaire (PNB) des desks de XVA se décomposant en 758 millions d'euros de PNB pour FICT et 380 millions d'euros de PNB pour les Actions.

30/06/2016 - pro forma							
En millions d'Euros	Banque de Grande Clientèle (*)	Epargne (**)	Services financiers spécialisés	Coface	Autres participations financières	Hors pôle (***)	Total
Produit net bancaire	1 669	1 656	684	289	48	-30	4 316
Frais généraux et assimilés	-994	-1 169	-446	-272	-43	-204	-3 127
Résultat brut d'exploitation	675	487	238	17	6	-234	1 189
Coût du risque	-124	0	-29	-3	-21	2	-176
Résultat net d'exploitation	550	487	209	14	-16	-232	1 013
Mises en équivalence	8	6		0	0		14
Autres		16	31	-75	11	2	-15
Résultat courant avant impôt	558	509	240	-61	-4	-230	1 012
Résultat net part du groupe	376	304	157	-30	-3	-196	608

(*) Dont pour la trésorerie court terme :
 Produit net bancaire : 50 millions d'euros
 Frais généraux et assimilés : - 30 millions d'euros
 Résultat brut d'exploitation : 20 millions d'euros
 Coût du risque : 0 millions d'euros
 Résultat courant avant impôt : 19 millions d'euros

(**) Dont pour la gestion d'actifs :
 Produit net bancaire : 1 249 millions d'euros
 Frais généraux et assimilés : - 909 millions d'euros
 Résultat brut d'exploitation : 339 millions d'euros
 Coût du risque : 0 millions d'euros
 Résultat courant avant impôt : 358 millions d'euros (montant retraité par rapport au 30/06/2016)

(***) Données retraitées des effets de l'application anticipée au 1^{er} janvier 2016 des dispositions de la norme IFRS9 « Instruments financiers » sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat. Les impacts sont les suivants sur le Hors pôle : +42 millions d'euros sur le PNB et +27,5 millions d'euros sur le Résultat net part du groupe.

Détail du Produit Net Bancaire 30/06/2016 pro forma

En millions d'Euros	Produit Net Bancaire (1) (*)	évolution 2015/2016
Banque de Grande Clientèle	1 669	1%
<i>Marchés de capitaux (1)</i>	914	10%
<i>Global finance et banque d'investissement</i>	769	-6%
<i>Autres</i>	-14	-14%
Epargne	1 656	-1%
<i>Gestion d'actifs</i>	1 249	-2%
<i>Assurances</i>	322	9%
<i>Banque privée</i>	67	-4%
<i>Autres</i>	18	-42%
Services financiers spécialisés	684	4%
<i>Financements spécialisés</i>	425	8%
<i>Services financiers</i>	258	-2%
Coface	289	-17%
Autres participations financières	48	-36%
Hors pôle	-30	-133%
Total	4 316	-4%

(*) Ces données sont présentées suivant la nouvelle organisation des métiers de la Banque de Grande Clientèle en vigueur depuis le 2^{ème} semestre 2016. En outre, elles sont retraitées des effets de l'application anticipée au 1^{er} janvier 2016 des dispositions de la norme IFRS9 « instruments financiers » sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat. L'impact sur le Hors pôle est de +42 millions d'euros.

(1) Dont 888 millions d'euros hors produit net bancaire (PNB) des desks de XVA se décomposant en 610 millions d'euros de PNB pour FICT et 278 millions d'euros de PNB pour les Actions.

En millions d'Euros	30/06/2016 publié						Total
	Banque de Grande Clientèle (*)	Epargne (**)	Services financiers spécialisés	Coface	Participations Financières	Hors Pôles Métiers	
	[1]	[2]	[3]	[4]	[5]	[7]	
Produit net bancaire	1 669	1 656	684	289	48	-72	4 274
<i>évolution 2015/2016</i>	1%	-1%	4%	-17%	-36%	-179%	-5%
Frais généraux et assimilés	-994	-1 169	-446	-272	-43	-204	-3 127
<i>évolution 2015/2016</i>	4%	1%	4%	-2%	-37%	104%	5%
Résultat brut d'exploitation	675	487	238	17	6	-276	1 147
<i>évolution 2015/2016</i>	-3%	-4%	4%	-76%	-28%	3189%	-24%
Coût du risque	-124	0	-29	-3	-21	2	-176
<i>évolution 2015/2016</i>	18%	-115%	-13%	-8%	531%	-66%	25%
Résultat courant avant impôt	558	509	240	-61	-4	-272	970
<i>évolution 2015/2016</i>	-7%	-2%	22%	-190%	-82%	388986%	-29%
Résultat net part du groupe	376	304	157	-30	-3	-224	581
<i>évolution 2015/2016</i>	-6%	-7%	25%	-331%	-89%	125%	-21%

(*) Dont pour la trésorerie court terme :
 Produit net bancaire : 50 millions d'euros
 Frais généraux et assimilés : - 30 millions d'euros
 Résultat brut d'exploitation : 20 millions d'euros
 Coût du risque : 0 millions d'euros
 Résultat courant avant impôt : 19 millions d'euros

(**) Dont pour la gestion d'actifs :
 Produit net bancaire : 1 249 millions d'euros
 Frais généraux et assimilés : - 909 millions d'euros
 Résultat brut d'exploitation : 339 millions d'euros
 Coût du risque : 0 millions d'euros
 Résultat courant avant impôt : 358 millions d'euros (montant retraité par rapport au 30/06/2016)

Détail du Produit net bancaire

En millions d'Euros	Produit Net Bancaire	évolution 2015/2016
Banque de Grande Clientèle	1 669	1%
<i>Marchés de capitaux (1)</i>	969	10%
<i>Financements structurés</i>	551	-6%
<i>Banque commerciale</i>	163	-14%
<i>Autres</i>	-14	100%
Epargne	1 656	-1%
<i>Gestion d'actifs</i>	1 249	-2%
<i>Assurances</i>	322	9%
<i>Banque privée</i>	67	-4%
<i>Autres</i>	18	-42%
Services financiers spécialisés	684	4%
<i>Financements spécialisés</i>	425	8%
<i>Services financiers</i>	258	-2%
Coface	289	-17%
Autres participations financières	48	-36%
Hors pôle	-72	-179%
Total	4 274	-5%

(2) Dont 943 millions d'euros hors produit net bancaire (PNB) des desks de XVA se décomposant en 633 millions d'euros de PNB pour FICT et 310 millions d'euros de PNB pour les Actions.

NOTE 7 GESTION DES RISQUES

7.1 Exposition brute aux risques de crédit

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers de Natixis au risque de crédit. Cette exposition est déterminée sans tenir compte des garanties, sûretés, achats de protection, collatéraux sur instruments financiers à terme négociés de gré à gré, effet de l'application de contrats cadres de compensation et autres rehaussements de crédit. Elle correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers inscrits au bilan, nette de toutes dépréciations effectuées (individuelles ou collectives).

En millions d'euros	Encours sains	Encours en défaut	Dépréciations	Encours nets 30/06/2017	Encours nets 31/12/2016
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenus variables)	135 686	0	0	135 686	142 499
Instruments dérivés de couverture	1 242	0	0	1 242	1 220
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenus variables)	47 679	87	(53)	47 713	48 140
Prêts et créances sur EC	39 668	68	(70) *	39 666	58 783
Prêts et créances sur la clientèle	125 884	4 054	(2 040) *	127 898	140 303
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (1)	1 943	0	(2)	1 941	2 066
Engagements de financement donnés	67 102	156	(2)	67 256	62 631
Engagements de garantie financière donnés	22 581	158	(69)	22 670	22 307
TOTAL DE L'EXPOSITION BRUTE	441 785	4 523	(2 236)	444 072	477 949

(1) Inclut les créances rattachées

* Y inclus les provisions collectives.

7.2 Ventilation par zone géographique des provisions individuelles et collectives afférentes aux prêts et créances aux établissements de crédit et à la clientèle

En millions d'euros	30/06/2017						31/12/2016					
	Risques individualisés	Risques collectifs	Total des risques	Dépréciation risques individualisés	Dépréciation risques collectifs	Total Dépréciations	Risques individualisés	Risques collectifs	Total des risques	Dépréciation risques individualisés	Dépréciation risques collectifs	Total Dépréciations
France	1 428	8 772	10 199	712	104	816	1 523	8 875	10 398	729	104	833
Autres pays d'Europe de l'Ouest	1 200	8 579	9 778	530	88	618	1 430	9 438	10 868	559	84	643
Europe de l'Est	137	1 340	1 477	46	10	56	1 949	2 125	50	50	11	61
Amérique du nord	522	5 374	5 896	124	72	196	852	5 758	6 609	123	81	204
Amérique centrale et latine	243	2 692	2 935	98	22	120	216	1 853	2 069	125	17	141
Afrique et Moyen-Orient	557	3 779	4 336	193	53	246	518	4 412	4 930	187	64	251
Asie et océanie	349	3 800	4 158	65	24	89	395	4 114	4 509	79	24	103
TOTAL	4 436	34 344	38 780	1 769	372	2 142	5 110	36 399	41 509	1 851	384	2 236

7.3 Répartition des provisions collectives par secteur d'activité

Secteurs d'activité (répartition en %)	30/06/2017	31/12/2016
Pétrole / Gaz	18,8%	24,1%
Immobilier	12,0%	12,2%
Industries de base	7,9%	8,9%
Distribution - commerce	7,3%	7,7%
Electricité	6,9%	6,4%
Holdings/ Groupes Divers	6,7%	4,9%
Commerce International des matières premières	4,7%	4,0%
Services	4,5%	3,1%
Communication	3,4%	3,1%
Finance	3,0%	2,8%
Transport	3,0%	2,7%
Pharmacie /Santé	2,9%	2,7%
Services aux collectivités	2,7%	2,6%
Technologie	2,5%	2,5%
Agroalimentaire	2,3%	2,5%
BTP	2,1%	2,0%
Hôtel /Tourisme /Loisirs	2,0%	1,9%
Biens de consommation	1,4%	1,7%
Autres	1,3%	1,3%
Télécommunications	1,3%	1,2%
Automobile	1,2%	0,8%
Construction mécanique électrique	1,1%	0,7%
Administrations	0,9%	0,2%
Aéronautique / Armement	0,0%	0,0%
TOTAL	100,0%	100,0%

7.4 Evolution des provisions collectives

En millions d'euros	Stock de provision au 31/12/16	Dot (+) Rep (-)	Ecart de conversion	Stock de provision au 30/06/2017
Sectoriel	302	(7)	(8)	288
Géographique	82	4	(2)	84
TOTAL	384	(3)	(9)	372

NOTE 8 AUTRES INFORMATIONS

8.1 Instruments de capitaux propres émis

8.1.1 Capital social

Actions ordinaires	Nombre d'actions (*)	Nominal	Capital en euros
Valeur à l'ouverture	3 137 074 580	1,60	5 019 319 328
Augmentation de capital	285 658	1,60	457 053
Valeur à la clôture	3 137 360 238		5 019 776 381

(*) 1 976 377 d'actions auto détenues au 30 juin 2017 et 1 457 006 actions au 31 décembre 2016.

8.1.2 Calcul du résultat par action

	30/06/2017	30/06/2016 Retraité (*)
Résultat par action		
Résultat net - part du groupe en millions d'€	768	608
Résultat net attribuable aux actionnaires en millions d'€ (1)	721	571
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	3 137 262 388	3 128 748 476
Nombre moyen d'actions propres en circulation au cours de l'exercice	1 703 772	2 577 717
Nombre moyen d'actions pour le calcul du résultat par action	3 135 558 616	3 126 170 759
Résultat par action en €	0,23	0,18
Résultat dilué par action		
Résultat net part du groupe en millions d'€	768	608
Résultat net attribuable aux actionnaires en millions d'€ (1)	721	571
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	3 137 262 388	3 128 748 476
Nombre moyen d'actions propres en circulation au cours de l'exercice	1 703 772	2 577 717
Nombre d'actions potentielles dilutives issues de l'exercice de plans d'options de souscriptions d'actions et de l'attribution d'actions gratuites (2)	6 199 777	8 305 030
Nombre moyen d'actions pour le calcul du résultat dilué par action	3 141 758 393	3 134 475 789
Résultat dilué par action en €	0,23	0,18

(*) Données retraitées des effets de l'application anticipée au 1^{er} janvier 2016 des dispositions de la norme IFRS9 « Instruments financiers » sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat. Les impacts sont les suivants : +27 millions d'euros sur le résultat net (vs +581 millions d'euros publié au 30 juin 2016) et sur le résultat net attribuable (vs +544 millions d'euros publié au 30 juin 2016) et +0,01 € sur le résultat par action et sur le résultat dilué par action (vs 0,17 euro publié au 30 juin 2016).

(1) L'écart correspond aux intérêts versés sur les Titres super subordonnés - action de préférence après économie d'impôt (-46,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2017 contre -37,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016).

(2) Ce montant d'actions concerne les actions attribuées dans le cadre des plans de bonus différés dénoués en actions (plans 2016 et 2017) et du plan d'augmentation de capital réservé aux salariés expatriés mis en place en 2013.

8.1.3 Autres instruments de capitaux propres émis

Titres super subordonnés à durée indéterminée et actions de préférence

Conformément aux dispositions de la norme IAS 32, les instruments financiers émis sont qualifiés de dettes ou de capitaux propres selon qu'ils incluent ou non une obligation contractuelle de remettre de la trésorerie à leur détenteur.

Ainsi, les émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée et les émissions d'actions de préférence s'analysent depuis le 31 décembre 2009 comme des instruments de capitaux propres émis en raison d'une clause devenue discrétionnaire concernant le paiement de dividende et figurent au poste « Capital et réserves liées » du bilan consolidé.

Les titres supersubordonnés s'élève à 2 085 millions d'euros contre 1 611 millions d'euros au 31 décembre 2016, soit une augmentation de 474 millions d'euros correspondant aux émissions effectuées au cours du premier semestre 2017.

A noter, que le montant brut de la variation de change des titres super subordonnés en devises constatée en résultat au 30 juin 2017 s'élève à -60 millions d'euros, soit un montant net après impôts de -39 millions d'euros contre -7 millions d'euros au 30 juin 2016, soit un montant net après impôts de -5 millions d'euros.

8.2 Impacts liés à IFRIC 21

L'interprétation IFRIC 21 « Taxes », applicable depuis le 1^{er} janvier 2015, vise à clarifier la date à retenir pour la comptabilisation des droits ou taxes (« levies ») dans les états financiers. Cette interprétation entraîne :

- pour les taxes dont l'exigibilité de ces dernières est déclenchée par des faits générateurs survenant en date du 1^{er} janvier, la constatation d'une provision en totalité dès le 1^{er} trimestre alors qu'elles faisaient l'objet d'un étalement trimestriel conformément au traitement comptable précédemment applicable. Les taxes concernées sont principalement la taxe sur risques bancaires systémiques et la contribution au fonds de résolution unique ; ou
- pour les taxes basées sur le chiffre d'affaires dont l'exigibilité intervient cours de l'exercice suivant, la constatation de la totalité des taxes au 1^{er} janvier de l'exercice où la taxe est exigible, alors que précédemment elles étaient comptabilisées au prorata du chiffre d'affaires de la période. La contribution sociale de solidarité des sociétés est la principale taxe concernée.

Au 30 juin 2017, le différentiel de traitement s'élève en résultat net part du groupe à 89 millions d'euros contre 78 millions d'euros au 30 juin 2016.

8.3 Parties liées

8.3.1 Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

Les principales opérations de Natixis avec les parties liées (BPCE et ses filiales, les Banques Populaires, les Caisses d'Épargne et l'ensemble des participations comptabilisées par mise en équivalence) sont détaillées ci-dessous :

En millions d'euros	30/06/2017			30/06/2016			31/12/2016		
	BPCE	Groupe Banque Populaire	Groupe Caisse d'Épargne	BPCE	Groupe Banque Populaire	Groupe Caisse d'Épargne	BPCE	Groupe Banque Populaire	Groupe Caisse d'Épargne
ACTIF									
Actifs à la juste valeur par le résultat	14 925	3 445	5 187	12 679	3 780	6 735	14 407	3 416	5 817
Actifs financiers disponibles à la vente	634	185	4	2 219	280	29	969	210	33
Prêts et créances sur établissements de crédit	21 135	445	107	33 344	664	103	38 281	573	137
Prêts et créances sur la clientèle	10 644	163		149	105		10 974	105	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance									
PASSIF									
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5 811	781	740	10 579	1 151	1 080	8 534	984	842
Dettes envers les établissements de crédit	66 111	797	849	70 087	1 263	894	56 083	1 392	985
Dettes envers la clientèle	345	8		563	8	69	497	8	21
Dettes représentées par un titre									
Dettes subordonnées	2 355			3 350			2 355		2
Capitaux propres (TSS)	1 379			956			927		(0)
RESULTAT									
Intérêts et produits assimilés	93	10	3	122	13	2	232	25	4
Intérêts et charges assimilés	(270)	(4)	(11)	(273)	(5)	(9)	(525)	(10)	(56)
Commissions nettes	8	(149)	(43)	9	(151)	(17)	21	(310)	(20)
Gains /pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat	(199)	(49)	(158)	(1 289)	345	911	(587)	314	833
Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente		0	0			2	(0)	0	1
Produits et Charges des autres activités	1	5	(5)	(6)	4	(10)	(20)	9	(11)
Charges générales d'exploitation	(29)	1	(3)	(134)		(11)	(54)	0	(21)
ENGAGEMENTS									
Engagements donnés	3 222	45	55	421	75	83	1 311	52	63
Engagements reçus	8 133	2 398	2 188	5 491	2 224	1 851	9 650	2 315	2 123

Les relations avec les entreprises associées ou coentreprise ne sont pas significatives.

8.4 Résultat des entreprises d'assurance

Les sociétés du périmètre Natixis concernées par la présentation assurance sont : Coface et ses filiales, Natixis Assurances et ses filiales (Assurance-vie, Prévoyance, IARD) et CEGC (Compagnie Européenne de Garanties et Cautions).

Le tableau ci-dessous permet d'opérer un passage entre les comptes des entreprises d'assurance et la traduction de ces comptes dans les comptes présentés au format bancaire. Il présente également la contribution consolidée des sociétés d'assurance au format bancaire.

Les principaux reclassements concernent la différence de comptabilisation des frais généraux, imputés par destination selon le format assurance et par nature selon le format bancaire.

- Au niveau du Produit Net Bancaire, les éléments d'assurance présentant une nature bancaire (intérêts et commissions principalement) ont été reclassés dans ces postes par homogénéisation avec les comptes bancaires présentés. Les provisions techniques et les charges de sinistres sont affectées en diminution du PNB et non en coût du risque ;
- Au bilan, les reclassements sont peu significatifs ; l'essentiel des postes spécifiques du bilan des entreprises d'assurance est présenté au poste « Placements des entreprises d'assurance » à l'actif et « Provisions techniques des entreprises d'assurance » au passif. Les créances et dettes rattachées, présentées en comptes de régularisation dans le format assurance ont été reclassées sur les mêmes lignes que le principal, conformément à la présentation bancaire.

30 juin 2017

(en millions d'euros)	30/06/2017	30/06/2017						
	Présentation assurance Total	Présentation bancaire						
		PNB	Frais Généraux	RBE	Coût du risque	Impôts	Autres éléments	Résultat net
Primes émises	7 437	7 437		7 437				7 437
Variation des primes non acquises	(248)	(248)		(248)				(248)
Primes acquises	7 190	7 190		7 190				7 190
Produits d'exploitation bancaire	36	36		36				36
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	95	95		95				95
Autres produits d'exploitation	9	2	7	9				9
Produits des placements	891	891		891				891
Charges des placements	(95)	(89)	(4)	(95)				(95)
Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	226	250		250			(24)	226
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	490	490		490				490
Variation des dépréciations sur placements	(7)	(7)		(7)				(7)
Produits des placements nets de charges	1 505	1 533	(4)	1 529			(24)	1 505
Charges des prestations des contrats	(7 524)	(7 467)	(58)	(7 524)				(7 524)
Produits des cessions en réassurance	1 636	1 636		1 636				1 636
Charges des cessions en réassurance	(1 671)	(1 671)		(1 671)				(1 671)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	(35)	(35)		(35)				(35)
Coût du risque	(1)				(1)			(1)
Charges d'exploitation bancaire	(7)		(7)	(7)				(7)
Frais d'acquisition des contrats	(499)	(365)	(133)	(499)				(499)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés								
Frais d'administration	(353)	(176)	(177)	(353)				(353)
Autres produits et charges opérationnels courants	(157)	(23)	(132)	(156)	(1)			(157)
Autres produits et charges opérationnels	(4)	(4)	(0)	(4)				(4)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	255	785	(504)	281	(3)		(23)	255
Charge de financement	(17)	(17)		(17)				(17)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	7						7	7
Impôts sur les résultats	(83)		(1)	(1)		(82)		(83)
Résultat après impôt des activités discontinues							(12)	
Participations ne donnant pas le contrôle	(12)							(12)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	150	768	(505)	263	(3)	(82)	(28)	150

30 juin 2016

(en millions d'euros)	30/06/2016	30/06/2016						
	Présentation assurance Total	Présentation bancaire						
		PNB	Frais Généraux	RBE	Coût du risque	Impôts	Autres éléments	Résultat net
Primes émises	16 661	16 661		16 661				16 661
Variation des primes non acquises	(183)	(183)		(183)				(183)
Primes acquises	16 477	16 477		16 477				16 477
Produits d'exploitation bancaire	35	35		35				35
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	121	121		121				121
Autres produits d'exploitation	12	2	10	12				12
Produits des placements	838	838		838				838
Charges des placements	(210)	(205)	(4)	(210)				(210)
Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	80	76		76			4	80
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	(12)	(12)		(12)				(12)
Variation des dépréciations sur placements	(29)	(29)		(29)				(29)
Produits des placements nets de charges	666	667	(4)	662			4	666
Charges des prestations des contrats	(16 062)	(16 016)	(47)	(16 062)				(16 062)
Produits des cessions en réassurance	926	926		926				926
Charges des cessions en réassurance	(924)	(924)		(924)				(924)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	1	1		1				1
Coût du risque	(2)				(2)			(2)
Charges d'exploitation bancaire	(7)	(0)	(7)	(7)				(7)
Frais d'acquisition des contrats	(456)	(341)	(116)	(456)				(456)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés (1)	(75)						(75)	(75)
Frais d'administration	(338)	(154)	(183)	(337)	(1)			(338)
Autres produits et charges opérationnels courants	(149)	(34)	(115)	(149)	(0)		(0)	(149)
Autres produits et charges opérationnels (2)	30	1	(2)	(1)			31	30
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	253	759	(464)	296	(3)		(40)	253
Charge de financement	(21)	(21)		(21)				(21)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	4						4	4
Impôts sur les résultats	(106)		(1)	(1)		(105)		(106)
Résultat après impôt des activités discontinues							15	
Participations ne donnant pas le contrôle	15							15
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	144	738	(465)	273	(3)	(105)	(21)	144

(1) Correspond à la dépréciation de l'écart d'acquisition de Coface ;

(2) Dont 31 millions d'euros de résultat de cession des immeubles d'exploitation de CEGC (présenté sous l'agrégat bancaire : Gains ou pertes sur autres actifs).

8.5 Engagements de garantie et de financement

8.5.1 Engagements de garantie

Une garantie financière est un contrat qui exige de l'émetteur d'indemniser l'entreprise garantie suite aux pertes qu'elle a effectivement subies en raison de la défaillance d'un débiteur de payer les échéances contractuelles dues. L'exercice de ces droits est subordonné à la réalisation d'un événement futur incertain.

Le montant communiqué est la valeur nominale de l'engagement donné :

En millions d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Engagements de garantie donnés		
Aux établissements de crédit	2 551	2 790
- Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	1 601	1 638
- Autres garanties	949	1 152
A la clientèle	20 188	19 566
- Cautions immobilières	203	226
- Cautions administratives et fiscales	327	347
- Autres cautions et avals donnés	8 478	8 915
- Autres garanties	11 179	10 077
Total des engagements de garantie donnés	22 739	22 356
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	12 182	10 861

8.5.2 Engagements de financement

Conformément à la norme IAS 39 (§2), les engagements de financement exclus du périmètre IAS 39 sont comptabilisés selon la norme IAS 37 « Provisions, actifs et passifs éventuels ».

Les engagements de financement entrant dans le périmètre d'IAS 39 sont les suivants :

- engagements qualifiés de passifs financiers à la juste valeur par résultat. Une entité qui a une pratique de revente ou de titrisation des crédits juste après leur émission les assujettit à IAS 39, dès la phase d'engagement ;
- ceux qui font l'objet d'un règlement net (c'est-à-dire d'une cession) ;
- ceux qui vont se déboucler par un prêt en dessous des conditions de marché.

Les autres engagements de financement relèvent de la norme IAS 37.

Un engagement de financement donné est un passif éventuel, défini dans IAS 37 comme :

- une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous contrôle de l'entreprise ; ou
- une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
 - il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, ou
 - le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

En millions d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Engagements de financement donnés		
Aux établissements de crédit	7 392	1 933
A la clientèle	59 866	60 700
- Ouverture de crédits documentaires	3 954	4 444
- Autres ouvertures de crédits confirmés	49 538	51 787
- Autres engagements	6 373	4 470
Total des engagements de financement donnés	67 258	62 633
Engagements de financement reçus		
- d'établissements de crédit	7 400	9 289
- de la clientèle	3 428	4 209
Engagements de financement reçus	10 829	13 498

NOTE 9 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est intervenu depuis le 30 juin 2017.

5.2 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière consolidée résumée**DELOITTE & ASSOCIES**

185, avenue Charles De Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

PricewaterhouseCoopers Audit

63, Rue de Villiers,
92208 Neuilly-sur-Seine

MAZARS

61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017

NATIXIS

30, avenue Pierre Mendès France
75013 Paris

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Natixis, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 3 août 2017

Les commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

PricewaterhouseCoopers Audit

MAZARS

Jean-Marc Mickeler

Agnès Hussherr

Charles de Boisriou

Charlotte Vandeputte

Patrice Morot

VI CHAPITRE 7 : ELEMENTS JURIDIQUES

7.1 Statuts de Natixis

NATIXIS

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 5 019 776 380,80 euros
Siège social : 30, avenue Pierre-Mendès-France – 75013 PARIS
542 044 524 RCS PARIS

STATUTS

L'article 11.1 alinéa 1^{er} des statuts, relatif aux réunions du conseil d'administration, a été modifié par l'assemblée générale mixte de Natixis du 23 mai 2017, afin d'introduire la faculté de convoquer les administrateurs aux réunions du conseil au moyen d'un courrier électronique.

Cet article est désormais rédigé de la manière suivante :

« Article 11.1 al.1^{er} – Réunions du conseil d'administration

11.1 al.1^{er} : Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société et les dispositions légales et réglementaires l'exigent, sur la convocation de son Président soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la lettre de convocation, laquelle peut être adressée au moyen d'un courrier électronique. »

Le reste de l'article est demeuré inchangé.

7.3 Répartition du capital et des droits de vote

7.3.1 Répartition du capital au 31 juillet 2017

Au 31 juillet 2017, les principaux actionnaires de Natixis sont les suivants :

	% du capital	% des droits de vote
BPCE	70,99 %	71,02 %
Actionnariat salarié ^(a)	2,38 %	2,38 %
Titres auto détenus	0,05 %	0,00 %
Public	26,58 %	26,60 %

(a) dont 0,95 % détenu au titre des augmentations de capital réservées aux salariés.

dont 0,72 % détenu au titre du FCPE BPCE Actions Natixis incluant les porteurs de parts du Groupe BPCE.

dont 0,71 % détenu par les salariés et anciens salariés, hors Plan d'Epargne salariale.

À la connaissance de Natixis, il n'existe aucun autre actionnaire, hormis ceux cités dans le tableau ci-avant, qui détienne plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

7.3.4 Actionnariat salarié

En ce qui concerne les attributions gratuites d'actions :

Après recueil de l'avis positif du comité des rémunérations, et comme autorisé par l'assemblée générale des actionnaires de Natixis en date du 24 mai 2016 dans sa 19^e résolution, le conseil d'administration de Natixis a procédé, lors de sa séance du 23 mai 2017, à l'attribution gratuite de 49 458 actions de performance (pouvant donner lieu à une acquisition maximale de titres de 54 403 en fonction de l'application de la condition de performance) au bénéfice des membres du Comité de Direction Générale de Natixis. 29 911 actions de performance sont attribuées au profit du Directeur général de Natixis, pouvant donner lieu à une acquisition maximale de 32 902 titres en fonction de l'application de la condition de performance.

Cette attribution vise à renforcer l'alignement dans le temps des intérêts des actionnaires et de ceux des dirigeants.

Il est précisé que l'acquisition de ces actions ne sera définitive qu'à l'issue d'une période de quatre ans et sous réserve du respect de conditions de présence et de performance, la condition de performance ayant été définie en référence à la performance relative de l'action Natixis mesurée par le « Total Shareholder Return » par rapport à celle des autres établissements bancaires composant l'indice Euro Stoxx Banks.

En outre, 30 % des actions qui seront livrées au dirigeant mandataire social à l'échéance de la période d'acquisition seront soumises à une obligation de conservation jusqu'à la cessation de son mandat social de Directeur Général de Natixis.

Après le recueil de l'avis positif du comité des rémunérations, et comme autorisé par l'assemblée générale des actionnaires de Natixis en date du 24 mai 2016 dans sa 20^{ème} résolution, le conseil d'administration de Natixis lors de sa séance du 10 avril 2017 a procédé pour certaines catégories de collaborateurs à l'attribution gratuite de 2 958 466 actions, dont 53 841 actions au profit du directeur général de Natixis, pour lesquelles il est précisé qu'en tant que personne visée à l'article L.511-71 du Code Monétaire et Financier, l'acquisition ne sera définitive pour 17 947 titres qu'en mars 2019 et pour 35 894 titres qu'en mars 2020, et sous réserve du respect de conditions de performance après rémunérations variables et après coût du risque de Natixis ainsi que du respect par Natixis de ses obligations réglementaires en termes de fonds propres, et assortie d'une période de conservation de 6 mois.

En outre, 30% des actions qui seront livrées au Directeur général à l'échéance de la période d'Acquisition seront soumises à une obligation de conservation jusqu'à la cessation de son mandat social de directeur général de Natixis.

En ce qui concerne les augmentations de capital réservées aux salariés des sociétés adhérentes aux plans d'épargne salariale de Natixis :

Il n'a pas été constaté d'augmentation de capital réservée aux salariés des sociétés adhérentes aux plans d'épargne salariale de Natixis en 2017.

VII CHAPITRE 8 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

8.1 Attestation du responsable de la présente actualisation du document de référence 2016

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils m'indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de la présente actualisation. »

Fait à Paris, le 9 août 2017

Laurent Mignon

Directeur Général de Natixis

8.2 Documents accessibles au public

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais au siège social de Natixis, 30 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris. Le présent document peut également être consulté sur les sites Internet de l'Autorité des Marchés Financiers (www.amf-france.org) et de Natixis (www.natixis.com).

8.3 Table de concordance du document de référence

Afin de faciliter la lecture du présent document, la table de concordance suivante renvoie aux principales rubriques exigées par l'annexe 1 du règlement CE n° 809/2004 du 29 avril 2004 pris en application de la Directive dite «Prospectus».

Rubriques	N° page du document de référence 2016	Actualisation du 9 août 2017
1. Personnes responsables	484	160
2. Contrôleurs légaux des comptes	334	170
3. Informations financières sélectionnées		
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice	10-11	
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	N/A	
4. Facteurs de risque	112 à 118	43
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1. Histoire et évolution de la société	6 à 9	
5.2. Investissements	188 à 191 ; 326	
6. Aperçu des activités		
6.1. Principales activités	14 à 27	
6.2. Principaux marchés	302 à 306	
6.3. Événements exceptionnels	N/A	
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	178	
6.5. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	14 à 26	
7. Organigramme		
7.1. Description sommaire du groupe	6-7 ; 9	
7.2. Liste des filiales importantes	224 à 228 ; 335 à 348	
8. Propriétés immobilières, usines et équipements		
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	246-247	
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	393 à 407 ; 419 à 423	
9. Examen de la situation financière et du résultat		
9.1. Situation financière	112 à 118 ; 124 à 154 ; 159 à 172 ; 188 à 202	43 à 50 ; 69 à 90
9.2. Résultat d'exploitation	10 ; 192-193 ; 206	77-78 ; 93
10. Trésorerie et capitaux		
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	124 à 132 ; 208-209	
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	210-211	
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	160 à 163	
10.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	N/A	
10.5. Information concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	162-163 ; 205	57-58 ; 92
11. Recherche et développement, brevets et licences	178	
12. Information sur les tendances	14 à 27 ; 112 à 118 ; 326	
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	N/A	
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale		
14.1. Organes d'administration	34 à 80	34 à 41

Rubriques	N° page du document de référence 2016	Actualisation du 9 août 2017
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	80	
15. Rémunération et avantages		
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	81 à 96	
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	328-329	
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1. Date d'expiration des mandats actuels	36 à 60	
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	80	
16.3. Information sur le comité d'audit et le comité des rémunérations	71 à 75	41-42
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme ou non au régime de gouvernement d'entreprise	61	
17. Salariés		
17.1. Nombre de salariés	411	
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	93 ; 447-448	
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	250-251	
18. Principaux actionnaires		
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	449	158
18.2. Existence de droits de vote différents des actionnaires susvisés	451	
18.3. Contrôle de l'émetteur	451	
18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	452	
19. Opérations avec des apparentés	N/A	
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1. Informations financières historiques	204 à 348 ; 351 à 355	91 à 155
20.2. Informations financières pro forma	10-11 ; 304 à 306	143 à 146
20.3. États financiers	204 à 348 ; 315 à 355	91 à 155
20.4. Vérification des informations financières historiques	349-350 ; 391-392	156-157
20.5. Date des dernières informations financières	349-350 ; 391-392	156-157
20.6. Informations financières intermédiaires et autres	N/A	
20.7. Politique de distribution des dividendes	28 ; 442 ; 453	
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	175 à 178	60 à 62
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	200	
21. Informations complémentaires		
21.1. Capital social	379 ; 448	158
21.2. Acte constitutif et statuts	438 à 443	158
22. Contrats importants	N/A	
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	N/A	
24. Documents accessibles au public	485	160
25. Informations sur les participations	335 à 341	

8.4 Table de concordance du rapport financier semestriel

En application de l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Rapport financier semestriel		N° page
		Actualisation du 9 août 2017
1.	Etats financiers au 30 juin 2017	91 à 155
2.	Rapport semestriel d'activité	69 à 90
2.1.	Évènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels	69 à 76
2.2.	Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice	43
2.3.	Principales transactions intervenues entre parties liées	150-151
3.	Attestation du responsable	160
4.	Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière du premier semestre de l'exercice 2017	156-157

8.5 Table de concordance entre les articles CRR et les tableaux du rapport Pilier III

Article CRR	Tableaux et fiches du comité de Bâle/EBA	Référence rapport Pilier III	Page rapport Pilier III 2016	Page document de référence 2016	Page actualisation rapport Pilier III	Page actualisation document de référence
Gouvernance et gestion des risques						
Article 435 (1)	(EBA) EU OVA - Approche de la gestion des risques de la banque	2.1. Gouvernance et 2.2. Dispositif de gestion des risques	12-13	119-121		
		2.4. Appétit au risque	14	120		
		2.7. Tests de résistance	24	121		
Article 435 (1)	(EBA) CRA - Informations générales sur le risque de crédit	5.1. Organisation du contrôle des risques de crédit	48	133		
		5.2. Politique de crédit	48	133		
Article 435 (1)	(EBA) CCRA - Informations qualitatives sur le risque de contrepartie	6.1. Gestion du risque de contrepartie	74	134		
Article 435 (1)	(EBA) MRA - Informations qualitatives sur le risque de marché	8.1. Organisation de la gestion des risques de marché	88	148		
Liens entre les états financiers et les expositions réglementaires						
Article 436 (b)	EU LI1 - Différence entre les périmètres de consolidation comptable et réglementaire et correspondance entre les états financiers et les catégories de risques réglementaire	Tableau 1	27-28	125-126		
Article 436 (b)	EU LIA – Explication des écarts entre les valeurs comptables et réglementaires des expositions	3.2. Périmètre de consolidation prudentiel	26			
Mesures de supervisions macro prudentielles						
Article 458	(BCBS mars 2016) CCyB1 – Coussin contracyclique - Répartition géographique des expositions de crédit pertinentes pour le calcul du coussin de FP	Tableau 5	35	na	9	
Ratio de levier						
Article 451	(BCBS mars 2016) LR1 – Comparaison entre les expositions comptables et les expositions levier	Tableau 52	103	166	39	58
	(BCBS mars 2016) LR2 – Ratio de levier	Annexe 3	164	na	50	
Exigences de fonds propres						
Article 438 (c) (f)	(EBA) EU OV1A - Aperçu des RWA	Tableau 9	41		13	
Article 438 dernier paragraphe	(EBA) EU CR10 - Notation interne – Financement spécialisé et Actions selon la méthode de la pondération simple des risques	Tableau 30	72		24	
Art. 438 c), d), e) et f)	NX01 - EAD, RWA et EFP par approche et par catégorie d'exposition bâloise	Tableau 8	40	142	12	48
Art. 442 c)	NX03 - Expositions et EAD et par catégorie d'exposition bâloise	Tableau 10	42			
Art. 442 d), e) et f)	NX05 - EAD par zone géographique et par catégorie d'exposition	Tableau 11	43		14	
Art. 444 a), b) et c)	NX11BIS - EAD par catégorie d'exposition et par agence en standard	Tableau 12	44			
Art. 453 d)	NX17 - Expositions garanties par note et par nature du garant	Tableau 13	44			
Art. 453 f) et g)	NX18 - EAD par technique d'atténuation du risque de crédit	Tableau 14	45			
Risque de crédit et techniques d'atténuation du risque de crédit						
Article 442 (a) et (b)	CRBA - Informations supplémentaires sur la qualité de crédit des actifs			139-140		
Article 442 (c), (g) et (h)	(BCBS) CR1 - Qualité de crédit des actifs	Tableau 17	54		17	

			Page rapport Pilier III 2016	Page document de référence 2016	Page actualisation rapport Pilier III	Page actualisation document de référence
Article CRR	Tableaux et fiches du comité de Bâle/EBA	Référence rapport Pilier III				
Article 453 (a) (e)	(EBA) EU CRC - Informations qualitatives sur les techniques d'atténuation du risque de crédit	5.5. Techniques de réduction des risques de crédit	50-51	139-140		
Article 453 (f) et (g)	(EBA) CR3 - Aperçu des techniques d'atténuation du risque de crédit	Tableau 15	52		15	
Article 442 (c)	(EBA) EU CRB-B - Montant total des expositions nette et moyenne	Tableau 18	55			
Article 442 (d)	(EBA) EU CRB-C - Répartition géographique des expositions	Tableau 19	56			
Article 442 (e)	(EBA) EU CRB-D - Concentration des expositions par type d'activité ou de contrepartie	Tableau 20	57			
Article 442 (f)	(EBA) EU CRB-E - Maturité des expositions	Tableau 21	58			
Approche standard – risque de crédit et atténuation du risque de crédit						
Article 444 (a) (d)	(EBA) EU CRD - Informations qualitatives sur le recours de la banque à des notations de crédit externes selon l'approche standard pour le risque de crédit	5.6. Risque de crédit : approche standard	59	135-136		
Article 453 (f) et (g)	(EBA) EU CR4 - Expositions au risque de crédit et effets de l'atténuation du risque de crédit en approche standard	Tableau 23	61		18	
Article 444 (e)	(EBA) EU CR5 - Expositions en cas de défaut par classe d'actif et par coefficient de pondération (Expositions brutes)	Tableau 24	61	135	18	
NI – risque de crédit et atténuation du risque de crédit						
Article 452 (a) (c)	(EBA) EU CRE - Informations qualitatives sur les modèles NI	5.7. Risque de crédit : approche fondée sur les notations internes	62	134-139		
Article 452 (e)(h) et (j)	(EBA) EU CR6 - Notation interne – Expositions au risque de crédit par portefeuille et par fourchette de probabilité de défaut	Tableau 29	68		20	
Article 453 (g)	(EBA) EU CR7 - Notation interne – Effet des dérivés de crédit employés comme techniques d'atténuation du risque de crédit sur les actifs pondérés des risques	Tableau 16	53		16	
Article 92 (3) et 438 (d)	(EBA) EU CR8 - États des flux d'actifs pondérés des risques pour les expositions au risque de crédit selon l'approche de notation interne	Tableau 28	67		19	
Art. 452 (j)	NX16 - PD MP et LGD MP par zone géographique	Tableau 26	63			
Risque de contrepartie						
Article 439(e), (f) et (i)	(EBA) EU CCR1 - Analyse de l'exposition au risque de contrepartie par approche	Tableau 34	75		25	
Article 439 (e) et (f)	(EBA) EU CCR2 - Exigence de fonds propres en regard de l'ajustement de l'évaluation de crédit	Tableau 38	80		29	
Article 444 (e)	(EBA) EU CCR3 - Approche standard – Expositions au risque de contrepartie par portefeuille réglementaire et par pondération des risques	Tableau 35	76		26	
Article 452 (e)	(EBA) EU CCR4 - Expositions au risque de contrepartie par portefeuille et par fourchette de probabilité de défaut	Tableau 36	77		27	
Article 439 (g) et (h)	(EBA) EU CCR6 - Expositions sur dérivés de crédit	Tableau 37	79		29	

Article CRR	Tableaux et fiches du comité de Bâle/EBA	Référence rapport Pilier III	Page rapport Pilier III 2016	Page document de référence 2016	Page actualisation rapport Pilier III	Page actualisation document de référence
Titrisation						
Article 449	(BCBS) SECA – Informations qualitatives sur les expositions de titrisation	7.2. Gestion des risques liés à des opérations de titrisation	82-83	147		
	(BCBS) SEC1 – Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire	Tableau 40	84		30	
	(BCBS) SEC2 – Expositions de titrisation dans le portefeuille de négociation	Tableau 41	84		30	
	(BCBS) SEC3 – Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire et exigences de fonds propres réglementaires associées – banque agissant comme émetteur ou mandataire	Tableau 45	86		32	
	(BCBS) SEC4 – Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire et exigences de fonds propres réglementaires associées – banque agissant comme investisseur	Tableau 46	86		33	
Art. 449 k)	NX33BIS - EAD du portefeuille bancaire par agence	Tableau 39	83			
Risque de marché						
Article 445	(EBA) EU MR1- Exigences en fonds propres pour le risque de marché	Tableau 47	92		34	
Article 105 et article 455 (c)	(EBA) EU MRB A - Informations qualitatives sur les banques suivant l'approche des modèles internes (AMI)	8.3. Méthodologie de mesure des risques de marché	90-91	148-151		
article 455 (a) et (b)	(EBA) EU MRB B - Informations qualitatives sur les banques suivant l'approche des modèles internes (AMI)	8.3. Méthodologie de mesure des risques de marché	90-91	148-151		
article 455(e)	(EBA) EU MR2 – A - Risque de marché suivant l'approche des modèles internes	Tableau 50	93		35	
article 455 (d)	(EBA) EU MR3 - Valeurs dans le portefeuille de négociation selon l'approche des modèles internes	Tableau 48	92		34	
article 455 (g)	(EBA) EU MR4 - Comparaison des estimations de VaR par rapport aux gains ou pertes	Tableau 54	93		34	
Risque opérationnel						
Article 446	(BCBS) ORA – Information qualitative générale sur la gestion du risque opérationnel	10. Risque opérationnel	112-115	155-158		
	(BCBS) OR1 – Historical losses used for SMA calculation	Tableau 59	114			
	(BCBS) OR3 – Historical losses	Tableau 60	114	158		
Risque de taux d'intérêt global (IRRBB)						
Article 448	(BCBS) Tableau A – Objectifs et politiques de gestion de l'IRRBB	9.4. Risque de taux d'intérêt global	105-106	166-168		
	(BCBS) Tableau B – Sensibilité de la marge d'intérêt	Tableau 56 (IRRBB – Tableau B)	106	168		
Rémunération						
Article 450	(BCBS) REMA – Politique de rémunération	12. Informations sur les rémunérations	125-144	81-96		

8.6 Index des tableaux du rapport Pilier III et du document de référence

	Intitulé tableau	Page rapport Pilier III 2016	Page document de référence 2016	Page actualisation rapport Pilier III	Page actualisation document de référence
Gestion du capital et adéquation des fonds propres	Tableau 1 (EU L11) : Différence entre les périmètres de consolidation comptable et réglementaire et correspondance entre les états financiers et les catégories de risques réglementaires	27-28	125-126		
	Tableau 2 : Tableau de passage des capitaux propres comptables aux fonds propres prudentiels après application des dispositions transitoires	30	128	8	43
	Tableau 3 : Tableau fonds propres prudentiels annexes VI	31	na		
	Tableau 4 : Ratio global	34	129		
	Tableau 5 (CCYB1) : Ventilation géographique des expositions au titre du coussin contracyclique	35	na	9	
	Tableau 6 : Tableau d'évolution du capital prudentiel après application des dispositions transitoires sur la période	35	130	10	45
	Tableau 7 : Tableau des risques pondérés au 31 décembre 2016	37	131	11	46
Risques de crédit et aux risques de contrepartie	Tableau 8 (NX01) : EAD, RWA et EFP par approche et par catégorie d'exposition bâloises	40	142	12	48
	Tableau 9 (EU OV1) : Aperçu des RWA	41		13	
	NX02 : RWA en Bâle III par principal métier Natixis		132		47
	Tableau 10 (NX03) : Expositions et EAD et par catégorie d'exposition bâloise	42	144		
	Tableau 11 (NX05) : EAD par zone géographique et par catégorie d'exposition	43	145	14	49
	NX06 : EAD par zone géographique		146		
	Tableau 12 (NX11 BIS) : EAD par catégories d'exposition et par agence en standard	44			
	NX12 : EAD par note interne (équivalent S&P)		146		50
	Tableau 13 (NX17) : Expositions garanties par note et par nature du garant	44			
	Tableau 14 (NX18) : EAD par technique d'atténuation du risque de crédit	45			
Risque de crédit	Tableau 15 (EU CR3) : Aperçu des techniques d'atténuation du risque de crédit	52		15	
	Tableau 16 (EU CR7) : Notation interne – Effet des dérivés de crédit employés comme techniques d'atténuation du risque de crédit sur les actifs pondérés des risques	53		16	
	Tableau 17 (EU CR1) : Qualité de crédit des actifs	54		17	
	Tableau 18 (EU CRB – B) : Montant total des expositions nette et nette moyenne	55			
	Tableau 19 (EU CRB – C) : Répartition géographique des expositions	56			
	Tableau 20 (EU CRB – D) : Concentration des expositions par type d'activité ou de contrepartie	57			
	Tableau 21 (EU CRB – E) : Maturité des expositions	58			
	Tableau 22 (CRD-D) : Pondérations utilisées en méthode standard par catégorie d'exposition et par échelon de crédit	60			
	Tableau 23 (EU CR4) : Expositions au risque de crédit et effets de l'atténuation du risque de crédit en approche standard	61		18	
	Tableau 24 (EU CR5) : EAD par classe d'actif et par coefficient de pondération	61		18	
	Tableau 25 (EDTF 15) : Correspondances indicatives entre les notations internes à dire d'experts et les agences externes (corporate, banque, financement spécialisé)	63			
	Tableau 26 (NX16) : PD et LGD par zone géographique	63			
	Tableau 27 (CRE) : Principaux modèles internes utilisés : PD, LGD et CFF	66			
Tableau 28 (EU CR8) : États des flux d'actifs pondérés des risques pour les expositions au risque de crédit selon l'approche de notation interne	67		19		

	Page rapport Pilier III 2016	Page document de référence 2016	Page actualisation rapport Pilier III	Page actualisation document de référence
Intitulé tableau				
Tableau 29 (EU CR6) : Notation interne – Expositions au risque de crédit par portefeuille et par fourchette de probabilité de défaut	68		20	
Tableau 30 (EU CR10) : Notation interne – Financement spécialisé et actions selon la méthode de la pondération simple des risques	72		24	
Tableau 31 (NX23) : Répartition des expositions sur actions par principal métier de Natixis	72			
Tableau 32 (NX24) : EAD sur actions par type et nature d'exposition	72		24	
Tableau 33 (NX25) : RWA sur actions par approche	72		24	
Risque de contrepartie				
Tableau 34 (EU CCR1) : Analyse de l'exposition au risque de contrepartie par approche	75		25	
Tableau 35 (EU CCR3) : Approche standard – Expositions au risque de contrepartie par portefeuille réglementaire et par pondération des risques	76		26	
Tableau 36 (EU CCR4) : NI – Expositions au risque de contrepartie par portefeuille et par fourchette de probabilité de défaut	77		27	
Tableau 37 (EU CCR6) : Expositions sur dérivés de crédit	79		29	
Tableau 38 (EU CCR2) : Exigence de fonds propres en regard de l'ajustement de l'évaluation de crédit	80		29	
Titrisation				
Tableau 39 (NX33 BIS) : EAD du portefeuille bancaire par agence	83			
Tableau 40 (SEC1) : Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire	84		30	
Tableau 41 (SEC2) : Expositions de titrisation dans le portefeuille de négociation	84		30	
Tableau 42 (NX31-A) : EAD Bilan et hors bilan selon le rôle joué par Natixis sur le portefeuille bancaire	85		31	
Tableau 43 (NX31-B) : EAD selon le rôle joué par Natixis sur le portefeuille de négociation	85		31	
Tableau 44 (NX34) : Positions de retitrisation avant et après substitution	85			
Tableau 45 (SEC3) : Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire et exigences de fonds propres réglementaires associées – banque agissant comme émetteur ou mandataire	86		32	
Tableau 46 (SEC4) : Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire et exigences de fonds propres réglementaires associées – banque agissant comme investisseur	86		33	
Risque de marché				
Tableau 47 (EU MR1) : Risque de marché selon l'approche standard	92		34	
Tableau 48 (MR3) : VaR, VaR stressée, IRC sur le périmètre réglementaire	92		34	
Tableau 49 (MR4) : Backtesting sur le périmètre réglementaire	93		34	
Tableau 50 (EU MR2-A) : Expositions au risque de marché selon l'approche des modèles internes	93		35	
Risque de liquidité				
Tableau 51 : Ratio de liquidité (LCR) au 31/12/2016	102	164		
Tableau 52 : (LR1) : Comparaison entre les expositions comptables et les expositions levier	103	166	39	58
Risque de change structurel				
Tableau 53: Impact sur le ratio CET1	104	166		
Risque de taux d'intérêt global				
Tableau 54 : Mesure de la sensibilité à une variation des taux de + 1 %, par maturité au 31 décembre 2016	105	167		
Tableau 55 : Gap de taux de par maturités au 31 décembre 2016	106	167		
Tableau 56 (IRRBB – Tableau B) : Sensibilité de la marge d'intérêt	106	168		
Autres informations				
Tableau 57 : Actifs grevés et non grevés au 31/12/2016 (en millions d'euros)	107	169		
Tableau 58 : Ventilation des passifs financiers par échéance contractuelle	108	170-171		
Risque opérationnel				
Tableau 59 (OR1) : Évolution des pertes (méthode de calcul SMA)	114			
Tableau 60 (OR3) : Évolution des pertes	114			
Expositions sensibles				
Tableau 61 : Expositions sur les rehausseurs de crédit	146	184	44	67
Tableau 62 : RMBS Européen	146	184	44	67

Informations complémentaires

8

Responsable du contrôle des comptes

	Page rapport Pilier III 2016	Page document de référence 2016	Page actualisation rapport Pilier III	Page actualisation document de référence
Intitulé tableau				
Tableau 63 : CMBS	146	185	45	67
Tableau 64 : Expositions aux pays sous plan d'aide	147	185-186	45	68
Annexes				
Annexe 1 : Tableau de passage du bilan financier au bilan prudentiel au 31 décembre 2016	154		49	
Annexe 2 : Émissions instruments de fonds propres au 31 décembre 2016	156			
Annexe 3 : Ratio de levier (LR2)	164		50	

8.7 Responsables du contrôle des comptes

Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

- Deloitte & Associés (représenté par les associés signataires Charlotte Vandeputte et Jean-Marc Mickeler) - 185, avenue Charles-de-Gaulle - 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex ;
- PriceWaterhouseCoopers Audit (représenté par les associés signataires Agnès Hussherr et Patrice Morot), 63, rue de Villiers – 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex ;
- Mazars (représenté par les associés signataires Charles de Boisriou), 61, rue Henri Regnault - 92075 La Défense Cedex.

Deloitte & Associés, PriceWaterhouseCoopers Audit et Mazars sont enregistrés comme commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et placés sous l'autorité du «Haut Conseil du Commissariat aux Comptes».

Commissaires aux comptes suppléants :

- BEAS, 7-9, Villa Houssay - 92200 Neuilly-sur-Seine représenté par l'associé Mireille Berthelot ;
- M. Jean-Baptiste Deschryver, 63, rue de Villiers – 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex ;
- M.Franck Boyer, Immeuble Exaltis, 61, rue Henri Regnault - 92075 La Défense Cedex.



30, avenue Pierre Mendès France

75013 Paris

Tél. : +33 1 58 32 30 00

www.natixis.com

 GROUPE BPCE